

Compte-rendu d'activité **2017**

FÉDÉRATION
DÉPARTEMENTALE D'ÉNERGIE
DU PAS-DE-CALAIS

CONCESSION DE DISTRIBUTION PUBLIQUE D'ÉLECTRICITÉ



Le Compte-Rendu annuel d'Activité du Concessionnaire (CRAC) est établi conformément au cahier des charges de concession et comprend les éléments suivants :

| | |
|------------------------------------|----|
| Éditorial | 4 |
| Le service public de l'électricité | 6 |
| L'organisation du concessionnaire | 8 |
| Les chiffres clés de la concession | 10 |

Compte-rendu de l'activité d'Enedis pour le développement et l'exploitation du réseau public de distribution d'électricité sur votre territoire **14**

| | |
|--|----|
| 1. La présence d'Enedis sur votre territoire | 16 |
| 2. Le développement et l'exploitation du réseau public de distribution d'électricité | 34 |
| 3. Enedis, une priorité clients affirmée | 60 |
| 4. Les éléments financiers et patrimoniaux de la concession | 80 |

Annexes au compte-rendu de l'activité d'Enedis **105**

Compte-rendu de l'activité d'EDF pour la fourniture d'électricité aux tarifs réglementés de vente sur votre territoire **118**

| | |
|---|-----|
| 1. Faits marquants 2017 et perspectives 2018 | 120 |
| 2. Les clients de la concession | 136 |
| 3. La qualité du service rendu aux clients | 144 |
| 4. La solidarité au cœur des valeurs et des engagements d'EDF | 178 |
| 5. Les éléments financiers de la concession | 200 |

Annexes au compte-rendu de l'activité d'EDF **205**

Concernant la mission confiée à Enedis,



Emmanuelle
MISSIRE Directrice
Territoriale Enedis
Pas-de-Calais

Enedis est un acteur central des initiatives énergétiques locales. Ainsi en 2017, dans un contexte où de nombreuses transformations territoriales sont en cours, Enedis s'est engagée auprès des collectivités locales pour faciliter la mise en œuvre des projets de transition énergétique, en co-construisant avec elles les solutions adaptées à leurs besoins. Enedis, acteur majeur de la croissance verte intégrant plus de 95% des énergies renouvelables au réseau public de distribution, n'a jamais cessé d'adapter celui-ci pour le rendre compatible avec les nouveaux usages (intégration des EnR, mobilité électrique, développement de l'autoconsommation collective, ...). L'alliance du numérique et des réseaux ouvre des perspectives importantes dans le développement de nouveaux usages et des réseaux de demain, les réseaux intelligents dont une des briques essentielles est Linky.

Enedis, porteur d'un Service Public moderne garant de la cohésion sociale et territoriale, est un acteur de la transition écologique des territoires solidaires et interconnectés par un réseau public de distribution d'électricité à la pointe de la technologie. Enedis est garante de l'égalité des chances entre les territoires grâce à la péréquation tarifaire, à l'égalité de traitement, aux investissements de modernisation du réseau et aux interventions 24h/24 7j/7 sur tout le périmètre de la concession.

En 2018, mes trois grandes priorités pour le Pas-de-Calais sont de réduire la fracture territoriale, en améliorant durablement la

qualité de la fourniture sur les territoires les plus en écart exposés aux aléas climatiques, d'assurer et d'accompagner le développement économique des territoires ainsi que de soutenir la mise en œuvre de la transition énergétique et écologique dans les territoires.

Les attentes des Collectivités Locales sont multiples mais chaque projet local est unique. Enedis mettra toute son expertise au service de votre ambition énergétique pour faciliter la concrétisation de vos projets de développement et programmes de transition énergétique : PCAET, projets d'aménagement et d'urbanisme, programmes de rénovation énergétique, développement et accompagnement de la production d'EnR et projets d'autoconsommation collective, développement de la mobilité électrique, protection des paysages et de la biodiversité ...

Le Service Public de la Distribution n'a jamais été aussi moderne, engagé au cœur de la transition énergétique et de la croissance verte.

Concernant la mission confiée à EDF,

Comme chaque année, nous avons le plaisir de vous rendre compte de l'exécution de la mission de service public qui nous est confiée sur le territoire de la Fédération Départementale d'Énergie du Pas-de-Calais.

Dans un environnement concurrentiel fort, nous conservons la confiance d'un très grand nombre de Français puisqu'**en 2017, près de neuf clients Particuliers sur dix se déclarent satisfaits de leur fournisseur EDF.** Autre reconnaissance en 2017, EDF a remporté, **pour la deuxième année consécutive, le premier prix du Podium de la Relation Client** BearingPoint-Kantar TNS, dans la catégorie « Entreprises de service ». Ces performances sont le fruit du travail quotidien de nos équipes ; elles s'attachent à rendre un service de qualité avec le souci constant de s'améliorer.

En 2017, **EDF a poursuivi ses efforts pour offrir à ses clients des outils numériques d'excellence**, avec ses sites internet, ses applications mobiles, et un large éventail de fonctionnalités proposées aux clients. La solution digitale d'EDF **e.équilibre**, qui aide les clients particuliers à mieux comprendre et à agir sur leur consommation d'électricité a confirmé en 2017 son succès : à fin d'année, nous comptabilisons 2,5 millions d'utilisateurs. Nos clients disposent d'une **appli EDF & MOI enrichie d'un « fil d'actu »** qui propose un suivi de la consommation pouvant être journalier pour les clients équipés du compteur Linky™

Le lien d'EDF avec ses clients est de plus en plus numérique car cela répond à leurs attentes, mais il est aussi humain. **Notre canal téléphonique est performant** et repose sur des Centres de Relation Clients (CRC) qui

opèrent en maillage national au profit de toutes les concessions et de tous les clients. **Tous nos CRC sont implantés en France. C'est un choix délibéré d'EDF.**

Les clients de votre concession bénéficient de **l'expertise des conseillers d'EDF** pour les accompagner au quotidien. En cas de difficultés financières, par l'intermédiaire des services sociaux des collectivités de votre territoire, une solution d'accompagnement est toujours proposée par nos équipes solidarité. EDF est aussi partenaire **dans les territoires de nombreuses structures de médiation sociale** qui viennent en aide aux personnes en difficulté.

Enfin, l'année 2017 a été marquée par la signature d'un accord-cadre important qui réunit la FNCCR, France Urbaine, ENEDIS et EDF : il établit un **nouveau modèle de contrat de concession** que les parties recommandent pour la signature des contrats à compter de cette année 2018. Avec ce nouveau modèle, les signataires de l'accord ont exprimé leur **attachement au modèle concessif français** de la distribution d'électricité et de la fourniture aux tarifs réglementés de vente, et **aux valeurs de service public.**

Je vous souhaite une bonne lecture de ce compte-rendu 2017 et me tiens à votre disposition avec nos équipes pour vous le présenter.



VERGRIETE
Rémy, Directeur
Développement
Territorial



Un service public, deux missions

L'exercice du service public de l'électricité, dans le cadre des cahiers des charges de concession, recouvre deux missions complémentaires dévolues, par la loi, conjointement à Enedis, filiale gérée en toute indépendance, et à EDF.

CES DEUX MISSIONS CONSTITUTIVES DU SERVICE CONCÉDÉ SONT :

1 - Le développement et l'exploitation du réseau public de distribution d'électricité

Enedis assure, dans le cadre de sa mission de développement et d'exploitation du réseau public de distribution d'électricité, la desserte rationnelle en électricité du territoire national par les réseaux publics de distribution. À cet effet, elle développe, exploite, entretient et modernise le réseau public de distribution. De même, Enedis garantit la continuité du réseau, le raccordement et l'accès à celui-ci de l'ensemble des utilisateurs du réseau, dans des conditions objectives, transparentes et non discriminatoires et gère de nombreuses données associées. Enedis est indépendante des fournisseurs d'électricité.

Ces activités sont financées par le Tarif d'Utilisation des Réseaux Publics d'Électricité (TURPE) qui constitue l'essentiel des recettes du distributeur (à plus de 90 %).

Le TURPE est fixé par la Commission de régulation de l'énergie (CRE) en accord avec les orientations de politique énergétique définies par le Gouvernement. Ce tarif est unique sur l'ensemble du territoire national, conformément au principe d'égalité de traitement inscrit dans le code de l'énergie et garantit une cohésion sociale et territoriale.

2 - La fourniture d'électricité aux tarifs réglementés de vente

EDF assure la fourniture d'électricité aux clients raccordés au réseau de distribution de la concession, bénéficiant des tarifs réglementés de vente (TRV).

Depuis le 1^{er} janvier 2016, seuls les sites de puissance souscrite inférieure ou égale à 36 kVA peuvent bénéficier des tarifs réglementés, en application de la loi du 7 décembre 2010 portant nouvelle organisation du marché de l'électricité (NOME) qui a supprimé les tarifs réglementés au 31 décembre 2015 pour les sites de puissance souscrite supérieure à 36 kVA.

Les tarifs réglementés de vente présentent pour les clients quatre caractéristiques majeures :

- ces tarifs nationaux sont déterminés dans les conditions définies par le code de l'énergie ;
- ils sont fondés sur une péréquation tarifaire au profit des clients de l'ensemble des concessions ;
- ils sont mis en œuvre, dans le cadre des contrats de concession, sous le contrôle des autorités concédantes, pour facturer la fourniture d'électricité assortie des conditions de service proposées aux clients ;
- les conditions générales de vente associées sont mises à jour par EDF selon les modalités définies par le contrat de concession et sur avis consultatif des associations de consommateurs représentatives. La dernière évolution est intervenue en décembre 2017 (cf. 3.2).

L'organisation du système français du service public de l'électricité s'articule autour de deux échelons

AU NIVEAU NATIONAL

L'alimentation en électricité de la concession est assurée par l'ensemble du système électrique national dans lequel l'offre et la demande sont équilibrées à tout instant. La réalisation de cet équilibre s'appuie sur une programmation à long terme des investissements de production et sur un développement rationnel du réseau public de transport géré par RTE (Réseau de Transport d'Électricité), conforté par des interconnexions avec les pays voisins.

Situés à la charnière entre le réseau de transport et le réseau de distribution, les postes sources, propriété de RTE et d'Enedis, chacun pour la partie des installations qu'il exploite, jouent un rôle clé dans la qualité et la continuité de l'alimentation électrique des concessions de distribution.

Enedis et EDF bénéficient, au même titre que les Entreprises Locales de Distribution (ELD), d'un monopole légal dans leur zone de desserte, respectivement, pour l'exploitation et le développement du réseau public de distribution d'électricité et pour la fourniture d'électricité aux tarifs réglementés de vente (TRV). Ces missions s'effectuent dans le cadre d'une péréquation tarifaire et d'une régulation nationale sous l'égide de la Commission de régulation de l'énergie (CRE).

AU NIVEAU LOCAL

Enedis et EDF exercent leurs missions dans les conditions fixées par la loi et le contrat de concession signé avec chaque autorité concédante pour son territoire. Le contrat de concession fixe notamment le périmètre de la concession, définit le service concédé, la redevance de concession, la répartition éventuelle de la maîtrise d'ouvrage des travaux sur le réseau concédé entre l'autorité concédante et le concessionnaire, ainsi que la durée de la concession. Il traite également des relations du concessionnaire avec les usagers du service, fixées pour l'essentiel, s'agissant de la mission de fourniture aux TRV, par les conditions générales de vente (CGV) d'EDF annexées au contrat de concession. Ce dernier prévoit le contrôle par l'autorité concédante des missions concédées et la production d'un Compte-Rendu annuel d'Activité (CRAC) établi par Enedis et EDF, chacune pour sa mission.

Le présent document constitue, au titre de l'exercice 2017, ce compte-rendu d'activité. Il présente les temps forts de l'année écoulée, ainsi que des informations chiffrées relatives à l'exercice.

Le dispositif contractuel s'insère dans un secteur de l'énergie qui évolue. Enedis et EDF ont poursuivi en 2017 leurs travaux avec la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) et France urbaine, qui se sont conclus par l'élaboration concertée d'un nouveau modèle de contrat de concession, en vue d'une relation contractuelle modernisée garantissant la qualité du service concédé et adaptée aux enjeux de la transition énergétique.

Pour la mission de développement et l'exploitation du réseau public

Organisation d'Enedis

L'activité de distribution publique d'électricité confiée à Enedis dans sa zone de desserte s'exerce dans un contexte technique d'interconnexion des réseaux qui constitue le seul moyen d'assurer une continuité satisfaisante de la distribution.

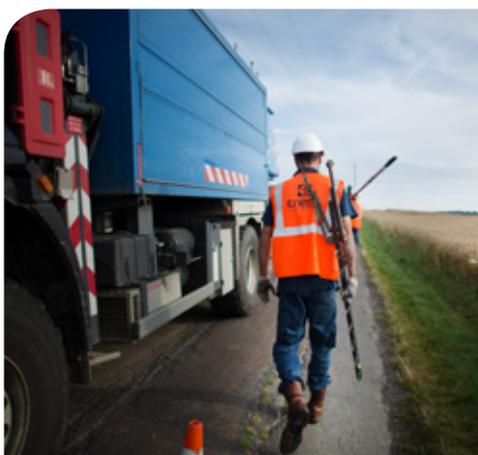
Après la rationalisation de l'exercice des activités électriques et gazières opérée en 1946 par la loi de nationalisation, les principes sous-tendant la gestion du service public de l'électricité sont ceux d'égalité, de continuité et d'adaptabilité, et ce, dans les meilleures conditions de sécurité, de qualité, de coût, de prix et d'efficacité économique, sociale et énergétique.

La législation communautaire et nationale impose à Enedis d'agir en gestionnaire de réseau efficace. Les coûts prévisionnels de l'entreprise sont pris en charge sur les 4 ans de la période tarifaire, mais Enedis est incitée à améliorer sa performance par la mise en place de mécanismes spécifiques de régulation. Ceux-ci portent sur l'efficacité, tant du point de vue de la maîtrise des coûts que de la continuité d'alimentation et de la qualité du service rendu aux utilisateurs du réseau. L'entrée en vigueur de TURPE 5 en 2017 a vu ces dispositifs renforcés.

La législation, la recherche d'efficacité et de la satisfaction de ses clients, ainsi que la préparation de l'avenir (à titre d'illustration, le déploiement du compteur Linky) conduisent Enedis à adapter en permanence son organisation opérationnelle. Ainsi, Enedis s'est structurée depuis 2012 autour de 25 Directions

régionales ancrées dans les territoires, au plus près de leurs clients et des autorités concédantes. Afin de renforcer cette proximité et cette légitimité issue de la relation avec chaque autorité concédante, le Directoire d'Enedis a décidé en janvier 2016, de faire de chacune de ces Directions régionales un centre de responsabilité opérationnelle. Chacune de celles-ci lui rend compte directement, notamment afin d'accentuer la capacité d'Enedis à prendre en compte les signaux, ainsi que les innovations des territoires, dans les politiques nationales et la feuille de route de l'entreprise.

Le Directeur régional est notamment en charge de la mise en œuvre de la politique industrielle d'Enedis et de la satisfaction de toutes ses parties prenantes. Les Directeurs territoriaux, rattachés à chacune de ces Directions régionales, sont les interlocuteurs privilégiés des autorités concédantes.



VOS INTERLOCUTEURS CHEZ ENEDIS

| Vos interlocuteurs | Fonction | Téléphone |
|--------------------|--|----------------|
| Emmanuelle MISSIRE | Directrice Territoriale | 03 21 07 50 05 |
| Yves VANLERBERGHE | Adjoint au Directeur - Délégué territorial | 03 21 07 50 08 |

Pour la mission de fourniture d'électricité aux tarifs réglementés de vente

Organisation d'EDF

La fourniture d'électricité aux tarifs réglementés de vente (TRV) est assurée par la Direction Commerce d'EDF, organisée autour d'une direction nationale et de directions commerciales régionales.

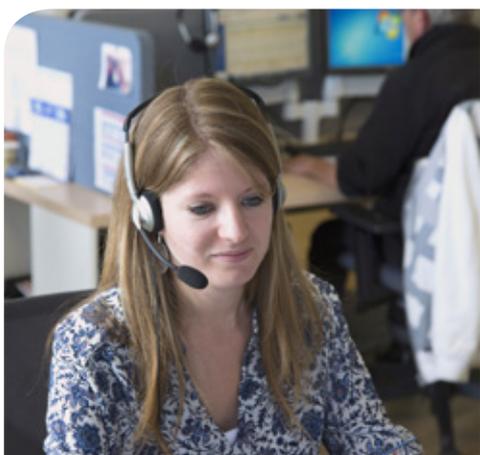
La Direction Commerce recouvre deux directions de marchés :

- la direction du marché des clients particuliers gère la fourniture d'électricité aux clients de la concession au Tarif Bleu résidentiel ;
- la direction du marché d'affaires gère la fourniture d'électricité aux professionnels, entreprises et collectivités territoriales au Tarif Bleu non résidentiel.

L'organisation de la Direction Commerce est décentralisée en s'appuyant sur 8 Directions Commerciales Régionales (DCR) : Auvergne Rhône-Alpes • Est • Grand Centre • Île-de-France • Méditerranée • Nord-Ouest • Ouest • Sud-Ouest.

Les Directeurs du Développement Territorial, interlocuteurs des collectivités territoriales et concédantes, sont rattachés aux DCR et animés par la Direction Collectivités. Cette dernière direction est l'interlocutrice des associations nationales représentatives des autorités concédantes, ainsi que de plusieurs associations nationales d'élus et d'agents territoriaux.

Les ressources mises en œuvre par la Direction Commerce pour assurer le service concédé dans chaque concession sont mutualisées à une maille nationale ou régionale.



Ainsi, la Direction Commerce recourt à des systèmes d'information développés et maintenus nationalement pour gérer les contrats, la facturation ou encore les réclamations des clients, et proposer aux clients des outils internet et applications mobiles adaptés à leurs attentes.

De même, les centres de relation clients (CRC) sont pilotés et animés par un service national dédié au sein d'EDF. Ils fonctionnent en réseau sur l'ensemble du territoire métropolitain. Cette organisation constitue une garantie de fiabilité du service rendu, en particulier pour assurer le traitement des appels des clients des différentes concessions.

Cette mutualisation des moyens du concessionnaire à une échelle nationale permet une optimisation économique qui profite à l'ensemble des clients au travers de tarifs fixés nationalement.

VOS INTERLOCUTEURS CHEZ EDF

| Vos interlocuteurs | Fonction | Téléphone |
|--------------------|----------------------------|----------------|
| Rémy VERGRIETE | Directeur de Développement | 06 99 24 45 31 |
| Michel MARIEL | Correspondant Solidarité | 06 69 61 83 45 |
| Ségolène BIVIGLIA | Référente Concession | 06 60 90 83 21 |

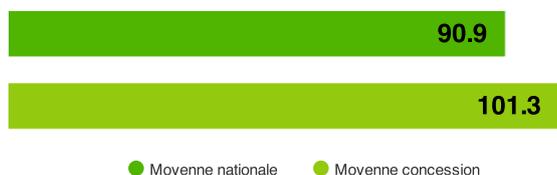
LES CHIFFRES CLÉS DE LA CONCESSION

Le développement et l'exploitation du réseau public de distribution d'électricité

La qualité de desserte

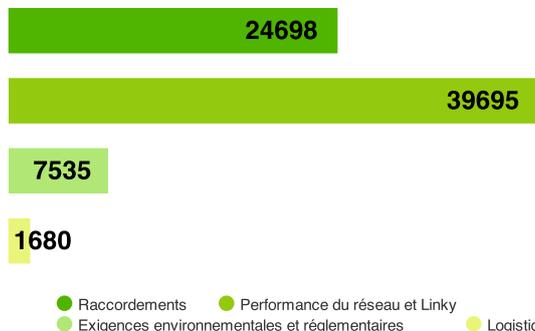
Critère B hors RTE (en min)

DURÉE MOYENNE DE COUPURE DES CLIENTS BT, HORS INCIDENTS RTE (en min)

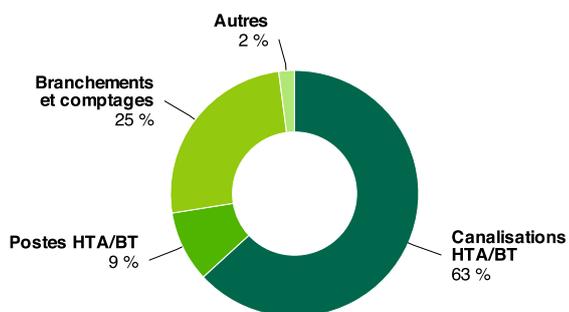


Les investissements et le patrimoine

INVESTISSEMENTS ENEDIS SUR LA CONCESSION (k€)

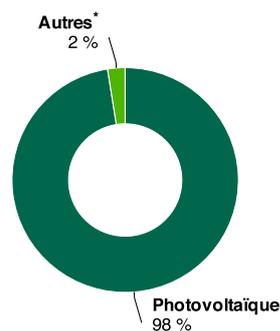


RÉPARTITION DE LA VALEUR NETTE COMPTABLE DES OUVRAGES



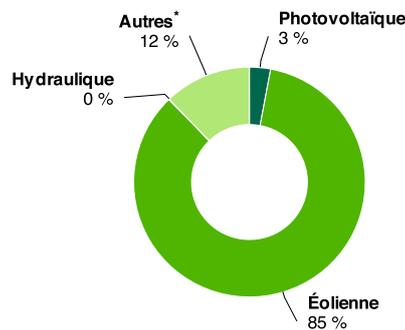
Les producteurs sur la concession

RÉPARTITION DU NOMBRE DE PRODUCTEURS



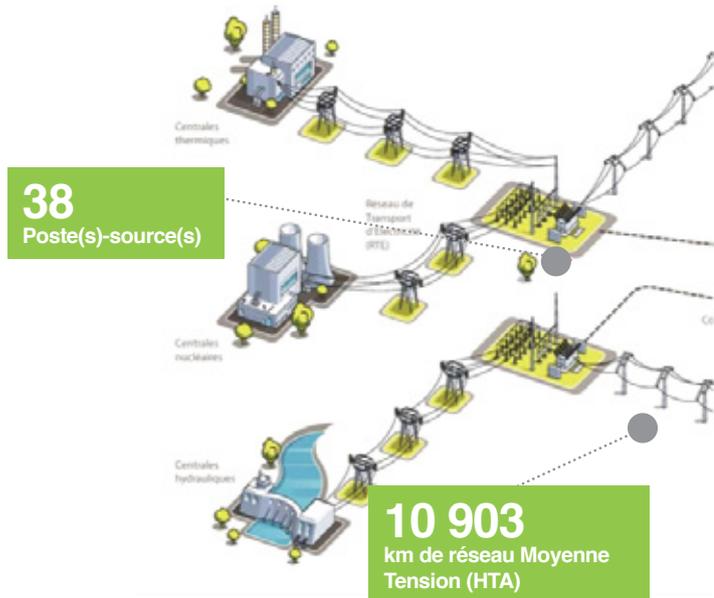
* Producteurs d'énergie d'origine éolienne, hydraulique, cogénération, biomasse.

RÉPARTITION DE LA PUISSANCE DES PRODUCTEURS



* Cogénération, biomasse...

Réseau de distribution publique d'électricité: Les chiffres clés



Raccordements à la concession

RÉPARTITION DES RACCORDEMENTS D'INSTALLATIONS DE PRODUCTION NEUVES RÉALISÉS

245

3

- Raccordements sans adaptation de réseau
- Raccordements avec adaptation de réseau

RÉPARTITION DES RACCORDEMENTS D'INSTALLATIONS DE CONSOMMATION NEUVES RÉALISÉS

3754

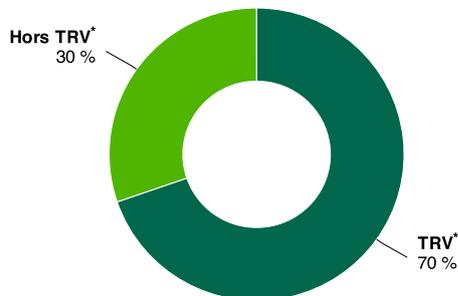
204

30

- En BT et de puissance ≤ à 36 kVA
- En BT et de puissance comprise entre 36 et 250 kVA
- En HTA

Nombre de consommateurs

RÉPARTITION DU NOMBRE DE CONSOMMATEURS



* Tarifs réglementés de vente

6 235
Installations de production

756 476
Points de livraison

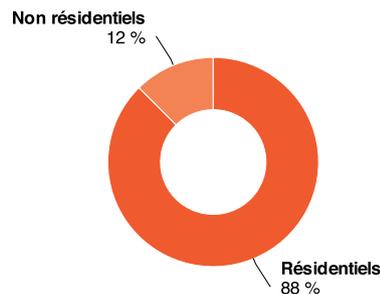
11 992
km de réseau Basse Tension (BT)

12 633
Postes de transformation HTA/BT

La fourniture d'électricité aux tarifs réglementés de vente

Les clients Tarif Bleu

RÉPARTITION DES CONSOMMATIONS DES CLIENTS TARIF BLEU RÉSIDENTIEL ET NON RÉSIDENTIEL



SOUSCRIPTIONS DANS L'ANNÉE TARIF BLEU RÉSIDENTIEL

48 415 (9,9%)

RÉSILIATIONS DANS L'ANNÉE TARIF BLEU RÉSIDENTIEL

87 358 (17,8%)

La mensualisation

CLIENTS MENSUALISÉS TARIF BLEU RÉSIDENTIEL

350 185 (71,5%)

La facturation électronique

CLIENTS BÉNÉFICIAIRE DE LA FACTURATION ÉLECTRONIQUE TARIF BLEU RÉSIDENTIEL

100 590 (20,5%)

Les pourcentages sont donnés en fonction du nombre total de clients Tarif Bleu résidentiel

LES CHIFFRES CLÉS DE LA CONCESSION

Les utilisateurs du réseau public de distribution d'électricité de la concession

LES INSTALLATIONS DE PRODUCTION RACCORDÉES AU RÉSEAU PUBLIC

| INSTALLATIONS DE PRODUCTION À FIN 2017 (CONCESSION) | | |
|--|--------------|---------------------|
| | Nombre | Puissance délivrée* |
| Total | 6 235 | 956 614 |
| dont producteurs d'énergie électrique d'origine photovoltaïque | 6 080 | 28 136 |
| dont producteurs d'énergie électrique d'origine éolienne | 105 | 811 555 |
| dont producteurs d'énergie électrique d'origine hydraulique | 5 | 434 |
| dont autres (biomasse, biogaz, cogénération...) | 45 | 116 489 |

* La puissance est exprimée en kVA pour les producteurs raccordés en basse tension et en kW pour ceux raccordés en HTA.

LES CONSOMMATEURS RACCORDÉS AU RÉSEAU PUBLIC

| TOTAL DES CLIENTS (CONCESSION) | | | |
|--------------------------------|---------------|----------------------|------------------|
| | 2016 | 2017 | Variation (en %) |
| Nombre de clients | 751 681 | 756 476 | 0,6% |
| Énergie acheminée (en kWh) | 7 760 836 463 | 7 838 084 628 | 1,0% |
| Recettes d'acheminement (en €) | 266 792 960 | 271 853 010 | 1,9% |

| TOTAL DES CLIENTS BT AYANT UNE PUISSANCE SOUSCRITE ≤ 36 KVA (CONCESSION) | | | |
|--|---------------|----------------------|------------------|
| | 2016 | 2017 | Variation (en %) |
| Nombre de clients | 743 001 | 747 693 | 0,6% |
| Énergie acheminée (en kWh) | 3 977 116 235 | 3 997 861 955 | 0,5% |
| Recettes d'acheminement (en €) | 177 988 739 | 182 611 197 | 2,6% |

| TOTAL DES CLIENTS BT DONT LA PUISSANCE SOUSCRITE EST > 36 KVA (CONCESSION) | | | |
|--|-------------|--------------------|------------------|
| | 2016 | 2017 | Variation (en %) |
| Nombre de clients | 6 813 | 6 908 | 1,4% |
| Énergie acheminée (en kWh) | 838 623 646 | 839 634 498 | 0,1% |
| Recettes d'acheminement (en €) | 34 758 699 | 35 385 999 | 1,8% |

| TOTAL DES CLIENTS HTA (CONCESSION) | | | |
|------------------------------------|---------------|----------------------|------------------|
| | 2016 | 2017 | Variation (en %) |
| Nombre de clients | 1 867 | 1 875 | 0,4% |
| Énergie acheminée (en kWh) | 2 945 096 582 | 3 000 588 175 | 1,9% |
| Recettes d'acheminement (en €) | 54 045 522 | 53 855 815 | -0,4% |

Les clients bénéficiaires des tarifs réglementés de vente sur le territoire de la concession

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la concession de fourniture d'électricité concerne exclusivement des sites de puissance inférieure ou égale à 36 kVA. La très grande majorité des sites en concession sont au Tarif Bleu. Quelques sites de puissance inférieure ou égale à 36 kVA subsistent au Tarif Jaune ou Vert (cf. 2).

Les recettes sont exprimées dans les tableaux ci-dessous hors contributions (CTA, CSPE) et hors taxes (TCFE, TVA).

Le sigle 's' remplace le cas échéant la valeur afin de protéger les données des clients.

TARIF BLEU (CONCESSION)

| | 2016 | 2017 | Variation (en %) |
|---------------------------|---------------|----------------------|------------------|
| Nombre de clients | 570 001 | 530 083 | -7,0% |
| Énergie facturée (en kWh) | 3 233 861 445 | 2 850 338 642 | -11,9% |
| Recettes (en €) | 332 552 741 | 299 279 085 | -10,0% |

TARIF BLEU RÉSIDENTIEL (CONCESSION)

| | 2016 | 2017 | Variation (en %) |
|---------------------------|---------------|----------------------|------------------|
| Nombre de clients | 527 424 | 489 895 | -7,1% |
| Énergie facturée (en kWh) | 2 695 788 243 | 2 496 159 948 | -7,4% |
| Recettes (en €) | 277 817 129 | 262 198 452 | -5,6% |

TARIF BLEU NON RÉSIDENTIEL (CONCESSION)

| | 2016 | 2017 | Variation (en %) |
|---------------------------|-------------|--------------------|------------------|
| Nombre de clients | 42 577 | 40 188 | -5,6% |
| Énergie facturée (en kWh) | 538 073 202 | 354 178 694 | -34,2% |
| Recettes (en €) | 54 735 612 | 37 080 633 | -32,3% |

EDF mesure chaque année au niveau national la satisfaction des clients (cf. 3.1).

SATISFACTION DES CLIENTS (NATIONAL)

| | 2016 | 2017 | Variation (en %) |
|--------------------------|------|------------|------------------|
| Clients résidentiels | 90% | 89% | -1% |
| Clients non résidentiels | 83% | 91% | 10% |

EDF s'engage à répondre avec diligence aux réclamations qui lui sont adressées (cf. 3.6).

RÉPONSE AUX RÉCLAMATIONS ÉCRITES DES CLIENTS PARTICULIERS* (CONCESSION)

| | 2016 | 2017 | Variation (en %) |
|-------------------------------------|-------|--------------|------------------|
| Taux de réponse d'EDF sous 30 jours | 94,7% | 94,7% | -0,1% |

* Courrier et internet depuis l'année 2016.



**COMPTE-RENDU
DE L'ACTIVITÉ
D'ENEDIS POUR LE
DÉVELOPPEMENT
ET L'EXPLOITATION
DU RÉSEAU PUBLIC
DE DISTRIBUTION
D'ÉLECTRICITÉ SUR
VOTRE TERRITOIRE**



| | |
|---|-----------|
| 1. La présence d'Enedis sur votre territoire | 16 |
| 1.1. Votre concession : les faits marquants de l'année 2017, les perspectives et enjeux pour 2018 | 16 |
| 1.2. Au plan national : les faits marquants de l'année 2017, les perspectives et enjeux pour 2018 | 23 |
| 1.3. Le respect de l'environnement et de la biodiversité | 28 |
| 1.4. La contribution d'Enedis au développement du Très Haut Débit et de la fibre optique | 32 |
| 2. Le développement et l'exploitation du réseau public de distribution d'électricité | 34 |
| 2.1. La qualité d'électricité distribuée : un enjeu majeur pour Enedis | 34 |
| 2.2. Le compte-rendu de la politique d'investissement d'Enedis en 2017 | 43 |
| 2.3. Perspectives et enjeux | 53 |
| 3. Enedis, une priorité clients affirmée | 60 |
| 3.1. Enedis, une performance au rendez-vous des attentes des clients | 61 |
| 3.2. Enedis, un service public modernisé au bénéfice des clients et de la transition énergétique | 62 |
| 3.3. Enedis, à l'écoute de ses clients : une expression client multi-canal | 67 |
| 3.4. Le déploiement des compteurs Linky | 71 |
| 3.5. La facilitation des démarches de raccordement | 75 |
| 3.6. Perspectives et enjeux | 78 |
| 4. Les éléments financiers et patrimoniaux de la concession | 80 |
| 4.1. Les éléments financiers de la concession | 80 |
| 4.2. Les informations patrimoniales | 98 |
| 4.3. Les flux financiers de la concession | 103 |

1. La présence d'Enedis sur votre territoire

Enedis, dans le cadre d'étroites relations avec les autorités concédantes et les collectivités, s'attache à apporter une réponse adaptée à chaque demande. Ainsi, un interlocuteur privilégié dédié accompagne au quotidien les collectivités, les élus ou leurs services.

En donnant une place essentielle au respect de l'environnement, tout en assurant la fiabilité du réseau public de distribution, Enedis intervient au niveau local en menant des actions en faveur du développement durable, notamment pour atténuer l'impact visuel des ouvrages dans les paysages.

Enedis, dans son rôle sociétal, met en place avec les territoires divers programmes d'actions solidaires. À travers cet engagement citoyen, ses actions de partenariat et de mécénat, Enedis confirme son ancrage à long terme dans le territoire en tant qu'entreprise responsable.

1.1. Votre concession : les faits marquants de l'année 2017, les perspectives et enjeux pour 2018

FDE 62 ET ENEDIS - LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE

- Tenue de la Conférence NOME (Millésime 2016) le 02 février 2017
- Organisation du Contrôle de Concession à l'été 2017,
- Convention Très Haut Débit – FDE 62, COMPLETEL et Enedis signée le 19 septembre, permettant l'accès pour cet opérateur aux supports de distribution publique, pour y installer des réseaux en fibre optique,
- Présentation du rapport de contrôle de concession, le 29 septembre,
- Portage du CRAC au bureau élargi de la FDE 62, le 05 octobre 2017,
- Participation d'Enedis à la Commission Consultative Paritaire sur la thématique du raccordement, le 20 novembre 2017,
- Préparation de la Conférence NOME 2017, de novembre 2017 à janvier 2018.

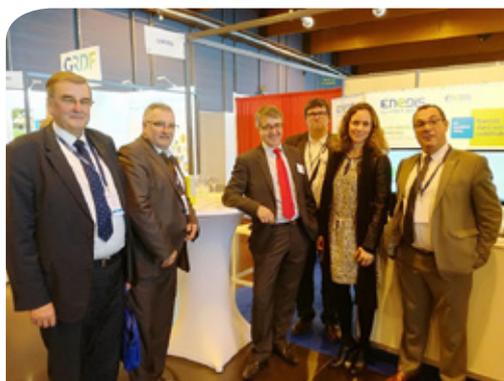
L'ACCOMPAGNEMENT DES PROJETS DE TERRITOIRE

Le concessionnaire contribue à la réalisation d'actions dans le cadre des opérations de rénovation urbaine, à travers des conventions signées avec les collectivités territoriales en charge de ce type d'opérations.

La contribution d'Enedis porte sur des aspects techniques et environnementaux. Cette démarche s'applique également aux contrats urbains de cohésion sociale.

L'équipe territoriale au congrès des maires à Arras

Le congrès des maires à Artois Expo : un temps fort pour Enedis et l'équipe territoriale du Pas-de-Calais. Le samedi 7 octobre 2017 tous les élus du Pas-de-Calais, maires et présidents d'intercommunalité étaient rassemblés en congrès à Artois expo avec les présidents du Département, de la Région, les parlementaires et le Préfet du Pas-de-Calais.



Entre élus, les débats ont porté sur les nouveaux équilibres entre territoires urbains et ruraux, les Plans locaux d'Urbanisme (PLU), les Schémas de Cohérence Territoriale, le Canal Seine Nord Europe. Autant de sujets d'aménagement du territoire pour lesquels Enedis accompagne les collectivités.

Cette journée annuelle fut l'occasion de le réaffirmer, de présenter les offres d'Enedis aux collectivités et de prendre date pour la signature du partenariat entre Enedis et l'association des maires du Pas-de-Calais au salon des maires de France le 22 novembre 2017 à Paris.

Signature de la convention de partenariat avec l'association des maires du Pas de Calais.

L'AMF62 a pour volonté de faciliter l'exercice des fonctions de ses adhérents par l'information et la formation pluridisciplinaire. Elle est un relais permanent et permet aux adhérents d'échanger leur expérience et leurs connaissances en développant des liens de solidarité.



Emmanuelle Missire
Thierry Pagès
André Flajolet

Enedis, pour sa part, entend être à l'écoute des besoins des collectivités locales afin de leur apporter toute l'information utile et nécessaire à la connaissance des missions du distributeur public d'énergie électrique. Enedis souhaite, en particulier, communiquer sur son organisation, les processus liés à la distribution publique d'électricité et les actions mises en œuvre qui peuvent avoir un impact sur la vie des collectivités.

Dans ce cadre et pour atteindre ces objectifs partagés, l'Association des Maires et des Présidents d'Intercommunalité du Pas-de-Calais et Enedis ont signées le 22 novembre 2017 une convention qui fixe les modalités de ce partenariat et détermine les axes de coopération.

AUTRES ACTIONS DE PARTENARIAT ET DE MÉCÉNAT OU PARRAINAGE

ENEDIS – Partenaire de la 12^{ème} édition de la route du Louvre

La route du Louvre a évolué, ENEDIS aussi et le challenge des communes également. ENEDIS le voulait numérique, participatif, à l'image de l'ambition numérique de la région, de la troisième révolution industrielle et de sa propre évolution.

ENEDIS, partenaire de proximité des territoires, a proposé aux communes de relever un défi numérique afin de valoriser leur mobilisation sur la Route du Louvre (préparation des animations, participations des habitants, mobilisation des signaleurs...). Pour participer, ils devaient réaliser une campagne de tweet décalée, drôle, sportive à l'image de l'événement en y associant les comptes @enedis_npdc et @ligueHDF. A la clé, 4 prix de 750 euros chacun (prix du buzz, prix du retweet, prix de la campagne la plus sportive et prix de la plus originale) et d'autres moins élevés.

Pour organiser une belle remise des prix, la Ligue d'Athlétisme a convié toutes les communes aux championnats de France d'Athlétisme le 17 février dernier. Enedis a ainsi pu récompenser une vingtaine de communes. Les sommes perçues par les communes lauréates ont été reversées aux associations de leur choix.

Au total, c'est 315 salariés et gendarmes mobilisés cette année (230 en 2016) pour les blouses roses qui interviennent dans les hôpitaux et maisons de retraite pour égayer le quotidien des patients.

Des voitures électriques d'Enedis ont ouvert la route aux marathoniens. Une illustration de l'engagement d'Enedis auprès du Conseil Régional et des collectivités pour développer l'électromobilité.



Reconduction du partenariat avec le Secours Populaire.

Le 18 Août 2017, Enedis a reconduit un partenariat solidaire qui a permis aux bénéficiaires du Secours Populaire d'assister au son et lumières « Suivez le guide , un voyage au-delà de l'imagination.»

Le soutien que l'entreprise a offert au Secours Populaire , avec la complicité de l'association «Les amis du château de Villers-Chatel » , a permis d'offrir une soirée inoubliable les 8 et 9 Septembre 2017, à 200 personnes n'ayant pas facilement accès à la culture et à l'histoire.

Le son et lumières «Suivez le guide , un voyage au-delà de l'imagination » retrace l'histoire et les légendes qui ont marqué le château depuis sa construction. Des effets de lumière et des artifices en continu ont sublimé le cadre et ont donné la magie au lieu.



LA SÉCURITÉ DES TIERS ET LA PRÉVENTION DES ACCIDENTS PAR ÉLECTRISATION

Afin de sensibiliser les personnes susceptibles d'avoir des activités professionnelles ou de loisirs à proximité des ouvrages et des installations électriques de distribution publique, Enedis déploie des actions de communication, de formation et de sensibilisation ciblées, en partenariat avec les services de l'État, les syndicats professionnels et les associations de sports et loisirs, en s'appuyant notamment sur les ressources et réseaux locaux.

COMPTE-RENDU DE L'ACTIVITÉ D'ENEDIS POUR LE DÉVELOPPEMENT ET L'EXPLOITATION DU RÉSEAU PUBLIC DE DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ SUR VOTRE TERRITOIRE



Les risques électriques au cœur de la rencontre de lycéens à la base TST (Travaux sous -Tension) de Bruay la Buisnière.

Il a été question de prévention des risques électriques à Bruay, mais aussi de formation et de présentation du travail sous tension pour trente cinq lycéens. A la demande du proviseur, les TST HTA de Bruay la Buisnière ont reconduit l'opération menée l'an passé avec le lycée professionnel d'Auchel pour emmener, le

temps d'un après-midi, des jeunes en formation électro-technique à la rencontre des métiers d'Enedis et en particulier des travaux sous tension. « *C'est quoi Enedis ? A quoi ça sert ? Que font-ils ?* » Autant de questions que se posaient les lycéens.

Après une rapide présentation d'Enedis et de ses métiers par le responsable du pôle de Bruay, un jeune monteur de 24 ans nouvellement embauché, a témoigné de son expérience d'alternant au sein des équipes TST HTA. Un témoignage fort et vrai, issu du terrain par un jeune qui, il y a encore deux ans, préparait son bac en alternance.

Sur le réseau école de la base, les élèves ont ensuite suivi deux ateliers « grandeur nature » au cours desquels ils ont découvert le métier de monteur et la préparation d'un chantier. Sans toutefois l'expérimenter, ils ont visualisé la technique de la montée au poteau à la « grimpe » et découvert les camions des TST et les matériels spécifiques utilisés. Ils se sont également essayés aux perches. « *Facile !* » osèrent certains d'entre eux, jusqu'à ce qu'ils les soulèvent ! Et oui, c'est lourd une perche, et d'autant plus quand, au bout de la perche, on y ajoute un protecteur de réseau par exemple.



LA CONTRIBUTION À L'ÉCONOMIE LOCALE

A Outreau Kmu a transformé le poste Enedis en oeuvre d'art urbaine.

Mercredi 15 novembre 2017, la Ville d'Outreau, Pas-de-Calais Habitat et Enedis ont dévoilé les fresques réalisées en octobre dans le cadre de « *Dans la rue les arts !* » Une occasion pour le distributeur de réaffirmer son engagement dans la cohésion sociale aux côtés des collectivités.

Montée avec le concours du Commissariat Général à l'Égalité des Territoires, l'opération « *Dans la rue les arts* » a livré des pans de murs et deux postes de distribution électrique à cinq artistes. Charge à eux d'y installer leur vision de la fraternité, la transformation, la communication, le rêve et l'enfance.

Garant de la cohésion sociale de par sa mission de service public (à savoir assurer la distribution d'électricité à tous, partout et au même prix pour tous), Enedis s'est naturellement inscrite dans cette opération aux côtés de la Ville d'Outreau. L'entreprise a mis à disposition deux postes de distribution : le premier a été habillé par une fresque d'art urbain réalisé par l'artiste Kmu et le second a été remis en peinture dans la continuité des travaux réalisés par l'artiste Alaniz sur les bâtiments situés autour de ce dernier.



Fresque urbaine réalisée par l'artiste Kmu

Semaine Ecole entreprise : Les élèves du lycée P. de Coubertin de Calais en visite à la base exploitation de St Martin Boulogne

Quoi de mieux pour sensibiliser les jeunes au monde de l'entreprise que de les emmener sur le terrain de l'entreprise ? C'est ce qui a été fait mardi 21 novembre 2017 sur la base de Saint-Martin Boulogne dans le cadre de la semaine école entreprise. C'était l'occasion pour les élèves de seconde et première du lycée Professionnel Pierre de Coubertin de Calais de visiter la base exploitation de Saint-Martin Boulogne.

La journée a été séquencée de manière à ce que les jeunes puissent évoluer d'atelier en atelier. Après une rapide présentation des métiers et missions d'Enedis, ils sont passés sur une maquette expliquant le fonctionnement du réseau électrique sans oublier la démonstration faite sur la valise Linky. Les questions ont été nombreuses : combien ça coûte le compteur Linky ? à quoi ça sert ? quels sont les métiers au sein d'Enedis ? comment fonctionne un transformateur ? c'est quoi des EPI ? la question de l'apprentissage a été également abordée. En deux heures de temps, les élèves ont pu appréhender concrètement le monde du travail en entreprise et voir des hommes et des femmes d'Enedis évoluer sur le terrain.



Visite de terrain sur la base d'exploitation de Saint-Martin Boulogne

COMPTE-RENDU DE L'ACTIVITÉ D'ENEDIS POUR LE DÉVELOPPEMENT ET L'EXPLOITATION DU RÉSEAU PUBLIC DE DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ SUR VOTRE TERRITOIRE

1.2. Au plan national : les faits marquants de l'année 2017, les perspectives et enjeux pour 2018

L'ANNÉE 2017 EN QUELQUES DATES

Prolongation du Protocole PCT pour 5 ans à compter du 1er janvier 2017

La FNCCR et Enedis ont signé en date du **1^{er} janvier** un nouvel avenant au protocole relatif au versement par Enedis aux autorités concédantes maîtres d'ouvrage de travaux de raccordement, de la part couverte par le tarif, dit Protocole «PCT», prolongeant l'application dudit protocole de 5 années, soit jusqu'au 31 décembre 2021. Ce 3^e avenant encadre un nouveau dispositif de traitement de la PCT directement entre les autorités concédantes et les Directions régionales d'Enedis sans faire appel à l'intermédiaire d'un tiers.

Réseaux électriques intelligents (REI)

Trois projets pour le déploiement industriel à grande échelle des smart grids- SMILE (Bretagne & Pays de la Loire), FlexGrid (PACA), You&Grid (Nord)- ont continué leurs travaux en 2017.

En complément des accès aux financements du Programme d'investissements d'avenir (50 millions d'euros *via* Ademe) dont peuvent bénéficier ces projets, Enedis, en **janvier** 2017, a démarré son programme d'investissements de 40 millions d'euros dans les réseaux électriques de distribution des zones concernées, afin de constituer le socle REI à partir des technologies en cours d'industrialisation.

Publication de la loi n° 2017-227 du 24 février 2017 ratifiant les ordonnances n° 2016-1019 du 27 juillet 2016 relative à l'autoconsommation d'électricité et n° 2016-1059 du 3 août 2016 relative à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables et visant à adapter certaines dispositions relatives aux réseaux d'électricité et de gaz et aux énergies renouvelables

Cette loi, publiée le **25 février**, confirme le cadre et les règles applicables de la mise en œuvre de l'autoconsommation individuelle et crée, dans le code de l'énergie, un chapitre V dans le 3^e livre (Dispositions relatives à l'électricité) dédié à l'autoconsommation. Elle introduit également la notion d'autoconsommation collective. Le décret n° 2017-676 du 28 avril 2017 relatif à l'autoconsommation d'électricité, modifiant les articles D. 314-15 et D. 314-23 à D. 314-25 du code de l'énergie, précise notamment le rôle des gestionnaires de réseaux publics de distribution d'électricité dans la mise en œuvre des opérations d'autoconsommation collective.

Enedis mobilisée pour réalimenter les 640 000 clients touchés par la tempête Zeus

Cinquième tempête depuis le début de l'année 2017 et également suivie de plusieurs autres, la tempête «Zeus» des **6 et 7 mars** a été la plus exceptionnelle par sa violence et son ampleur géographique (Bretagne, Pays de la Loire, Centre-Val de Loire, Aquitaine Nord, Auvergne, Sillon rhodanien, Alpes, Limousin, Poitou-Charentes, Pyrénées Landes, Languedoc-Roussillon, Nord Midi-Pyrénées, Midi-Pyrénées Sud et Bourgogne). Des rafales de vent pouvant aller jusqu'à 190 km/h dans le Finistère ont provoqué de nombreux dégâts sur le réseau de distribution et plus de 600 000 clients ont été privés d'électricité. La Force d'Intervention Rapide Electricité (FIRE) a été aussitôt déclenchée et les équipes d'Enedis se sont

COMPTE-RENDU DE L'ACTIVITÉ D'ENEDIS POUR LE DÉVELOPPEMENT ET L'EXPLOITATION DU RÉSEAU PUBLIC DE DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ SUR VOTRE TERRITOIRE

mobilisées : soit plus de 3 500 techniciens, les entreprises partenaires, les centres appels dépannages, les agences de conduites régionales, pour parvenir à réalimenter 90 % des clients privés d'électricité en moins de 48 heures le 7 mars.

Création de l'European Distribution System Operators Association for Smart Grids (EDSO4SG)

Le **19 mai**, Enedis et tous les acteurs de la distribution d'électricité et de gaz (environ 170 gestionnaires de réseaux de distribution français) ont signé un protocole d'accord pour mettre en commun leurs moyens et compétences autour des services numériques, notamment par la création d'une association dédiée : EDSO4SM. Cette association, présidée par Christian Buchel, en charge du numérique et de l'Europe chez Enedis, a vocation à fédérer tous les distributeurs européens autour des outils numériques nécessaires à la transformation du système électrique et pour accompagner le développement des Smart Grids.

L'open data d'Enedis enrichi des données de production d'électricité

Enedis est investie dans une démarche de mise à disposition de données pour mieux répondre aux attentes de ses clients (acteurs du système électrique, collectivités locales, clients particuliers...). Ainsi, l'entreprise est le premier distributeur d'électricité européen à s'être engagé dans l'open data et à avoir communiqué le bilan électrique (volumes d'électricité consommée par secteur d'activité et produits par filière, analysés au regard des conditions climatiques), la description du réseau de distribution d'électricité, le panorama des installations de production raccordées au réseau ou en attente de raccordement, les données de consommation des différents segments de clients (résidentiel, agriculture, industrie et tertiaire). Depuis **mai 2017**, les données de production d'électricité annuelle et par filière calculées à la maille d'un regroupement d'environ 2 000 habitants en moyenne (maille Iris) sont également publiées en open data. L'ensemble des données publiées est disponible sur le site internet d'Enedis <http://www.enedis.fr/open-data> ou sur la plateforme d'open data d'Enedis <http://data.enedis.fr/>.

Entrée en vigueur des tarifs TURPE 5 HTA/BT au 1^{er} août 2017

Les nouveaux Tarifs d'Utilisation du Réseau Public d'Électricité (TURPE 5 HTA/BT) dans le domaine de tension HTA ou BT sont applicables depuis le **1^{er} août** et ont fait l'objet d'une augmentation de 2,71 % à cette date.

Engagement d'Enedis pour la Santé-Sécurité des salariés et promotion de la charte Santé-Sécurité en particulier auprès des entreprises d'élagage

Enedis a réaffirmé la priorité donnée à la sécurité pour tous les salariés intervenant sur les chantiers, qu'ils soient salariés d'Enedis ou d'entreprises prestataires, à travers notamment l'élaboration en concertation d'une charte Santé-Sécurité dans l'objectif de développer une culture de prévention, de sécurité et de vigilance partagée. Le **22 novembre**, à l'occasion du Salon des maires et des collectivités locales, la Fédération Nationale des Entrepreneurs des Territoires (FNEDT) s'est engagée à promouvoir la charte Santé-Sécurité signée entre les Directions régionales d'Enedis et ses entreprises prestataires, et tout particulièrement auprès des entreprises d'élagage-abattage, représentant plus de 300 prestataires répertoriés et intervenant à proximité des ouvrages électriques dans des conditions souvent délicates.

Publication de l'arrêté du 30 novembre 2017 relatif à la prise en charge des coûts des raccordements aux réseaux publics d'électricité, en application de l'article L. 341-2 du code de l'énergie

Cet arrêté, publié le **3 décembre**, vise à faire évoluer la prise en charge d'une partie des coûts de raccordement au réseau public d'électricité : il précise les taux de réfaction s'appliquant aux consommateurs et introduit un barème de prise en charge des coûts de raccordements des installations de production d'énergies renouvelables.

Philippe Monloubou reconduit à la présidence du Directoire d'Enedis

Le Conseil de surveillance d'Enedis du **15 décembre** a nommé pour un nouveau mandat de 5 ans le nouveau Directoire d'Enedis et a reconduit Philippe Monloubou à la présidence de celui-ci.

Nouveau modèle de contrat de concession

Le **21 décembre**, la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR), France urbaine, Enedis et EDF ont signé un accord-cadre consacrant le nouveau modèle de contrat de concession. Vingt-cinq ans après l'accord de 1992, cet accord modernise la relation d'Enedis et d'EDF avec les autorités concédantes, tout en garantissant la qualité du service concédé.

Ainsi, le nouveau modèle de contrat de concession réaffirme l'attachement de ses signataires au modèle concessif français de la distribution et de la fourniture d'électricité aux tarifs réglementés de vente, deux missions du service public de l'électricité, ainsi qu'aux principes de solidarité territoriale, d'égalité de traitement et de péréquation tarifaire nationale.

Il intègre, par ailleurs, les enjeux et les évolutions législatives et réglementaires liés à la transition énergétique (réseaux électriques intelligents, autoconsommation, mobilité électrique...), au redécoupage et aux nouvelles compétences des territoires (compétence d'autorité concédante des communautés urbaines de plus de 250 000 habitants et des métropoles) et à la transformation numérique en prévoyant notamment une transparence accrue des informations à destination des autorités concédantes.

Enfin, par ce nouveau cadre contractuel, Enedis souhaite renforcer le dialogue avec les autorités concédantes sur les investissements réalisés sur le réseau, ainsi que leur visibilité, en s'engageant dans un nouveau dispositif de gouvernance des investissements basé sur une programmation des investissements à long terme (schéma directeur des investissements) et à moyen terme (plans pluriannuels sur 4 ou 5 ans).

Loi n° 2017-1839 du 30 décembre 2017 mettant fin à la recherche, ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement

Cette loi, publiée le **31 décembre**, mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement, a introduit la notion de réseau intérieur des immeubles à usage principal de bureau, appelés aussi «réseaux intérieurs des bâtiments». Ces réseaux intérieurs ne peuvent être installés que dans les immeubles de bureaux appartenant à un propriétaire unique et ne comprenant aucun logement. Le propriétaire d'un réseau intérieur au sens

de cette loi peut abandonner ses droits sur ledit réseau en vue de son intégration au réseau public de distribution auquel il est raccordé, après remise en état à ses frais, pour satisfaire aux conditions techniques et de sécurité réglementaires et législatives.

LES PERSPECTIVES ET ENJEUX POUR 2018

Comité du Système de la Distribution Publique d'Electricité (CSDPE)

Le Comité du Système de Distribution Publique d'Electricité (CSDPE), institué par l'article 153 de la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, a pour mission d'examiner la politique d'investissement notamment de la société gestionnaire des réseaux publics de distribution d'électricité Enedis, ainsi que des autorités organisatrices de la distribution publique d'électricité. La première réunion du CSDPE, le 23 novembre 2017, a permis de valider le règlement intérieur du comité et d'élaborer sa feuille de route pour le 1^{er} semestre 2018. Une concertation sera notamment engagée avec l'ensemble des parties prenantes pour déterminer le format de remontée des conférences loi NOME.

Le Conseil d'Etat annule la délibération du TURPE 5 HTA/BT

Le 9 mars 2018, dans un arrêt faisant suite à un recours d'Enedis, le Conseil d'Etat annule la délibération du TURPE 5 HTA/BT et demande à la CRE d'en prendre une nouvelle d'ici au 1er août 2018

Le tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité (TURPE) acquitté par les usagers, est déterminé par la Commission de régulation de l'énergie (CRE) et révisé tous les 4 ans environ. Ce tarif représente près de 95 % des recettes d'Enedis.

A la suite de la délibération de la CRE du 17 novembre 2016, définissant les nouveaux tarifs TURPE 5 (HTA/BT) applicables au 1er août 2017, Enedis avait demandé au Conseil d'Etat leur annulation pour différents motifs de fond et de forme. D'autres parties prenantes (EDF, le ministère de l'énergie et la fédération CFE-CGC) avaient également déposé des recours contre ces délibérations.

Ce sont ces recours qui viennent d'être jugés par le Conseil d'Etat, qui a prononcé l'annulation des 2 délibérations TURPE 5 (HTA/BT).

Le Conseil d'Etat avait déjà annulé un précédent tarif d'acheminement (TURPE 3) le 28 novembre 2012.

Dans son arrêt du 9 mars 2018 le Conseil d'Etat, reconnaît le droit pour Enedis d'être rémunérée à la hauteur des coûts qu'elle a supportés et juge que les traitements tarifaires de la période 2006-2008 nécessitent de réévaluer à la hausse l'assiette des actifs rémunérés au taux sans risque.

Le Conseil d'Etat précise que cette annulation ne prendra effet qu'au 1^{er} août 2018, afin de laisser le temps à la CRE de prendre une nouvelle délibération d'ici là.



En attendant, les tarifs actuels sont considérés comme définitifs et aucune facture rectificative ne sera donc adressée aux usagers.

1.3. Le respect de l'environnement et de la biodiversité

Enedis s'implique depuis longtemps en faveur de la préservation de l'environnement. L'activité d'exploitant de réseau de distribution d'électricité est un formidable outil pour faciliter la transition énergétique et répondre aux défis liés au changement climatique. Elle est fortement impactée par la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte. Au total, 95 % des énergies renouvelables sont raccordées au réseau de distribution.

Par ailleurs, Enedis cherche au quotidien à réduire l'empreinte carbone de ses activités métiers et à limiter les risques environnementaux et leurs conséquences humaines, financières et sur la biodiversité.

Enfin, le réseau exploité par Enedis est constitué, à la fin d'année 2017, de 1 357 779 km de réseau HTA et BT, dont 47 % en souterrain et 71 % en techniques souterraine ou torsadé. Les 640 688 km de réseau HTA sont à 49 % en souterrain et les 717 090 km de réseau BT sont à 91 % en techniques souterraine ou torsadé.

LES TRAVAUX D'INTÉGRATION DANS L'ENVIRONNEMENT DES RÉSEAUX RÉALISÉS SOUS LA MAÎTRISE D'OUVRAGE D'ENEDIS

| TRAVAUX RÉALISÉS EN TECHNIQUES DISCRÈTES SUR RÉSEAUX HTA ET BT (en %) (CONCESSION) | | |
|--|------|------|
| | 2016 | 2017 |
| En agglomération | 92% | 93% |
| Hors agglomération | 92% | 78% |
| En zone classée | 100% | 100% |
| Total | 92% | 93% |

OPÉRATIONS COFINANÇÉES ENTRE ENEDIS, LA FDE 62 ET LES COMMUNES CONCERNÉES, AU TITRE DES TRAVAUX D'INTÉGRATION DES OUVRAGES EXISTANTS DANS L'ENVIRONNEMENT (ARTICLE 8 DU CAHIER DES CHARGES DE CONCESSION)

Pour l'année 2017, la contribution d'Enedis au financement de travaux d'aménagement esthétique des réseaux réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de l'autorité concédante s'est élevée à 1 700 k€, celle de la FDE 62 à 2 768 k€ et celles des communes à 2 242 k€.

Cette participation a notamment fait l'objet des versements listés dans le tableau suivant :

TABLEAU DES CHANTIERS « ARTICLE 8 »

| COMMUNE | LOCALISATION | Montant Contribution Enedis en € | Montant Contribution FDE 62 en € |
|-----------------------------------|--|----------------------------------|----------------------------------|
| AIRE SUR LA LYS (/CAPSO) | Boulevard du Général de Gaulle | 15 986 | 28 680 |
| ANGRES | Rue des Hirondelle - Phase 2 | 9 235 | 11 761 |
| ANNEZIN | Rue des Martyrs TC & Rue Barbusse | 18 460 | 44 593 |
| ARDRES | Avenue de Calais - Tranche 1 | 18 697 | 25 212 |
| AUBIN SAINT VAAST | Rue des Pâtures et Chemin latéral Tranche ferme P1 | 12 140 | 27 524 |
| AUBIN SAINT VAAST | Rue des Pâtures et Chemin latéral Tranche optionnelle P2 | 13 345 | 13 067 |
| AUXI-LE-CHÂTEAU | Rue du Général Leclerc | 40 386 | 89 308 |
| BARASTRE | Rues du Fort, Transcourt, de la Maladrerie et du Sac | 81 057 | 142 768 |
| BERCK SUR MER | Rue Saint Josse | 35 402 | 81 862 |
| BETHUNE | Rue du Docteur Dhennin | 26 802 | 31 800 |
| BEUVRY | Route Nationale et Rue de Lens (lié au BHNS) | 63 472 | 92 073 |
| BOMY | Rue Courtin | 10 370 | 10 269 |
| BOUBERS-LES-HESMONDS | Rue de la Mairie (RD 149) | 9 697 | 22 903 |
| BRUAY-LA-BUISSIÈRE | Rue Jean Jaurès | 98 693 | 201 706 |
| BRUAY-LA-BUISSIÈRE (/ARTOIS COMM) | Cité des Electriciens | 12 283 | 18 642 |
| CALONNE-RICOUART | Giratoire rues Delattre et du Mont Saint Eloi | 9 919 | 11 773 |
| CARVIN | Rue des Fusillés | 16 051 | 30 594 |
| COULOGNE | Abords du Carrefour du Pont de Coulogne (Phase 2) | 18 910 | 31 314 |
| DAINVILLE | Rue d'en bas phase 2 | 20 365 | 21 268 |
| ECUIRES | Rue du Marais Phase 2 | 33 156 | 42 078 |
| ERVILLERS | Rue & Ruelle de l'Eglise | 25 118 | 48 472 |
| FOUQUIÈRES-LES-LENS | Rue Jean Jaurès (En partie pour la FDE62) | 65 470 | 120 613 |
| FRESNICOURT-LE-DOLMEN | Hameau de Verdrel Tranche 2 Rue Jean Jaurès | 46 514 | 67 560 |
| GUINES | Boulevard Blanchard | 63 286 | 140 141 |
| GONNEHEM | Rue des Près | 48 419 | 104 978 |
| IZEL LES ESQUERCHIN | Chemin de Mesnil | 6 951 | 10 883 |
| LE PORTEL | Rue Georges Honoré et Rue de Verdun | 47 967 | 84 100 |
| LEULINGHEM-LES-ESTREHEM | Rue de l'Eglise | 7 147 | 8 364 |
| LEULINGHEM-LES-ESTREHEM | Rue de la Haute Pannée - Chemin des Processions) | 14 758 | 17 303 |

COMPTE-RENDU DE L'ACTIVITÉ D'ENEDIS POUR LE DÉVELOPPEMENT ET L'EXPLOITATION DU RÉSEAU PUBLIC DE DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ SUR VOTRE TERRITOIRE

TABLEAU DES CHANTIERS « ARTICLE 8 » (SUITE)

| COMMUNE | LOCALISATION | Montant Contribution Enedis en € | Montant Contribution FDE 62 en € |
|----------------------|--|----------------------------------|----------------------------------|
| LIEVIN | Rue & Place de l'Hôtel de Ville | 8 542 | 10 552 |
| MAISNIL-LES-RUITZ | RD 179 Rue d'Houdain et de la Place TF, Rue de la Cabine | 37 511 | 50 478 |
| MARCK EN CALAISIS | Rue Victor Hugo | 17 262 | 39 371 |
| MARQUISE | Rues Ste Barbe, de la Couture, de la Fontaine, des Près & Jules Duflos | 46 625 | 90 193 |
| MAZINGARBE | Bvd Basly TF (Pour FDE62 : Boulevard Basly TF & Rue Pasteur TC 2) | 48 305 | 91 688 |
| MAZINGARBE | Bvd Basly TC 2 | 12 865 | 14 709 |
| MAZINGARBE | Rue Pasteur TC 1 | 8 693 | 9 868 |
| MAZINGARBE | Giratoire rues Roger Salengro et Berthelot (zone 2) | 24 925 | 28 454 |
| MERLIMONT | Boulevard de la Manche | 14 418 | 17 322 |
| MONCHY-BRETON | Rue de L'Eglise | 14 589 | 28 805 |
| MONCHY-LE-PREUX | Rue de Wancourt Tranche 1 (Ferme) | 33 077 | 56 468 |
| MONCHY-LE-PREUX | Rue de Wancourt Tranche 2 | 34 249 | 41 940 |
| MONTIGNY-EN-GOHELLE | Rue Hrastnik | 19 871 | 22 543 |
| NEUFCHATEL-HARDELOT | Rue des Allées partie 1 | 37 263 | 63 033 |
| NEUFCHATEL-HARDELOT | Rue des Allées TF & TC1 | 58 571 | 92 766 |
| NEUVILLE-SAINT-VAAST | Rue Hennebique | 10 867 | 13 265 |
| NEUVILLE-SAINT-VAAST | Rue des Balloteux | 13 726 | 15 183 |
| OUTREAU | Rue Auguste Comte | 12 715 | 23 821 |
| PERNES LES BOULOGNE | Rue de la Fontaine, chemin de l'église et rue du Souverain Moulin | 56 387 | 66 286 |
| RUITZ | Rue du Nouveau Monde (& Rues adjacentes pour FDE62) | 24 539 | 57 898 |
| SAINT-FOLQUIN | Rue du Clair Marais : Tr 1 = TC | 19 570 | 23 554 |
| SAINT-INGLEVERT | Rue du Camp d'Aviation Tranche ferme | 8 780 | 10 566 |
| SAINT-INGLEVERT | Rue du Camp d'Aviation Tranche conditionnelle | 8 128 | 9 117 |
| VIEIL-MOUTIER | Hameau de la Calique : Tranche Ferme | 146 102 | 149 842 |
| WAIL | Rue de l'Eglise | 7 390 | 21 332 |
| WAILLY LES ARRAS | Rue du Pas tranche 1 entre le café et la rue de la mairie | 24 860 | 27 852 |
| WAILLY LES ARRAS | Rues de l'Eglise & de la Mairie | 35 400 | 58 113 |
| WIMILLE | Phase 3 - Rue du Maréchal Ney | 12 177 | 27 693 |
| WIMILLE | Rue Raoul Lebeure | 11 562 | 23 702 |

AUTRES ACTIONS EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA BIODIVERSITÉ

A Guînes, Enedis et Eden 62 ont unis leurs efforts pour assurer sécurité électrique et maintien de la biodiversité.

Enedis a réalisé une importante opération d'élagage aux abords du réseau électrique dans les marais d'Opale, en étroite collaboration avec Eden 62.

L'objectif ? Garantir un accès facile au réseau électrique pour les techniciens chargés de la maintenance et du dépannage tout en préservant et valorisant la richesse naturelle des lieux.

Cette action a été le fruit d'un partenariat conclu entre Enedis, le gestionnaire du réseau public de distribution et Eden 62 qui veille sur les espaces sensibles du Pas-de-Calais.

Pour des raisons de sécurité évidente, c'est Enedis qui a assuré l'élagage à proximité immédiate des lignes ; Eden 62 a effectué ensuite l'aménagement du reste de la parcelle.

Ce chantier s'est terminé par la pose de panneaux pédagogiques sur la flore et la faune des marais d'Opale.

De plus dans le secteur du « Tourne-puits » à Guînes, le terrain sous les lignes électriques haute tension (20 000 volts) sera entretenu par l'intégration d'un cheptel de mouton.



Signature de la convention entre Enedis et Eden 62



1.4. La contribution d'Enedis au développement du Très Haut Débit et de la fibre optique

Les réseaux de communication électronique à très haut débit sont un facteur de compétitivité et de croissance pour les territoires. Leurs très grandes capacités de transmission libèrent les échanges et permettent des usages simultanés de la voix, des données et des images. Ils participent à la transformation numérique de l'économie française.

Le déploiement de la fibre optique est désormais encouragé par l'ordonnance n° 2016-526 du 28 avril 2016 qui a transposé la directive 2014/61/UE.

Partout sur le territoire national, les opérateurs télécom et les collectivités locales signent avec Enedis et les autorités concédantes concernées des conventions d'utilisation du réseau de distribution publique d'électricité pour déployer des fibres optiques, tant en aérien qu'en souterrain.

Ainsi en 2017, environ 209 conventions sur le domaine aérien pour l'utilisation des appuis communs ont été signées, ainsi que 36 conventions sur le domaine souterrain.

De même, plus de 1 500 km de fibre optique ont été déployés en aérien sur les appuis BT et HTA et environ 150 km de fourreaux télécom ont été déployés en souterrain.

L'augmentation du nombre de signatures de conventions pour l'utilisation du réseau se traduira, dès 2018, par une augmentation significative du linéaire de fibre optique posée. En lien étroit avec les autorités concédantes, Enedis confirme ainsi son rôle d'acteur essentiel pour le déploiement du Très Haut Débit sur le territoire métropolitain.

Sur la concession, en 2017, il est notamment à noter :

- La signature de la convention avec Completel,
- La négociation en cours avec SFR,
- La négociation en cours avec Numericable,
- La mise en œuvre des conventions avec les deux opérateurs suivants :
 - Orange – signée en 2015,
 - Le syndicat « La fibre numérique 59/62 » – signée en 2016

Enedis est un acteur majeur du plan THD :

Elle contribue à la **réduction de la fracture numérique**, grâce à l'utilisation des supports communs pour la pose de la fibre optique.

Les gains ainsi réalisés à ce jour sont estimés à **10 M€** pour les collectivités locales du Pas-de-Calais.

Les gains pourraient être **multipliés par 6** d'ici la fin du déploiement.

2. Le développement et l'exploitation du réseau public de distribution d'électricité

2.1. La qualité d'électricité distribuée : un enjeu majeur pour Enedis

L'appréciation de la qualité d'alimentation sur le territoire de votre concession tient compte des incidents majeurs survenus en 2017, des principales actions d'amélioration mises en œuvre dans l'année et de l'évolution des indicateurs de suivi de la qualité. Ces informations sont développées ci-après.

LA CONTINUITÉ DE L'ALIMENTATION EN ÉLECTRICITÉ

Au périmètre de votre concession, les résultats sont les suivants :

| DURÉE MOYENNE ANNUELLE DE COUPURE (en min) (CONCESSION) | | | |
|--|------|--------------|------------------|
| | 2016 | 2017 | Variation (en %) |
| Toutes causes confondues (critère B Concession) ⁽¹⁾ | 97,2 | 101,3 | 4% |
| Toutes causes confondues hors incidents exceptionnels (critère B HIX) ⁽²⁾ | 96,0 | 95,9 | 0% |
| <i>Dont origine RTE (incident sur le réseau de transport)</i> | 0,9 | 0,0 | -100% |
| <i>Dont incident sur le réseau de distribution publique</i> | 79,6 | 84,4 | 6% |
| <i>Dont incident Poste source</i> | 2,6 | 1,1 | -58% |
| <i>Dont incident réseau HTA</i> | 60,9 | 72,2 | 19% |
| <i>Dont incident réseau BT</i> | 16,2 | 11,1 | -32% |
| <i>Dont travaux sur le réseau de distribution publique</i> | 15,4 | 11,5 | -25% |
| <i>Dont travaux sur le réseau HTA</i> | 9,2 | 6,8 | -26% |
| <i>Dont travaux sur le réseau BT</i> | 6,2 | 4,7 | -24% |

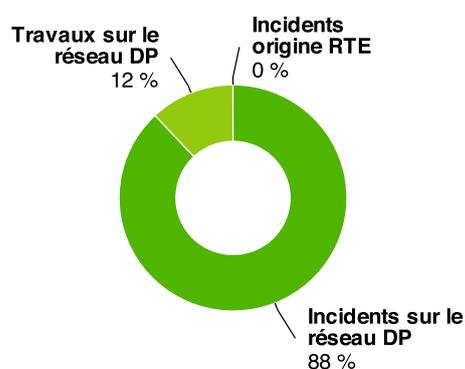
(1) La continuité de l'alimentation est évaluée à partir d'un indicateur que le concessionnaire suit dans le temps : le critère B. Il mesure le temps, exprimé en minutes, pendant lequel un client alimenté en Basse Tension est en moyenne privé d'électricité, quelle que soit la cause de l'interruption de fourniture (travaux ou incident fortuit sur le réseau de distribution publique, incident en amont du réseau public de distribution d'électricité).

(2) Conformément à la décision de la Commission de régulation de l'énergie (CRE) du 12 décembre 2013, sont notamment considérés comme des événements exceptionnels « les phénomènes atmosphériques d'une ampleur exceptionnelle au regard de leur impact sur les réseaux, caractérisés par une probabilité d'occurrence annuelle inférieure à 5 % pour la zone géographique considérée dès que, lors d'une même journée et pour la même cause, au moins 100 000 consommateurs finaux alimentés par le réseau public de transport et/ou par les réseaux publics de distribution sont privés d'électricité ». Les incidents entrant dans

le champ de la décision précitée sont exclus des statistiques de coupure de façon à produire le critère B hors événements exceptionnels (critère B HIX).

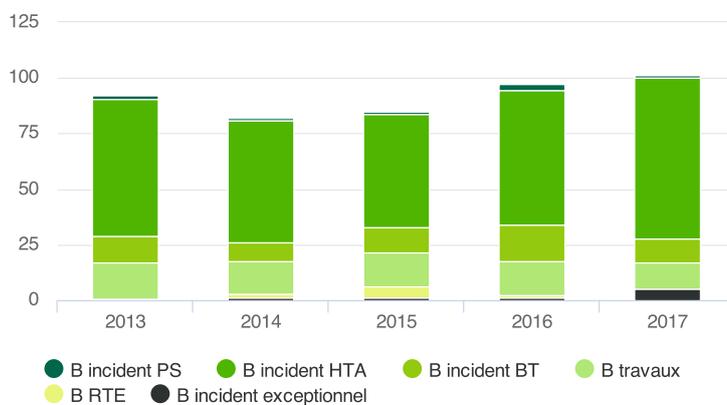
Répartition de la durée des coupures par origine (hors incidents exceptionnels)

RÉPARTITION DE LA DURÉE DES COUPURES PAR ORIGINE
(hors incidents exceptionnels)



Évolution du critère B au cours des 5 dernières années au périmètre de la concession

ÉVOLUTION DU CRITÈRE B AU COURS DES 5 DERNIÈRES ANNÉES (EN MIN)



Les principaux événements ayant influencé en 2017 sur le critère B au périmètre de la concession

La FDE 62 et Enedis ont convenu de mesurer les temps de coupure, au travers du critère B, en neutralisant certaines situations de manière à mieux apprécier les résultats des politiques structurelles menées depuis plusieurs années :

- Les périodes identifiées comme événements climatiques d'ampleur dépassant le département, et générant plus de 5 incidents HTA par jour,
- Les situations de fort impact climatique plus localisé, type mini tornade par exemple, dont la violence peut s'apprécier au regard du nombre de défauts répertoriés sur les réseaux HTA.

Soit un total qualifié climatique de 48,4 mn dont 39,8 mn pour la tempête ANA

Pour mémoire B TCC 2017 : 101,3 mn

B hors climatique, hors RTE (B FDE) : 53 mn

En 2017 : 4 jours exceptionnels soit 66 % du B incident HTA



Enedis se dote de 150 groupes électrogènes pour gagner en réactivité.

En cas de tempête, pour les Hauts de France, Enedis dispose désormais de **150 groupes électrogènes** sur son site logistique SERVAL de Saint Quentin. De quoi réalimenter au plus vite une ville de 30 000 habitants. Généralement pour éviter de couper les clients pendant ses travaux sur le réseau de distribution électrique, Enedis pose des groupes électrogènes loués à des entreprises partenaires. Les difficultés

surviennent lors d'une tempête lorsque la situation réclame un grand nombre de groupes électrogènes, afin de réalimenter au plus vite la clientèle. Enedis s'est donc dotée de ses propres groupes en quantité depuis quelques années. Jusqu'alors, elle disposait de cinq sites de stockage en France, le plus proche pour la région étant Orléans. Désormais, l'entreprise dispose de 150 groupes à Saint Quentin sur une plateforme logistique de 3 000 m², inaugurée le vendredi 23 juin par Xavier Bertrand.

De quoi gagner en réactivité et réalimenter le plus rapidement possible nos clients avec des groupes électrogènes mobilisables en 4 heures seulement. Implantée sur 11 sites en France, l'Unité Opérationnelle SERVAL approvisionne les 25 Directions Régionales d'Enedis en câbles électriques, matériels de réseau et de branchements, en transformateurs, en compteurs communicants, en vêtements techniques, en petits équipements et outillages...

Les équipes SERVAL sont mobilisables 24h/24 en cas de crise.



La Tempête Ana : Une mobilisation générale

Dimanche 10 décembre, la tempête Ana a traversé le Nord-Pas de Calais. Les vents très violents ont provoqué de nombreux dégâts sur le réseau de distribution ; la prémobilisation et l'engagement des équipes d'Enedis ont permis de contenir le nombre de clients impactés à 20 000 au plus fort de la tempête et de ramener le nombre de foyers coupés à 1 300 le dimanche soir.



La neige a pris le relais lundi 11 décembre matin, paralysant les routes et engendrant de multiples incidents. Nous avons enregistré plus de 58 000 clients coupés à la mi-journée. A l'échelle nationale, les intempéries ont impacté plus de 110 000 clients, la FIRE a été déclenchée. Des équipes Picardes, Normandes, Lorraines et de Champagne Ardennes sont venues nous prêter main forte. Au sein de la DR (Direction Régionale), l'entraide entre agence a joué à plein. Le CAD (Centre d'Appel Dépannage) a également pu compter avec des soutiens des plateaux de Valenciennes et Calais pour faire face aux appels 10 fois plus nombreux qu'à l'accoutumée. Dans la seule journée de mardi, 700 chantiers ont été menés.

Quelques chiffres :

- 5 000 appels par jour, 10 fois plus qu'en journée normale.
- 55 000 clients coupés au plus fort de la tempête
- 60 % rétablis dans la journée de lundi, il restait 1 300 clients coupés (mercredi après-midi).
- 650 personnes mobilisées avec le concours des DR de la Picardie, la Normandie, la Champagne Ardennes et la Lorraine sans oublier les entreprises prestataires.

COMPTE-RENDU DE L'ACTIVITÉ D'ENEDIS POUR LE DÉVELOPPEMENT ET L'EXPLOITATION DU RÉSEAU PUBLIC DE DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ SUR VOTRE TERRITOIRE



La tempête Ana touche le Boulonnais sur la commune de Colembert.

Le Jeudi 14 décembre, les équipes Enedis essuient encore les conséquences de la tempête Ana qui a traversé la région Nord-Pas de Calais.

Deux équipes d'exploitants basés à Saint-Martin Boulogne se rendent sur un chantier HTA sur la commune de Colembert, dans le Boulonnais.

A l'origine du problème, un poteau électrique balayé par la force du vent, les câbles HTA frôlent le niveau du sol.

Les équipes de la veille ont travaillé tard dans la nuit pour porter les premières réparations et sécuriser le réseau.

Le Maire de la commune est présent, la mobilisation des agents d'exploitation et tout un arsenal d'équipements répondent à l'urgence.

Au programme consolider le poteau, changer la nappe-voute cassée et rétablir le réseau.



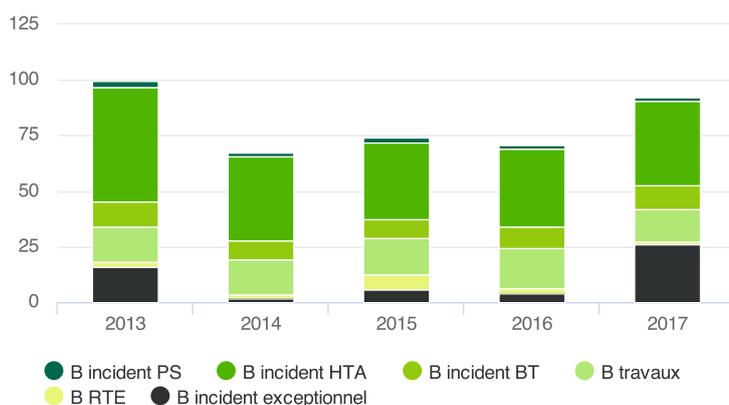
Au niveau national :

L'année 2017 a été marquée par des tempêtes exceptionnelles au 1^{er} trimestre et par un mois de décembre perturbé :

- Egon (mi-janvier) a fortement touché la Normandie et la Picardie ;
- Kurt, Leiv et Marcel (début février) ont entraîné des coupures d'électricité principalement sur la Nouvelle Aquitaine et particulièrement les départements Charente et Charente-Maritime ;
- Zeus (début mars) a traversé une grande partie de la France de la pointe bretonne à la Côte d'Azur, touchant notamment la Bretagne et l'Auvergne ;
- la tempête Ana (décembre) a marqué, avec des vents forts, les régions Pays de la Loire et Centre Val de Loire, ainsi que par de la neige collante sur les Hauts-de-France.

Le temps moyen de coupure des clients BT se situe cependant à un bon niveau : le critère B hors événements exceptionnels et hors incidents sur le réseau de transport géré par RTE est de 64,3 minutes en 2017, soit au même niveau que l'année 2016.

ÉVOLUTION DU CRITÈRE B NATIONAL AU COURS DES 5 DERNIÈRES ANNÉES (en min)



Ces bons résultats depuis 4 ans (l'année 2017 ayant été marquée par de nombreux aléas climatiques : en janvier tempête Egon dans le Nord, début février tempête KLM sur la nouvelle Aquitaine, début mars tempête Zeus de la Bretagne à la Côte d'Azur...) confortent la politique de gestion des réseaux concédés engagée depuis plusieurs années par Enedis. En 2017, cette stratégie d'investissement et de maintenance s'est poursuivie.

COMPTE-RENDU DE L'ACTIVITÉ D'ENEDIS POUR LE DÉVELOPPEMENT ET L'EXPLOITATION DU RÉSEAU PUBLIC DE DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ SUR VOTRE TERRITOIRE

Les enjeux de la gestion patrimoniale du réseau

La gestion patrimoniale du réseau doit à la fois répondre à des enjeux structurels liés au stock de ce patrimoine et à des enjeux plus évolutifs liés aux attentes nouvelles qui lui sont adressées, avec une intensité croissante.

Le réseau est toujours en plein développement : il croît tous les ans d'environ 10 000 km, d'une dizaine de postes sources et de 6 000 postes de transformation HTA/BT ; il accueille chaque année entre 350 000 et 450 000 nouveaux consommateurs et environ 20 000 nouveaux producteurs pour 2 GW de puissance par an. Enedis doit, d'une part, maîtriser l'évolution de ce réseau, sa capacité à délivrer les services attendus et garantir son adaptation aux nouveaux défis liés à la transition énergétique.

Enedis poursuivra, d'autre part, ses efforts d'amélioration de la qualité pour installer durablement, à l'horizon 2030, sa zone de desserte à un niveau de qualité sous les 60 minutes, sans dégrader le ratio coût/qualité au bénéfice des clients et de l'économie française. Compte tenu de la densité de population et de la structure historique du réseau (arborescent aérien), cette ambition repose sur des programmes ciblés et prioritaires, équilibrés entre zones urbaines et zones rurales, associés au développement des smart grids et à la modernisation des programmes de maintenance.

Enedis est favorable au développement d'un espace d'échanges sur les stratégies d'investissement d'Enedis et des autorités concédantes (cohérence des choix d'investissement, coordination en vue d'une plus grande efficacité des dépenses).

LE NOMBRE DE CLIENTS AFFECTÉS PAR CES PERTURBATIONS

| NOMBRE DE CLIENTS BT (CONCESSION) | | | |
|---|--------|---------------|------------------|
| | 2016 | 2017 | Variation (en %) |
| Affectés par plus de 6 coupures longues (> à 3 min), toutes causes confondues | 5 839 | 1 902 | -67,4% |
| Coupés pendant plus de 6 heures consécutives, toutes causes confondues | 36 330 | 32 178 | -11,4% |

Nota : Les indicateurs de continuité d'alimentation figurant dans le tableau ci-dessus font partie des indicateurs à produire dans les comptes-rendus annuels d'activité en application du protocole d'accord signé le 26 mars 2009 par la FNCCR, Enedis et EDF. Sauf mention explicite dans le libellé de l'indicateur, les informations communiquées portent sur le nombre de clients BT affectés par une ou plusieurs interruptions de fourniture, quelle que soit la nature (incident ou travaux) de la coupure et son origine (notamment : en amont du réseau concédé, réseau HTA, réseau BT).

Le nombre de clients affectés par plus de 6 coupures longues retrouve en 2017 son niveau de 2015 (2 323).

Le nombre de clients coupés pendant plus de 6 heures consécutives ne retrouve pas le niveau de 2015 (25 653) compte tenu des événements climatiques de fin d'année.

LA TENUE DE LA TENSION ET L'ÉVOLUTION DU NOMBRE DE CLIENTS MAL ALIMENTÉS

En Basse Tension, un client est dit « Client Mal Alimenté » (CMA) lorsque la tension à son point de livraison sort, au moins une fois par an, de la plage de variation admise.

Pour l'évaluation du nombre de CMA en tenue de tension, dont les résultats au périmètre de votre concession sont présentés dans le tableau ci-après, Enedis met en œuvre une méthode statistique, homogène sur l'ensemble du territoire national, appelée « méthode GDO-SIG ».

La plage de variation admise est de +10 % ou -10 % par rapport à la tension nominale (décret du 24 décembre 2007), soit une tension admissible comprise entre 207 et 253 volts en Basse Tension pour les branchements monophasés.

En l'absence de moyens permanents de surveillance de la tension chez les clients, Enedis utilise un modèle statistique qui, compte tenu de la structure du réseau, de la répartition des consommations et des courbes de charges types, donne une évaluation dans des situations défavorables (forte charge en hiver), du nombre de clients susceptibles de connaître des tensions en dehors des plages prévues.

CLIENTS BT MAL ALIMENTÉS (CONCESSION)

| | 2016 | 2017 | Variation (en %) |
|---|-------|-------|------------------|
| Nombre de clients BT dont la tension d'alimentation est inférieure au seuil minimal de tension admissible | 1 824 | 1 135 | -37,8% |
| Taux de clients mal alimentés (CMA) sur le territoire de la concession (en %) | 0,2% | 0,2% | -37,9% |

Les résultats enregistrés sur le département sont excellents et encore en amélioration.

L'action volontariste d'Enedis pour diminuer le nombre de clients mal alimentés s'est poursuivie en 2017 conformément aux engagements pris avec la FDE 62.

Pour mémoire, en 2015, le nombre de «Clients mal alimentés» était sur la concession de 1 997.

COMPTE-RENDU DE L'ACTIVITÉ D'ENEDIS POUR LE DÉVELOPPEMENT ET L'EXPLOITATION DU RÉSEAU PUBLIC DE DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ SUR VOTRE TERRITOIRE

Le résultat atteste d'un très haut niveau de qualité, pour autant certaines communes peuvent se retrouver avec un taux plus élevé de client mal alimentés, et font l'objet d'un programme de résorption l'année suivante.

2.2. Le compte-rendu de la politique d'investissement d'Enedis en 2017

En application de l'article 21 de la loi NOME (art. L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales), Enedis, en qualité d'organisme de distribution d'électricité, présente un compte-rendu de la politique d'investissement et de développement des réseaux. Pour Enedis, le CRAC est le support privilégié de ce compte-rendu.

Enedis a poursuivi en 2017 la mise en œuvre de sa politique de renouvellement du patrimoine et d'amélioration de la qualité et de la sûreté d'alimentation.

Entre 2008 et 2017, les investissements consacrés à la modernisation du patrimoine ont plus que doublé.

En 2017, ces investissements ont encore augmenté, ils ont ainsi permis de répondre aux enjeux de fiabilisation et de sécurisation des réseaux. Pour Enedis, les principaux enjeux ont été :

- de poursuivre, en zone urbaine, les investissements de renouvellement des câbles souterrains HTA d'anciennes technologies. Enedis a dédié des moyens financiers importants à cette action. Ces efforts ont été accentués en HTA sur les portions de réseaux souterrains les moins fiables, dans les agglomérations où sont constatés des taux d'incident élevés.
- d'améliorer la qualité de la desserte sur les territoires ruraux les plus en écart au regard des résultats constatés en matière de continuité de la fourniture. L'objectif était de réduire l'exposition des réseaux aux aléas climatiques en combinant les actions de sécurisation, d'automatisation en cas d'incident et de maintenance.
- d'accroître le potentiel des postes sources, notamment pour accompagner la transition énergétique dans les territoires. Enedis a maintenu la dynamique de croissance des investissements visant au renouvellement des composants les plus sensibles des postes-sources et à l'amélioration de la sûreté de ces ouvrages en cas d'incident dans les zones urbaines denses.

La stratégie d'investissement sur les réseaux en HTA a été en 2017 un facteur clé d'amélioration de la desserte en électricité.

COMPTE-RENDU DE L'ACTIVITÉ D'ENEDIS POUR LE DÉVELOPPEMENT ET L'EXPLOITATION DU RÉSEAU PUBLIC DE DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ SUR VOTRE TERRITOIRE

LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT D'ENEDIS DANS VOTRE CONCESSION EN 2017

Au périmètre de la concession, le montant des dépenses d'investissement d'Enedis en 2017, pour le domaine concédé et les biens propres du concessionnaire, est présenté dans le tableau ci-après. Les investissements correspondent aux dépenses enregistrées sur l'année 2017.

| INVESTISSEMENTS ENEDIS (en k€) (CONCESSION) | | |
|--|--------|--------|
| | 2016 | 2017 |
| 1. Raccordement des consommateurs et producteurs | 21 337 | 24 699 |
| 2. Investissements pour l'amélioration du patrimoine | 35 616 | 37 198 |
| 2.1 Performance du réseau | 29 808 | 29 662 |
| Dont renforcement | 4 508 | 4 165 |
| Dont climatique | 512 | 765 |
| Dont modernisation | 21 662 | 21 942 |
| Dont moyens d'exploitation | 3 126 | 2 790 |
| 2.2 Exigences environnementales et réglementaires | 5 808 | 7 536 |
| Dont environnement (article 8, intégration des ouvrages) | 1 920 | 1 918 |
| Dont sécurité et obligations réglementaires | 845 | 993 |
| Dont modifications d'ouvrages à la demande de tiers | 3 042 | 4 625 |
| 3. Linky | 6 758 | 10 034 |
| 4. Investissements de logistique (dont immobilier) | 630 | 1 680 |
| Total (en k€) | 64 341 | 73 610 |

| | 2015 | 2016 | 2017 |
|---|---------------|---------------|---------------|
| Investissements sur le réseau de Distribution Publique | | | |
| Renforcement des réseaux | 4 480 | 4 500 | 4 165 |
| <i>dont HTA</i> | 1 880 | 1 700 | 1 540 |
| <i>dont BT</i> | 2 600 | 2 800 | 2 625 |
| Sécurité et Environnement | 2 400 | 2 400 | 2 445 |
| <i>dont Article 8</i> | 1 700 | 1 700 | 1 700 |
| <i>dont sécu BT des lieux de vie</i> | 20 | 20 | 20 |
| <i>dont PCB</i> | 150 | 130 | 130 |
| <i>dont HTA et MALTEN</i> | 530 | 550 | 595 |
| Qualité de la desserte | 16 460 | 18 400 | 18 570 |
| <i>dont Plan Aléas Climatique</i> | 600 | 500 | 765 |
| <i>pour HTA</i> | 11 900 | 13 100 | 14 070 |
| <i>pour BT</i> | 4 560 | 5 300 | 4 500 |
| Investissement relatif au développement des réseaux y compris les participations de tiers (brut) | 23 000 | 24 500 | 28 355 |
| <i>dont raccordement des producteurs</i> | 530 | 1 400 | 5 660 |
| <i>dont HTA</i> | 1 320 | 1 100 | 2 515 |
| <i>dont BT y compris transfo et comptages</i> | 18 980 | 19 000 | 15 555 |
| <i>dont déplacement d'ouvrages</i> | 2 170 | 3 000 | 4 625 |
| Investissement brut sur le réseau | 46 340 | 49 800 | 53 535 |
| <i>dont amélioration délibérée du réseau</i> | 23 340 | 25 300 | 25 180 |
| Alimentation de la Concession | | | |
| Poste sources | 2 021 | 4 600 | 5 780 |
| Sous Total financement Enedis et tiers | 48 361 | 54 400 | 59 315 |
| Moyens exploitation et logistique | 3 200 | 3 180 | 4 245 |
| Linky | 885 | 6 760 | 10 100 |
| Total financement Enedis et Tiers | 52 446 | 64 340 | 73 660 |
| <i>Recettes et participations</i> | 10 200 | 13 000 | 15 000 |
| TOTAL financement Enedis | 42 246 | 51 340 | 58 660 |

COMPTE-RENDU DE L'ACTIVITÉ D'ENEDIS POUR LE DÉVELOPPEMENT ET L'EXPLOITATION DU RÉSEAU PUBLIC DE DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ SUR VOTRE TERRITOIRE

Sur le territoire de la concession, **la liste détaillée des dépenses d'investissement du concessionnaire en 2017, avec la localisation des travaux, est présentée en annexe 2.**

EXEMPLE DE TRAVAUX D'INVESTISSEMENT SUR RESEAU AERIEN



Chantier de l'année dans les marais d'Opale :

Enedis modernise 40 km de lignes aériennes Haute Tension.

Enedis a déployé nacelles et échelles début septembre dans le cadre d'un important chantier de modernisation du réseau aérien Haute Tension.

Objectif : assurer une qualité de fourniture d'électricité optimale.

Dans les marais d'Opale, Enedis a modernisé 40 kilomètres de réseau aérien Haute Tension avec plus de 70 interventions : remplacement de poteaux, d'isolateurs, d'ancrages..

C'est au total 6 communes qui ont bénéficié de ce programme de maintenance essentiel pour la qualité de la distribution de l'électricité : Licques, Audrehem, Bouvelinghem, Rebergues, Journy, Alquines.

Enedis a investi 380 000 € dans ce chantier d'une ampleur exceptionnelle qui illustre les valeurs de l'entreprise : service public, engagement, égalité entre les territoires, ruraux comme urbains.

Afin d'assurer la continuité d'alimentation auprès des clients, de nombreux groupes électrogènes ont été installés durant ce chantier. Ceux-ci ont également servi aux travaux d'élagage qu'Enedis a couplé aux travaux de maintenance afin de réduire les nuisances pour les riverains.

Ce sont des équipes venues de Maubeuge, Marly et Cambrai qui ont travaillé ensemble sur ce chantier d'exception. Un choix dicté par la volonté d'enrichir les savoir-faire professionnels et les compétences pointues- parfois uniques – existantes chez Enedis, par des échanges de bonnes pratiques entre les équipes.

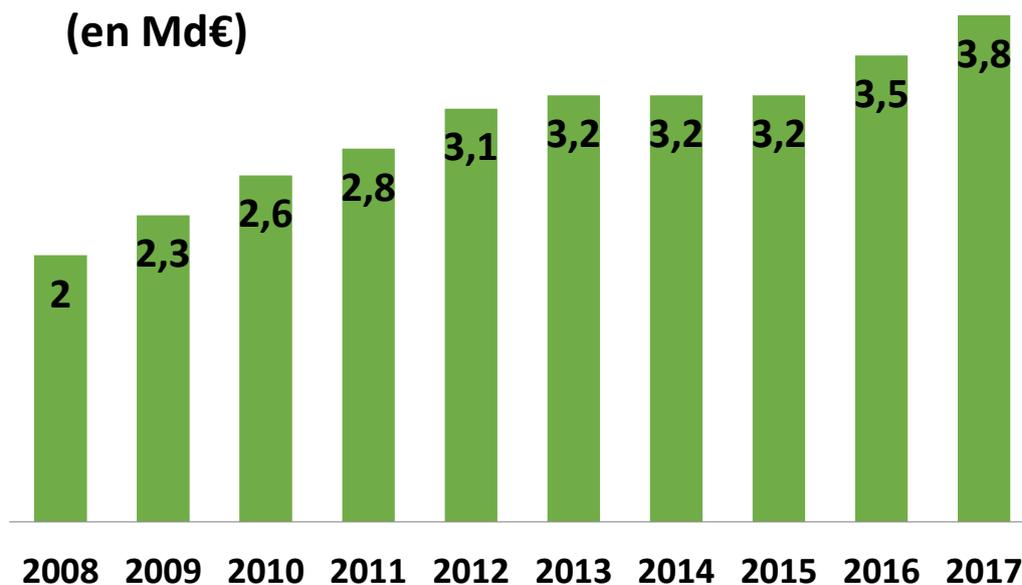
Au périmètre national :

Les investissements d'Enedis en 2017 sont en croissance et s'élèvent à 3,8 milliards d'euros (cf. graphique ci-après), avec notamment l'accélération du programme Linky (612 millions d'euros). Parmi ces investissements, 1,2 milliard est consacré au renforcement et à la modernisation des réseaux. Par rapport à 2008, les investissements consacrés à la modernisation et au renouvellement des réseaux ont plus que doublé.

En 2017, 1,2 milliard d'euros a été mobilisé pour raccorder de nouveaux utilisateurs du réseau : consommateurs (environ 363 000 clients BT \leq 36 kVA raccordés) ou producteurs (environ 16 250 mises en service d'installations de production). L'activité de raccordement des producteurs reste soutenue, elle est en hausse en 2017: les raccordements au réseau public de distribution exploité par Enedis ont représenté une puissance totale cumulée de production de 2,1 GW (2 GW en 2016), dont 1,3 GW pour l'éolien et 0,75 GW pour les installations photovoltaïques.

Par ailleurs, en 2017, 402 millions d'euros d'investissements ont été réservés aux travaux nécessités par le respect d'obligations réglementaires (dont la mise en œuvre de la réglementation DT-DICT en application du décret du 5 octobre 2011 et la mise en œuvre de la réglementation relative à l'amiante), d'exigences en matière de sécurité et d'environnement, et de déplacements d'ouvrages imposés.

Montant des investissements Enedis (en Md€)



COMPTE-RENDU DE L'ACTIVITÉ D'ENEDIS POUR LE DÉVELOPPEMENT ET L'EXPLOITATION DU RÉSEAU PUBLIC DE DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ SUR VOTRE TERRITOIRE

LA MISE EN ŒUVRE EN 2017 DU PROGRAMME PRÉVISIONNEL D'INVESTISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DES RÉSEAUX

Vous trouverez ci-après une sélection représentative des principaux travaux réalisés par Enedis sur votre concession.

Les travaux en HTA

| PRINCIPAUX CHANTIERS HTA 2017 SUR LES RÉSEAUX SOUTERRAINS | | |
|---|--|-----------------|
| VILLE | OPERATION | Longueur (en m) |
| AVION | REN HTAS CPI Dep SEMART PS AVION | 3 600 |
| CALAIS | renouv HTAS 4 têtes de départs de Garennes | 4 200 |
| LIEVIN | REN HTAS PI Rue J. Ferry DEP R.POIN, EUROPA, ROLLAN PS AVION | 3 271 |
| LENS | DED R4C44 dép Giroflès PS MONT CROISSETTE Sécu AVIO5 | 2 900 |
| AVION | REN HTAS CPI dep SEMART PS AVIO5 | 2 300 |
| FRUGES | REST Un 6.12% Dep Therou PS Aire | 2 600 |
| CALAIS | REN OV HTAS CPI ch des regniers dep ARGENT/JACOB PS CALAIS | 1 304 |
| BOULOGNE-SUR-MER | DED 1 OMT Dep BEAUDET PS OSTROHOVE | 5 126 |
| CALAIS | REN HTAS CPI Dep BECQUE-EQUATEUR-TAMARIS PS CALAIS / ATTAQUES | 1 559 |
| LENS | REN HTAS CPI OV Dep STADE PS MONT CROISSETTE | 1 251 |
| CALAIS | RENV HTAS Dep PT.JOU PS CALAIS | 1 620 |
| RECLINGHEM | REST Dep FRUGER3 PS LUMBRE | 978 |
| LIEVIN | REN HTAS PI Rue Viala DEP R.POIN PS AVION | 1 016 |
| BOULOGNE-SUR-MER | REN HTAS CPI AV BD Chanzy et Industriel Dep DESMOU et ATLAS PS VERTE VOIE | 940 |
| BOULOGNE-SUR-MER | REN HTAS CPI Rue St V. de Paul Dep VERDUN et CAPECU PS VERTE-VOIE | |
| CALAIS | REN HTAS CPI rue Pierre Puis DEP MIVOIX PS GAREN | 941 |
| BRUAY-LA-BUISSIÈRE | BHNS-B REN HTAS Dep G.PERI PS GOSNAY | 1072 |
| BETHUNE | BHNS-B REN CPI HTAS Dep TABAC PS BEUVRY | 890 |
| CALAIS | REN HTAS CPI DEP MIVOIX PS GARENNES | 935 |
| LIEVIN | BHNS-LL REN HTAS CPI Dep AMPERE PS AVION | 667 |
| RECLINGHEM | DED R3C34 Dep FRUGER3 PS LUMBRE/THEROU PS AIRE | 2 460 |
| BOULOGNE-SUR-MER | REN HTAS CPI Rue G.Honoré Dep CAPECU PS VERTE VOIE dep DAUNOU PS OSTROHOVE | 767 |
| AVION | BHNS-LL REN HTAS CPI Dep LUSSAC-VIREL-APOLIN PS AVION | 650 |
| CALAIS | REN HTAS CPI Rte de Saint-Omer DEP MIVOIX PS GARENNES | 900 |
| SAINT-OMER | REN HTAS CPI Dep OMER N et HOULLE PS ST OMER | 862 |
| BOULOGNE-SUR-MER | REN HTAS PI OV Dep SALENG PS VERTE VOIE | 640 |
| BEAURAINS | RENF dep DELATOUR PS MOFLAINE | 656 |

PRINCIPAUX CHANTIERS HTA 2017 SUR LES RÉSEAUX AÉRIENS

| Commune | Départ | Etat d'avancement |
|------------------------|--|-------------------|
| MARQUION | DED Un>14,8% dep Beaumetz PS MARQUION | En cours |
| MERICOURT | REST bouclage dép NEUVIR/APOLIN PS BIACH/AVION sécu | En cours |
| LOISON-SOUS-LENS | RENHTAA 148Alm1968 bases carrées DEP LOISON PS VENDIN | En cours |
| FONCQUEVILLERS | REN HTAA 54Alm DEP Puisieux PS ACHIET | Report 2018 |
| SAINT-OMER | RENF Us 11.49% Is 33% dep WATTEN PS HOLQUE / Un 7.08% Is | En cours |
| LILLERS | REN HTAA PAC ZB Dép Guarbe PS GUARBECQUE | Terminé |
| FRUGES | RENV HTAA Dep FRUGR3 PS LUMBRES | Terminé |
| PIHEM | RENV HTAA Dép Remilly de Lumbres | Terminé |
| SAINT-AMAND | REN HTAA Dep SOMBRIN PS AVESNES | En cours |
| LA COUTURE | RENV HTAA+DU/U 5.71% Dep RICHEB PS ESSARS | Report 2018 |
| GRIGNY | PAC ZB départ Fruges de Hesdin | En cours |
| GOSNAY | RENHTAA 117Alm DEP BETHUNE-PS GOSNAY | Terminé |
| ANVIN | CREA 5 OMT Dep TANGRY PS PERNES | En cours |
| BEUVRY | PAC ZB Dep CUINCHY PS ESSARS | Terminé |
| BRUAY-LA-BUISSIÈRE | REN HTAA CREA 2 OMT Dep ST LOUIS PS GOSNAY | En cours |
| LES ATTAQUES | RENHTAA 22Cu DEP DAULLE-PS GRAVELINES-LES ATTAQUES | Terminé |
| GOSNAY | PAC Dep ST LOUIS PS GOSNAY | Terminé |
| VITRY-EN-ARTOIS | DED dép RESERV PS BIACH sécu CLOCH | Terminé |
| ENQUIN-LES-MINES | CREA 3 OMT Dpt MAMETZ PS AIRE | En cours |
| ROCLINCOURT | CREA 2 OMT Dep THELUS PS ARRAS | En cours |
| BEAUMERIE-SAINT-MARTIN | CREA OMT Dep BRIMEUX PS SORRUS | Report 2018 |
| LAMBRES | CREA 2 OMT Dpt LAMBRES PS AIRE | Terminé |
| MONT-BERNANCHON | CREA 3 OMT Dpt ROBECQ PS GUARBECQUE | En cours |
| AUCHEL | REN HTAA Dep MSANTE PS LAMAIE | Terminé |
| LUMBRES | PAC ZB Dep ST OMER PS LUMBRES | Report 2018 |
| BULLECOURT | REN OMT & inter ouvert Poste Dep Bullec PS MQION | Report 2018 |
| HESDIN | REST dep Senlis/Audin PS HESDIN | Report 2018 |
| CALONNE-RICOUART | CREA 1 OMT Dep CAMBLAIN PS PERNES | Report 2018 |

COMPTE-RENDU DE L'ACTIVITÉ D'ENEDIS POUR LE DÉVELOPPEMENT ET L'EXPLOITATION DU RÉSEAU PUBLIC DE DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ SUR VOTRE TERRITOIRE

Les travaux en BT

| Commune | Opération | Longueur en mètre |
|----------------------------|--|-------------------|
| BOULOGNE-SUR-MER | Renouvellement câble souterrain - Poste Montplaisir | 1317 |
| BOULOGNE-SUR-MER | Renouvellement câble CPI - Poste Jardinot | 1101 |
| CALAIS | Renouvellement câble souterrain - Rue de la Victoire | 442 |
| WAMBERCOURT | Renouvellement câble aérien - rue Principale - rue de l'église | 1471 |
| BERCK | Renouvellement câble souterrain NP - Avenue Delattre de Tassigny | 664 |
| HEURINGHEM | Levée de contraintes réseau (CMA) - Rue des Saintes. | 998 |
| ARRAS | Renouvellement câble CPI - Poste Fabre d'Eglantine | 1560 |
| SAINT-MARTIN-BOULOGNE | Renouvellement câble souterrain NP - Poste Moulin l'Abbé | 636 |
| CAMIERS | Renouvellement câble souterrain NP - Poste Myosotis | 540 |
| LIGNY-SUR-CANCHE | Renouvellement câble aérien - rue du Moulin, Poste Place | 1065 |
| BRUAY-LA-BUISSIERE | Renouvellement câble CPI - Rue de la Cavée | 295 |
| MONCHY-CAYEUX | Renouvellement câble aérien | 904 |
| BAYENGHEM-LES-EPERLECCQUES | Levée de contraintes réseau (CMA) - Poste MAZY | 392 |
| CALAIS | Renouvellement câble souterrain - Poste Alhambra | 485 |
| BEAURAINS | Renouvellement câble souterrain NP - Avenue D'Amiens | 356 |
| ARRAS | Renouvellement câble CPI - Poste Fabre d'Eglantine | 485 |
| LONGUENESSE | Renouvellement câble souterrain NP - Allée Bellevue | 249 |
| LENS | Renouvellement câble aérien - rue Jeanne d'Arc | 458 |
| LINZEUX | Remplacement câble aérien - rue Point du jour | 700 |
| FEBVIN-PALFART | Renouvellement câble aérien - Poste Archive | 430 |

Les travaux dans les postes sources

| Travaux | Poste Source | Année |
|---|------------------------|-----------|
| Fiabilisation du poste source | HENIN | 2016/2017 |
| Renouvellement du poste source | SAINT OMER | 2017/2018 |
| Remplacement DJ HTB 413 - Mise à niveau des équipements | BARLIN | 2017 |
| Remplacement DJ HTB 412 - Mise à niveau des équipements | AVION | 2017 |
| Ajout TR 413 + Rame - Raccordement producteur éolien | ACHIET | 2017 |
| Ajout TR 412 + Rame - Raccordement producteur éolien | COUPELLE | 2016/2017 |
| Passage en PCCN - Mise à niveau des équipements | GRAVELINES | 2016/2017 |
| Raccordement producteur éolien | SAINT POL sur TERNOISE | 2017 |
| Installation de condensateurs | MOFFLAINES | 2017 |
| Création 1/2 Rame - Raccordement producteur éolien | MOFFLAINES | 2017 |
| Fiabilisation du poste source | DOUVRIN | 2017 |

L'élargissement et l'entretien des lignes HTA et BT

Au niveau national, Enedis a consacré, en 2017, 327 M€ aux travaux de maintenance et d'entretien du réseau de distribution publique d'électricité, dont 134 M€ à des programmes d'élargissement pour protéger les lignes électriques aériennes en HTA et BT.

COMPTE-RENDU DE L'ACTIVITÉ D'ENEDIS POUR LE DÉVELOPPEMENT ET L'EXPLOITATION DU RÉSEAU PUBLIC DE DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ SUR VOTRE TERRITOIRE

SUR VOTRE CONCESSION...

DÉPENSES DE MAINTENANCE ET D'ÉLAGAGE

Élagage réalisé sur les réseaux HTA

| | 2015 | 2016 | 2017 |
|--|------|------|------|
| Longueur de réseau traité (en km) | 179 | 225 | 216 |
| Montants consacrés à ces travaux (en k€) | 1161 | 1516 | 1476 |

Élagage réalisé sur les réseaux BT

| | 2015 | 2016 | 2017 |
|--|------|------|------|
| Longueur de réseau traité (en km) | 118 | 115 | 111 |
| Montants consacrés à ces travaux (en k€) | 578 | 577 | 597 |

| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|---|------|------|------|------|
| Maintenance BT | 801 | 881 | 707 | 679 |
| Maintenance HTA | 696 | 735 | 694 | 854 |
| Élagage BT | 573 | 578 | 577 | 597 |
| Élagage HTA | 1187 | 1161 | 1516 | 1476 |
| Postes HTA/BT (voir aussi capex) | 504 | 798 | 702 | 732 |
| Branchement | 27 | 23 | 51 | 39 |
| Visite de ligne HTA/BT | 282 | 290 | 305 | 334 |
| TOTAL | 4070 | 4466 | 4552 | 4711 |

Les dépenses d'élagage sur le réseau HTA, en augmentation sensible depuis 2016, sont restées très élevées en 2017.

2.3. Perspectives et enjeux

Enedis poursuivra en 2018 la mise en œuvre de sa politique de maintenance des réseaux, de renouvellement du patrimoine et d'amélioration de la qualité et de la sûreté d'alimentation.

Les perspectives et les principaux enjeux de la gestion du patrimoine sont :

- de faciliter la transition énergétique en raccordant et gérant la production décentralisée (Schémas Régionaux de Raccordement au Réseau des Énergies Renouvelables- S3REnR) ;
- d'accompagner les grands projets pour optimiser le développement des réseaux et préparer les infrastructures nécessaires pour répondre aux ambitions futures des territoires et des métropoles ;
- d'améliorer la résilience des réseaux ruraux vis-à-vis de l'ensemble des aléas, en investissant en priorité dans les territoires les plus en écart afin d'améliorer durablement la qualité de fourniture. Pour les zones rurales, l'objectif est de réduire l'exposition des réseaux aux aléas climatiques et d'accroître leur fiabilité en combinant de façon équilibrée les actions de sécurisation du programme Plan Aléas Climatiques (PAC) et les actions de fiabilisation du programme de Prolongation de la Durée de Vie (PDV). Des efforts d'automatisation compléteront ces programmes pour accroître la réactivité et permettre une réalimentation rapide du plus grand nombre de clients en cas d'incident. Sur chaque territoire concerné, ces actions seront coordonnées avec celles de l'autorité concédante ;
- de sécuriser l'alimentation des grandes agglomérations en cas d'incident en poursuivant le programme de sécurisation des grands postes urbains dans les zones urbaines denses, en développant les programmes réduisant la sensibilité des réseaux aux inondations ;
- de poursuivre, en zone urbaine, les investissements de renouvellement des câbles souterrains HTA et BT d'anciennes technologies. En 2018, Enedis accentuera ces investissements sur les portions de réseaux souterrains HTA et BT qui le nécessitent, dans les agglomérations où sont constatés des taux d'incidents élevés ;
- de poursuivre la dynamique de croissance des investissements visant au renouvellement des composants les plus sensibles des postes sources ;
- de répondre aux problèmes ponctuels de qualité localisés.

La stratégie d'investissement sur les réseaux en HTA est un facteur clé d'amélioration de la desserte en électricité.

La coordination des investissements d'Enedis avec les travaux prévus par l'autorité concédante est nécessaire pour en optimiser l'efficacité.

Le diagnostic technique, les enjeux de développement et les priorités d'investissement

Les conférences instituées par l'article 21 de la loi NOME sont un lieu de partage et de dialogue entre les différents maîtres d'ouvrage en vue de répondre aux objectifs de sécurisation et d'amélioration de la qualité.

Ce dialogue concernant la définition des priorités d'investissement se développe également dans le cadre de relations contractuelles soutenues entre l'autorité concédante et le concessionnaire.

LES ORIENTATIONS 2018 sur la Concession :

Les efforts d'investissement d'Enedis sur la HTA portent sur les raccordements clients et l'évolution du réseau au service des clients et des territoires :

- Adaptation et modernisation du réseau (maintenance prédictive, évolutions du territoire, développement local)
- Transition énergétique et smart grids : pose et entretien d'Organe de Manœuvre Télécommandé (OMT) et d'Indicateur Lumineux de Défaut (ILD)
- Renouvellement et modernisation de réseaux HTA spécifique en zone urbaine
- Investissement et/ou maintenance renforcée liés au Plan Aléas Climatiques

Les investissements d'amélioration sur les réseaux BT visent deux finalités principales :

- Résorption localisée d'ouvrages pouvant présenter à terme des risques de défaillance : les lignes aériennes à faible section ou certains réseaux urbains souterrains
- Traitement ciblé de situations de clients subissant des chutes de tension au-delà des normes en vigueur (Clients Mal Alimentés).

Les politiques de fiabilisation des réseaux et de continuité d'alimentation sont conduites en phase avec des politiques de maintenance des réseaux qui consistent à réduire le nombre d'incidents et à garantir le fonctionnement des divers appareillages qui aident à localiser plus rapidement un défaut (ex: les indicateurs lumineux de défaut).

L'amélioration de la fiabilité et les sécurisations des centres villes :

Du fait de l'activité économique, et de la densité de population, limiter les conséquences d'une panne en zone urbaine est l'une des priorités d'Enedis. Cette ambition s'appuie sur différentes politiques techniques :

- sécurisation et maintenance ciblée des postes sources en zone urbaine dense
- mise en place d'interrupteurs télécommandés
- traitement des câbles potentiellement générateurs d'incident : plan de priorisation en fonction de la fréquence potentielle d'incidents et de l'impact sur la clientèle et le temps de coupure, notamment en zone urbaine dense
- Enedis maintiendra un plan de résorption de CPI de l'ordre d'à minima 30 kms annuels ce qui nous met en ligne avec une suppression totale des CPI à l'horizon 2035.

La réduction des écarts de qualité de fourniture entre les différents territoires du département :

Enedis porte un regard attentif à l'évolution du territoire au regard des résultats de qualité de fourniture.

C'est ainsi que dès 2013 en conférence départementale, il avait été mis en exergue une zone plus impactée autour de l'Audomarois et de l'Artois.

Enedis a proposé en 2016 de renforcer son action dans cette zone, en favorisant l'installation d'interrupteurs télécommandés et en accroissant le linéaire de lignes expertisées en vue de la remise à neuf ciblée.

Le programme OMT :

Les interrupteurs télécommandés sur le réseau sont précieux pour permettre à notre dispatching de gérer en temps réel les situations de défaut et limiter les temps de coupure.

Notre nouvelle politique se traduit par un rythme moyen de pose de ces appareils multiplié par trois.

Ainsi sur l'ensemble du département, Enedis envisage de réaliser sur 5 ans, soit de 2015 à 2020, de l'ordre de 400 nouveaux interrupteurs télécommandés, pour une enveloppe globale de l'ordre de 8 M€ sur la période.

Ainsi en 2017, c'est 87 OMT qui ont été mis en service pour un investissement de 1 100 k€.

Programme OMT 2018 : 80

COMPTE-RENDU DE L'ACTIVITÉ D'ENEDIS POUR LE DÉVELOPPEMENT ET L'EXPLOITATION DU RÉSEAU PUBLIC DE DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ SUR VOTRE TERRITOIRE

Le réseau BT :

Le calcul statistique du taux de clients mal alimentés montre que la situation sur le Pas-de-Calais est très bonne par rapport à la moyenne nationale :

Résultat à 0,2% sur le département, pour 4 % en moyenne en France.

Pour éviter des écarts significatifs entre les différentes communes du territoire, Enedis s'attache à étudier la situation des communes pour lesquelles le taux est supérieur à 25% de la population.

Des renforcements du réseau BT sont alors à engager, par passage de réseau aérien fil nu en torsade ou en souterrain.

LES POSTES SOURCES :

Pour le renforcement, la fiabilité, la sécurité des postes sources : 4 000 k€ sont prévus en 2018

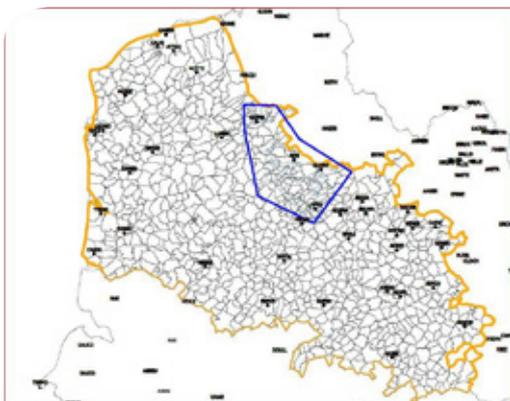
Opérations majeures en 2018:

Poste de SAINT OMER: 1 850 k€

Poste de COUPELLE-NEUVE: 900 k€

Poste de ACHIET : 780 k€

Poste de BEUVRY: 300 k€



L'opération pilote de réseau intelligent rural - le SMART RURAL :

Une zone pilote en secteur rural a été précisée dans ses grandes lignes (voir carte ci contre) autour des agglomérations de Saint Omer, Aire sur la Lys et Allouagne/Guarbeques à l'Est.

Le projet a été initié fin 2014, avec la perspective de moderniser en 5 ans les équipements de cette zone par la combinaison de méthodes classiques (maintenance et interrupteurs) et des moyens innovants de pilotage à distance en déployant des équipements de télémesures et télé-informations (IoT).

Selon les technologies disponibles, Enedis testera des capteurs permettant un diagnostic prédictif du risque d'incidents. Le financement envisagé sur 5 ans est de l'ordre de 5 M€ d'investissement et 2 M€ de budget de maintenance sur cette zone.

Ainsi en 2017, c'est 7 OMT qui ont été mis en service et 10km de ligne aérienne HTA qui ont été traitées en PDV. En 2018, le programme prévoit 1M€ en investissement et 700k€ en maintenance

Sur le territoire de la concession, les principales réalisations attendues sont les suivantes :

| PRINCIPAUX CHANTIERS HTA 2018 SUR LES RÉSEaux SOUTERRAINS | | | |
|---|---|-----------------------|-----------------|
| VILLE | OPERATION | COÛT ESTIMATIF (en €) | LONGUEUR (en m) |
| NOYELLES-SOUS-LENS | Départ MARS PS VENDI | 290 000 | 2850 |
| CALAIS | ATTAQUES | 275 000 | 1550 |
| NEUFCHATEL-HARDELLOT | Départ CVO 13 PS SAMER | 262 000 | 2700 |
| MARQUISE | Dép VILLE PS MARQUISE | 230 000 | 1650 |
| BETHUNE | Départ PARADIS PS BEUVRY (Phase 1) | 224 000 | 1400 |
| LE PORTEL | Départ MTBELO PS VERTE VOIE | 223 000 | 1650 |
| CALAIS | GARENNES | 209 000 | 1850 |
| CALAIS | Départ ROGER PS ATTAQUES | 202 000 | 1300 |
| AIRE-SUR-LA-LYS | Départ BEGUIN PS AIRE | 184 000 | 1450 |
| BLENEDECQUES | Départ BLENDE PS SSOME | 152 000 | 1150 |
| ARQUES | Départ DESVRO PS SSOME | 152 000 | 1100 |
| AVION | Départ LUSSAC PS AVION | 138 000 | 1150 |
| DESVRES | Départ VILLED PS DESVRES | 128 000 | 900 |
| DOUVRIN | Départ ABATTOIR PS DOUVRIN | 123 000 | 600 |
| ARRAS | Départ ELH PS ARRAS | 106 000 | 950 |
| BETHUNE | Départ PARADIS PS BEUVRY (Phase 2) | 99 000 | 700 |
| BOULOGNE-SUR-MER | Départ MAQUET PS OSTRO | 96 000 | 950 |
| ISBERGUES | Départ ISBERG PS GUARB | 94 000 | 750 |
| LENS | Départ A.OUES PS VENDIN | 92 000 | 600 |
| LE TOUQUET-PARIS-PLAGE | Bd de la Canche Dép HIPPODROME PS TRINGUE | 82 000 | 600 |
| CALAIS | Bd Curie Départ TAMARI PS ATTACQUES | 76 000 | 450 |
| WIMEREUX | Bd FOCH Départ WIMEREUX PS OSTROHOVE | 74 000 | 750 |
| LE TOUQUET-PARIS-PLAGE | TRINGUE | 74 000 | 500 |
| BRUAY-LA-BUISSIÈRE | Départ PRINCI PS GOSNAY | 68 000 | 500 |
| DAINVILLE | Départ BLONDEL du PS ARRAS | 68 000 | 550 |
| ARRAS | Rue P.Gerber Départ BELIN PS MOFFLAINES | 63 000 | 500 |
| RINXENT | Départ RINXEN PS MARQUISE | 62 000 | 550 |
| COULOGNE | Départ TAMARI du PS ATTAQUE | 61 000 | 650 |

COMPTE-RENDU DE L'ACTIVITÉ D'ENEDIS POUR LE DÉVELOPPEMENT ET L'EXPLOITATION DU RÉSEAU PUBLIC DE DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ SUR VOTRE TERRITOIRE

| PRINCIPAUX CHANTIERS HTA 2018 SUR LES RÉSEAUX AÉRIENS | | |
|---|---|---------------------|
| COMMUNE | DEPART | Coût Estimatif en € |
| BOIS-BERNARD | Départ NEUVIREUIL du Poste Source BIACHE | 454 000 |
| HENIN-BEAUMONT | Départs NEUVIREUIL et BEAUMONT des Postes Sources | 447 000 |
| ROUVROY | Départ DARCY du Poste Source HENIN | 396 000 |
| ACHIET-LE-GRAND | Départ VAULX du Poste Source ACHIET | 295 000 |
| THEROUANNE | Départ THEROUANNE du Poste Source AIRE | 276 000 |
| ESSARS | Départ CUINCHY du Poste Source ESSARS | 208 000 |
| LA COUTURE | Départ RICHEBOURG du Poste Source ESSARS | 193 000 |
| BEAULENCOURT | Départ SAPIGNIES du Poste Source ACHIET | 161 000 |
| SAINT-OMER | Départ DESVROIS du Poste Source SAINT-OMER | 141 000 |
| BETHUNE | Départ BETHUNE du Poste Source GOSNAY | 113 400 |
| GUEMAPPE | Départ BOISLEUX du Poste Source ACHIET | 111 000 |
| BRUAY-LA-BUISSIÈRE | Départ ST LOUIS du Poste Source GOSNAY | 92 000 |
| GUARBECQUE | Départ GUARBECQUE du Poste Source GUARBECQUE | 87 000 |
| RANSART | Départ RIVIERE du Poste Source ACHIET | 81 000 |
| HELFAUT | Départ BRUYERE du Poste Source SAINT-OMER | 76 000 |
| BRUAY-LA-BUISSIÈRE | Départ MARLES du Poste Source GOSNAY | 62 000 |



3. Enedis, une priorité clients affirmée

L'année 2017 est marquée par une amélioration de la satisfaction clients, une baisse des réclamations et une ouverture de canaux digitaux, témoignant de l'engagement d'Enedis auprès de ses clients.

Elle est également caractérisée par un contexte réglementaire dense, du fait du changement du cadre de régulation incitative dès le 1^{er} janvier et des évolutions de structure et de niveau tarifaires au 1^{er} août.

Le déploiement de plus de 8 millions de compteurs communicants Linky à fin 2017 marque aussi une étape importante du projet industriel d'Enedis, avec des impacts significatifs sur le marché des particuliers et des professionnels et les systèmes d'informations associés.

En 2017, la mobilisation du domaine Client d'Enedis a permis de réussir le passage à la nouvelle période tarifaire du TURPE 5 et également d'atteindre de hauts niveaux de performance et de satisfaction des clients. Ces bons résultats sont liés, d'une part, à la mise en place d'une relation personnalisée avec les clients producteurs, clients CARDS et clients Grands Comptes nationaux et régionaux, et d'autre part, au renforcement de la digitalisation de la relation d'Enedis avec l'ensemble de ses clients par la mise à disposition d'outils modernisés et adaptés à leurs besoins.

Enedis s'affirme également en 2017 comme le partenaire de ses clients dans la transition énergétique, en leur permettant de mieux maîtriser leur consommation grâce à un accroissement des services en vue d'une meilleure communication des données de consommation.

LES DIFFÉRENTES CATÉGORIES DE CLIENTS

| CARACTÉRISTIQUES DES DIFFÉRENTES CATÉGORIES DE CLIENTS | | | | |
|--|---------|----------------------|----------------|---------------------------|
| Catégorie | Tension | Niveau de puissance* | Clients | |
| | | | Contrats | Prestations couvertes |
| C1 | HTA | > 250 kW | CARD | Acheminement |
| C2 | | < 250 kW | Contrat unique | Acheminement + Fourniture |
| C3 | | | | |
| C4 | BT | > 36 kVA | Contrat unique | Acheminement + Fourniture |
| C5 | | ≤ 36 kVA | | |

3.1. Enedis, une performance au rendez-vous des attentes des clients

LES ACTIONS ENGAGÉES

Une animation renforcée au service des territoires

Pour répondre efficacement aux attentes de ses clients, Enedis a accru la prise en compte des spécificités territoriales dans l'animation nationale des différents métiers en relation avec les clients finaux et les acteurs économiques.

À cet effet, l'animation interne des métiers au service des clients a été renforcée.

En direction des clients entreprises, Enedis a mis en place en 2016 des interlocuteurs privilégiés dédiés aux Grands Comptes Nationaux et Grands Comptes Régionaux, entreprises multisites implantées dans différentes régions. Cette démarche s'est poursuivie en 2017, et à fin 2017, il était répertorié environ 75 clients Grands Comptes Nationaux et 5000 clients Grands Comptes Régionaux.

Pour l'ensemble des clients, la création en 2017 d'un réseau «des ambassadeurs» du dispositif d'enquête de satisfaction, présent dans chaque Direction régionale d'Enedis, a permis de prendre en compte les spécificités de leurs attentes, par territoire, dans l'animation nationale qui leur est consacrée.

LES RÉSULTATS

Qu'il s'agisse d'interventions (mise en service, résiliation, changement de fournisseur...) ou de relation clients, la performance des services d'Enedis atteint de bons niveaux sur l'ensemble des métiers du distributeur.

PRESTATIONS ET INTERVENTIONS TECHNIQUES (en %) (Concession)

| | 2016 | 2017 |
|---|-------|--------------|
| Taux de mise en service sur installation existante dans les délais standard ou convenus | 95,9% | 95,7% |
| Taux de résiliation dans les délais standard ou convenus | 99,3% | 98,9% |

3.2. Enedis, un service public modernisé au bénéfice des clients et de la transition énergétique

Enedis complète les canaux traditionnels de relation avec ses clients, en développant de nouveaux espaces clients Web, ainsi que des services numériques associés. Enedis accroît ainsi la digitalisation de sa relation avec ses clients, tout en étant présente au cœur des territoires et accessible à travers les accueils téléphoniques traditionnels.

DIGITALISATION ET PERSONNALISATION DE LA RELATION CLIENTS POUR UNE MEILLEURE MAÎTRISE DE LA CONSOMMATION D'ÉLECTRICITÉ

Enedis accroît sa présence sur les canaux digitaux au travers de son site internet enedis.fr, en développant de nouveaux espaces clients ou en renforçant ceux existants, et également grâce à de nouvelles fonctionnalités de son application mobile «Enedis à mes côtés». Ainsi, Enedis propose, par ces différents canaux, un ensemble de services améliorant la transmission de données, qu'il s'agisse de données générales accessibles à tous ou de données spécifiques accessibles à ses différents clients. Ce faisant, Enedis permet à chacun de ses clients de mieux connaître sa consommation d'électricité, et par là même d'agir sur celle-ci.

Des espaces Web adaptés aux différents clients d'Enedis

La prise en compte des spécificités des clients d'Enedis se reflète dans les différents espaces Web qui leur sont dédiés.

Un nouvel Espace Particulier

Un nouvel espace a été créé en 2017 pour les clients producteurs individuels d'électricité équipés d'un compteur communicant Linky et disposant d'un contrat de vente en totalité de leur électricité produite. Celui-ci leur facilitera notamment le suivi de leur production d'électricité.

Les clients «consommateurs» équipés d'un compteur communicant disposent d'un accès à leur courbe de charge et bénéficient d'un nouveau module d'analyse personnalisée de leur consommation d'électricité, leur permettant de mieux comprendre leurs habitudes de consommation et ainsi de choisir l'offre de fourniture la plus adaptée.

Par ailleurs, et pour l'ensemble des clients particuliers, cet espace est désormais accessible à tous les clients quel que soit le type de compteur dont ils sont équipés. Antérieurement, ces espaces n'étaient jusqu'alors réservés qu'aux seuls clients équipés de compteurs communicants. De nouvelles modalités de création de compte ont été mises en place, ainsi que des modules d'analyse graphique offrant une visualisation simplifiée des consommations, facilitant ainsi l'accès des clients à leurs données.

À fin 2017, plus de 200 000 clients ont ainsi ouvert un compte client dans l'Espace Particulier.

Un Espace Entreprise rénové

Depuis février 2017, une nouvelle version de l'espace client entreprise a été mise en place. Avec une ergonomie refondue et de nouveaux services, le client peut télécharger les documents associés à chacun de ses contrats (duplicatas de factures, feuillets de gestion et bilan de qualité de fourniture). Les clients et les tiers expressément autorisés par eux peuvent obtenir la communication des données de mesure collectées par Enedis dans le cadre de ses missions de gestionnaire du réseau public de distribution. Les demandes doivent être adressées par voie électronique à l'adresse dataconsoelec@enedis.fr.

L'espace client entreprise permet également aux entreprises d'accéder à l'historique de leurs données de consommation, de visualiser leurs Points de Relève Mesure (PRM), d'accéder à une foire aux questions (FAQ) et de déposer une demande ou une réclamation en ligne.

Les clients ayant conclu un contrat d'accès au réseau direct avec Enedis (CARD) disposent quant à eux d'un accès à l'affichage et au téléchargement de leur courbe de charge mensuelle dans l'espace Web CARD, ainsi que d'un accès à l'historique de leurs données de consommation.

Les évolutions de l'Espace Collectivités

L'Espace Collectivité a bénéficié en 2017 de plusieurs évolutions :

- la charte graphique a été entièrement refondue ;
- le Compte-Rendu d'Activité du Concessionnaire (CRAC), depuis celui se rapportant à l'année 2016, est disponible au nouveau format (html), plus adapté à une consultation en ligne ;
- une rubrique « Compteur Linky » est créée pour rendre plus visibles les informations relatives à ce compteur telles que la carte du programme de déploiement, la documentation de présentation du compteur Linky et une foire aux questions ;
- la rubrique « Données énergétiques » a évolué : la demande d'accès à un historique de données individuelles ou agrégées est améliorée et complétée ;
- le téléchargement du catalogue des services d'Enedis et la souscription en ligne d'un service sont réalisables depuis 2017.

Ces évolutions viennent compléter les fonctionnalités déjà disponibles (cartographie du réseau, chantiers en cours, infos coupures, actualités...).

Les données en open data

Depuis 2015, Enedis est devenue le premier distributeur d'électricité européen à publier en open data des données énergétiques. Les données consultables concernent de nombreux domaines et s'enrichissent chaque année : bilan électrique, consommation des clients résidentiels et des entreprises, qualité de fourniture d'électricité, raccordements des énergies renouvelables, flexibilités (capacités de clients à décaler leurs consommations), consommation de chaque quartier du territoire français, continuité d'alimentation, lignes et postes électriques....

L'ensemble des données publiées par Enedis est accessible sur le site <http://www.enedis.fr/open-data>.

L'ACCESSIBILITÉ DES ACCUEILS TÉLÉPHONIQUES TRADITIONNELS

Enedis, souhaitant s'adresser à tous ses clients, y compris ceux qui n'ont pas accès ou ne sont pas familiers avec la relation digitale, continue à garantir un bon niveau d'accessibilité de ses accueils téléphoniques.

Enedis met à la disposition de ses clients différents numéros de téléphone selon leur profil et la nature de leurs demandes (raccordement, production d'électricité ou toute autre problématique hors urgence et dépannage). Ainsi, les clients sont accueillis par des conseillers spécialisés suivant leur profil :

- les clients « Particuliers » : 09 69 32 18 39 (n° régional à retrouver sur Pages jaunes.fr, sur l'application mobile « Enedis à mes côtés » ou sur le site enedis.fr, rubrique Aide et contact) ;
- les clients « Professionnels » : 09 69 32 18 40 (n° régional à retrouver sur Pages jaunes.fr, sur l'application mobile « Enedis à mes côtés » ou sur le site enedis.fr, rubrique Aide et contact) ;
- les clients « Entreprises » : 09 69 32 18 99
- les clients « Professionnels de l'immobilier et de la construction » : 09 69 32 18 77
- les clients « Producteurs » : 09 69 32 18 00. Cet accueil ne traite pas les demandes concernant l'achat d'électricité, au sujet desquelles le client est invité à contacter directement son acheteur
- les clients demandeurs ou concernés par un branchement de courte durée dans le cadre d'une manifestation festive : 09 69 32 18 22.

En cas d'incident ou d'absence d'électricité, les clients de la concession peuvent joindre le service Urgence dépannage d'Enedis 24h/24 et 7j/7 au 09 72 67 50 62 (n° Urgence dépannage à retrouver sur Pagesjaunes.fr, sur l'application mobile « Enedis à mes côtés » ou sur le site enedis.fr, rubrique Aide et contact).

Enedis a renforcé son accueil téléphonique par la création d'équipes dédiées pour répondre aux questions liées à la pose des compteurs Linky. Un Numéro Vert LINKY 0 800 054 659 est ainsi mis à la disposition des clients.

L'efficacité de l'accueil téléphonique d'Enedis est mesurée par un taux d'accessibilité

L'année 2017 est caractérisée par un nombre de contacts client important, qui se traduit au niveau national par une hausse de 25 % des appels reçus sur les accueils téléphoniques d'Enedis, par rapport à 2016. L'accessibilité du Service Clients demeure néanmoins à un bon niveau (88,7 % d'appels traités), en baisse de deux points par rapport à 2016 (90,6 %).

Le Service Raccordement a connu en 2017 une augmentation des appels reçus de 15 % et, malgré cette charge supplémentaire, le taux d'accessibilité est de 87,4 %.

Enfin, l'accessibilité du Service Producteurs d'électricité se situe à un bon niveau de 90,7 % d'appels traités avec une hausse de 23 % des appels reçus.

ACCESSIBILITÉ DE L'ACCUEIL HORS DÉPANNAGE (en %) (DIRECTION RÉGIONALE)

| | 2016 | 2017 |
|-----------------------------------|-------|--------------|
| Service Client | 85,6% | 84,8% |
| Service Raccordement | 88,0% | 79,2% |
| Service Producteurs d'électricité | 88,1% | 78,0% |

Généralisation du service « AppelZen »

Avec « AppelZen », il est proposé au client particulier (appels raccordements, service clients et support Linky) d'être rappelé par un conseiller Enedis au plus tôt, lorsque son temps d'attente téléphonique constaté ou estimé est d'environ 3 minutes. AppelZen permet ainsi aux conseillers Enedis de servir plus rapidement les clients.

Urgence Dépannage Électricité

Au plan national, les crises climatiques de l'année 2017, plus nombreuses et de plus grande intensité qu'en 2016, ont fortement mobilisé les conseillers des sept Centres d'Appels Dépannage répartis sur le territoire. À titre d'exemple, lors de la tempête Zeus, survenue le 6 mars 2017, plus de 220 000 appels ont été reçus en une journée, soit environ 15 fois plus qu'en période « normale ».

Sur l'ensemble de l'année 2017, le volume d'appels reçus a fortement augmenté de 23,3 % par rapport à l'année 2016, expliquant le recul du taux d'accessibilité à 81,8 %.

ACCESSIBILITÉ DES ACCUEILS DÉPANNAGE ÉLECTRICITÉ

| | Département | | National | |
|---|-------------|---------------|-----------|------------------|
| | 2016 | 2017 | 2016 | 2017 |
| Taux d'accessibilité de l'Accueil Dépannage Électricité* (en %) | 91,0% | 79,4% | 92,5% | 81,8% |
| Nombre d'appels reçus par l'Accueil Dépannage Électricité* | 50 222 | 55 950 | 2 070 449 | 2 505 048 |
| Nombre d'appels donnant effectivement lieu à un dépannage | 21 500 | 20 114 | 675 423 | 728 903 |

* Ces résultats concernent les appels reçus des clients raccordés en BT ≤ 36 kVA.

L'accompagnement des clients en situation d'impayé :

Les demandes d'intervention pour impayé sont exprimées par les fournisseurs vers Enedis qui réalise le geste technique chez le client.

En accord avec EDF, l'offre « information prévention précarité » lancée en expérimentation en 2012 sur une partie du territoire de la FDE a été interrompue en fin d'année 2013, au moment de la mise en œuvre de la loi Brottes.

L'offre a été réactivée dès la fin de trêve, à la sortie de l'hiver, et étendue à l'ensemble du département du Pas-de-Calais. L'offre satisfait en effet toutes les parties prenantes et a même été retenue par EDF au niveau national.

Rappelons qu'elle permet aux clients qui en bénéficient de bénéficier d'un délai de 8 jours supplémentaires avant coupure, pour entreprendre des démarches.

Cet ultime délai permet d'éviter 70% des coupures pour les clients bénéficiaires (décision du technicien sur place au vu de la situation rencontrée, soit 3 à 4% des déplacements pour impayés)».

| Année | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|----------------------------------|--------|--------|--------|--------|
| Nombre d'interventions réalisées | 15 116 | 15 232 | 13 649 | 12 030 |
| Coupures réalisées | 4 733 | 4 778 | 3 953 | 3 249 |

3.3. Enedis, à l'écoute de ses clients : une expression client multi-canal

UN TRAITEMENT DES DEMANDES CLIENTS PLUS GLOBAL

L'écoute client d'Enedis s'est amplifiée en 2017 du fait de l'élargissement du périmètre de l'indicateur de performance relatif au traitement des réclamations, de l'augmentation des demandes des clients adressées *via* les réseaux sociaux, ainsi que de la prise en compte des demandes des clients réalisées en direct sur leurs comptes clients (live chat).

Enedis se doit aussi de suivre plus systématiquement les sites internet des associations de consommateurs, du Médiateur National de l'Énergie et de la presse, pour y « saisir les signaux faibles » et recueillir les remontées des clients qui concernent les métiers et services d'Enedis.

Enfin, en 2017, Enedis a concentré ses actions sur les réseaux sociaux et en particulier sur la page Facebook Enedis, sur les comptes Twitter national et régionaux d'Enedis et sur les forums web spécialisés.

Les réclamations

L'année 2017 s'est caractérisée par une baisse du volume des réclamations reçues de 9,2 % par rapport à 2016, hors celles relatives au déploiement des compteurs Linky.

NOU
VEAU

Depuis janvier 2017, la mesure du traitement des réclamations a connu, dans le cadre de la nouvelle régulation incitative TURPE 5, une évolution importante puisque le taux de réclamations traitées dans les 15 jours prend en compte les lettres d'attente liées à la qualité de fourniture, ainsi que les réclamations liées au compteur communicant Linky. Alors que l'objectif de référence fixé par le régulateur est de 90 % pour 2017, Enedis atteint une belle performance avec un résultat de 92,8 %. Ce résultat est aussi à mettre en lien avec le rappel systématique des clients s'étant déclarés « pas du tout satisfaits » lors des enquêtes de satisfaction.

En 2017, le délai de traitement des réclamations mesuré au périmètre de la concession a été le suivant:

| RÉPONSE AUX RÉCLAMATIONS (CONCESSION) | | | | |
|---------------------------------------|----------|----------|----------------------|------------------------|
| | 2016 (%) | 2017 (%) | 2017 (Numérateur) | 2017 (Dénominateur) |
| Taux de réponse sous 15 jours* | - | 92,2% | 4 555 | 4 938 |

* Cet indicateur prend en compte depuis 2017 les réclamations relatives au déploiement des compteurs Linky.

COMPTE-RENDU DE L'ACTIVITÉ D'ENEDIS POUR LE DÉVELOPPEMENT ET L'EXPLOITATION DU RÉSEAU PUBLIC DE DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ SUR VOTRE TERRITOIRE

Au périmètre de la concession, les réclamations concernent, depuis 2017, tous les types de clients et se décomposent de la manière suivante :

| RÉPARTITION DES RÉCLAMATIONS PAR TYPE (CONCESSION) | | | |
|--|----------|----------|-------|
| | 2016 (%) | 2017 (%) | 2017 |
| Raccordements | - | 5,0% | 249 |
| Relève et facturation | - | 38,7% | 1 912 |
| Accueil | - | 0,9% | 46 |
| Interventions techniques | - | 24,7% | 1 222 |
| Qualité de la fourniture | - | 30,6% | 1 509 |
| Total | 100,0% | 100,0% | 4 938 |

Les saisines du Médiateur National de l'Énergie (MNE) et du médiateur d'EDF S.A.

Les saisines des deux médiateurs connaissent un accroissement de 11 % en 2017 avec un volume s'établissant à 3500 saisines fin décembre. Cette augmentation peut s'expliquer par une meilleure connaissance du dispositif, puisque les coordonnées du MNE figurent, depuis 2017, sur l'ensemble des courriers adressés par Enedis à ses clients. Par ailleurs, le taux de réponses positives des médiateurs aux accords amiables a, quant à lui, fortement progressé puisqu'il atteint 76 %.

**NOU
VEAU**

Les réseaux sociaux et le live chat

Initiées depuis février 2016, les demandes des clients sur les réseaux sociaux ont connu un essor important en 2017 puisque leur volume a été multiplié par 8. La mise en place de discussion instantanée par des messages textuels sur la page contact du site enedis.fr depuis juin 2017 a également connu une belle progression : les demandes exprimées sur ce canal ont plus que triplé à fin décembre.

L'ANCRAGE DU NOUVEAU DISPOSITIF D'ENQUÊTES DE SATISFACTION

L'année 2016 a vu naître de nouvelles enquêtes de satisfactions, délaissant ainsi les enquêtes historiques dites à « froid » pour des enquêtes à « chaud » envoyées par sms et mails dès le lendemain de la prestation.

Trois nouveaux baromètres annuels ont été mis en place, auprès des clients ayant eu une interaction avec Enedis : Particuliers et Professionnels (C5) / Entreprises (C2-C4) / Décideurs économiques (grands comptes et entreprises à forte influence).

Enfin, des enquêtes qualitatives plus approfondies ont complété le dispositif pour des populations spécifiques comme les promoteurs-aménageurs-lotisseurs, les bailleurs sociaux et les mandataires de clients finaux producteurs ou consommateurs.

Dans le cadre de l'amélioration continue des services d'Enedis, les clients « pas du tout satisfaits » (PDTS) sont appelés par le manager de l'entité à l'origine de l'insatisfaction afin de mieux comprendre les dysfonctionnements et réinstaller avec le client des conditions de confiance.

Les résultats de satisfactions de l'année 2017, entièrement basés sur le nouveau dispositif de mesure de la satisfaction clients, sont en progression par rapport aux résultats du 2ème semestre 2016, également basés sur ce dispositif.

Comme en 2016, le professionnalisme et la compétence des techniciens d'Enedis sont les points les plus appréciés par les personnes interrogées en 2017. Ces clients valorisent également fortement le comportement des techniciens, plus particulièrement leur écoute et leur courtoisie. À l'inverse, les clients relèvent le manque de coordination au sein des services d'Enedis, les délais de réalisation et l'amplitude des plages horaires de rendez-vous. Ils apparaissent moins satisfaits de la facilité à joindre le bon interlocuteur Enedis.

Le nouveau système d'enquête permet de fournir les résultats de satisfaction spécifiques au raccordement et à la qualité de fourniture, présentés ci-après. Pour ne pas être redondant, les résultats de satisfaction globale ci-dessous ne prennent pas en compte ces deux items.

INDICATEURS DE SATISFACTION (en %)

| | Résultat national 2017 | Maille | Résultat local 2017 |
|--|---------------------------|-------------------|------------------------|
| Clients « Particuliers » | 86,9% | Concession | 88,8% |
| Clients « Professionnels » (≤ à 36 kVA) | 86,1% | Concession | 86,3% |
| Clients « Entreprises » (> à 36 kVA) C2-C4 | 87,6% | Concession | 91,1% |

En ce qui concerne plus particulièrement le raccordement des clients au réseau public de distribution, les résultats de l'enquête de satisfaction sont les suivants :

INDICATEURS DE SATISFACTION : RACCORDEMENTS (en %)

| | Résultat national 2017 | Maille | Résultat local 2017 |
|--|---------------------------|----------------------|------------------------|
| Clients « Particuliers » | 85,5% | Concession | 89,2% |
| Clients « Professionnels » (≤ à 36 kVA) | 87,1% | Concession | 90,4% |
| Clients « Entreprises » (> à 36 kVA) C2-C4 | 82,3% | Région Enedis | 83,2% |

En complément des enquêtes à chaud, Enedis organise depuis 2016 une enquête auprès des clients n'ayant pas d'interaction avec Enedis. À travers cette enquête, les clients expriment notamment leur satisfaction vis-à-vis de la qualité de fourniture.

COMPTE-RENDU DE L'ACTIVITÉ D'ENEDIS POUR LE DÉVELOPPEMENT ET L'EXPLOITATION DU RÉSEAU PUBLIC DE DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ SUR VOTRE TERRITOIRE

En 2017, cette satisfaction diminue légèrement sur les segments entreprises C1-C4 avec 90,8 % contre 91,7 % en 2016, tandis qu'elle augmente pour les particuliers à 94,6 % contre 93,4 % en 2016, ainsi que pour les professionnels à 93,3 % contre 92,8 % en 2016.

Les résultats de cette enquête de satisfaction sont restitués ci-dessous au périmètre de la Direction Régionale d'Enedis.

| INDICATEURS DE SATISFACTION : QUALITÉ DE FOURNITURE (en %) | | |
|--|------------------------------------|-----------------------------|
| | Satisfaction maille nationale 2017 | Satisfaction maille DR 2017 |
| Clients « Particuliers » | 94,6% | 93,8% |
| Clients « Professionnels » (≤ à 36 kVA) | 93,3% | 93,2% |
| Clients « Entreprises » (> à 36 kVA) C2-C4 | 90,8% | 90,4% |

3.4. Le déploiement des compteurs Linky

Dans le cadre de ses missions de gestionnaire de réseau de distribution, Enedis a démarré en décembre 2015 le déploiement industriel des compteurs communicants Linky. Ce nouvel outil de comptage remplacera l'ensemble des compteurs d'électricité, avec une cible fixée par la CRE à 90 % du parc total à fin 2021, soit environ 34 millions de compteurs. Les particuliers, les professionnels et les collectivités locales disposant d'une puissance de 3 à 36 kVA sont concernés.

A fin 2017, plus de 8 millions de compteurs ont été remplacés dans près de 4 600 communes.

Ces premiers résultats reposent sur une forte mobilisation des entreprises partenaires qu'il s'agisse des 6 usines de construction, des 80 entreprises de pose ou des sociétés de recyclage. Au total, ce sont près de 10 000 femmes et hommes qui travaillent au quotidien pour assurer la fabrication, la pose des nouveaux compteurs et le recyclage des précédents. Près de 3 000 techniciens installent jusqu'à 25 000 compteurs par jour.

Conformément au plan de déploiement, des métropoles, des grandes villes et des communes rurales sont déjà totalement équipées : c'est notamment le cas de Lyon, Nice, Arras, Nancy, Narbonne, Nantes, Bordeaux, Caen, Dijon ou l'île du Levant dans le Var.

UN ACCOMPAGNEMENT EN CONTINU POUR LA POSE DU COMPTEUR LINKY

En fonction du calendrier de déploiement, les équipes territoriales d'Enedis ont planifié des rencontres régulières avec les parties prenantes et notamment avec les maires et leurs équipes, afin de leur présenter le nouveau compteur électrique et les modalités d'intervention.

Les municipalités souhaitant informer leurs administrés se sont vues proposer des supports de communication, comme par exemple des affiches, des encarts pour leurs bulletins municipaux. Des permanences en mairie, des réunions d'information ont également été organisées. De nombreux dispositifs peuvent être menés et adaptés au territoire, afin d'accompagner au mieux et au plus près de leurs besoins, les collectivités territoriales et leurs administrés.

Pour répondre à l'ensemble des préoccupations des clients, Enedis s'est dotée d'équipes de conseillers clientèles qui ont pour principale mission de répondre factuellement aux interrogations relatives au nouveau compteur d'électricité. Environ 598 975 appels entrants ont été comptabilisés en 2017.

En complément, les clients peuvent se renseigner sur le site internet d'Enedis et y consulter la carte de déploiement, s'informer sur le nouveau compteur et poser leurs questions.

Par ailleurs, les clients, dont la pose du compteur nécessite leur présence, disposent d'un espace dédié sur lequel ils ont également la possibilité de :

- choisir la date de leur rendez-vous de pose (première prise de rendez-vous ou modification) ;
- transmettre des indications en vue de faciliter l'intervention de pose ;

- gérer successivement plusieurs rendez-vous de pose concernant plusieurs compteurs, s'ils se trouvent dans ce cas.

LES NOUVEAUX SERVICES OFFERTS AUX CONSOMMATEURS

Le déploiement du nouveau compteur d'électricité est un projet d'intérêt collectif au service des besoins des particuliers. Il vise notamment à apporter plus de confort aux clients et une réelle amélioration de la qualité du service rendu. La plupart des opérations pour lesquelles le concessionnaire avait jusqu'à présent besoin de prendre rendez-vous peuvent désormais être réalisées à distance sans dérangement et à moindre coût.

- Avec Linky, les clients n'ont plus besoin de poser des heures de congés pour attendre le releveur, l'ouverture d'une nouvelle ligne est effective en seulement 24 heures contre 5 jours auparavant.
- Avec Linky, augmenter la puissance de son contrat d'électricité coûte 10 fois moins cher et c'est non facturé l'année qui suit la pose.

Le remplacement de l'ancien compteur par un modèle communicant offre la possibilité à celles et ceux qui le souhaitent de connaître leurs consommations électriques pour mieux les maîtriser. Depuis le site internet gratuit et sécurisé, les clients disposent de l'historique de leurs données de consommation à J+1 sur un jour, une semaine, un mois. Ils sont en mesure de les comparer à celles d'autres foyers, de se fixer des objectifs de consommation ou encore de consulter la rubrique dédiée aux éco-gestes réalisée en partenariat avec l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe). Autant de fonctionnalités permettant à chacun de s'approprier sa consommation et d'agir sur ses comportements énergétiques. Plus de 140 000 espaces personnels Linky étaient ouverts fin 2017.

Au-delà de ces avantages clients, Enedis en tant que concessionnaire se doit de moderniser et de pérenniser le réseau public d'électricité pour qu'il s'adapte aux nouveaux besoins énergétiques des particuliers et plus globalement de la société française que sont, à titre d'exemple, les énergies renouvelables, les bornes de véhicules électriques ou les éco-quartiers. Cette modernisation passe par l'installation de compteurs communicants, outil essentiel à la transition énergétique.

La multiplication des véhicules électriques par exemple, plus de 130 000 à date, nécessite l'installation de bornes de recharge sur le réseau. Ces infrastructures génèrent des fortes variabilités de production et de consommation. La puissance électrique requise pour recharger une voiture électrique en seulement deux heures est l'équivalent de celle d'un immeuble entier. Avec le nouveau compteur, l'implantation de ces bornes de recharge sera optimisée en fonction des réalités techniques du réseau, garantissant ainsi l'équilibre entre tous les usages des clients.

Linky participe à la continuité d'alimentation pour tous les utilisateurs du réseau de distribution, tout en accompagnant ces nouvelles façons de consommer ou de produire de l'électricité.

**NOU
VEAU**

« ENEDIS À MES CÔTÉS », DE NOUVEAUX SERVICES POUR SUIVRE ET MAÎTRISER SA CONSOMMATION D'ÉLECTRICITÉ AU QUOTIDIEN

Enedis a développé en 2015 une application mobile nommée « Enedis à mes côtés ». Cette dernière

proposait historiquement, à l'ensemble des clients, des services liés aux coupures et la sécurité électrique. Ce support digital a intégré en 2017 de nouvelles fonctionnalités. Les clients, équipés du nouveau compteur, peuvent désormais visualiser, directement depuis leur téléphone portable, l'évolution de leurs consommations électriques, se comparer avec des foyers similaires et relever des défis (challenges) sur les éco-gestes.

LES BÉNÉFICES POUR LES AUTRES UTILISATEURS DU RÉSEAU

Le nouveau compteur d'électricité présente également un intérêt économique pour les producteurs d'électricité, actuellement dénombrés à plus de 350 000 en France. Depuis 2017, Enedis installe en effet des compteurs communicants à tous les nouveaux clients désirant auto-consommer, c'est-à-dire injecter sur le réseau de distribution le surplus non-consommé de l'électricité produite à partir d'énergie renouvelable. Grâce aux compteurs Linky, un seul outil de comptage suffit pour mesurer à la fois l'électricité produite et l'électricité consommée. Cette spécificité technique fait réaliser aux nouveaux producteurs une économie de 600 euros en moyenne sur le coût de raccordement.

De plus, le nouveau compteur constitue un outil intéressant pour les collectivités territoriales, qu'elles soient autorités concédantes, aménageurs de territoire ou clientes. Avec Linky, elles disposent de données globales de consommation et de production, conformément aux recommandations de la CNIL, leur offrant la possibilité de suivre plus finement les consommations des bâtiments communaux ou d'évaluer les programmes de rénovation énergétique. Ainsi, le service public de l'électricité est plus performant pour l'ensemble des clients, des utilisateurs et des autorités concédantes.

Les fournisseurs d'énergie disposeront de données de consommation bien plus précises leur permettant de proposer des offres tarifaires adaptées aux besoins des clients.

COMPTE-RENDU DE L'ACTIVITÉ D'ENEDIS POUR LE DÉVELOPPEMENT ET L'EXPLOITATION DU RÉSEAU PUBLIC DE DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ SUR VOTRE TERRITOIRE

Depuis le démarrage du déploiement des compteurs Linky, les chiffres propres à votre concession sont les suivants :

| COMPTEURS LINKY (CONCESSION) | |
|--|---------|
| | 2017 |
| Taux de PDL* équipés d'un compteur Linky | 22,1% |
| Nombre de PDL* équipés d'un compteur Linky | 165 163 |
| Nombre de communes concernées par le déploiement en masse | 486 |
| Nombre de PDL* ouverts à tous les services Linky | 134 256 |
| Nombre de comptes clients ouverts** | 5 098 |
| Nombre de demandes de création de compte client en attente d'activation par le client*** | 2 445 |

* PDL : Point de livraison.

** Cumul du nombre de comptes clients ouverts par les clients C5 (résidentiels ou professionnels) pour accéder à leurs données de consommation.

*** Demandes enregistrées, ayant entraîné l'envoi du mot de passe provisoire et n'ayant pas encore fait l'objet d'une ouverture de compte.

3.5. La facilitation des démarches de raccordement

Rappel : Un raccordement provisoire est pris en charge par Enedis sous réserve :

- qu'un fournisseur d'énergie ait émis une demande pour le compte du client ;
- que le client ait signé l'engagement par lequel il atteste avoir pris connaissance des dispositions relatives à la sécurité électrique de son installation temporaire, au caractère provisoire de son raccordement, aux conditions de suspension de l'alimentation électrique ;
- que le raccordement soit réalisable techniquement par Enedis.

Le site « Enedis-Connect »

En 2014, le site « Enedis-Connect » a été mis à disposition des clients particuliers et professionnels ≤ 36 kVA pour faciliter le traitement et le suivi de leurs demandes de raccordement.

En 2015, ce site a permis aux clients de déposer des demandes de :

- raccordement neuf pour une maison individuelle d'une puissance ≤ 36 kVA ;
- modification de raccordement d'une puissance ≤ 36 kVA ;
- suppression de raccordement d'une puissance ≤ 36 kVA.

Depuis 2016, toutes les demandes de raccordement provisoire BT de puissance > 36 kVA et HTA de courtes ou de longues durées sont intégrées dans « Enedis-Connect » :

- le client qui souhaite bénéficier d'un raccordement provisoire doit comme auparavant faire sa demande au fournisseur d'énergie de son choix. Cette demande est ensuite transmise à Enedis pour réalisation du raccordement ;
- les demandeurs peuvent consulter l'avancement de ces raccordements en ligne. Ils peuvent également dématérialiser certains actes de leur relation avec Enedis (signature électronique de l'engagement, échanges avec Enedis depuis le site internet...).

Une nouvelle fonctionnalité pour les demandes de raccordement d'une puissance supérieure à 36 kVA (BT ou HTA) et leur suivi

Les clients collectifs (aménageurs, lotisseurs) disposent, depuis janvier 2017, d'une nouvelle fonctionnalité appelée PRACMA (Portail RACcordement du Marché d'Affaires), disponible depuis le site Enedis, pour effectuer leur demande de raccordement d'une puissance supérieure à 36 kVA (BT ou HTA). Cette fonctionnalité était déjà ouverte aux clients individuels entreprises > 36 kVA en BT ou en HTA. Ces clients peuvent suivre l'avancement de leur demande sur un espace qui leur est dédié, déposer des documents et recevoir des notifications par mail ou sms des principales étapes de leur projet.

ENEDIS S'EST ENGAGÉE AUX CÔTÉS DES CLIENTS DANS LA MOBILITÉ ÉLECTRIQUE

L'État a fixé comme objectif le déploiement d'au moins 7 millions de points de recharge pour les 5 millions de véhicules électriques et hybrides rechargeables, prévus à l'horizon 2030.

Les collectivités territoriales jouent un rôle important dans ce déploiement et se sont lancées dans la création de bornes de recharge (Infrastructures de Recharge des Véhicules Électriques- IRVE), en milieu rural le plus souvent par l'intermédiaire des syndicats départementaux d'électricité et en milieu urbain et périurbain, *via* les métropoles (qui disposent désormais du pouvoir concédant) ou les communautés d'agglomérations.

Dans ce cadre et pour accompagner les territoires, Enedis a lancé une offre expérimentale spécifique d'optimisation du raccordement des IRVE qui vise à concilier les initiatives locales en matière d'électromobilité et l'intérêt d'optimiser l'utilisation du réseau public de distribution d'électricité.

Cette expérimentation rentre également dans le cadre de la concertation pour la détermination des contraintes liées aux capacités des réseaux de distribution d'électricité, telle que prévue à l'article 6 du décret n°2014-1313 du 31 octobre 2014 pris en application de la loi n° 2014-877 du 4 août 2014 facilitant le déploiement d'un réseau d'IRVE sur l'espace public.

Enedis apporte ainsi son expertise en matière de développement et de gestion du réseau public de distribution d'électricité pour accompagner les collectivités dans le déploiement des stations de recharge.

Les acteurs privés sont également très actifs : au premier chef les particuliers qui bénéficient d'un crédit d'impôt à hauteur de 30 % et du programme ADVENIR qui leur apporte une aide au financement des bornes de recharge, ainsi que de nombreux opérateurs privés comme les grandes surfaces commerciales disposant de parkings, les concessionnaires automobiles, mais aussi les stations-services. Ces dernières, lorsqu'elles sont installées sur les autoroutes, ont un rôle particulier afin que les Véhicules Électriques (VE) puissent se charger rapidement et réaliser de longs parcours en itinérance. Les opérateurs des IRVE sur la voirie routière et autoroutière ont pour objectif l'installation de stations de recharge à haute puissance (4 à 6 bornes par station d'au moins 150 KW) tous les 80 km le long des corridors autoroutiers.

Par ailleurs, grâce à sa participation dans la société GIREVE, qui a notamment développé une plateforme de services d'interopérabilité entre les opérateurs de mobilité, Enedis contribue à donner aux véhicules électriques la possibilité d'être rechargés auprès de très nombreuses bornes de recharge gérées par des acteurs différents.

LE RACCORDEMENT D'INSTALLATIONS DE CONSOMMATION DE PUISSANCE INFÉRIEURE OU ÉGALE À 36 KVA

Au niveau national, les travaux de raccordement sont réalisés dans les délais convenus avec les clients dans 94,7 % des cas en 2017 (contre 90 % en 2016).

Au périmètre de votre concession, les résultats sont les suivants :

TAUX DE RÉALISATION DES TRAVAUX DANS LES DÉLAIS CONVENUS (CONCESSION)

| | 2016 | 2017 | Variation (en %) |
|---|-------------|--------------|-------------------------|
| Consommateurs BT individuels de puissance ≤ 36 kVA (sans adaptation de réseau) | 97,0% | 98,0% | 1,0% |

3.6. Perspectives et enjeux

LES NOUVEAUX SERVICES EN 2018

Les services relatifs aux données sur l'Espace Particulier

En 2018, Enedis prévoit de nouveaux services accessibles pour les clients particuliers à partir de leur compte :

- demander la transmission de ses données de consommation à un tiers de son choix ;
- donner, arrêter ou visualiser ses consentements ;
- gérer des contrats multi-sites à partir du même compte.

L'évolution de l'Espace Entreprise

Les entreprises disposant d'un «contrat unique» signé avec leur fournisseur d'électricité bénéficieront d'un accès à leur courbe de charge effectif en 2018.

Les nouveautés sur l'application mobile «Enedis à mes côtés»

De nouveaux services verront le jour au sein de l'application mobile « Enedis à mes côtés » :

- gestion de crise ;
- auto-relevé ;
- alerte dépassement seuil consommation...

Le traitement simplifié et unifié des clients Grands Comptes multi-sites

Enedis adapte le traitement de ses clients Grands Comptes multi-sites, équipés d'un compteur Linky, afin de leur donner une visibilité sur l'ensemble de leurs sites. Ainsi, un client multi-sites disposant de 31 500 Points de livraison (PDL) aurait reçu 31 500 courriers d'information (des centaines par mois), au fil du déploiement des compteurs Linky sur ses différents sites. Avec cette nouvelle possibilité, les courriers d'information sont supprimés et remplacés par des échanges de fichiers enrichis par les clients et Enedis. Au-delà d'une vision d'ensemble de ses sites donnée aux clients, ce nouveau traitement permettra de diminuer les réclamations, d'optimiser les prises de rendez-vous et de faciliter la pose des compteurs difficilement accessibles. D'autres acteurs, comme les bailleurs sociaux, sont intéressés par ces services pour leurs propres compteurs (services généraux) et également pour communiquer avec leurs locataires.

L'optimisation tarifaire des clients CARD

Un nouvel outil d'optimisation tarifaire, expérimenté en 2017, destiné aux clients Entreprises ayant souscrit un contrat d'accès au réseau de distribution (CARD), sera déployé en 2018. Il ouvrira la possibilité aux clients d'optimiser leur puissance souscrite et /ou leur formule tarifaire (y compris avec période mobile) grâce à des simulations permettant de restituer instantanément les gains économiques en fonction des choix tarifaires retenus. Ainsi, les conseillers clients Entreprises d'Enedis pourront leur répondre en temps réel et leur offrir un service personnalisé.

LE DÉPLOIEMENT DES COMPTEURS LINKY EN 2018

L'installation des nouveaux compteurs électriques repose sur un plan de déploiement ambitieux et rigoureux qui s'intensifiera au fil des mois et des territoires. Le concessionnaire s'engage à préparer au mieux avec l'autorité concédante le processus de déploiement des compteurs communicants et à réaliser régulièrement un point de son avancement.

D'ici fin 2018, 16 millions de compteurs seront déployés sur le territoire français.

ÉVOLUTIONS 2018 LIÉES AUX RACCORDEMENTS

Le nouveau barème de raccordement (version 5)

Le projet du nouveau barème de raccordement, élaboré en 2017 et transmis à la CRE, avec le rapport de consultation, au cours du premier trimestre 2018, devrait être mis en œuvre durant l'été 2018.

Les principaux axes d'évolution du barème de raccordement sont les suivants :

- Utilisation des coûts réalisés de la régulation incitative de la CRE pour déterminer les prix des branchements et des extensions de réseau (Plus d'hypothèses sur les % des séries de prix, sur les articles...).
- Une lecture plus simple pour le client => Passage de 169 à 67 cas de facturation :
 - Passage de 4 zones «qualité» à 2 zones de facturation (urbaine et rurale) :
 - une zone ZFA (Zone Facturation A) correspondant aux zones «qualité» 1 et 2 (communes rurales et petites agglomérations) ;
 - une zone ZFB (Zone Facturation B) correspondant aux zones «qualité» 3 et 4 (grandes agglomérations et grandes villes) ;
 - Fusion des cas souterrain et aérien pour les branchements complets :
 - plus grande lisibilité pour le client => plus d'ambiguïté entre le cas aérosouterrain et le cas aérien ;
 - la part de l'aérien est faible (environ 8 % des branchements complets) ;
 - Diminution du nombre de cas de facturation pour les raccordements producteurs => passage de 27 cas de facturation possibles à 3 cas de facturation ;
 - Tableaux de prix sont à l'arrondi en € HT.
- Un barème V5 qui s'étend à la majorité des modifications de branchements.

Évolution du Portail RAccordement du Marché d'Affaires (PRACMA) pour les grands producteurs

Les grands producteurs disposent de l'application PRACMA depuis janvier 2018 pour saisir leur demande de raccordement et suivre l'avancement de celle-ci.

4. Les éléments financiers et patrimoniaux de la concession

4.1. Les éléments financiers de la concession

4.1.1. LES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION LIÉS À L'ACTIVITÉ D'ENEDIS

Conformément à l'article 32C du cahier des charges de concession, le Compte-Rendu annuel d'Activité du Concessionnaire présente, pour ce qui concerne le développement et l'exploitation des réseaux publics de distribution d'électricité, les « principaux éléments du compte d'exploitation au niveau géographique compatible avec l'obtention des données comptables et financières significatives ».

Le réseau de distribution d'électricité étant interconnecté, l'organisation d'Enedis est fondée sur cette réalité physique et certaines activités du distributeur, très spécifiques et à forte technicité, sont organisées à une échelle qui dépasse le périmètre de la concession ; c'est notamment le cas des Agences de Maintenance et d'Exploitation des Postes sources (AMEPS) ou des Agences de Conduite du Réseau (ACR) qui interviennent sur plusieurs départements.

Enedis est organisée en 25 Directions régionales (DR) que viennent appuyer et animer des fonctions mutualisées aux niveaux interrégional (communes à plusieurs DR) et national.

Cette organisation vise une optimisation des moyens techniques et financiers à la disposition d'Enedis, eu égard notamment aux objectifs de productivité qui lui sont fixés par le Régulateur.

Dans ce cadre, l'affectation à chaque concession est la suivante :

- les données disponibles à la maille de la concession lui sont affectées directement ;
- les données correspondant aux niveaux de mutualisation interrégionale ou nationale sont réparties sur les DR au prorata de leurs activités respectives. Les données comptables enregistrées au niveau de la DR concernée ou issues des mutualisations interrégionales ou nationales sont réparties vers chaque concession selon des clés de répartition.

PRODUITS D'EXPLOITATION DÉTAILLÉS (en k€) (CONCESSION)

| | Cf. Note | 2016 | 2017 |
|--|-------------|----------------|----------------|
| <i>Recettes d'acheminement</i> | 1 | 268 299 | 269 992 |
| <i>Dont clients HTA</i> | | 53 971 | 53 856 |
| <i>Dont clients BT ayant une puissance souscrite ≤ 36 kVA</i> | | 177 896 | 182 172 |
| <i>Dont clients BT ayant une puissance souscrite > 36 kVA</i> | | 34 609 | 35 208 |
| <i>Dont autres</i> | | 1 822 | -1 244 |
| <i>Recettes de raccordements et prestations</i> | | 18 049 | 22 148 |
| <i>Dont raccordements</i> | 2 | 13 990 | 18 252 |
| <i>Dont prestations</i> | 3 | 4 059 | 3 896 |
| <i>Autres recettes</i> | 4 | 6 575 | 6 544 |
| Chiffre d'affaires | | 292 922 | 298 684 |
| Autres produits | | 47 756 | 49 394 |
| <i>Production stockée et immobilisée</i> | 5 | 29 863 | 34 528 |
| <i>Reprises sur amortissements et provisions</i> | 6 | 14 911 | 12 871 |
| <i>Reprises sur amortissements</i> | | 352 | 361 |
| <i>Dont reprises d'amortissements de financements du concédant</i> | | 96 | 97 |
| <i>Dont autres types de reprises</i> | | 256 | 264 |
| <i>Reprises sur provisions</i> | | 14 559 | 12 510 |
| <i>Dont reprises de provisions pour renouvellement</i> | | 2 235 | 1 432 |
| <i>Dont reprises d'autres catégories de provisions</i> | | 12 323 | 11 078 |
| <i>Autres produits divers</i> | 7 | 2 983 | 1 995 |
| Total des produits | | 340 678 | 348 078 |

COMPTE-RENDU DE L'ACTIVITÉ D'ENEDIS POUR LE DÉVELOPPEMENT ET L'EXPLOITATION DU RÉSEAU PUBLIC DE DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ SUR VOTRE TERRITOIRE

| CHARGES D'EXPLOITATION DÉTAILLÉES (en k€) (CONCESSION) | | | |
|--|-------------|----------------|----------------|
| | Cf. Note | 2016 | 2017 |
| Consommation de l'exercice en provenance des tiers | | 141 937 | 149 685 |
| <i>Accès réseau amont</i> | 8 | 70 207 | 72 700 |
| <i>Achats d'énergie pour couvrir les pertes sur le réseau</i> | 9 | 23 629 | 22 326 |
| <i>Redevances de concession</i> | 10 | 3 795 | 3 933 |
| <i>Autres consommations externes</i> | 11 | 44 307 | 50 725 |
| <i>Matériel</i> | | 17 041 | 20 563 |
| <i>Travaux</i> | | 4 625 | 4 788 |
| <i>Informatique et télécommunications</i> | | 3 701 | 4 606 |
| <i>Tertiaire et prestations</i> | | 9 137 | 10 972 |
| <i>Bâtiments</i> | | 6 720 | 7 029 |
| <i>Autres achats</i> | | 3 082 | 2 767 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | | 16 409 | 14 871 |
| <i>Contribution au CAS FACÉ</i> | 12 | 7 620 | 7 046 |
| <i>Autres impôts et taxes</i> | 13 | 8 789 | 7 824 |
| Charges de personnel | 14 | 53 501 | 53 918 |
| Dotations d'exploitation | | 67 702 | 66 889 |
| <i>Dotation aux amortissements DP</i> | 15 | 38 043 | 39 563 |
| <i>Dont amortissement des financements du concessionnaire</i> | | 24 028 | 25 220 |
| <i>Dont amortissement des financements de l'autorité concédante et des tiers</i> | | 14 016 | 14 343 |
| <i>Dont autres amortissements</i> | | 0 | 0 |
| <i>Dotation aux provisions pour renouvellement</i> | 16 | 2 887 | 2 166 |
| <i>Autres dotations d'exploitation</i> | 17 | 26 772 | 25 160 |
| Autres charges | 18 | 6 937 | 9 729 |
| Charges centrales | 19 | 12 415 | 14 750 |
| Total des charges | | 298 901 | 309 841 |

| TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION - TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (en k€) (CONCESSION) | | | |
|---|-------------|--------|---------------|
| | Cf. Note | 2016 | 2017 |
| Montant | 20 | 41 777 | 38 237 |

CONTRIBUTION À L'ÉQUILIBRE

Le tarif d'acheminement, qui détermine l'essentiel des recettes de distribution d'électricité, est fixé par la Commission de régulation de l'énergie (CRE). Identique sur l'ensemble du territoire français (principe de péréquation), il permet de couvrir les coûts engagés dans l'activité de distribution d'électricité et ainsi d'assurer l'équilibre économique global d'Enedis.

Si une concession se situe, proportionnellement à ses recettes régulées, au-delà de cet équilibre, figure dans le tableau ci-après le montant de la charge qui serait nécessaire pour ramener la concession au niveau moyen, également indiqué dans ce tableau. Inversement, si une concession se situe, proportionnellement à ses recettes régulées, en-deçà de l'équilibre global, le montant du produit qui serait nécessaire pour ramener la concession au niveau moyen est mentionné dans le tableau ci-dessous.

Par définition, les contributions à l'équilibre se compensent entre elles, tandis que la somme des produits et des charges affectés à l'ensemble des concessions correspond au résultat d'exploitation d'Enedis en normes françaises. Ce résultat est public et audité chaque année par les commissaires aux comptes.

La contribution à l'équilibre n'est pas une notion à caractère comptable, ni un flux financier mais elle illustre le lien essentiel entre les concessions qu'est l'unicité du tarif d'acheminement sur l'ensemble du territoire.

| CONTRIBUTION À L'ÉQUILIBRE (en k€) (CONCESSION) | | |
|--|---------------|---------------|
| | 2016 | 2017 |
| Total des produits d'exploitation - total des charges d'exploitation (pour rappel) | 41 777 | 38 237 |
| Charge supplémentaire | 10 373 | 10 941 |
| Produit supplémentaire | 0 | 0 |
| Total des produits - total des charges y compris contribution à l'équilibre (niveau moyen) | 31 404 | 27 296 |

Note 1 - Recettes d'acheminement

Les recettes d'acheminement dépendent du niveau du Tarif d'Utilisation du Réseau Public d'Électricité (TURPE) et du volume d'énergie acheminée. Le tarif d'acheminement est fixé par la Commission de régulation de l'énergie (CRE) de façon à couvrir les coûts engagés dans l'activité de distribution d'électricité. Ce tarif est unique sur l'ensemble du territoire (principe de péréquation).

Les recettes d'acheminement, localisées à plus de 99 %, comprennent :

- l'acheminement livré, relevé et facturé sur l'exercice 2017 aux clients aux tarifs réglementés de vente et aux clients ayant exercé leur éligibilité ;
- la variation de l'acheminement livré, relevé et non facturé sur l'exercice 2017, entre la clôture de l'exercice 2017 et celle de l'exercice 2016 (variation positive ou négative) ;
- la variation de l'acheminement livré, non relevé et non facturé entre les dates de clôture de l'exercice et de l'exercice précédent (variation positive ou négative).

Les recettes d'acheminement indiquées sont des valeurs restituées directement au périmètre de la concession à partir des systèmes de facturation d'Enedis. La présentation des recettes d'acheminement dans le CRAC est faite selon la segmentation suivante : clients BT < 36 kVA; clients BT > 36 kVA ; clients HTA.

Cette rubrique ne fait pas l'objet d'un changement de méthode en 2017.

Le chiffre d'affaires acheminement est de 270 M€ en 2017, en hausse de 1,7 M€ par rapport à 2016 (268,3M€), soit 0,6 %.

Cette tendance reflète celle observée à la maille nationale, le chiffre d'affaires acheminement à l'échelle d'Enedis s'établissant à 12 918 M€ en 2017, en hausse de 217 M€ par rapport à 2016 (12 701 M€), soit +1.7%.

L'année 2017 est marquée par un effet prix favorable liée à l'indexation du Turpe 4, évolution des grilles tarifaires de +1,1% au 1er août 2016 et de la hausse d'entrée dans TURPE 5 de +2,71% au 1er août 2017.

La variation de l'acheminement livré, non relevé et non facturé entre les 2 exercices présente une variation négative de 3 millions d'euros.

Note 2 - Recettes de raccordements

Les informations disponibles dans les systèmes d'information de facturation permettent de restituer, par concession, les recettes de raccordement.

Cette rubrique ne fait pas l'objet d'un changement de méthode en 2017.

Note 3 - Recettes de prestations

Ces montants correspondent aux différents éléments du catalogue de prestations d'Enedis. Les recettes des prestations sont restituées directement au périmètre de la concession.

Cette rubrique ne fait pas l'objet d'un changement de méthode en 2017.

Note 4 - Autres recettes

Les autres recettes correspondent aux montants comptabilisés par chaque DR dans le cadre de l'exécution de prestations annexes : prestations dans le cadre de la mixité Enedis-GRDF, modifications d'ouvrages, études diverses, ainsi qu'une quote-part de ces mêmes recettes lorsqu'elles sont mutualisées au niveau interrégional ou national. Cette quote-part est affectée à chaque DR au prorata de ses activités. Les autres recettes sont affectées à la concession au prorata du nombre de clients qu'elle représente au sein de la DR concernée.

Cette rubrique ne fait pas l'objet d'un changement de méthode en 2017.

Note 5 - Production stockée et immobilisée

La production stockée et immobilisée correspond aux éléments de charges internes (matériel, main d'œuvre...) concourant à la création des immobilisations et des stocks au cours d'un exercice donné.

NB : les charges externes (études et prestations intellectuelles, travaux, fournitures et matériel), affectées directement aux investissements de la concession, sont enregistrées au bilan sans transiter par le compte de résultat.

La production stockée et immobilisée correspondant à des investissements localisables au niveau de la concession lui est affectée directement. Lorsque les investissements sont mutualisés à un niveau interrégional ou national (comme par exemple les investissements dans les systèmes d'information), la production stockée et immobilisée correspondante est affectée à la concession au prorata du nombre de clients qu'elle représente au sein de la DR concernée.

Cette rubrique ne fait pas l'objet d'un changement de méthode en 2017.

Sur la concession la production stockée et immobilisée est de 34,5 M€ en 2017, en hausse de 4,7 M€ par rapport à 2016 (29,8 M€).

La production stockée immobilisée passe à la maille nationale de 1 399 M€ en 2016 à 1 577 M€ en 2017, soit une variation de 177 M€.

Les variations des achats expliquent principalement la variation de la production immobilisée stockée et sont à mettre en parallèle avec les achats de matériels de la rubrique dans les charges d'exploitations qui est en hausse de 3,5 millions sur la concession. Cette hausse est principalement due au déploiement du programme Linky.

Note 6 - Reprises sur amortissements et provisions

Ce poste est constitué :

- des reprises d'amortissements de financements du concédant ;
- d'autres reprises d'amortissements ;
- des reprises de provision pour renouvellement (PR) ;
- d'autres types de reprises de provisions ; il s'agit essentiellement des reprises de provisions sur les charges de personnel (avantages au personnel, abondement : les charges correspondantes sont enregistrées dans la rubrique « charges de personnel ») et des reprises de provisions sur risques et litiges.

Les reprises d'amortissements de financements du concédant et reprises de PR sont essentiellement localisées par concession. Les autres produits sont affectés à la concession au prorata du nombre de clients qu'elle représente au sein de la DR concernée.

Cette rubrique ne fait pas l'objet d'un changement de méthode en 2017.

Les reprises sur amortissements et provisions sont de 12,9 M€ en 2017, en baisse de 2 M€ par rapport à 2016 (14,9 M€).

Au niveau national, la rubrique passe de 839 M€ à 637 M€, soit une baisse de 202 M€, principalement due à :

- une diminution des reprises de provisions relative au risque d'irrecouvrabilité sur la part acheminement des facturations aux fournisseurs d'énergie pour 112 M€ (mise en œuvre de la décision du CoRDIS publiée au JO en mars 2013). La charge effectivement supportée par Enedis est in fine de 94 M€ en 2017 versus 104 M€ en 2016 et apparaît dans la rubrique «Autres charges d'exploitation» ;
- un impact de 22 M€ lié à la moindre reprise de la provision liée à la contribution au Fonds de Péréquation de l'Electricité (FPE) pour 6 M€ en 2017 versus 28 M€ en 2016 ;
- une diminution de la reprise de provision pour renouvellement à hauteur de 32 M€.

Note 7 - Autres produits divers

Les autres produits divers sont principalement constitués des remboursements divers effectués par des tiers (notamment les indemnités d'assurance).

Ces produits sont affectés à la concession au prorata du nombre de clients qu'elle représente au sein de la DR concernée.

Cette rubrique ne fait pas l'objet d'un changement de méthode en 2017.

Les autres produits divers sont de 2 M€ en 2017, en baisse de 1 M€ par rapport à 2016 (3 M€).

Au niveau national, la rubrique passe de 179 M€ à 104 M€, soit une baisse de 75 M€, qui s'explique par l'enregistrement en 2016 de la conclusion d'un litige « fournisseur ».

Note 8 - Accès réseau amont

Ce montant concerne l'exécution du contrat d'accès au réseau de transport géré par RTE (Réseau de Transport d'Électricité). Les droits acquittés par Enedis pour l'accès à ce réseau sont établis à partir des flux transitant aux différents points d'injection sur le réseau public de distribution d'électricité (postes sources).

La facturation est effectuée conformément au tarif d'acheminement en vigueur et des choix de souscription effectués par la DR concernée.

Les charges de souscription d'accès au réseau de transport sont réparties au prorata de la consommation des clients sur le territoire de la concession au sein de la DR concernée.

Cette rubrique ne fait pas l'objet d'un changement de méthode en 2017.

Les charges d'accès au réseau de transport affectées à la concession sont de 72,7 M€ en 2017, en augmentation de 2,5 M€ par rapport à 2016 (70,2 M€), soit 3,55%.

Cette évolution reflète celle observée à la maille nationale, les charges d'accès au réseau de transport à l'échelle d'Enedis s'élevant à 3 358 M€ en 2017, en augmentation de 181 M€ par rapport à 2016 (3 376 M€), soit +5 %.

Cette hausse est majoritairement due à un effet prix lié à l'indexation du TURPE Transport.

Note 9 - Achats d'énergie pour couvrir les pertes sur le réseau

Les pertes sur le réseau représentent l'écart entre l'énergie injectée sur le réseau public de distribution d'électricité et l'énergie consommée par les utilisateurs finaux. On distingue généralement deux types de pertes : les pertes techniques (effet Joule généré par le transit d'électricité sur le réseau) et les pertes non techniques (énergie consommée mais non mesurée dans l'ensemble des dispositifs de comptage). Enedis est tenue réglementairement d'acheter cette énergie. Cette activité d'achat, nécessitant un accès aux marchés de l'électricité, est centralisée au niveau national.

Les achats d'énergie pour couvrir les pertes sont affectés à chaque DR en fonction de sa part d'accès au réseau amont, puis à la concession au prorata de la consommation qu'elle représente au sein de la DR concernée.

Cette rubrique ne fait pas l'objet d'un changement de méthode en 2017.

Les achats d'énergie pour compenser les pertes sur le réseau affectées à la concession sont de 22,3 M€ en 2017, en baisse de 1,3 M€ par rapport à 2016 (23,6 M€), soit - 5,5 %.

Cette évolution reflète celle observée à la maille nationale, les achats d'énergie à l'échelle d'Enedis s'élevant à 942 M€ en 2017, en baisse de 98 M€ par rapport à 2016 (1 040 M€), soit - 9 %.

Ces achats d'énergie, dont la couverture est effectuée sur plusieurs années, bénéficient d'un effet prix favorable lié à la baisse des prix de marché au regard des dernières années. Néanmoins, les achats sont impactés par la consommation des certificats de capacité (57 M€).

Le mécanisme d'obligation de capacité est entré en vigueur à compter du 1er janvier 2017.

Ce dispositif, qui vise à garantir la sécurité d'alimentation électrique français, impose que les fournisseurs d'électricité et autres acteurs obligés disposent de certificats de capacité pour couvrir la consommation de leurs clients en période de pointe hivernale.

Enedis, gestionnaire de réseau de distribution, est un acteur obligé tel que défini par la réglementation au titre des achats d'électricité non effectués directement auprès d'un fournisseur pour compenser les pertes.

Note 10 - Redevances de concession

Dans cette rubrique figurent les montants des parts R1 et R2 de la redevance annuelle de concession, effectivement versés au cours de l'année. Cette information est directement enregistrée à la maille de la concession.

Cette rubrique ne fait pas l'objet d'un changement de méthode en 2017.

Note 11 - Autres consommations externes

Les autres consommations externes font l'objet d'une présentation détaillée en 6 sous-rubriques :

- les **achats de matériel** sont effectués par la DR en fonction des besoins d'exploitation et d'investissement du réseau. La part relative aux investissements est affectée directement à la concession. La part relative à l'exploitation est affectée au prorata du nombre de kilomètres réseau de la concession au sein de la DR. La part relative à la gestion clientèle est affectée au prorata du nombre de clients que représente la concession au sein de la DR ;
- les **achats de travaux** sont localisés en fonction de leur utilisation pour les besoins de la concession et peuvent donc être considérés comme natifs ;
- les **achats d'informatique et télécommunication** comprennent les achats locaux par la DR concernée de petits équipements de bureautique et téléphonie, ainsi qu'une quote-part des contrats mutualisés au niveau national (infogérance...). Ces achats sont affectés à la DR au prorata de ses activités, puis à la concession au prorata du nombre de clients qu'elle représente au sein de la DR ;
- les **achats tertiaires et de prestations** couvrent les besoins locaux de la DR concernée (locations de salles et de matériel, frais de transport, études techniques, travaux d'impressions...), ainsi qu'une quote-part de ces mêmes achats, lorsqu'ils sont mutualisés au niveau national. Ces achats sont affectés à la DR au prorata de ses activités, puis à la concession au prorata du nombre de clients qu'elle représente au sein de la DR ;
- les **achats relatifs aux bâtiments** concernent les besoins locaux de la DR concernée (locations de bureaux, frais de gardiennage et de nettoyage...), ainsi qu'une quote-part de ces mêmes achats, lorsqu'ils sont mutualisés au niveau interrégional ou national. Ces achats sont affectés à la DR au prorata de ses activités, puis à la concession au prorata du nombre de clients qu'elle représente au sein de la DR ;
- les **autres achats** concernent, d'une part, divers postes relatifs aux besoins locaux de la DR concernée, ainsi qu'une quote-part de ces mêmes achats, lorsqu'ils sont mutualisés au niveau national. Ces achats sont affectés à la DR au prorata de ses activités, puis à la concession au prorata du nombre de clients qu'elle représente au sein de la DR. Les autres achats enregistrent, d'autre part, les Redevances d'Occupation du Domaine Public (RODP), qui sont affectées directement à la concession en fonction des RODP des communes la composant.

Lorsque les charges de ces différentes sous-rubriques concernent spécifiquement les fonctions centrales, elles sont réaffectées dans la rubrique « charges centrales » (cf. note 19).

Les autres consommations externes affectées à la concession sont de 50,7 M€ en 2017, en augmentation de 6,4 M€ par rapport à 2016 (44,3 M€), soit 14,48 %.

Cette augmentation est liée d'une part aux importants aléas climatiques de 2017 et le déploiement des compteurs Linky avec la hausse des rubriques Matériel et Travaux et d'autre part au rattachement en 2017 de la contribution au FPE (ces dépenses étaient présentes dans la rubrique Autres impôts et taxes en 2016).

Note 12 - Contribution au CAS FACÉ

Enedis contribue à hauteur de 94 % aux besoins de financement du « Compte d'Affectation Spéciale Financement des Aides aux Collectivités territoriales pour l'Électrification rurale » (CAS FACÉ).

La contribution due par Enedis pour le financement de ces aides aux collectivités pour l'électrification rurale est affectée à la concession sur la base des modalités de calcul du montant des contributions des gestionnaires de réseau au CAS FACÉ définies par l'article L. 2234-31 du CGCT, à savoir :

(Taux de contribution des GRD applicable aux kilowattheures distribués en BT dans les communes de moins de 2000 habitants x kilowattheures distribués dans les communes de moins de 2000 habitants en 2016)

+ (Taux de contribution des GRD applicable aux kilowattheures distribués en BT dans les communes de plus de 2000 habitants x kilowattheures distribués dans les communes de plus de 2000 habitants en 2016).

Cette rubrique n'a pas fait l'objet d'un changement de méthode en 2017.

Note 13 - Autres impôts et taxes

Il s'agit principalement des impôts directs suivants :

- Cotisation foncière des entreprises (CFE) : cette charge est affectée à la concession en fonction de la localisation des ouvrages concernés (dont les locaux, terrains, postes sources...);
- Imposition forfaitaire des entreprises de réseau (IFER) : cette charge est affectée à la concession en fonction de la localisation des transformateurs concernés ;
- Taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties (TF) : ces charges sont affectées à la concession en fonction de la localisation des ouvrages concernés (dont les bâtiments, terrains, postes sources...);
- Contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) : cette charge nationale est affectée à la concession au prorata de son chiffre d'affaires, rapporté au chiffre d'affaires national.

Cette rubrique comprend également tous les autres impôts et taxes divers (droits d'enregistrement, timbres fiscaux...), répartis au prorata du nombre de clients de la concession au sein de la DR concernée.

Ne figurent dans cette rubrique ni l'impôt sur les sociétés, ni les taxes dont Enedis n'est que percepteur et qui n'apparaissent donc pas en charges (exemple : TVA).

Cette rubrique ne fait pas l'objet d'un changement de méthode en 2017.

Les autres impôts et taxes affectées à la concession sont de 14,9 M€ en 2017, en baisse de 1,5 M€ par rapport à 2016 (16,4 M€), soit 11%.

Cette évolution reflète celle observée à la maille nationale, en effet la rubrique passe de 440 M€ à 398 M€ soit une diminution de 42 M€, principalement due à la contribution au FPE supportée qui passe dans la rubrique Autres achats en 2017.

Note 14 - Charges de personnel

Les charges de personnel comprennent principalement les salaires et les charges patronales associées. Cette masse salariale est relative aux agents travaillant sur le réseau (entretien, dépannage, conduite du réseau), à ceux chargés des relations avec les clients (activités de comptage, relève, interventions techniques, accueil, facturation et raccordement) et au personnel en charge des activités « support » (gestion et administration).

Pour tenir compte de ces différentes activités et du fait que les agents ne sont pas dédiés à une concession en particulier, les charges de personnel d'Enedis sont affectées à la concession selon les règles suivantes :

- les charges de personnel relatives à l'activité de construction d'immobilisations sont affectées selon les coûts de main d'œuvre imputés sur les affaires identifiables sur le périmètre de la concession ;
- les charges de personnel relatives à l'activité clientèle (et activités support associées) sont affectées à la concession au prorata du nombre de clients qu'elle représente au sein de la DR ;
- les charges de personnel relatives à l'activité réseau (et activités support associées) sont affectées à la concession au prorata du nombre de kilomètres de réseau qu'elle représente par rapport au nombre de kilomètres de réseau du territoire couvert par la DR.

Lorsque les charges de ces différentes rubriques concernent spécifiquement les fonctions centrales, elles sont réaffectées dans la rubrique « charges centrales » (cf. note 19).

Cette rubrique ne fait pas l'objet d'un changement de méthode en 2017.

Note 15 - Dotation aux amortissements DP

Les dotations aux amortissements DP (distribution publique d'électricité) couvrent l'amortissement des financements du concessionnaire et du concédant.

Les dotations aux amortissements DP sont générées directement par le système d'information au niveau de chaque concession.

Cette rubrique ne fait pas l'objet d'un changement de méthode en 2017.

Note 16 - Dotation aux provisions pour renouvellement

La provision pour renouvellement est enregistrée sur les seuls ouvrages renouvelables avant la fin de la concession et pour lesquels Enedis assure la maîtrise d'ouvrage du renouvellement. Elle est assise sur la différence entre la valeur d'origine des ouvrages et leur valeur de remplacement à l'identique.

COMPTE-RENDU DE L'ACTIVITÉ D'ENEDIS POUR LE DÉVELOPPEMENT ET L'EXPLOITATION DU RÉSEAU PUBLIC DE DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ SUR VOTRE TERRITOIRE

Les dotations aux provisions pour renouvellement sont générées directement par le système d'information au niveau de chaque concession.

Cette rubrique ne fait pas l'objet d'un changement de méthode en 2017.

Note 17 - Autres dotations d'exploitation

Cette rubrique comprend les :

- dotations aux provisions pour charges liées aux pensions et obligations assimilées ;
- dotations aux autres provisions pour charges ;
- dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles et biens propres ;
- dotations aux provisions pour risques et litiges.

Cette rubrique est répartie au prorata du nombre de clients de la concession au sein de la DR.

Cette rubrique ne fait pas l'objet d'un changement de méthode en 2017.

Note 18 - Autres charges

Ce poste comprend la valeur nette comptable des immobilisations mises au rebut. Les montants ainsi concernés sont affectés directement à la concession.

Ce poste comprend également les charges sur créances clients devenues irrécouvrables, ainsi que divers éléments non systématiquement récurrents. Ces éléments sont répartis selon le nombre de clients de la concession au sein de la DR concernée.

Lorsque les charges de ces différentes sous-rubriques concernent spécifiquement les fonctions centrales, elles sont réaffectées dans la rubrique « charges centrales » (*cf. note 19*).

Cette rubrique ne fait pas l'objet d'un changement de méthode en 2017.

Les autres charges affectées à la concession sont de 9,7 M€ en 2017, en hausse de 2,8 M€ par rapport à 2016 (6,9 M€)

Cette évolution reflète celle observée à la maille nationale, puisque cette rubrique passe de 457 M€ à 522 M€, soit une augmentation de 65 M€.

Cette hausse est liée principalement :

- à l'impact des avoirs émis en faveur des fournisseurs d'énergie dans le cadre de l'irrécouvrabilité de la part acheminement (cf. commentaire rubrique Reprises sur amortissements et provisions) ;
- à la hausse de 38 M€ des ajustements liés à la réconciliation temporelle sur les achats de pertes ;
- à la hausse des indemnités pour coupures de 32 M€ liée à l'importance des aléas climatiques du début de l'année 2017.

Note 19 - Charges centrales

Elles représentent la somme des différentes charges constatées au niveau des services centraux d'Enedis (cf. notes 11, 14 et 18).

Cette rubrique ne fait pas l'objet d'un changement de méthode en 2017.

Note 20 - Différence entre le total des produits et le total des charges

L'autorité concédante dispose dans le CRAC des éléments financiers d'exploitation reflétant le plus fidèlement l'activité d'exploitation et de développement des réseaux de distribution publique d'électricité sur sa concession. Pour les raisons mentionnées précédemment, ces éléments financiers ne rendent pas compte d'un équilibre économique qui serait exclusivement local.

Il s'ensuit que la différence entre le total des produits et le total des charges, que ceux-ci soient enregistrés nativement sur la concession ou qu'ils lui soient affectés, ne constitue pas en tant que tel le résultat d'exploitation d'Enedis au périmètre de la concession. En particulier, le tarif d'acheminement de l'électricité étant unique sur l'ensemble du territoire du fait de la péréquation tarifaire, les recettes d'Enedis sur la concession ne sont pas définies en fonction des coûts exposés localement mais dépendent de l'application de la grille tarifaire nationale à une structure de consommation locale.

COMPTE-RENDU DE L'ACTIVITÉ D'ENEDIS POUR LE DÉVELOPPEMENT ET L'EXPLOITATION DU RÉSEAU PUBLIC DE DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ SUR VOTRE TERRITOIRE

TABLEAU DE SYNTHÈSE DES MODALITÉS DE RÉPARTITION RETENUES POUR LES PRODUITS ET LES CHARGES D'EXPLOITATION

| PRODUITS À RÉPARTIR | | | | |
|--|--|-----------------------|---|--|
| | Montant affecté directement à la concession (k€) | Montant réparti* (k€) | Clé de répartition principale des montants répartis** | Valeur de la clé principale appliquée pour la répartition (en %) |
| Recettes d'acheminement | 271 236 | -1 244 | Au prorata du localisé | 2,1% |
| Raccordements | 18 252 | 0 | Au prorata du nombre de clients | 36,9% |
| Prestations | 3 878 | 18 | Au prorata du localisé | 2,0% |
| Autres recettes | 314 | 6 230 | Au prorata du nombre de clients | 36,9% |
| Production stockée et immobilisée | 22 619 | 11 909 | Au prorata du nombre de clients | 36,9% |
| <i>Reprise sur amortissements et provisions</i> | 1 529 | 11 342 | Au prorata du nombre de clients | 36,9% |
| <i>Dont reprises d'amortissements de financements du concédant</i> | 97 | 0 | Au prorata du nombre de clients | 36,9% |
| <i>Dont autres types de reprises</i> | 0 | 264 | Au prorata du nombre de clients | 36,9% |
| <i>Dont reprises de provisions pour renouvellement</i> | 1 432 | 0 | Au prorata du nombre de clients | 36,9% |
| <i>Dont reprises d'autres catégories de provisions</i> | 0 | 11 078 | Au prorata du nombre de clients | 36,9% |
| <i>Autres produits divers</i> | 0 | 1 995 | Au prorata du nombre de clients | 36,9% |

CHARGES À RÉPARTIR

| | Montant affecté directement à la concession (k€) | Montant réparti* (k€) | Clé de répartition principale des montants répartis** | Valeur de la clé principale appliquée pour la répartition (en %) |
|---|--|-----------------------|---|--|
| Accès réseau amont | 0 | 72 700 | Au prorata des consommations | 37,4% |
| Achats d'énergie | 0 | 22 326 | Au prorata des consommations | 37,4% |
| Redevances de concession | 3 933 | 0 | Non applicable | - |
| Matériel | 12 691 | 7 873 | Clé composite Matériel : Investissements / Longueur du réseau / Nb de clients | 25,3% |
| Travaux | 4 284 | 503 | Au prorata du nombre de clients | 36,9% |
| Informatique et télécommunications | 0 | 4 606 | Au prorata du nombre de clients | 36,9% |
| Tertiaire et prestations | 0 | 10 972 | Au prorata du nombre de clients | 36,9% |
| Bâtiments | 0 | 7 029 | Au prorata du nombre de clients | 36,9% |
| Autres achats | 555 | 2 213 | Au prorata du nombre de clients | 36,9% |
| Contribution au CAS FACÉ | 7 046 | 0 | Modalités de calcul du montant des contributions des gestionnaires de réseau au CAS FACÉ | 34,5% |
| Autres impôts et taxes | 3 355 | 4 469 | Au prorata du nombre de clients | 36,9% |
| Charges de personnel | 9 753 | 44 164 | Clé composite Charges de personnel : Investissements / Longueur du réseau / Nb de clients | 40,0% |
| Dotation aux amortissements DP | 39 563 | 0 | Au prorata du nombre de clients | 36,9% |
| Dont amortissement des financements du concessionnaire | 25 220 | 0 | Au prorata du nombre de clients | 36,9% |
| Dont amortissement des financements de l'autorité concédante et des tiers | 14 343 | 0 | Au prorata du nombre de clients | 36,9% |
| Dont autres amortissements | 0 | 0 | Au prorata du nombre de clients | 36,9% |
| Dotation aux provisions pour renouvellement | 2 166 | 0 | Au prorata du nombre de clients | 36,9% |
| Autres dotations d'exploitation | 0 | 25 160 | Au prorata du nombre de clients | 36,9% |
| Autres charges | 2 011 | 7 718 | Au prorata du nombre de clients | 36,9% |

* Au niveau d'organisation immédiatement supérieur à la concession sur l'item considéré (la DR).

** Pour les Autres impôts et taxes, plusieurs clés de répartition interviennent.

4.1.2. LES ÉLÉMENTS EXCEPTIONNELS

Conformément à l'article D. 2224-40 du décret n° 2016-496 du 21 avril 2016, relatif au compte-rendu annuel d'activité des concessions d'électricité, Enedis mentionne les produits et charges exceptionnels. Ils sont répartis au prorata du nombre de clients de la concession par rapport à l'ensemble des clients d'Enedis, en l'absence d'information permettant de les localiser sur la concession.

| ÉLÉMENTS EXCEPTIONNELS (en k€) (CONCESSION) | |
|---|-------|
| | 2017 |
| Produits | 3 956 |
| Charges | 4 597 |
| Produits - charges | -642 |

Le résultat exceptionnel de la concession passe à -0,6 M€ en 2017, en hausse de 0,9 M€ par rapport à 2016 (-1,5 M€)

Cette évolution reflète celle observée à la maille nationale, puisque le résultat exceptionnel passe de -71 M€ à -28 M€, soit une augmentation de 43 M€.

Le résultat exceptionnel est composé essentiellement des dotations et reprises liées aux amortissements dérogatoires.

4.1.3. PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION DES GRANDES RUBRIQUES DE CHARGES ET DE PRODUITS DU CONCESSIONNAIRE DANS LE CADRE TARIFAIRE EN VIGUEUR

Le code de l'énergie donne à la Commission de régulation de l'énergie (CRE) la compétence pour fixer les tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité (TURPE) des gestionnaires de réseaux.

Ces tarifs, fixés pour une durée moyenne de 4 ans, ont fait l'objet d'une nouvelle décision tarifaire par la CRE dans une délibération du 17 novembre 2016, publiée le 28 janvier 2017 au *Journal officiel*. Ainsi, le TURPE 5 HTA-BT est entré en vigueur au 1^{er} août 2017 en remplacement du TURPE 4 HTA-BT.

La délibération de la CRE prévoit une augmentation moyenne des tarifs de 2,71 % différenciée par segment de clients et associée à une refonte des menus tarifaires proposés.

Ainsi, compte tenu de l'évolution de la répartition des coûts portés par chaque niveau de tension, cette évolution au 1^{er} août 2017 s'est traduite par :

- une baisse moyenne de -0,64 % pour les utilisateurs raccordés en HTA ;
- une hausse moyenne de +1,37 % pour les utilisateurs raccordés en BT > 36 kVA ;
- une hausse moyenne de +3,94 % pour les utilisateurs raccordés en BT ≤ 36 kVA.

A la suite de l'annulation par le Conseil d'Etat le 9 mars 2018 de la délibération de la CRE relative au TURPE 5 HTA-BT, les perspectives d'évolution des grandes rubriques de charges et de produits du

concessionnaire seront fixées par la nouvelle délibération de la CRE qui devrait entrer en vigueur le 1^{er} août 2018.

4.2. Les informations patrimoniales

Les valeurs présentées correspondent aux ouvrages concédés en exploitation, qu'ils aient été construits sous maîtrise d'ouvrage du concédant ou du concessionnaire.

Le concessionnaire poursuit ses travaux d'amélioration de la localisation des ouvrages. Ces travaux ont notamment permis la mise en place d'un suivi localisé des compteurs Linky. Ils ont également conduit à une gestion individualisée des transformateurs HTA-BT qui sont ainsi gérés de façon localisée.

Ces deux natures d'ouvrages (compteurs et transformateurs) peuvent être temporairement localisées dans des magasins gérés par le concessionnaire. Les valeurs en magasin associées à ces ouvrages sont réparties dans chaque concession concernée par le magasin au prorata des valeurs des ouvrages localisés de ladite concession, elles sont présentées de façon agrégée par nature d'ouvrage.

Certains autres ouvrages (notamment ouvrages de branchement et comptage hors Linky) ne font pas l'objet d'un suivi individualisé dans le système d'information patrimonial. Les valeurs immobilisées sont donc affectées par concession en fonction de clés.

LA VALEUR DES OUVRAGES CONCÉDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2017

| VALEUR DES OUVRAGES CONCÉDÉS (en k€) | | | | | |
|--------------------------------------|------------------------|----------------|------------------------|------------------------|------------------------------|
| | Valeur brute comptable | Amortissements | Valeur nette comptable | Valeur de remplacement | Provisions de renouvellement |
| Canalisations HTA | 503 350 | 220 594 | 282 756 | 690 502 | 74 958 |
| <i>Dont aérien</i> | 69 747 | 47 296 | 22 451 | 131 620 | 35 170 |
| <i>Dont souterrain</i> | 433 604 | 173 298 | 260 305 | 558 882 | 39 788 |
| Canalisations BT | 427 560 | 181 008 | 246 552 | 586 617 | 53 193 |
| <i>Dont aérien</i> | 133 433 | 73 073 | 60 360 | 219 588 | 32 047 |
| <i>Dont souterrain</i> | 294 127 | 107 935 | 186 191 | 367 029 | 21 145 |
| Postes HTA/BT | 139 968 | 86 479 | 53 489 | 197 094 | 30 311 |
| Transformateurs HTA/BT | 46 715 | 22 287 | 24 428 | 63 330 | 7 729 |
| Compteurs Linky | 13 980 | 663 | 13 317 | 13 980 | 0 |
| Autres biens localisés | 22 338 | 8 627 | 13 711 | 23 672 | 311 |
| Branchements/Colonnes montantes | 312 420 | 117 736 | 194 683 | 386 088 | 17 701 |
| Comptage | 55 287 | 36 494 | 18 792 | 55 287 | 0 |
| Autres biens non localisés | 6 097 | 2 631 | 3 466 | 6 551 | 402 |
| Total | 1 527 714 | 676 520 | 851 194 | 2 023 120 | 184 604 |

La **valeur brute** correspond à la valeur d'origine des ouvrages, évaluée à leur coût de production.

La **valeur nette comptable** correspond à la valeur brute diminuée des amortissements industriels pratiqués selon le mode linéaire sur la durée d'utilité des ouvrages.

La **valeur de remplacement** représente l'estimation, à fin 2017, du coût de remplacement d'un ouvrage à fonctionnalités et capacités identiques. Elle fait l'objet, au 31 décembre de l'exercice, d'une revalorisation sur la base d'indices spécifiques à la profession issus de publications officielles. L'incidence de cette revalorisation est répartie sur la durée de vie résiduelle des ouvrages concernés.

MODE ET DURÉES D'AMORTISSEMENT

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire. Pour les principaux ouvrages, les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

| DURÉES D'UTILITÉ ESTIMÉES | |
|----------------------------------|------------------|
| Génie civil des postes | 45 ans |
| Canalisations HTA et BT | 40 ans ou 50 ans |
| Postes de transformation | 30 ans ou 40 ans |
| Installations de comptage | 20 à 30 ans (*) |
| Branchements | 40 ans |

* Certaines installations de comptage font actuellement l'objet d'un amortissement accéléré.

Selon une périodicité régulière, Enedis s'assure de la pertinence des principaux paramètres de comptabilisation des immobilisations (durées d'utilité, valeurs de remplacement, mailles de gestion).

COMPTE-RENDU DE L'ACTIVITÉ D'ENEDIS POUR LE DÉVELOPPEMENT ET L'EXPLOITATION DU RÉSEAU PUBLIC DE DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ SUR VOTRE TERRITOIRE

LA VARIATION DES ACTIFS CONCÉDÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2017

VARIATION DE LA VALEUR DES OUVRAGES CONCÉDÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2017 (en k€) (MISE EN SERVICE)

| | Valeur brute au 01/01/2017 pro forma | Apports Enedis nets | Apports externes nets (concedants & tiers) | Retraits en valeur brute | Valeur brute au 31/12/2017 |
|----------------------------------|--------------------------------------|---------------------|--|--------------------------|----------------------------|
| Canalisations HTA | 480 386 | 24 127 | 1 515 | -2 678 | 503 350 |
| <i>Dont aérien</i> | 69 009 | 1 151 | 5 | -418 | 69 747 |
| <i>Dont souterrain</i> | 411 377 | 22 977 | 1 511 | -2 260 | 433 604 |
| Canalisations BT | 414 426 | 10 075 | 3 836 | -777 | 427 560 |
| <i>Dont aérien</i> | 131 363 | 2 398 | 104 | -432 | 133 433 |
| <i>Dont souterrain</i> | 283 063 | 7 677 | 3 732 | -345 | 294 127 |
| Postes HTA/BT | 136 802 | 3 341 | 160 | -336 | 139 968 |
| Transformateurs HTA/BT | 46 090 | 1 120 | 11 | -506 | 46 715 |
| Compteurs Linky | 6 029 | 8 001 | 0 | -50 | 13 980 |
| Autres biens localisés | 20 167 | 2 340 | 44 | -213 | 22 338 |
| Branchements/Colonnnes montantes | 303 417 | 9 209 | 1 753 | -1 961 | 312 420 |
| Comptage | 61 450 | 1 151 | 0 | -7 315 | 55 287 |
| Autres biens non localisés | 8 285 | 1 192 | 29 | -3 410 | 6 097 |
| Total | 1 477 053 | 60 557 | 7 349 | -17 245 | 1 527 714 |

Les **valeurs brutes « pro forma »** correspondent au périmètre des communes adhérentes au 31 décembre 2017.

Les **apports Enedis nets** correspondent aux ouvrages construits sous maîtrise d'ouvrage d'Enedis mis en service dans l'année, ainsi qu'aux contributions financières directes d'Enedis dans le cas d'ouvrages réalisés sous maîtrise d'ouvrage du concédant (notamment la contribution d'Enedis au titre de l'article 8 et de la PCT), déduction faite le cas échéant des contributions financières externes.

Les **apports externes nets** correspondent aux ouvrages apportés par le concédant ou les tiers et mis en service dans l'année, ainsi qu'aux contributions financières externes dans le cas d'ouvrages réalisés par le concessionnaire (par exemple lors de déplacements d'ouvrages), déduction faite le cas échéant des contributions financières directes d'Enedis.

SYNTHÈSE DES PASSIFS DE CONCESSION

Les passifs de concession sont de nature différente selon que l'on considère les droits sur les ouvrages existants ou les droits sur les ouvrages futurs.

DROITS SUR LES OUVRAGES EXISTANTS (en k€) (CONCESSION)

| | 2016 | 2017 | Variation (en %) |
|---|---------|----------------|------------------|
| Contre-valeur des biens concédés (comptes 22941x et 22945x) | 824 104 | 851 194 | 3,3% |
| Valeur nette comptable des financements Enedis (comptes 22955x) | 492 195 | 515 996 | 4,8% |

Les **droits sur les ouvrages existants** comprennent :

- la contre-valeur des biens, qui correspond à la valeur nette comptable des ouvrages concédés et matérialise l'obligation de retour des ouvrages au concédant ;
- la valeur nette comptable des financements Enedis (ou financement du concessionnaire non amorti) : cette valeur correspond à la part non amortie des apports nets d'Enedis diminués des montants de provision pour renouvellement et d'amortissement du concédant qui sont affectés en droits du concédant lors des renouvellements et de ce fait considérés comme des financements du concédant.

DROITS SUR LES OUVRAGES FUTURS (en k€) (CONCESSION)

| | 2016 | 2017 | Variation (en %) |
|---|---------|----------------|------------------|
| Amortissement du financement du concédant (compte 229541) | 237 540 | 248 410 | 4,6% |

Les **droits sur les ouvrages à renouveler** correspondent à l'amortissement du financement du concédant sur des biens pour lesquels Enedis est maître d'ouvrage du renouvellement.

Le financement du concédant est défini comme les apports externes nets des concédants et des tiers. Ce montant est ensuite complété des montants de provision pour renouvellement et d'amortissement du financement du concédant affectés en financement du concédant lors des renouvellements. Pendant la durée de la concession, les droits du concédant sur les biens à renouveler se transforment donc, au remplacement effectif du bien, en droit du concédant sur les biens existants.

MONTANT DES DROITS DU CONCÉDANT (en k€) (CONCESSION)

| | 2016 | 2017 | Variation (en %) |
|--|---------|----------------|------------------|
| Somme des comptes 22941x, 22945x, 229541 et 22955x | 569 449 | 583 608 | 2,5% |

Les **droits du concédant** correspondent aux enregistrements comptables dans les comptes 229. Ils sont spécifiques à l'existence de passifs du patrimoine concédé.

COMPTE-RENDU DE L'ACTIVITÉ D'ENEDIS POUR LE DÉVELOPPEMENT ET L'EXPLOITATION DU RÉSEAU PUBLIC DE DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ SUR VOTRE TERRITOIRE

| PROVISION POUR RENOUVELLEMENT (en k€) (CONCESSION) | | |
|--|---------|----------------|
| | 2016 | 2017 |
| Provision | 192 669 | 184 604 |

La **provision pour renouvellement** est assise sur la différence entre la valeur d'origine des ouvrages et leur valeur de remplacement à fonctionnalités et capacité identiques. Elle est constituée sur la durée de vie des biens, pour les seuls ouvrages renouvelables avant le terme de la concession et pour lesquels Enedis est maître d'ouvrage du renouvellement, conformément à l'article 36 de la loi du 9 août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières. Elle vient compléter l'amortissement industriel.

4.3. Les flux financiers de la concession

LA REDEVANCE DE CONCESSION

La redevance annuelle de concession a pour objet de faire financer par le prix du service rendu aux usagers, et non par l'impôt :

Les frais supportés par l'autorité concédante dans l'exercice de son pouvoir concédant.

C'est la part R1 de cette redevance, dite de « fonctionnement ». Elle couvre notamment les dépenses relatives au contrôle de la bonne exécution du contrat de concession, aux conseils donnés aux usagers pour l'utilisation rationnelle de l'électricité, au règlement des litiges entre les usagers et le concessionnaire.

MONTANT DE LA PART R1 (en €) (CONCESSION)

| | 2016 | 2017 | Variation (en %) |
|---------|---------|---------|------------------|
| Part R1 | 743 770 | 755 979 | 1,6% |

Une partie des dépenses effectuées par l'autorité concédante au bénéfice du réseau concédé.

C'est la part R2, dite « d'investissement » qui représente chaque année N une fraction de la différence (si elle est positive) entre certaines dépenses d'investissement effectuées et certaines recettes perçues par l'autorité concédante durant l'année N-2.

MONTANT DE LA PART R2 (EN €) (CONCESSION)

| | 2016 | 2017 | Variation (en %) |
|---------|-----------|-----------|------------------|
| Part R2 | 3 063 129 | 3 145 656 | 2,7% |

Les travaux de raccordement qui ont fait l'objet d'une remise d'ouvrages au concessionnaire depuis le 1^{er} janvier 2010 sont éligibles à la Part Couverte par le Tarif (PCT) versée par Enedis (*voir ci-après*). Corrélativement, depuis l'exercice 2010, la part R2 de la redevance est calculée sans prendre en compte les travaux de raccordement.

LA PARTICIPATION AU TITRE DE L'ARTICLE 8

Conformément aux dispositions de l'article 8 du cahier des charges, le concessionnaire participe au financement des travaux destinés à l'amélioration esthétique des ouvrages existants sur le territoire de la concession.

MONTANT DE LA PART R8 (EN €) (CONCESSION)

| | 2016 | 2017 | Variation (en %) |
|-----------------------------------|-----------|-----------|------------------|
| Article 8 "Travaux environnement" | 1 700 000 | 1 700 000 | 0,0% |






Annexes au compte-rendu de l'activité d'Enedis

- | | |
|---|------------|
| 1. Les indicateurs de suivi de l'activité | 106 |
| 2. La liste détaillée des travaux réalisés en 2017 | 114 |
| 3. Vos interlocuteurs chez Enedis | 116 |

1. Les indicateurs de suivi de l'activité

1.1. Le réseau et la qualité de desserte

SITUATION GLOBALE DU RÉSEAU AU 31 DÉCEMBRE 2017

| RÉSEAU HTA (en m) (CONCESSION) | | | |
|--------------------------------|------------|-------------------|------------------|
| | 2016 | 2017 | Variation (en %) |
| Réseau souterrain | 6 949 654 | 7 111 958 | 2,3% |
| Réseau torsadé | 2 161 | 2 161 | 0,0% |
| Réseau aérien nu | 3 844 383 | 3 788 886 | -1,4% |
| Réseau total aérien | 3 846 544 | 3 791 047 | -1,4% |
| Total réseau HTA | 10 796 198 | 10 903 005 | 1,0% |
| Taux d'enfouissement HTA | 64,4% | 65,2% | 1,3% |

| POSTES HTA/BT (en nb) (CONCESSION) | | | |
|---|--------|---------------|------------------|
| | 2016 | 2017 | Variation (en %) |
| Postes situés dans une commune rurale* | 4 399 | 4 397 | 0,0% |
| Postes situés dans une commune urbaine* | 8 189 | 8 236 | 0,6% |
| Total postes HTA/BT | 12 588 | 12 633 | 0,4% |
| <i>Dont postes sur poteau</i> | 3 626 | 3 582 | -1,2% |
| <i>Dont postes cabines hautes</i> | 278 | 272 | -2,2% |
| <i>Dont postes cabines basses</i> | 4 403 | 4 405 | 0,0% |
| <i>Dont autres postes</i> | 4 281 | 4 374 | 2,2% |

* Au sens de la classification INSEE de la commune. Par ailleurs, le sous-total « Dont autres postes » comprend, à titre d'exemple, les postes en immeuble.

| RÉSEAU BT (en m) (CONCESSION) | | | |
|--|------------|-------------------|------------------|
| | 2016 | 2017 | Variation (en %) |
| Réseau souterrain | 4 978 697 | 5 071 101 | 1,9% |
| Réseau torsadé | 5 195 796 | 5 216 102 | 0,4% |
| Réseau aérien nu | 1 753 392 | 1 705 095 | -2,8% |
| <i>Dont fils nus de faibles sections</i> | 274 094 | 249 353 | -9,0% |
| Réseau total aérien | 6 949 188 | 6 921 197 | -0,4% |
| Total réseau BT | 11 927 885 | 11 992 298 | 0,5% |
| Taux d'enfouissement BT | 41,7% | 42,3% | 1,3% |

DÉPARTS ALIMENTANT LA CONCESSION (CONCESSION)

| | 2016 | 2017 |
|---|------|------|
| Longueur moyenne des 10 % des départs les plus longs (km) | 57 | 57 |
| Nombre moyen d'OMT* par départ HTA aérien | - | 2 |

* Organe de manœuvre télécommandé.

Le tableau ci-après présente par tranche d'âge de 10 ans, les lignes HTA et BT, ainsi que les postes HTA/BT de la concession :

OUVRAGES PAR TRANCHE D'ÂGE (en km ou en nb de postes) (CONCESSION)

| | Réseau HTA | Réseau BT | Postes HTA/BT |
|----------------------|------------|-----------|---------------|
| < 10 ans | 2 082 | 1 563 | 1 632 |
| ≥ 10 ans et < 20 ans | 1 534 | 1 776 | 1 386 |
| ≥ 20 ans et < 30 ans | 2 934 | 2 777 | 2 537 |
| ≥ 30 ans et < 40 ans | 2 103 | 1 081 | 3 114 |
| ≥ 40 ans | 2 251 | 4 795 | 3 964 |

Nota : S'agissant des postes HTA/BT, les informations figurant dans le tableau ci-dessus et extraites des bases de données techniques d'Enedis, sont calculées à partir de la date de construction du génie civil des postes.

LES OUVRAGES MIS EN SERVICE EN 2017

En 2017, les travaux réalisés sous la maîtrise d'ouvrage d'Enedis se caractérisent de la manière suivante :

CANALISATIONS HTA MISES EN SERVICE (en m) (CONCESSION)

| | 2016 | 2017 |
|------------------------|---------|---------|
| Souterrain | 203 949 | 275 970 |
| Torsadé | 0 | 0 |
| Aérien nu | 634 | 1 635 |
| Total | 204 583 | 277 605 |
| Dont pour information | | |
| <i>Extension</i> | 99 724 | 139 402 |
| <i>Renouvellement*</i> | 72 630 | 94 459 |
| <i>Renforcement</i> | 32 229 | 43 744 |

* L'information qui est communiquée dans cette partie correspond principalement à du renouvellement pour obsolescence et à des déplacements d'ouvrages.

ANNEXES AU COMPTE-RENDU DE L'ACTIVITÉ D'ENEDIS

| CANALISATIONS BT MISES EN SERVICE (en m) (CONCESSION) | | |
|---|---------|---------|
| | 2016 | 2017 |
| Souterrain | 81 838 | 84 083 |
| Torsadé | 32 316 | 34 696 |
| Aérien nu | 385 | 0 |
| Total | 114 539 | 118 779 |
| Dont pour information | | |
| <i>Extension</i> | 60 657 | 60 646 |
| <i>Renouvellement*</i> | 36 826 | 38 006 |
| <i>Renforcement</i> | 17 056 | 20 127 |

* L'information qui est communiquée dans cette partie correspond principalement à du renouvellement pour obsolescence et à des déplacements d'ouvrages.

LES PERTURBATIONS DANS LA CONTINUITÉ DE FOURNITURE ET LE NOMBRE DE CLIENTS AFFECTÉS

Les perturbations liées à des incidents sur le réseau

| COUPURES LIÉES À DES INCIDENTS (CONCESSION) | | | |
|--|-------|-------|------------------|
| | 2016 | 2017 | Variation (en %) |
| Nombre d'incidents HTA pour 100 km de réseau | 4,4 | 4,8 | 9,3% |
| <i>Dont réseau aérien</i> | 1,6 | 2,1 | 30,3% |
| <i>Dont réseau souterrain</i> | 1,2 | 1,2 | -1,7% |
| Nombre d'incidents BT pour 100 km de réseau | 10,8 | 10,3 | -4,3% |
| <i>Dont réseau aérien</i> | 4,4 | 4,8 | 7,4% |
| <i>Dont réseau souterrain</i> | 2,5 | 1,7 | -31,1% |
| Nombre de coupures sur incident réseau | 2 460 | 2 300 | -6,5% |
| <i>Longues (> à 3 min)</i> | 1 760 | 1 760 | 0,0% |
| <i>Brèves (de 1 s à 3 min)</i> | 700 | 540 | -22,9% |

Les perturbations liées à des travaux sur le réseau

COUPURES POUR TRAVAUX (CONCESSION)

| | 2016 | 2017 | Variation (en %) |
|---------------------------------|-------|-------|------------------|
| Nombre de coupures pour travaux | 1 282 | 1 051 | -18,0% |
| <i>Nombre sur réseau BT</i> | 782 | 594 | -24,0% |
| <i>Nombre sur réseau HTA</i> | 500 | 457 | -8,6% |
| Temps moyen | 15 | 12 | -25,3% |

Le nombre de clients affectés par ces perturbations

NOMBRE DE CLIENTS BT (CONCESSION)

| | 2016 | 2017 | Variation (en %) |
|--|---------|--------|------------------|
| Affectés par plus de 6 coupures longues (> à 3 min), toutes causes confondues | 5 839 | 1 902 | -67,4% |
| <i>Dont nombre de clients BT affectés par plus de 6 coupures longues suite à incident situé en amont du réseau BT</i> | 4 462 | 489 | -89,0% |
| Affectés par plus de 30 coupures brèves (de 1 s à 3 min), toutes causes confondues | - | - | - |
| Coupés pendant plus de 3 heures, en durée cumulée sur l'année, toutes causes confondues | 107 937 | 95 576 | -11,5% |
| <i>Dont nombre de clients BT coupés plus de 3 heures, en durée cumulée sur l'année, suite à incident situé en amont du réseau BT</i> | 68 080 | 65 233 | -4,2% |
| Coupés pendant plus de 6 heures consécutives, toutes causes confondues | 36 330 | 32 178 | -11,4% |

Nota : Les indicateurs de continuité d'alimentation figurant dans le tableau ci-dessus font partie des indicateurs à produire dans les comptes-rendus annuels d'activité en application du protocole d'accord signé le 26 mars 2009 par la FNCCR, Enedis et EDF. Sauf mention explicite dans le libellé de l'indicateur, les informations communiquées portent sur le nombre de clients BT affectés par une ou plusieurs interruptions de fourniture, quelle que soit la nature (incident ou travaux) de la coupure et son origine (notamment : en amont du réseau concédé, réseau HTA, réseau BT).

La fréquence des coupures

FRÉQUENCE DES COUPURES (CONCESSION)

| | 2016 | 2017 | Variation (en %) |
|--|------|------|------------------|
| Fréquence des coupures longues (> à 3 min), toutes causes confondues | 1,2 | 1,0 | -14,8% |
| Fréquence des coupures brèves (de 1 s à 3 min), toutes causes confondues | 1,7 | 1,3 | -22,1% |

LES DÉPARTS EN CONTRAINTE DE TENSION

Un départ BT est en contrainte de tension lorsqu'il comporte au moins un client pour lequel le niveau de tension à son point de livraison sort de la plage de variation admise par rapport à la tension nominale (+10 % ou -10 %).

Le taux de départs BT indiqué dans le tableau ci-dessous correspond au pourcentage de départs BT de la concession en contrainte de tension.

Il est également précisé le pourcentage de départs HTA desservant la concession pour lesquels il existe au moins un point de livraison HTA (poste HTA/BT ou client HTA) pour lequel la chute de tension est supérieure à 5 % de sa tension contractuelle.

| DÉPARTS EN CONTRAINTE DE TENSION (en %) (CONCESSION) | | |
|--|------|------|
| | 2016 | 2017 |
| Taux de départs BT > 10 % | 0,4% | 0,0% |
| Taux de départs HTA > 5 % | 5,0% | 3,8% |

1.2. Le raccordement des clients

LE RACCORDEMENT DES CONSOMMATEURS

Au niveau national, l'activité raccordement a continué à augmenter en 2017 (+3,6 % contre 1 % en 2016).

Au périmètre de votre concession, cette activité s'est caractérisée par le nombre de raccordements ci-après :

| NOMBRE DE RACCORDEMENTS NEUFS RÉALISÉS (CONCESSION) | | | |
|--|-------|-------|------------------|
| | 2016 | 2017 | Variation (en %) |
| En BT et de puissance ≤ à 36 kVA | 3 618 | 3 754 | 3,8% |
| <i>Dont raccordements BT individuels sans adaptation de réseau</i> | 3 092 | 3 076 | -0,5% |
| <i>Dont raccordements BT collectifs sans adaptation de réseau</i> | 145 | 162 | 11,7% |
| <i>Dont raccordements BT individuels et collectifs avec adaptation de réseau</i> | 381 | 516 | 35,4% |
| En BT et de puissance comprise entre 36 et 250 kVA | 152 | 204 | 34,2% |
| En HTA | 26 | 30 | 15,4% |
| Nombre total des raccordements neuf réalisés | 3 796 | 3 988 | 5,1% |

LE DÉLAI MOYEN DE RACCORDEMENT D'INSTALLATIONS DE CONSOMMATION DE PUISSANCE INFÉRIEURE OU ÉGALE À 36 KVA

Au plan national, le délai moyen de réalisation des travaux (avec et sans adaptation de réseaux) est de 62,5 jours calendaires. Enedis a contenu la tendance à la hausse des délais moyens de travaux, malgré les évolutions réglementaires (décret anti-dommage dit DT/DICT et coordination sécurité sur les chantiers, émergence des contraintes amiante) qui structurellement allongent les délais.

Au périmètre de votre concession, les résultats sont les suivants :

| DÉLAI MOYEN DE RÉALISATION DES TRAVAUX (en jours calendaires) (CONCESSION) | | | |
|--|------|------|------------------|
| | 2016 | 2017 | Variation (en %) |
| Concernant les travaux de raccordement des consommateurs individuels BT ≤ 36 kVA | 52 | 54 | 3,3% |

L'ENVOI DES DEVIS DE RACCORDEMENT

La procédure de raccordement des clients consommateurs de puissance inférieure ou égale à 36 kVA sans extension de réseau, fixe le délai de transmission du devis au demandeur à 3 mois maximum lorsque les dispositions concernant l'anticipation du raccordement ont été mises en œuvre et à 10 jours calendaires dans les autres cas.

ANNEXES AU COMPTE-RENDU DE L'ACTIVITÉ D'ENEDIS

Ainsi le délai moyen constaté en 2017 pour l'ensemble de ces raccordements (avec et sans adaptations de réseaux) est de 32,3 jours calendaires.

En ce qui concerne les raccordements d'installations de production de puissance inférieure à 36 kVA (avec et sans adaptations de réseaux) à partir d'énergie renouvelable, le délai moyen constaté en 2017, au niveau national, est de 34 jours calendaires (contre 29 jours en 2016).

Au périmètre de votre concession, les résultats sont les suivants :

| CONSOMMATEURS BT INDIVIDUELS DE PUISSANCE \leq 36 KVA (sans adaptation de réseau) (CONCESSION) | | | |
|--|-------------|--------------|-------------------------|
| | 2016 | 2017 | Variation (en %) |
| Taux de devis envoyés dans les délais | 76,7% | 83,5% | 8,8% |
| Délai moyen d'envoi du devis (en jours calendaires) | 23 | 17 | -29,5% |

| PRODUCTEURS BT DE PUISSANCE \leq 36 KVA (sans adaptation de réseau) (CONCESSION) | | | |
|--|-------------|--------------|-------------------------|
| | 2016 | 2017 | Variation (en %) |
| Taux de devis envoyés dans les délais | 98,8% | 93,9% | -5,0% |
| Délai moyen d'envoi du devis (en jours calendaires) | 17 | 25 | 46,4% |

LE RACCORDEMENT DES PRODUCTEURS

En 2017, au périmètre national, le nombre de raccordements d'installations de production de puissance inférieure ou égale à 36 kVA a augmenté de 12,1 % avec 15 940 raccordements réalisés, contre 14 217 en 2016.

Au périmètre de votre concession, l'activité de raccordement d'installations de production de puissance inférieure ou égale à 36 kVA est caractérisée par les données suivantes :

| RACCORDEMENTS D'INSTALLATIONS DE PRODUCTION INDIVIDUELLES NEUVES RÉALISÉS (CONCESSION) | | | |
|---|-------------|-------------|-------------------------|
| | 2016 | 2017 | Variation (en %) |
| Raccordements sans adaptation de réseau | 170 | 245 | 44,1% |
| Raccordements avec adaptation de réseau | 1 | 3 | 200,0% |



2. La liste détaillée des travaux réalisés en 2017

La liste détaillée des investissements réalisés par Enedis en 2017 a été transmise à l'autorité concédante sur une clef USB.

2.1. Les travaux de raccordement des consommateurs et des producteurs

2.2. Les travaux au service de la performance du réseau

2.3. Les travaux liés aux exigences environnementales et réglementaires



3. Vos interlocuteurs chez Enedis

Emmanuelle MISSIRE

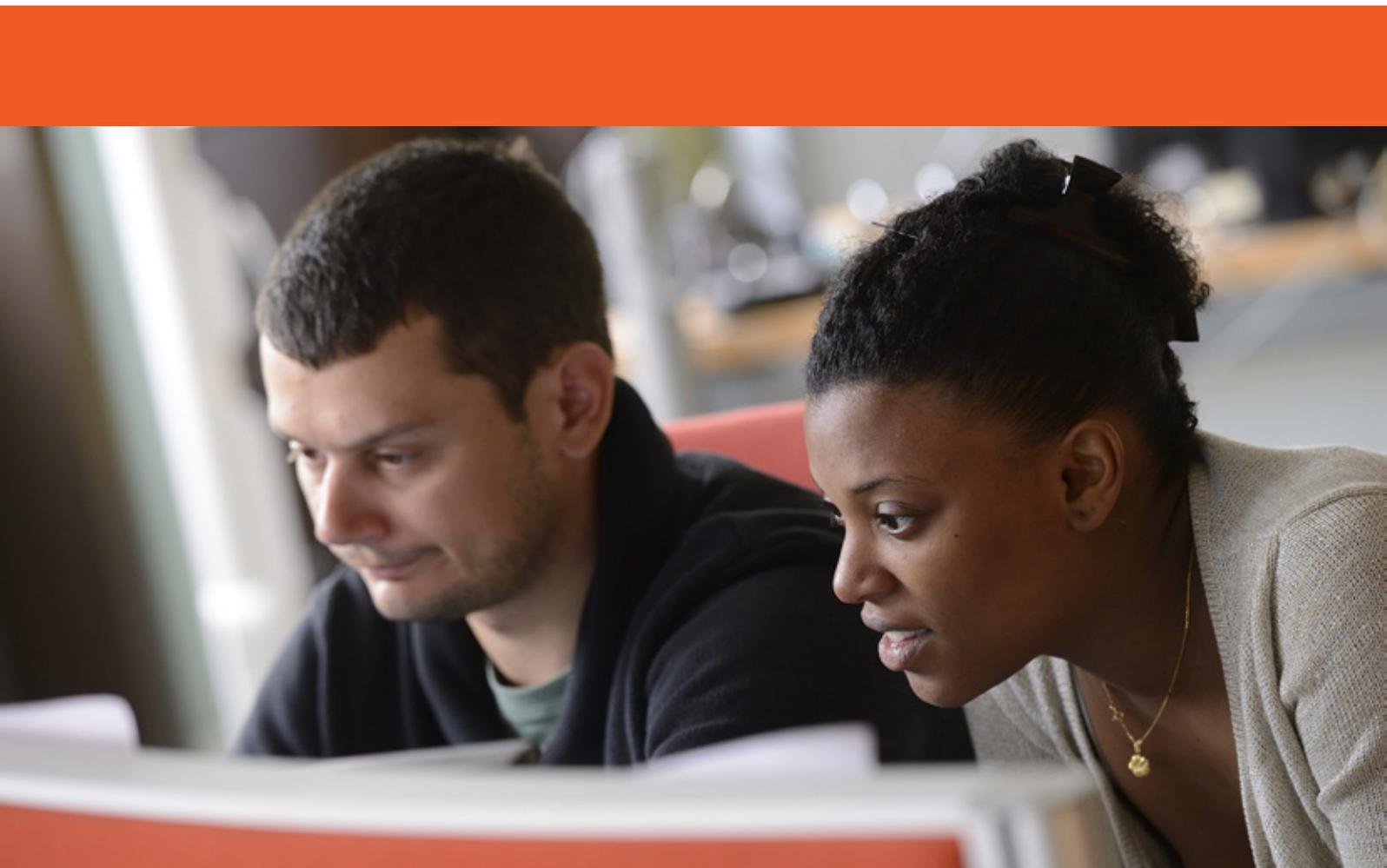
Directrice Territoriale Pas-de-Calais

Yves VANLERBERGHE

Adjoint au Directeur- Délégué Territorial Pas-de-Calais

| VOS INTERLOCUTEURS CHEZ ENEDIS | | | |
|--------------------------------|--------------------------|---------------------------|--|
| Vos Interlocuteurs | Fonction | Coordonnées téléphoniques | Courrier |
| JORE Philippe | Manager Territorial | 03.21.33.45.12 | philippe.jore@enedis.fr |
| LABARRE Philippe | Interlocuteur Privilégié | 03.21.33.43.33 | philippe.labarre@enedis.fr |
| MARTIN Christophe | Manager Territorial | 03.21.07.50.09 | christophe.martin@enedis.fr |
| MAJORCYK Patrick | Interlocuteur Privilégié | 03.21.07.54.05 | patrick.majorcyk@enedis.fr |
| GEORGE Jean-Paul | Chargé de Projet | 03.21.07.50.06 | jean-paul.george@enedis.fr |
| COUVREUR Christophe | Manager Territorial | 03.21.07.50.07 | Christophe.couvreur@enedis.fr |





COMPTE-RENDU
DE L'ACTIVITÉ
D'EDF POUR LA
FOURNITURE
D'ÉLECTRICITÉ
AUX TARIFS
RÉGLEMENTÉS DE
VENTE SUR VOTRE
TERRITOIRE



| | |
|--|------------|
| 1. Faits marquants 2017 et perspectives 2018 | 120 |
| 1.1. Les faits marquants 2017 | 120 |
| 1.2. Les perspectives et enjeux pour 2018 | 131 |
| 2. Les clients de la concession | 136 |
| 2.1. Les tarifs réglementés de vente | 136 |
| 2.2. Les caractéristiques des clients de la concession | 141 |
| 3. La qualité du service rendu aux clients | 144 |
| 3.1. La satisfaction des clients | 144 |
| 3.2. Les conditions générales de vente | 149 |
| 3.3. La relation avec les clients, humaine et numérique | 151 |
| 3.4. Le conseil tarifaire et l'accompagnement des clients pour les aider à maîtriser leur consommation | 161 |
| 3.5. La facturation des clients | 165 |
| 3.6. Le traitement des réclamations des clients | 172 |
| 4. La solidarité au cœur des valeurs et des engagements d'EDF | 178 |
| 4.1. L'aide au paiement des factures | 178 |
| 4.2. L'accompagnement des clients démunis | 182 |
| 4.3. La prévention par des actions en faveur de la maîtrise de l'énergie et de l'amélioration de l'habitat | 192 |
| 4.4. Les actions locales de médiation sociale et de solidarité réalisées par EDF | 195 |
| 5. Les éléments financiers de la concession | 200 |
| 5.1. Le chiffre d'affaires | 200 |
| 5.2. Les coûts commerciaux | 201 |

1. Faits marquants 2017 et perspectives 2018

1.1. Les faits marquants 2017



UN NOUVEAU MODÈLE DE CONTRAT DE CONCESSION ÉTABLI EN CONCERTATION ENTRE LA FNCCR, FRANCE URBAINE, ENEDIS ET EDF

La FNCCR, France urbaine, Enedis et EDF ont établi un nouveau modèle national de contrat de concession, modernisé, adapté au cadre législatif et réglementaire, favorisant la qualité des relations entre concessionnaire et concédant et permettant aux parties prenantes d'inscrire le service concédé dans la transition énergétique.

Deux nouveaux chapitres figurent au sommaire du nouveau modèle de cahier des charges :

- les engagements environnementaux et sociétaux du concessionnaire, avec, en particulier, l'accompagnement des clients de la concession pour les aider à mieux maîtriser leurs consommations et leurs factures ;
- la communication des données relatives à la concession en cohérence avec le cadre réglementaire, avec notamment la proposition d'une dématérialisation du CRAC : le compte-rendu d'activité est d'ores et déjà accessible à partir d'un « espace AODE » privé et sécurisé.

Ce nouveau modèle améliore par ailleurs la description des principaux engagements d'EDF au bénéfice des clients de la concession.

L'accord-cadre, signé le 21 décembre 2017 par la FNCCR, France urbaine, Enedis et EDF, recommande le recours à ce nouveau modèle pour la signature des contrats de concession à compter de 2018.



DÉLIBÉRATION N° 2017-166
6 juillet 2017

L'ÉVOLUTION DES TARIFS EN 2017

Le 1^{er} août 2017 est entrée en vigueur l'évolution des tarifs réglementés de vente d'électricité, déterminée par la Commission de régulation de l'énergie (CRE) – délibérations du 6 et 20 juillet 2017 – et acceptée par les ministres compétents – décision du 27 juillet 2017.

Ce mouvement tarifaire se traduit par une hausse moyenne de 1,7% HT pour les clients au Tarif Bleu. Le détail de cette évolution et l'impact sur la facture des clients sont présentés en 2.1.

À noter : deux recours ont été introduits par des fournisseurs concurrents d'EDF devant le Conseil d'État contre la décision ministérielle précitée.



EDF PRIMÉE POUR LA QUALITÉ DE SA RELATION CLIENT

Le palmarès de la 13^e édition du Podium de la Relation Client 2017 BearingPoint-TNS Sofres a été décerné le 1^{er} mars 2017 au Ministère de l'Économie et des Finances.

EDF a remporté, pour la seconde année consécutive, le premier prix du Podium de la Relation Client, dans la catégorie « Entreprises de service ». Pour BearingPoint : « EDF gagne le premier prix Entreprise

de service pour la deuxième année consécutive. (...) l'entreprise continue de marquer des points en améliorant ses qualités de réponse aux demandes des clients et ses capacités digitales. »

Comment les clients jugent-ils la qualité de leurs relations avec les grandes marques de leur quotidien ? Depuis 2003, le Podium de la Relation Client répond à cette question. Plus de 4000 clients interrogés par Kantar TNS donnent leur avis sur le degré de qualité de la relation qui les lie avec les entreprises dont ils sont clients. Onze secteurs d'activité sont comparés sur des critères de performance communs : assurance, automobile, banque, distribution spécialisée, entreprise de service, grande distribution, plateforme de l'économie collaborative, plateforme E-commerce, tourisme, transport et enfin service public.



EN 2017, L'APPLI EDF & MOI S'ENRICHIT

L'appli EDF & MOI s'est enrichie en 2017 d'une nouvelle fonctionnalité : « Mon Fil d'Actu ».

Les clients équipés d'un compteur Linky™ communicant et qui ont donné leur consentement peuvent désormais suivre, sur l'appli EDF & MOI, leur consommation au jour le jour exprimée en euros et y trouver de nombreuses fonctionnalités et plusieurs contenus ludiques.

« Mon Fil d'Actu » s'intègre à la page d'accueil de l'application.

L'appli EDF & MOI a fait l'objet de plus de 4,8 millions de téléchargements depuis son lancement en 2012 et d'environ 30 millions de visites en 2017.



CINQUIÈME PARTICIPATION D'EDF À « LA RELATION CLIENT EN FÊTE »

EDF a invité ses clients aux Journées Découvertes organisées dans le cadre de l'opération nationale « La Relation Client en fête » qui s'est déroulée du 2 au 6 octobre 2017.

Pour cette cinquième participation, EDF a innové en créant une plateforme d'inscription en ligne sur le site edfparticulier.fr, à partir de laquelle les clients ont pu s'inscrire dès l'été.

Les équipes d'EDF ont donné rendez-vous aux clients dans le Centre de Relation Clients le plus proche de leur domicile pour leur faire découvrir les coulisses du fournisseur et échanger avec eux sur leurs attentes et préoccupations. L'objectif était ainsi de permettre à chaque visiteur de partager son expérience client avec les conseillers d'EDF sur le parcours digital, les réclamations, les économies d'énergie et la satisfaction.

COMPTE-RENDU DE L'ACTIVITÉ D'EDF POUR LA FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ AUX TARIFS RÉGLEMENTÉS DE VENTE SUR VOTRE TERRITOIRE

Découverte de la maison interactive d'EDF qui a beaucoup séduit les visiteurs !



SUR LA REGION NORD-OUEST, UN VÉRITABLE SUCCÈS DES JOURNÉES DÉCOUVERTES DE LA RELATION CLIENT EN FÊTE SUR LES CRC DE GRAND LILLE ET DE NORMANDIE !

A l'occasion de cette 5^{ème} participation d'EDF à l'opération « Relation Client en fête », les Centres de Relation Clients (CRC) Particuliers de Grand Lille (site de Marcq-en-Barœul) et Normandie (site de Saint-Sever à Rouen) ont accueilli clients et familles de salariés pour visiter les coulisses de la relation client d'EDF.

Avec plus de 500 participants, ces journées ont été un vrai succès ! Au programme : visite, ateliers, tables rondes et rencontres.

Les conseillers clientèle du Havre ont, eux, choisi de s'associer à la centrale thermique du Havre à l'occasion des Journées de l'Industrie Electrique le 7 octobre, pour répondre aux questions des clients sur leur facture, leur contrat et les innovations dans la relation client d'EDF.

Ces journées renforcent le lien de proximité entre les clients particuliers et les collaborateurs EDF et permettent de valoriser une expérience client humaine, différenciée et différenciante.



EDF À L'ÉCOUTE DES ASSOCIATIONS DE CONSOMMATEURS

Le 29 mai 2017, s'est tenue la troisième édition du « T'chat Conso », un rendez-vous désormais bien installé entre les associations de consommateurs et le service Consommateurs d'EDF.

Le « T'chat Conso » se déroule en direct durant une heure, comme une émission de télévision. Il permet de créer un lien unique entre le Service Consommateurs d'EDF et les associations de consommateurs, de poser des questions en toute transparence et de réagir en direct. Cette année encore le format a séduit avec 285 connexions.



EN REGION NORD-OUEST, RENCONTRE AVEC LES ASSOCIATIONS DE CONSOMMATEURS DU NORD-PAS-DE-CALAIS

Comme chaque année, EDF organise localement des temps d'échanges avec les représentants des associations de consommateurs (CLCV, UFC que Choisir, etc...).

Le 29 mai 2017, le service consommateurs Nord-Ouest a invité les associations de consommateurs au Centre de Relations Clients de Marcq-en-Barœul pour assister à l'émission T'chat Conso sur le thème « EDF à l'écoute de ses clients réclamants » et dialoguer avec des représentants EDF.

A l'issue de l'émission, les échanges se sont poursuivis avec le service consommateurs, autour des thématiques suivantes :

- Le retour sur la période de trêve hivernale et sur les actions menées par l'équipe solidarité Nord-Ouest dans leur engagement aux côtés des clients démunis
- Des explications sur l'expérimentation du chèque énergie dans le département du Pas-de-Calais
- La présentation des fonctionnalités du site internet « EDF Particuliers » et des services mis à disposition des clients particuliers comme la solution e-quilibre

Les représentants des associations de consommateurs étaient très satisfaits de leur journée, du mode d'information en t'chat, des réponses obtenues et de la qualité des échanges.



PUBLICATION DU RAPPORT D'ACTIVITÉ DU MÉDIATEUR NATIONAL DE L'ÉNERGIE

Le médiateur national de l'énergie (MNE) a publié le 30 mai 2017 son rapport d'activité 2016. Le rapport met en évidence la bonne performance d'EDF qui est le fournisseur ayant le taux de litiges le plus faible (nombre de litiges avec les clients résidentiels rapporté à 100000 contrats de fourniture).

Dans cette édition, le MNE a insisté sur un sujet susceptible de dégrader la confiance des consommateurs dans le marché, dans un contexte de plus vive concurrence : « *la recrudescence de mauvaises pratiques de démarchage de la part de certains fournisseurs* ».

EDF met à la disposition de ses clients victimes de telles pratiques commerciales une adresse électronique dédiée. Des informations sont à la disposition des clients sur le site internet d'EDF : <https://particulier.edf.fr/fr/accueil/aide-et-contact/aide/arnaque-et-phishing.html>.

Les clients peuvent par ailleurs informer de ces agissements la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des Fraudes (DGCCRF) *via* le formulaire présent sur son site internet (www.economie.gouv.fr/courrier/4188).

Le rapport 2016 du MNE est accessible sur le site de l'institution : www.energie-mediateur.fr/



ACTIONS D'EDF EN FAVEUR DE LA MAÎTRISE DE LA DEMANDE EN ÉNERGIE

En 2017, EDF Solidarité a animé, sur le territoire du Pas-de-Calais, 30 réunions autour de la Maîtrise de la Demande en Energie (MDE) qui lui ont permis de sensibiliser 345 participants aux éco-gestes, à la compréhension des factures et à la bonne utilisation du chèque énergie. 164 Lampes Basse Consommation ont été offertes aux participations à ces occasions.

Ces réunions ont été organisées avec les principaux partenaires sociaux suivants :

- Les CCAS de Annay sous Lens, Arras, Evin-Malmaison, Calais, Lens, Loison sous Lens, Saint Nicolas lez Arras et avec le CIAS Pays d'Opale de Guînes.
- Les associations : APSA à Grenay, MAHRA à Saint-Omer, MJEP à Isbergues, Restos du Cœur à Saint-Omer, Secours Catholique à Saint-Omer, Soliha à Aire sur la Lys
- Le bailleur SIA Habitat à Bruay la Buisnière
- La Maison du département Solidarité d'Hénin-Beaumont

COMPTE-RENDU DE L'ACTIVITÉ D'EDF POUR LA FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ AUX TARIFS RÉGLEMENTÉS DE VENTE SUR VOTRE TERRITOIRE

EDF PRÉSENTE, COMME CHAQUE ANNÉE, A PLUSIEURS GRANDS RENDEZ-VOUS NATIONAUX

EDF a été fidèle en 2017 à plusieurs grands rendez-vous annuels organisés par des acteurs importants en lien avec l'énergie. Ce sont autant d'occasions d'échanges autour des attentes et préoccupations des différentes parties prenantes. En voici deux illustrations :

Intérieur de 'Mon Appart Eco-Malin'



78^e Congrès de l'USH

EDF était présente au 78^e Congrès de l'Union sociale pour l'habitat (USH)* qui s'est tenu à Strasbourg du 26 au 28 septembre 2017.

À cette occasion, EDF a présenté son concept « Mon Appart Eco-Malin » : un espace mobile spécialement aménagé qui se déplace au cœur des territoires pour porter des actions de maîtrise de la consommation d'énergie (cf. 4).

* L'Union sociale pour l'habitat (USH) est l'organisation représentative du secteur HLM. Elle représente quelque 720 organismes HLM à travers cinq fédérations.



Congrès annuel de l'UNCCAS

EDF était présente au Congrès annuel de l'Union nationale des centres communaux et intercommunaux d'action sociale (UNCCAS) qui s'est tenu à Reims les 17 et 18 octobre 2017.

EDF est intervenue en plénière d'ouverture avec Nicolas Clodong, directeur de l'action territoriale, et lors d'une conférence avec Claire Dutheillet, responsable du domaine Solidarité au sein de la direction Collectivités d'EDF. Cela a permis de témoigner de la réalité du travail mené sur le terrain entre EDF et les CCAS.

Confirmant leur volonté de poursuivre ce travail, EDF et l'UNCCAS ont renouvelé leur partenariat en signant, le 22 novembre 2017, une convention dans le cadre du Salon des maires et des collectivités locales.

Fondée en 1926, l'UNCCAS est présidée par Joëlle Martinaux, adjointe au maire de Nice déléguée à la solidarité, aux affaires sociales et aux handicaps, vice-présidente du CCAS. L'UNCCAS est composée de plus de 4000 CCAS et CIAS adhérents (soit 6800 communes) dont l'action touche 70% de la population. L'UNCCAS regroupe la quasi-totalité des villes de plus de 10000 habitants, mais aussi 80% des villes de 5000 à 10000 habitants et plus de 2000 CCAS de communes de moins de 5000 habitants. Une soixantaine de départements disposent d'une Union départementale de CCAS/CIAS (UDCCAS), y compris dans les territoires d'outre-mer.

EDF PARTENAIRE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES NORD-OUEST

Des Assises de l'énergie 2017 pour explorer le «champ des possibles pour les territoires»

Du 24 au 26 janvier 2017 se tenaient à Bordeaux, les Assises Européennes de la Transition Energétique. Evénement annuel majeur des acteurs territoriaux dans le domaine de l'énergie, les Assises sont l'espace d'expression libre et de rencontre des territoires : collectivités locales, entreprises, organisations professionnelles, associations pouvaient participer aux échanges, débattre, partager leurs expériences dans des domaines aussi variés que l'aménagement du territoire, le logement, le bâtiment ou encore l'urbanisme.



Assises Européennes de la Transition Energétique : le plus grand rendez-vous des collectivités locales françaises dans le domaine de l'énergie

EDF, un des partenaires privilégiés de cette 17^{ème} édition, accueillait sur son stand élus locaux, décideurs et acteurs des territoires.

«EDF est un acteur majeur de la transition énergétique et un partenaire historique des Assises» souligne Jean-Pierre Frémont Directeur Collectivités d'EDF, «En étant présent aujourd'hui, nous marquons notre volonté d'accompagner les territoires dans le développement de leurs compétences énergétiques.»

EDF au congrès des Maires du Pas-de-Calais

Le 7 octobre 2017, pour la 3^{ème} année consécutive, EDF participait au Congrès des Maires du Pas-de-Calais organisé par l'Association des Maires du Pas-de-Calais AMF 62 dans les locaux d'Artois Expo à St Laurent-Blangy, un rendez-vous qui a rassemblé plus de deux cent cinquante élus du département.



Sur le stand EDF, les visiteurs testent un casque 3D de réalité virtuelle

L'occasion pour EDF d'échanger avec de nombreuses collectivités du département, de rappeler aux élus sensibles au traitement des familles en situation de précarité, la politique solidarité d'EDF et, notamment les actions de prévention possibles en termes d'économies d'énergie.

Sur son stand, EDF proposait d'ailleurs aux visiteurs une expérience immersive en réalité virtuelle avec un casque 3D permettant de deviner les économies d'énergie possibles dans un appartement virtuel.

COMPTE-RENDU DE L'ACTIVITÉ D'EDF POUR LA FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ AUX TARIFS RÉGLEMENTÉS DE VENTE SUR VOTRE TERRITOIRE

Espace dans le co-working BOUDA



EDF participe au projet numérique de Boulogne-sur-mer (BOUDA)

Boulogne Urban Data (BOUDA) est un projet qui a pour but de booster l'attractivité du territoire boulonnais. Né de la volonté de Frédéric Cuvillier, Maire de Boulogne-sur-mer, et initié par la Communauté d'Agglomération du Boulonnais (CAB) et Boulogne et développement Côte d'Opale (Agence d'Urbanisme et de Développement Economique), son objectif est

notamment d'accompagner l'innovation au travers du numérique, d'expérimenter et de développer les services de la ville de demain. EDF est l'un des membres fondateurs du projet.

Dans cet esprit, le 5 janvier 2017, les acteurs publics et privés dont EDF ont inauguré, sur le site de l'ancienne gare maritime, un espace de co-working, baptisé, lui aussi Bouda. Cet espace de co-working accueille les startups et entreprises de la région qui peuvent venir y travailler, soit occasionnellement, soit en résidant le temps de développer leur projet. Des outils numériques donnent la possibilité aux jeunes entreprises innovantes de disposer d'un lieu de travail. L'application EDF Connect, plateforme numérique de co-développement, met en relation entreprises et start-up qui peuvent ainsi partager leurs idées.



EDF RENOUVELLE SES PARTENARIATS AVEC 3 ASSOCIATIONS NATIONALES ENGAGÉES DANS LA LUTTE CONTRE LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE

EDF a renouvelé en 2017 ses partenariats avec le Secours Catholique et le Secours Populaire Français. Depuis plusieurs années, EDF s'engage aux côtés des deux associations pour lutter contre la précarité énergétique et accompagner les clients démunis. L'objectif est d'aider les personnes en situation de précarité énergétique à payer leurs factures et de les sensibiliser aux économies d'énergie.

Signatures avec Véronique Fayet, présidente du Secours Catholique-Caritas France, le 28 février 2017, et avec Julien Lauprêtre, président du Secours Populaire Français le 21 mars 2017.



Partenariats avec le Secours Catholique et le Secours Populaire Français

Les conventions de partenariat, signées par Jean-Pierre Frémont, directeur Collectivités d'EDF avec Véronique Fayet, présidente du Secours Catholique-Caritas France, le 28 février 2017 d'une part, et avec Julien Lauprêtre, président du Secours Populaire Français, le 21 mars 2017 d'autre part, prévoient la poursuite des actions engagées avec chacune des deux associations :

- Des formations pour les acteurs du Secours Catholique et du Secours Populaire afin d'améliorer l'information des personnes en difficulté sur le chèque énergie, les économies d'énergie, les programmes de rénovation solidaire ... EDF met également à la disposition des membres des deux associations un numéro de téléphone dédié, leur permettant d'entrer rapidement en contact avec les conseillers solidarité d'EDF, afin d'examiner des situations requérant une écoute privilégiée ;
- Des accompagnements personnalisés : EDF propose aux personnes identifiées par les associations une analyse de leur situation énergétique, ainsi que des conseils personnalisés (vérification que le contrat du client est adapté à sa consommation, conseils efficaces pour réduire les dépenses énergétiques, conseils sur les moyens de paiement ...).

Partenariat avec la Fondation Abbé Pierre

EDF a également renouvelé en 2017 un partenariat important, avec la Fondation Abbé Pierre. Ce partenariat vise à lutter efficacement contre la précarité énergétique en créant et réhabilitant des logements dits « très sociaux », donc à loyers très modérés (cf. Le programme « Toits d'Abord » en 4.3).



La poursuite du partenariat a été formalisée par une convention signée le 17 mars 2017 par Christophe Robert, délégué général de la Fondation Abbé Pierre (ci-dessus, à droite), et Fabrice Gourdeulier, directeur du Marché des Clients Particuliers d'EDF.

EDF ACCOMPAGNE LES ASSOCIATIONS EN REGION



Partenariat avec l'association « Rêves » sur la région Nord-Ouest : les équipes Solidarité d'EDF réalisent le rêve d'Enzo, 10 ans

Grâce à l'organisation d'un marché de Noël « fait mains », les salariés des équipes Solidarité d'EDF ont contribué à la réalisation du rêve du petit Enzo, 10 ans.

La recette générée par ce marché de Noël a été reversée à l'association « Rêves » qui finance des projets d'enfants gravement malades et le petit Enzo a pu bénéficier d'un séjour avec sa famille dans son parc d'attraction préféré.

COMPTE-RENDU DE L'ACTIVITÉ D'EDF POUR LA FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ AUX TARIFS RÉGLEMENTÉS DE VENTE SUR VOTRE TERRITOIRE

Des salariés EDF lors de la remise du chèque aux bénévoles de l'association Ludopital



Depuis 3 ans, les salariés EDF mobilisés pour l'association Ludopital

Le 4 janvier 2017, pour la troisième année consécutive, la Direction Commerce Nord-Ouest a remis à l'association Ludopital un chèque de 1 100 euros ainsi que des dizaines de jouets récoltés par les salariés EDF. Ce don a pu être financé par la vente de miel issu des quatre ruches installées sur le site de Relations Clients particuliers EDF de Marcq-en-Baroeul.

EDF est fière d'être un partenaire de proximité pour cette association qui œuvre depuis 30 ans en faveur des enfants hospitalisés.



EDF ENGAGÉE EN FAVEUR DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES ET DES TRAVAILLEURS HANDICAPÉS SUR LE TERRITOIRE NORD-OUEST

En septembre 2018, EDF Commerce accueillera 45 étudiants en alternance dont un alternant handicapé. Ces alternants sont principalement accueillis sur des métiers de Conseillers Client et au sein des fonctions support. EDF cherche à accroître le nombre d'alternants handicapés accueillis et travaille sur ce sujet avec plusieurs associations.

L'entreprise s'investit dans la reconnaissance et la valorisation du handicap. 7,3 % des salariés de Commerce Nord-Ouest sont reconnus travailleurs handicapés. A chaque nouvelle reconnaissance, EDF fait un don de 2 500 € à une association de travailleurs handicapés. Enfin, EDF a signé un contrat de restauration méridienne avec un atelier de travailleurs handicapés en Picardie et, pour inciter ses décideurs à travailler avec eux, a relayé en interne une brochure recensant les Etablissements et Services d'Aide par le Travail (ESAT) des régions Hauts-de-France et Normandie.

EDF EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

En région Nord-Ouest, un plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) pour lutter contre la pollution atmosphérique

En région Nord-Ouest, EDF agit au quotidien en faveur de l'environnement et met en place différentes actions **permettant de réduire les émissions de gaz polluants dans l'atmosphère**. Ces actions sont explicitées au travers de son Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) :



- **Le Plan de Déplacement Entreprise (PDE)** : En place dans l'entreprise depuis 2010, il offre un véritable avantage à tous les collaborateurs de l'entreprise qui utilisent les transports en commun pour les trajets domicile-travail. Les adhérents du PDE travaillant dans la métropole lilloise peuvent ainsi être remboursés à hauteur de 68% du montant de l'abonnement de transport en commun par l'entreprise. Cette adhésion est annuelle et nécessite de ne pas disposer de badge d'accès au parking. Les salariés travaillant dans la région Hauts-de-France en dehors de la métropole lilloise bénéficient du remboursement de leur moyen de transport en commun à hauteur de 50% (conformément à la législation en vigueur)
- **L'Accès au parking 2 roues** : les collaborateurs de l'entreprise peuvent avoir accès à un espace sécurisé pour ranger leur vélo s'ils se rendent sur leur lieu de travail par ce mode de transport.
- **Les conférences téléphoniques via Lync** : Chaque collaborateur de l'entreprise a accès grâce à son ordinateur présent à son poste de travail ou via son ordinateur portable professionnel à l'outil de messagerie instantanée Lync (chat audio et vidéo). Cette messagerie permet de dialoguer en direct et à distance avec chaque collaborateur de l'entreprise (même situé dans d'autres régions de France) et de réaliser des conférences téléphoniques **facilitant ainsi les échanges et limitant les déplacements en réunions**
- **Diverses actions de l'entreprise pour la protection de l'atmosphère : un exemple, la communication sur les épisodes de pic de pollution en métropole lilloise**. Sur la région Nord-Ouest, EDF Commerce a instauré en 2017 un plan de communication en début de chaque alerte de pic de pollution. Ce plan de communication vise à transmettre à chaque salarié un communiqué l'informant de la situation et l'incitant à utiliser les modes de transports appropriés notamment sur cette période (liens vers les sites de covoiturage, rappel sur les transports en commun dans la métropole Lilloise : V'Lille, métro...)



LE CRAC : Désormais aussi en version numérique

Depuis 2017, le concessionnaire propose à ses autorités concédantes une version entièrement numérique du CRAC : copie conforme, quant à son contenu, du CRAC sur support papier ou en version PDF remis à l'autorité concédante par le concessionnaire.

Cette version numérique du CRAC, qui a été construite comme un « mini-site » internet, est adaptée à une consultation aussi bien sur smartphone et tablette que sur ordinateur.

EDF a rendu cette version numérique accessible à partir de l'espace AODE, privé et sécurisé, mis à la disposition de chacune des autorités concédantes sur : www.aode.edf.fr

1.2. Les perspectives et enjeux pour 2018

EDF POURSUIT L'ACCOMPAGNEMENT DE TOUS SES CLIENTS CONCERNÉS PAR LE DÉPLOIEMENT DU COMPTEUR LINKY™ ASSURÉ PAR ENEDIS

Dès 2015, EDF a mis en place un dispositif d'information et d'accompagnement des clients. Ce dispositif se traduit par :

Un programme relationnel personnalisé :

Ce programme permet d'accompagner chaque client de la concession (résidentiel ou non résidentiel) en lui proposant un premier contact avant le changement du compteur, puis un second contact lorsque le client peut bénéficier de toutes les fonctionnalités développées par EDF grâce aux compteurs communicants.

Les informations sont accessibles sur : <https://particulier.edf.fr/fr/accueil/contrat-et-conso/compteur/compteur-linky.html>

À noter : Les actions d'EDF pour accompagner les clients sont menées en veillant au respect de l'indépendance d'Enedis, en charge du déploiement des compteurs communicants.



La mise à disposition sur les espaces digitaux d'EDF d'informations sur l'arrivée du compteur Linky™ :

EDF propose des informations détaillées sur ses différents sites, applis, sites mobiles (Particuliers, Entreprises, Collectivités). Ces informations portent sur l'installation, la facture et les possibilités offertes par le nouveau compteur dans la relation avec EDF.

LA GÉNÉRALISATION DU CHÈQUE ÉNERGIE



À l'issue d'une expérimentation menée en 2016-2017 sur quatre départements métropolitains (Ardèche, Aveyron, Côtes-d'Armor et Pas-de-Calais), pour laquelle EDF s'est pleinement mobilisée, les pouvoirs publics ont confirmé en 2017 la généralisation du chèque énergie à compter de 2018.

Pour mémoire, le chèque énergie vient en remplacement du Tarif de Première Nécessité (TPN) pour l'électricité et du Tarif Spécial de Solidarité (TSS) pour le gaz.

Plusieurs adaptations ont été nécessaires dans les systèmes d'informations et les processus du concessionnaire pour intégrer avec rigueur ce nouveau dispositif. Il s'agit non seulement de prendre en compte les chèques énergie reçus et exploitables pour le règlement des factures des clients bénéficiaires de la

COMPTE-RENDU DE L'ACTIVITÉ D'EDF POUR LA FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ AUX TARIFS RÉGLEMENTÉS DE VENTE SUR VOTRE TERRITOIRE

concession mais également de mettre en œuvre les protections prévues par ailleurs par la réglementation au profit des clients bénéficiaires.



VERS DE NOUVELLES MODALITÉS DE COMPENSATION DES CONTRIBUTIONS AUX FONDS SOLIDARITÉ LOGEMENT (FSL)

EDF contribue aux Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) dans les territoires. En faisant la somme de toutes les contributions versées par EDF aux FSL dans les territoires, EDF est le 1^{er} contributeur après les collectivités territoriales.

Les montants des contributions aux Fonds Solidarité Logement sont déterminés par les partenaires des fonds qui décident de contribuer financièrement ; ces montants ne sont pas fixés par la réglementation.

Les contributions aux FSL ont été éligibles, jusqu'en 2017 inclus, à une compensation publique dans la limite d'un plafond fixé par la réglementation à 20 % des charges de mise en œuvre du TPN. La suppression du TPN au profit du chèque énergie a nécessité la définition de nouvelles modalités de compensation des contributions des fournisseurs d'électricité aux FSL.

À cet effet, le décret n°2016-850 du 28 juin 2016 dispose que la contribution du fournisseur d'électricité ouvrira droit, « dans la limite d'un pourcentage de leur contribution fixé par arrêté du ministre chargé de l'énergie, à une compensation égale au produit du nombre de ses clients résidentiels au 1^{er} janvier de l'année considérée, titulaires d'un contrat dont la puissance électrique souscrite est égale ou inférieure à 36 kilovoltampères, par un montant fixé par le même arrêté ».

Les deux paramètres précités ont été fixés respectivement à 90 % et à 1 euro, par arrêté du 6 avril 2018 publié au Journal Officiel du 19 avril 2018.



LES CONDITIONS D'ACCÈS DES CLIENTS À LEURS DONNÉES DE CONSOMMATION

L'article 18 de la loi NOME du 7 décembre 2010 (codifié à l'article L 224-9 du code de la consommation) a prévu un accès gratuit par les consommateurs à leurs données de consommation. Comme annoncé par la loi, un décret pris après avis du Conseil national à la consommation (CNC) et de la Commission de régulation de l'énergie (CRE) – décret n°2017-976 du 10 mai 2017 – a précisé les modalités d'accès aux données et aux relevés de consommation.

Ce texte avait également vocation à transposer certaines dispositions de la directive du 25 octobre 2012 relative à l'efficacité énergétique (articles 9 à 11 et annexe VII relatifs à la facturation et à l'information).

Ce qui est désormais prescrit :

- les consommateurs de puissance souscrite inférieure ou égale à 36 kVA équipés de compteurs communicants Linky™ doivent pouvoir accéder à leurs données de consommation *via* un espace sécurisé du site internet, l'espace Client pour EDF ;
- doivent être mis à la disposition des clients : les index mensuels, la consommation mensuelle et annuelle, la puissance maximale, les factures émises et, le cas échéant, la courbe de charge et les données quotidiennes ;
- le droit à la portabilité a vocation à s'appliquer à ces données ;
- le consommateur doit pouvoir, en outre, *via* son espace Client, effectuer des demandes à l'attention du gestionnaire de réseau de distribution sur la collecte de la courbe de charge et la transmission de données à son fournisseur (index quotidien, consommation quotidienne, puissance électrique maximale...);
- le décret prévoit des liens hypertextes vers le site du gestionnaire de réseau, celui du médiateur national de l'énergie et l'aide-mémoire du consommateur d'énergie sur le site de la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF).



L'ENTRÉE EN VIGUEUR DU RÈGLEMENT EUROPÉEN SUR LA PROTECTION DES DONNÉES

En mai 2018 entre en application le règlement européen 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Ce nouveau règlement s'inscrit dans un contexte marqué par une digitalisation accrue de la société (l'usage et la circulation des données s'intensifient), des attaques de plus en plus nombreuses visant les données à caractère personnel et par une attention croissante des citoyens-consommateurs quant au niveau de protection des informations les concernant.

Déjà sensibilisée à ces enjeux, EDF veille à la conformité de ses processus et systèmes d'informations aux dispositions de ce règlement européen, dont les points clés sont les suivants :

- le nouveau régime repose sur une logique de responsabilisation des acteurs, qu'ils soient « responsables de traitement » (donneurs d'ordre) ou sous-traitants. Tout organisme qui traite des données personnelles doit ainsi pouvoir justifier à tout moment de sa conformité aux obligations posées par le règlement (logique d' « accountability ») ;
- les droits des personnes sont renforcés : les entreprises ont l'obligation de recueillir explicitement et *via* un acte positif le consentement des personnes concernées pour de nombreux traitements et de leur offrir la possibilité de retirer facilement leur consentement à tout moment. Le règlement introduit un droit à la portabilité des données, c'est-à-dire la possibilité pour les personnes de récupérer une partie de leurs données dans un format standard. Les données peuvent ainsi être transmises facilement d'un système d'information à un autre, en vue de favoriser la concurrence ;

- pour assurer la protection des données, les responsables de traitement ont l'obligation de notifier les failles de sécurité (destruction, perte, altération de données personnelles...) à la CNIL (Commission nationale de l'informatique et des libertés) et, le cas échéant, aux personnes concernées ;
- la nouvelle gouvernance interne de la protection des données repose sur un acteur clé : le délégué à la protection des données. Ce délégué, qui succède au Correspondant Informatique et Libertés (CIL), dont il reprend les attributions, est le véritable « chef d'orchestre » de la démarche permanente de mise en conformité. Ses missions consistent notamment à informer et conseiller l'organisme ainsi que ses employés, contrôler le respect du règlement européen, du droit national et des règles internes en matière de protection des données, coopérer avec l'autorité de contrôle et être le point de contact pour celle-ci ;
- le non-respect des obligations peut faire l'objet de sanctions pécuniaires renforcées par les autorités de contrôle (la CNIL en France) à hauteur d'un plafond de 20 millions d'euros ou, pour une entreprise (comme EDF), de 2% du chiffre d'affaires annuel mondial, voire 4% pour les infractions les plus graves.

Pour aller plus loin : www.cnil.fr



LA DÉFINITION PAR LA CRE D'UNE RÉMUNÉRATION DE LA GESTION DE CLIENTÈLE EN CONTRAT UNIQUE RÉALISÉE PAR LE FOURNISSEUR POUR LE COMPTE DU GESTIONNAIRE DE RÉSEAU DE DISTRIBUTION

Pour ses clients en contrat unique (cas des TRV), le fournisseur, interlocuteur privilégié du client, gère pour le compte du gestionnaire de réseau de distribution (GRD) une partie de la relation contractuelle de ce dernier avec les utilisateurs concernant l'accès aux réseaux publics de distribution (gestion des dossiers des utilisateurs, souscription et modification des formules tarifaires, accueil téléphonique, facturation et recouvrement des factures...).

La CRE a publié le 26 octobre 2017 les délibérations* fixant d'une part la rémunération versée à l'ensemble des fournisseurs pour la gestion de clientèle en contrat unique selon la typologie de leurs clients, et d'autre part le montant de l'augmentation de la composante de gestion du tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité (TURPE), applicables au 1^{er} janvier 2018.

Globalement, la rémunération des fournisseurs dans leur ensemble est couverte par l'augmentation de la composante de gestion du TURPE.

* : Délibérations de la CRE du 26 octobre 2017 n°2017-236 et 2017-239.



2. Les clients de la concession

2.1. Les tarifs réglementés de vente

LA DÉFINITION DES TARIFS RÉGLEMENTÉS DE VENTE (TRV)

En sa qualité de concessionnaire, EDF assure la fourniture d'électricité aux clients aux tarifs réglementés de vente (TRV). Ces clients correspondent à des consommateurs finals domestiques et non domestiques pour leurs sites souscrivant une puissance inférieure ou égale à 36 kilovoltampères (kVA) (Art. L. 337-7 du code de l'énergie).

Nota : Pour mémoire, en application de l'article L. 337-9 du code de l'énergie, issu de la loi n°2010-1488 du 7 décembre 2010 (dite « loi NOME »), les sites de puissance supérieure à 36 kVA ne peuvent plus bénéficier de tarifs réglementés depuis le 1^{er} janvier 2016.

Le choix est ouvert à tous ces clients, pour leurs sites de puissance inférieure ou égale à 36 kVA :

- de rester ou de revenir aux TRV (sur simple demande et sans délai, pour les TRV qui peuvent être proposés aux clients) ;
- ou d'exercer leur éligibilité en souscrivant un nouveau contrat à prix de marché avec le fournisseur d'électricité de leur choix.

En application de l'article L. 337-6 du code de l'énergie, les TRV sont établis par addition des composantes suivantes :

- le coût d'approvisionnement en énergie, lequel se décompose en :
 - un coût d'approvisionnement de la part relevant de l'accès régulé à l'électricité nucléaire historique (ARENH),
 - un coût d'approvisionnement du complément de fourniture, relevant des achats sur les marchés de gros de l'électricité ;
- le coût d'approvisionnement en capacité, établi à partir des références de prix qui sont fournies par le mécanisme d'obligation de capacité prévu aux articles L. 335-1 et suivants du code de l'énergie ;
- le coût d'acheminement, qui traduit l'utilisation des réseaux de transport et de distribution d'électricité ;
- le coût de commercialisation ;
- la rémunération de l'activité de fourniture.

Les TRV sont dits intégrés : ils incluent la part « acheminement » correspondant au tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité (TURPE). Le client règle tous les éléments de la facture (y compris les taxes et contributions) à EDF, fournisseur d'électricité aux TRV. La part « acheminement » est reversée par EDF à RTE et Enedis. Les taxes et contributions sont reversées à leurs bénéficiaires.

Les catégories et options tarifaires

Les catégories tarifaires sont définies en fonction de la tension de raccordement et de la puissance souscrite par le client pour le site concerné.

Le Tarif Bleu est proposé aux consommateurs finals pour leurs sites situés en France métropolitaine et raccordés en basse tension (tension de raccordement inférieure ou égale à 1 kV), dont la puissance maximale souscrite est inférieure ou égale à 36 kVA. C'est le tarif de la quasi-totalité des clients de la concession.

Cette tarification distingue le Tarif Bleu résidentiel et le Tarif Bleu non résidentiel, ainsi que cinq options tarifaires :

- Base ;
- Heures Pleines / Heures Creuses ;
- Tempo⁽¹⁾ ;
- EJP⁽²⁾ ;
- Éclairage Public⁽³⁾.

(1) Option tarifaire en extinction pour les usages non résidentiels.

(2) Option tarifaire en extinction pour tous les usages.

(3) Option réservée aux sites faisant un usage d'éclairage public.

Nota : En application de l'art. R. 337-18 du code de l'énergie :

- les clients raccordés en Basse Tension de puissance inférieure ou égale à 36 kVA au Tarif Jaune ou Vert (bornes postes) peuvent conserver leur tarif, qui est désormais en extinction ;
- le Tarif Vert peut être proposé aux clients raccordés en HTA de puissance souscrite inférieure ou égale à 33 kW (36 kVA).

LES MOUVEMENTS TARIFAIRES DE 2017

Les TRV ont évolué le 1^{er} août 2017, à la suite des délibérations de la Commission de régulation de l'énergie (CRE) des 6 et 20 juillet 2017, confirmées par décision du 27 juillet 2017 des ministres en charge de l'Énergie et de l'Économie pour une entrée en vigueur au 1^{er} août 2017.

Ce mouvement tarifaire se traduit par une hausse moyenne de 1,7% HT (hors taxes et contributions) pour les clients au Tarif Bleu (résidentiel et non résidentiel).

Pour les clients au Tarif Jaune ou Vert, l'évolution est la suivante :

- une hausse moyenne de 2,4% HT pour les clients au Tarif Jaune ;
- une hausse moyenne de 4,8% HT pour les clients au Tarif Vert (A5).

Ce mouvement tarifaire se traduit de façon différente selon les profils de consommation :

- pour un client « Particulier » au Tarif Bleu, l'évolution moyenne sur la facture est une hausse de 1,35% TTC, ce qui représente +11 euros TTC par an ;
- pour un client « Professionnel » au Tarif Bleu, l'évolution moyenne sur la facture est une hausse de 0,5% HTVA, ce qui représente +6 euros HTVA par an.

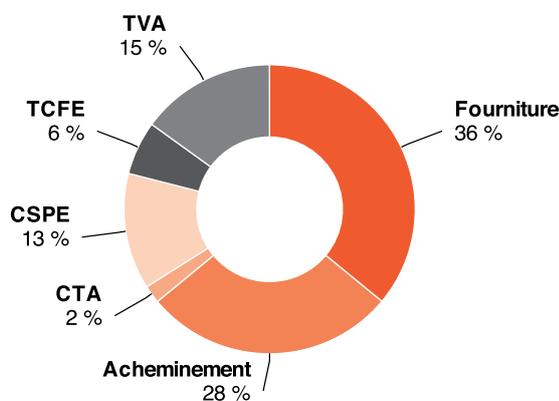
COMPTE-RENDU DE L'ACTIVITÉ D'EDF POUR LA FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ AUX TARIFS RÉGLEMENTÉS DE VENTE SUR VOTRE TERRITOIRE

Plusieurs taxes et contributions sont appliquées à la facturation :

- **CTA** : Instituée par les pouvoirs publics, la contribution tarifaire d'acheminement est prélevée en complément du tarif d'acheminement associé au contrat de fourniture. Elle assure le financement d'une partie des retraites des personnels affectés aux activités régulées des industries électriques et gazières (opérateurs de réseaux). Tous les fournisseurs et toutes les offres sont concernés par cette contribution.
- **CSPE** : Acquittée par tous les consommateurs d'électricité, quel que soit leur fournisseur, la contribution au service public de l'électricité est affectée au programme « Service public de l'énergie » du budget général de l'État.
- **TCFE** : Les taxes sur la consommation finale d'électricité ont pour bénéficiaires les collectivités locales (communes, EPCI, syndicats d'énergie, départements) qui décident du taux dans les limites fixées par la loi. Les TCFE sont des accises, c'est-à-dire qu'elles sont uniquement basées sur la quantité d'électricité consommée. Tous les fournisseurs et toutes les offres sont concernés par ces taxes.
- **TVA** : La taxe sur la valeur ajoutée s'applique sur la part fixe et sur la part variable de la facture d'électricité. Pour les sites de puissance souscrite inférieure ou égale à 36 kVA :
 - taux réduit de 5,5% sur la part fixe de la facture HTVA (abonnement et CTA) ;
 - taux de 20% sur la part variable de la facture HTVA (facturation de l'énergie, TCFE et CSPE).

Les taxes représentent au total et en moyenne 36% d'une facture TTC au Tarif Bleu résidentiel.

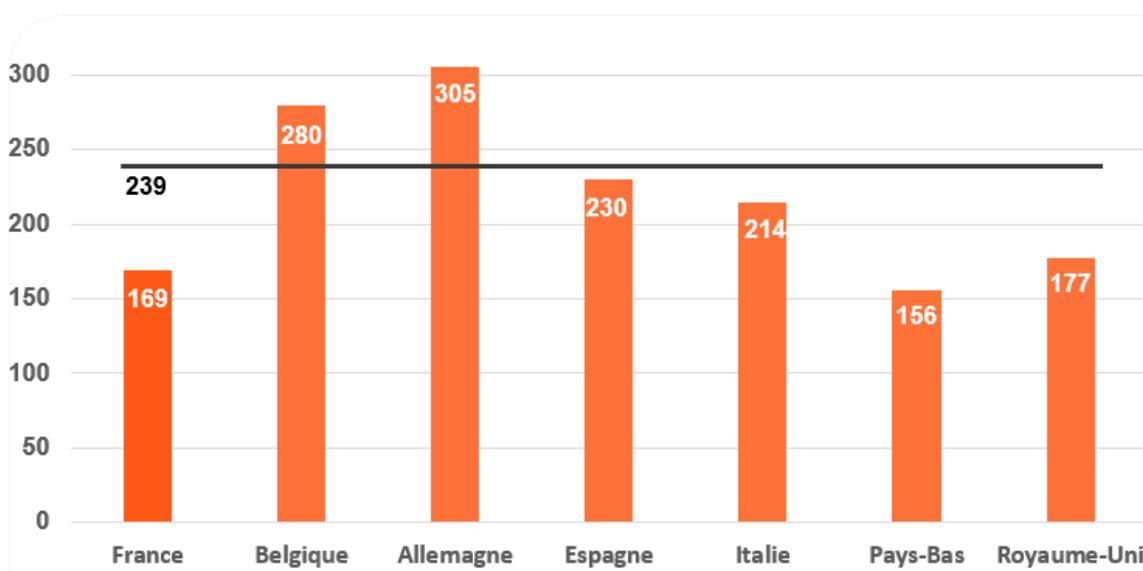
FACTURE MOYENNE TTC AU TARIF BLEU RÉSIDENTIEL



Les ménages français paient leur électricité (toutes offres confondues et toutes taxes comprises) en moyenne 30% moins cher que dans les autres pays de la zone euro.

Facture moyenne annuelle TTC d'un client résidentiel en France consommant 4,95 MWh par an estimée à partir des prix Eurostat S1 2017 : $169 \text{ €/MWh} \times 4,95 \text{ MWh} = 837 \text{ € TTC / an}$.

**Prix TTC en € par MWh pour la clientèle résidentielle - Premier semestre 2017
(Tranche de consommation annuelle comprise entre 2,5 et 5 MWh)**



Source : Données Eurostat S1 2017 publiées le 6 décembre 2017. Le prix hors France a été obtenu en soustrayant le prix France (pondéré par la consommation France) du prix zone euro.

À noter :

- La CRE a inclus dans ce mouvement tarifaire le solde du rattrapage tarifaire du déficit subi par EDF en 2012. À la suite de l'annulation par le Conseil d'État de l'arrêté tarifaire du 20 juillet 2012, l'arrêté tarifaire rectificatif publié le 31 juillet 2014 au *Journal officiel* n'avait pas permis de couvrir l'intégralité des coûts constatés *a posteriori* au titre de l'année 2012, ce qui avait entraîné la persistance d'un déficit sur cette période. Le rattrapage d'une première partie de ce déficit a été inclus dans le niveau du Tarif Bleu résidentiel du 1^{er} août 2016.
- Les évolutions moyennes mentionnées ci-dessus au titre du mouvement tarifaire ne tiennent pas compte de la régularisation tarifaire réalisée en 2017 à la suite des décisions du Conseil d'État. Ce dernier a annulé, le 15 juin 2016, d'une part, l'arrêté tarifaire du 28 juillet 2014 supprimant l'augmentation prévue des TRV au 1^{er} août 2014 (+5% pour le Tarif Bleu), et d'autre

COMPTE-RENDU DE L'ACTIVITÉ D'EDF POUR LA FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ AUX TARIFS RÉGLEMENTÉS DE VENTE SUR VOTRE TERRITOIRE

part, l'arrêté tarifaire du 30 octobre 2014 augmentant les TRV au 1^{er} novembre 2014 (+2,5% pour le Tarif Bleu et +3,7% pour le Tarif Vert).

À la suite de ces annulations, deux arrêtés de régularisation tarifaire ont été publiés au *Journal officiel* le 2 octobre 2016, le premier couvrant la période comprise entre le 1^{er} août 2014 et le 31 octobre 2014, le second couvrant la période comprise entre le 1^{er} novembre 2014 et le 31 juillet 2015.



EDF a mis une information détaillée à la disposition des clients sur son site internet :
<https://particulier.edf.fr/fr/accueil/contrat-et-conso/factures-et-documents/comprendre-facture/regularisation-tarifaire.html>

2.2. Les caractéristiques des clients de la concession

Le concessionnaire présente ci-après les principales caractéristiques de la fourniture d'électricité sur la concession en 2017.

La concession regroupe des sites de puissance souscrite inférieure ou égale à 36 kVA (pour mémoire, les sites de puissance supérieure à 36 kVA ne peuvent plus bénéficier de tarifs réglementés).

La très grande majorité des sites en concession sont au Tarif Bleu. Quelques sites de puissance inférieure ou égale à 36 kVA peuvent subsister au Tarif Jaune ou Vert (cf. 2.1).

Eu égard aux exigences de protection des données des clients, certaines données peuvent être masquées dans le CRAC (« s » pour « secrétisé » en lieu et place de la valeur, au sens du décret n°2016-973 du 18 juillet 2016).

Les recettes sont exprimées dans les tableaux ci-dessous hors contributions (CTA, CSPE) et hors taxes (TCFE, TVA).

Clients au Tarif Bleu (résidentiels et non résidentiels)

| TARIF BLEU (CONCESSION) | | | |
|---------------------------|---------------|----------------------|------------------|
| | 2016 | 2017 | Variation (en %) |
| Nombre de clients* | 570 001 | 530 083 | -7,0% |
| Énergie facturée (en kWh) | 3 233 861 445 | 2 850 338 642 | -11,9% |
| Recettes (en €) | 332 552 741 | 299 279 085 | -10,0% |

* Nombre de clients = nombre de sites.

Les deux tableaux qui suivent présentent la répartition des clients au Tarif Bleu par option tarifaire, en nombre de clients et en énergie facturée.

| TARIF BLEU Nombre de clients par option (CONCESSION) | | | |
|--|---------|----------------|------------------|
| | 2016 | 2017 | Variation (en %) |
| Base | 257 896 | 238 474 | -7,5% |
| HP-HC | 287 752 | 268 279 | -6,8% |
| EJP TEMPO | 22 405 | 21 466 | -4,2% |
| Éclairage public | 1 948 | 1 864 | -4,3% |
| Total | 570 001 | 530 083 | -7,0% |

COMPTE-RENDU DE L'ACTIVITÉ D'EDF POUR LA FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ AUX TARIFS RÉGLEMENTÉS DE VENTE SUR VOTRE TERRITOIRE

| TARIF BLEU Énergie facturée (kWh) par option (CONCESSION) | | | |
|---|----------------------|----------------------|------------------|
| | 2016 | 2017 | Variation (en %) |
| Base | 897 615 101 | 793 185 363 | -11,6% |
| HP-HC | 2 016 348 650 | 1 846 477 248 | -8,4% |
| EJP TEMPO | 214 258 791 | 199 082 442 | -7,1% |
| Éclairage public | 105 638 903 | 11 593 589 | -89,0% |
| Total | 3 233 861 445 | 2 850 338 642 | -11,9% |

Les deux tableaux qui suivent présentent la répartition des clients par option tarifaire et par plage de puissance souscrite.

| TARIF BLEU RÉSIDENTIEL Nombre de clients (CONCESSION 2017) | | | | | |
|--|----------------|----------------|---------------|----------------|--------------------|
| | Base | HP-HC | EJP TEMPO | Total | Variation vs. 2016 |
| 3 kVA | 21 688 | - | - | 21 688 | -8,6% |
| 6 kVA | 169 930 | 140 225 | - | 310 155 | -8,3% |
| 9 kVA | 13 703 | 75 244 | 3 962 | 92 909 | -4,4% |
| 12 kVA et plus | 6 994 | 43 410 | 14 739 | 65 143 | -4,4% |
| Total | 212 315 | 258 879 | 18 701 | 489 895 | -7,1% |

| TARIF BLEU NON RÉSIDENTIEL Nombre de clients (CONCESSION 2017) | | | | | |
|--|---------------|--------------|--------------|---------------|--------------------|
| | Base | HP-HC | EJP TEMPO | Total | Variation vs. 2016 |
| 3 kVA | 6 972 | 24 | 0 | 6 996 | -5,8% |
| 6 kVA | 8 503 | 2 313 | 21 | 10 837 | 14,5% |
| 9 kVA | 2 926 | 1 561 | 241 | 4 728 | -15,4% |
| 12 kVA et plus | 7 758 | 5 502 | 2 503 | 15 763 | -13,2% |
| Total * | 26 159 | 9 400 | 2 765 | 38 324 | -5,7% |

* Pas de ventilation par puissance souscrite pour l'option Éclairage public.

Le tableau qui suit présente la dynamique des souscriptions et résiliations sur l'exercice pour le Tarif Bleu résidentiel.

| FLUX DE CLIENTS TARIF BLEU RÉSIDENTIEL (CONCESSION) | | | |
|---|--------|---------------|------------------|
| | 2016 | 2017 | Variation (en %) |
| Nombre de clients ayant souscrit un contrat | 53 636 | 48 415 | -9,7% |
| <i>Dont nombre de souscriptions sans interruption de fourniture</i> | 32 342 | 27 073 | -16,3% |
| Nombre de clients ayant résilié leur contrat | 76 943 | 87 358 | 13,5% |

Comme mentionné plus haut, la concession peut encore compter des sites avec des puissances inférieures ou égales à 36 kVA bénéficiant d'un Tarif Jaune ou Vert. Nous en rendons compte dans les deux tableaux ci-après.

Clients au Tarif Jaune

| TARIF JAUNE (CONCESSION) | | | |
|---------------------------|-----------|------------------|------------------|
| | 2016 | 2017 | Variation (en %) |
| Nombre de clients | 123 | 111 | -9,8% |
| Énergie facturée (en kWh) | 4 485 788 | 3 852 223 | -14,1% |
| Recettes (en €) | 439 199 | 341 987 | -22,1% |

Clients au Tarif Vert

| TARIF VERT (CONCESSION) | | | |
|---------------------------|-----------|------------------|------------------|
| | 2016 | 2017 | Variation (en %) |
| Nombre de clients | 94 | 72 | -23,4% |
| Énergie facturée (en kWh) | 2 434 377 | 1 786 207 | -26,6% |
| Recettes (en €) | 300 373 | 213 788 | -28,8% |

3. La qualité du service rendu aux clients



LES 9 ENGAGEMENTS EDF & MOI POUR LES CLIENTS PARTICULIERS

EDF a pris 9 engagements clients « EDF & MOI » dédiés à la relation avec ses clients et propose ainsi des réponses simples et claires aux attentes de ses clients Particuliers.

Ces engagements s'inscrivent dans une démarche d'amélioration constante du service proposé par EDF à ses clients, pour une relation personnalisée et une meilleure maîtrise des consommations.

En les affichant en toute transparence, EDF offre à ses clients la possibilité d'évaluer la qualité de la relation sur des promesses concrètes.



Pour aller plus loin, sur [edf.fr](https://particulier.edf.fr)

<https://particulier.edf.fr/fr/accueil/offres/choisir-edf/engagements.html>

3.1. La satisfaction des clients

La clientèle est répartie en trois segments : les clients « Particuliers », « Collectivités territoriales » et « Entreprises » (y compris « Professionnels » : PME, PMI, artisans, commerçants, professions libérales et agriculteurs exploitants, entreprises tertiaires...). Chacune de ces catégories fait l'objet d'une enquête de satisfaction spécifique.

Les indicateurs de satisfaction présentés ci-après, pour chaque catégorie de clients, sont mesurés au niveau national afin de garantir la pertinence de l'échantillon et donc la fiabilité des résultats. En effet, retenir une maille plus restreinte reviendrait à analyser la satisfaction sur une population de clients plus faible, non représentative, et conduirait à produire des résultats avec un niveau d'incertitude important.

Par ailleurs, le traitement de la relation client est réalisé à l'échelle nationale pour la Direction de Marché des clients « Particuliers » (sans différenciation géographique, comme en témoigne la gestion des appels téléphoniques des clients) et à l'échelle de chaque entité régionale de la Direction Marché d'Affaires (pour les clients « Entreprises » et « Collectivités territoriales »). Ces choix d'organisation rendent sans objet une mesure de la satisfaction à une maille départementale ou équivalente.

LES CLIENTS RÉSIDENTIELS (PARTICULIERS)

Chaque année, la Direction de Marché des clients « Particuliers » d'EDF fait réaliser une enquête mensuelle auprès des clients ayant récemment été en contact avec EDF.

Cette enquête permet de mesurer de manière précise, dans le mois qui suit l'interaction, la satisfaction du client quant au traitement de sa demande. Les canaux automatisés disponibles pour les clients (site internet, site mobile, application EDF & MOI) sont désormais intégrés dans les résultats de satisfaction.

L'indicateur synthétique de satisfaction présenté ci-après est composé des clients qui se déclarent « Très satisfaits » ou « Assez satisfaits » de leur contact avec EDF, quel que soit le canal : téléphone, boutiques et canaux automatisés.

SATISFACTION DES CLIENTS RÉSIDENTIELS (PARTICULIERS)*

| | 2016 | 2017 |
|----------|------|------|
| National | 90% | 89% |

* Taux de satisfaction concernant la fourniture (Très Satisfaits et Assez Satisfaits).

Sur le marché des clients « Particuliers », la satisfaction globale s'est maintenue à un haut niveau en 2017. Les performances sont excellentes sur tous les canaux et pour toutes les situations clients.

En 2017, sur le marché des clients « Particuliers », près de 9 clients sur 10 se sont déclarés satisfaits du traitement de leur demande. La satisfaction se maintient à un haut niveau si l'on se réfère également aux 56% des clients « Particuliers » qui se sont déclarés « très satisfaits » en 2017.

Les efforts pour mieux répondre aux clients, et ainsi améliorer leur satisfaction, sont nombreux sur l'ensemble des canaux. De nouveaux outils de traitement de la demande client ont ainsi été mis en place et proposés aux clients : qu'ils soient digitaux (nouveau parcours digital de souscription), entièrement automatisés (bots) ou relevant du « web humanisé » (tchat, web-call back).

COMPTE-RENDU DE L'ACTIVITÉ D'EDF POUR LA FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ AUX TARIFS RÉGLEMENTÉS DE VENTE SUR VOTRE TERRITOIRE



Pour une amélioration continue au service de ses clients, la région Nord-Ouest lance SAT'PLAY ou le partage de l'expérience client !

Afin de maintenir les hauts niveaux de satisfaction atteints tant sur le segment des Clients particuliers que sur celui des Clients non résidentiels, la région

Nord-Ouest a souhaité expérimenter en 2017 un nouveau mode d'animation interne de ses conseillers clientèle autour de la satisfaction client.

Pour s'affranchir des modes d'animation traditionnels et faire collaborer conseillers du « Marché des Particuliers » et conseillers du « marché des Professionnels » autour d'un sujet commun, la satisfaction de nos clients, la région a organisé un jeu concours interne proposant à l'ensemble des conseillers la conception d'une vidéo courte et ludique autour des bonnes pratiques « satisfaction ».

Objectifs : rendre les salariés acteurs d'une animation/communication adaptée aux générations actuelles, partager au sein de chaque équipe les pratiques décrites dans les vidéos de leurs collègues, et rappeler ainsi constamment tout l'enjeu de la « très satisfaction client » au sein de l'entreprise et à l'occasion de chaque contact client !

LES CLIENTS NON RÉSIDENTIELS

Le concessionnaire présente depuis l'exercice 2016 l'indicateur ci-après afin de mieux rendre compte de la satisfaction des clients non résidentiels en concession qui correspondent aux sites de puissance inférieure ou égale à 36kVA.

| SATISFACTION DES CLIENTS NON RÉSIDENTIELS | | |
|---|------|------|
| | 2016 | 2017 |
| National | 83% | 91% |

Cet indicateur est calculé au niveau national, à partir des enquêtes de satisfaction réalisées auprès des clients « Collectivités territoriales » et « Entreprises » ci-dessous.

LES CLIENTS « COLLECTIVITÉS TERRITORIALES »

L'enquête de satisfaction auprès des clients « Collectivités territoriales » est réalisée au téléphone par un institut de sondage indépendant.

En 2017, 800 clients « Collectivités territoriales » ont été retenus dans les panels d'enquêtes. Les personnes interrogées lors de ces enquêtes sont principalement des décisionnaires en matière d'énergie. Une répartition homogène des clients enquêtés a été respectée pour chacune des typologies : communes et intercommunalités, conseils régionaux et départementaux.

L'indicateur de satisfaction est calculé au niveau national, sur la base du pourcentage de clients « Collectivités territoriales » qui donnent globalement une note supérieure ou égale à 6 sur 10 à EDF Collectivités.

Les sujets de l'enquête concernent notamment la qualité des contacts avec EDF Collectivités lors des douze derniers mois, les informations sur les dossiers en cours de traitement, la clarté des conseils donnés, la fiabilité de la facturation, le traitement des réclamations, ainsi que la satisfaction globale.

SATISFACTION DES CLIENTS « COLLECTIVITÉS TERRITORIALES »

| | 2016 | 2017 |
|----------|------|------|
| National | 86% | 92% |

En 2017, la satisfaction des clients « Collectivités territoriales » vis-à-vis de la relation commerciale avec EDF Collectivités se maintient à un niveau élevé avec 92% de clients « Satisfaits », en hausse par rapport à 2016.

Les clients « Collectivités territoriales » apprécient particulièrement la qualité des contacts avec EDF Collectivités suite à une demande déposée auprès du Service Clients (avec un niveau de satisfaction élevé, à 91%). De plus, 34% d'entre eux estiment qu'EDF Collectivités est un fournisseur de qualité supérieure par rapport aux autres fournisseurs (internet, eau, télécom...).

Les clients « Collectivités territoriales » expriment également une forte satisfaction vis-à-vis des facilités offertes par la diversité des canaux de contact, dont l'espace Client personnalisé (taux de satisfaction de 89%).

LES CLIENTS « ENTREPRISES »

Chaque année, la Direction de Marché « Entreprises et Professionnels » (devenue au 1^{er} janvier 2016 la Direction « Marché d'Affaires ») fait réaliser :

- une enquête numérique courte, dite « sur événement », menée au fil de l'eau auprès de l'ensemble des clients ayant été en contact avec un conseiller EDF. Cette enquête permet de mesurer de manière précise, au plus près de l'événement, la satisfaction résultant du traitement de leur contact ;
- deux baromètres de satisfaction réalisés par des instituts de sondage : le premier baromètre est réalisé par téléphone auprès des petites et grandes entreprises et le second fait l'objet de rendez-vous en face à face avec les clients dits « Grands Comptes ».

L'indicateur de satisfaction est calculé sur la base du pourcentage des clients « Entreprises et Professionnels » qui donnent globalement une note supérieure ou égale à 6 sur 10 à EDF.

Les sujets de l'enquête concernent notamment les contacts avec EDF lors des douze derniers mois, le suivi du client, les informations et les conseils, la facturation, les réclamations et la satisfaction globale.

COMPTE-RENDU DE L'ACTIVITÉ D'EDF POUR LA FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ AUX TARIFS RÉGLEMENTÉS DE VENTE SUR VOTRE TERRITOIRE

| SATISFACTION DES CLIENTS « ENTREPRISES » | | |
|--|------|------|
| | 2016 | 2017 |
| National | 82% | 91% |

En 2017, la satisfaction globale des entreprises vis-à-vis d'EDF Entreprises a très fortement progressé.

Des actions ont été mises en œuvre par EDF Entreprises, notamment avec la refonte de l'espace Client Internet afin d'améliorer l'accessibilité et le suivi client.

Les clients « Entreprises et Professionnels » apprécient particulièrement la qualité des contacts avec leur fournisseur, son professionnalisme et la qualité de la facturation.

Ils attendent qu'EDF Entreprises apporte davantage de conseils pour les aider à maîtriser leurs consommations d'énergie et leur donne une meilleure visibilité sur le traitement de leurs demandes.



Désormais, la région Nord-Ouest communique par SMS avec ses clients non résidentiels

Dans un monde de plus en plus digital, il est important de pouvoir s'adapter et de répondre aux attentes de nos clients. Aujourd'hui, on sait notamment que 97% des personnes possédant un smartphone se servent du Text messaging (ou SMS) et regardent en moyenne 150 fois par jour leur smartphone...

En 2017, la région Nord-Ouest a donc lancé une expérimentation pour échanger par SMS avec ses clients non résidentiels. Le client reçoit directement les messages d'EDF Entreprises sur son smartphone et le conseiller clientèle communique avec lui via une plateforme dédiée. Un moyen de communication personnalisée et réactive avec le client qui fait ses preuves auprès de nos clients professionnels !

3.2. Les conditions générales de vente

Les conditions générales de vente d'électricité (CGV) pour les clients au Tarif Bleu résidentiel ont évolué en décembre 2017. La modification principale a consisté à séparer dans les CGV les clauses relatives à la fourniture d'électricité par EDF des clauses relatives à son acheminement par Enedis. Cette séparation fait suite à une recommandation de la CRE.

Les autres modifications tiennent compte d'évolutions réglementaires et du déploiement des compteurs communicants ou procèdent d'un alignement sur les CGV pour les clients au Tarif Bleu non résidentiel.

PRINCIPALES MODIFICATIONS DES CGV TARIF BLEU RÉSIDENTIEL

Article 3.4 : résiliation du contrat

- Résiliation du contrat par EDF : les nouvelles CGV précisent que le contrat est résilié de plein droit en cas de résiliation du contrat conclu entre EDF et Enedis relatif à l'accès et l'utilisation du Réseau Public de Distribution (RPD).
- Dans tous les cas de résiliation : lorsque le point de livraison est équipé d'un compteur communicant, la facture de résiliation est établie sur la base des consommations télérelevées le jour de la résiliation. À défaut, les consommations font l'objet d'une estimation *prorata temporis* réalisée par Enedis ou d'un relevé spécial.

Article 6.2 : modalités de facturation

- Lorsque le point de livraison est équipé d'un compteur communicant, les factures sont établies en fonction d'index télérelevés et transmis par Enedis.

Article 7.2 : modes de paiement

- Le télépaiement change de nom et devient le TIP en ligne.
- Le chèque énergie est ajouté dans les modes de paiement.

Article 7.5 : dispositions pour les clients en situation de précarité

- Les nouvelles CGV précisent les modalités pour bénéficier du chèque énergie. Le dispositif fait l'objet d'une information sur le site chequeenergie.gouv.fr et sur simple appel au 0 805 204 805 (appel et service gratuits).

Article 8.2 : responsabilité du client vis-à-vis d'EDF et d'Enedis

- Le client est responsable en cas de non-respect et mauvaise exécution des conditions relatives à l'accès et l'utilisation du RPD et devra indemniser tout préjudice qu'il aura causé à Enedis suivant les modalités précisées dans la synthèse des dispositions générales relatives à l'accès et à l'utilisation du RPD annexée aux CGV.

COMPTE-RENDU DE L'ACTIVITÉ D'EDF POUR LA FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ AUX TARIFS RÉGLEMENTÉS DE VENTE SUR VOTRE TERRITOIRE

Article 9 : données à caractère personnel

- Les nouvelles CGV font référence au règlement européen du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données personnelles et à la libre circulation de ces données qui sera applicable à compter du 25 mai 2018. Elles mentionnent également la durée de conservation des données personnelles, soit pendant toute la durée du contrat et 5 ans après sa résiliation.
- Enfin, les CGV précisent les nouvelles modalités selon lesquelles le client peut exercer son droit d'opposition.

Article 12 : correspondance et informations

- Pendant la durée du contrat, EDF met à la disposition du client, un espace client personnel sécurisé sur le site edf.fr lui permettant notamment de consulter son contrat, ses factures et suivre ses consommations. Lorsque le point de livraison est équipé d'un compteur communicant, le client peut accéder à ses données de consommation sur cet espace.
- Les coordonnées du site internet où le client peut accéder à l'aide-mémoire du consommateur d'énergie ont été mises à jour : <https://www.economie.gouv.fr/dgccrf/Consommation/faq-sur-ouverture-des-marches-electricite-et-gaz-naturel>

Conformément à la réglementation, EDF a porté ces modifications à la connaissance de l'ensemble des clients particuliers, par courrier ou email, au moins un mois avant leur entrée en vigueur.



Les CGV des clients Particuliers sont disponibles sur edf.fr :

https://particulier.edf.fr/content/dam/2-Actifs/Documents/Offres/CGV_tarif_bleu.pdf

Les CGV des clients au Tarif Bleu non résidentiel n'ont pas été modifiées en 2017. Les CGV appliquées sont celles qui sont entrées en vigueur le 1^{er} novembre 2015, et qui sont notamment consultables sur internet.

Une évolution est prévue en 2018, notamment pour séparer dans les CGV, comme vu plus haut pour le Tarif Bleu résidentiel, les clauses relatives à la fourniture d'électricité par EDF des clauses relatives à son acheminement par Enedis.



Les CGV des clients non résidentiels sont disponibles sur edf.fr :

https://www.edf.fr/sites/default/files/contrib/entreprise/cgv-tarifs-reglementes/2-CGV_Tarif_Bleu_Clients_Non_Residentiels_1ernovembre2015.pdf

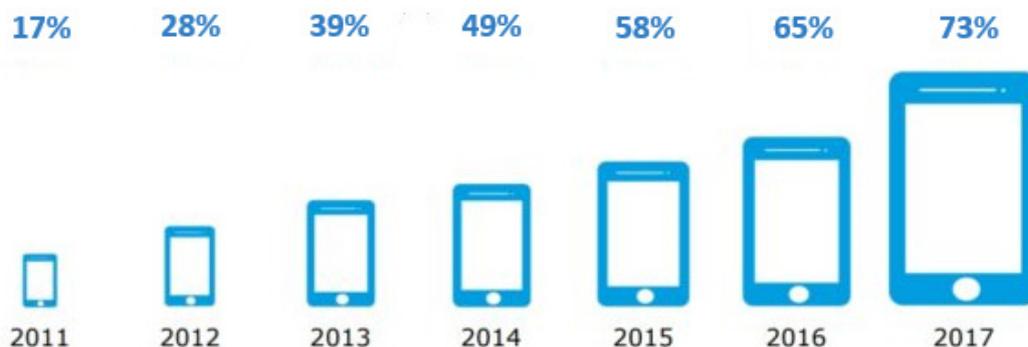
3.3. La relation avec les clients, humaine et numérique

LE MODE DE VIE DES CLIENTS CHANGE, EDF S'Y ADAPTE POUR LEUR SIMPLIFIER LA VIE

L'équipement des Français en connexion à internet, en téléphones mobiles, smartphones et tablettes, ainsi que les usages d'internet se développent de façon massive. Les attentes et les comportements des clients évoluent :

- 85% des Français ont une connexion à internet à domicile ;
- 94% des Français disposent d'un téléphone mobile ;
- 73% des Français sont désormais équipés d'un smartphone (en forte hausse).

Source : Baromètre numérique 2017 établi par le CREDOC pour le Conseil général de l'économie, de l'industrie, de l'énergie et des technologies (CGE), l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep) et l'Agence du numérique.



Taux d'équipement en smartphone (baromètre numérique 2017)

Pour répondre à cette tendance sociétale, EDF propose aujourd'hui un dispositif de contact multicanal basé sur la proximité, la simplicité et la modernité, permettant ainsi à ses clients de joindre EDF à tout moment, par internet ou en utilisant leur téléphone mobile. Les différents canaux sont conçus pour offrir des parcours client permettant d'évoluer d'un canal à l'autre avec la plus grande fluidité.

Grâce à la mise en place des canaux numériques accessibles 24h/24 – 7j/7, les clients peuvent :

- accéder à l'ensemble des informations et explications concernant leur contrat de fourniture d'électricité ;
- suivre mensuellement leurs consommations d'énergie en kWh et en euros, et les comparer à celles des foyers similaires, ainsi qu'à celles des foyers les moins consommateurs ;
- réaliser simplement toutes leurs opérations de gestion courante relatives à leur contrat de fourniture d'électricité : consultation et règlement de la facture, relevé de compteur, changement de coordonnées personnelles ou bancaires ;
- souscrire et/ou résilier leur contrat.

Les clients sont accueillis au téléphone, du lundi au samedi de 8h à 20h.

COMPTE-RENDU DE L'ACTIVITÉ D'EDF POUR LA FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ AUX TARIFS RÉGLEMENTÉS DE VENTE SUR VOTRE TERRITOIRE

Par ailleurs, pour aller au-devant de ses clients en situation de précarité, EDF s'appuie aussi sur des accueils physiques de partenaires, comme les structures de médiation sociale.

UNE RELATION DE PLUS EN PLUS NUMÉRIQUE, POUR LES CLIENTS PARTICULIERS

Sur le site edf.fr (rubrique « Particuliers »), les clients peuvent prendre connaissance des offres d'électricité aux TRV et souscrire un contrat, enregistrer leur relevé de compteur, consulter et payer leur facture, en obtenir un duplicata, émettre en ligne une réclamation. Les clients peuvent ainsi faire part d'une insatisfaction en quelques clics et, s'ils le souhaitent, peuvent ensuite être mis en relation avec un conseiller, par tchat ou par téléphone.

| VISITES SUR LE SITE INTERNET « PARTICULIERS » D'EDF (NATIONAL) | | | |
|--|-------------|-------------|------------------|
| | 2016 | 2017 | Variation (en %) |
| Nombre de pages vues (sur l'année) | 318 197 112 | 348 496 116 | 9,5% |

EDF propose 5 outils numériques aux clients de la concession :

#1 L'espace client personnalisé :

Sur son espace Client, le client peut souscrire son contrat d'électricité, payer sa facture, modifier ses informations personnelles, suivre et comprendre ses consommations.

Plus de 12 millions de clients possèdent leur espace Client en ligne sur le site internet EDF.

#2 L'appli EDF & MOI :

Grâce à cette application sur smartphone, les clients peuvent créer directement leur espace Client, payer leur facture, modifier leur RIB ou leurs données personnelles, transmettre leur relevé de consommation, obtenir un justificatif de domicile, émettre une réclamation. Les clients qui ont opté pour la facturation électronique peuvent consulter leurs factures au format PDF.

L'appli EDF & MOI apporte également aux clients :

- un accompagnement plus précis avec la visualisation de la météo et son impact potentiel sur la consommation d'énergie ;
- des éco-gestes simples à appliquer au quotidien pour alléger les factures d'énergie ;
- le bilan conso et la comparaison avec des foyers similaires tous les mois.

L'application a fait l'objet de plus de 4,8 millions de téléchargements depuis son lancement en 2012 et d'environ 30 millions de visites en 2017.

L'appli EDF & MOI s'est enrichie en 2017 d'une nouvelle fonctionnalité : « Mon Fil d'Actu ».

Les clients équipés d'un compteur Linky™ communicant et ayant donné leur consentement peuvent y suivre leur consommation au jour le jour et y trouver d'autres fonctionnalités et contenus ludiques.

« Mon Fil d'Actu » s'intègre à la page d'accueil de l'application EDF & MOI.

Cette nouvelle fonctionnalité permet avant tout au client de consulter sa consommation d'énergie quotidienne en euro. Présentées sous la forme d'un fil d'actualité, les informations sont régulièrement enrichies.



**NOU
VEAU**

#3 La solution e.quilibre :

Accessible depuis l'espace Client, e.quilibre est une solution numérique qui permet de mieux comprendre et maîtriser sa consommation d'électricité (cf. 3.4).

#4 Le T'Chat Réclamations :

Ce T'Chat permet au client de dialoguer en direct avec un conseiller d'EDF à partir de la réclamation émise (cf. 3.6).

#5 La facture électronique :

Le client peut télécharger ses factures directement depuis son espace Client et consulter son historique sur 5 ans (cf. 3.5).

La confiance du client dans ses échanges avec son fournisseur est primordiale, en particulier dans le contexte de la circulation d'un grand nombre de données rendue possible par les compteurs communicants. EDF s'engage sur les conditions d'utilisation des données qui lui sont confiées par ses clients Particuliers.



La charte est consultable sur le site internet d'EDF :

https://particulier.edf.fr/content/dam/2-Actifs/Documents/Autres/EDF_Charte_Usage_Donn%C3%A9es_Jan%202016.pdf

COMPTE-RENDU DE L'ACTIVITÉ D'EDF POUR LA FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ AUX TARIFS RÉGLEMENTÉS DE VENTE SUR VOTRE TERRITOIRE

ESPACES CLIENT « PARTICULIERS » SUR EDF.FR (NATIONAL)

| | 2016 | 2017 | Variation (en %) |
|--|------------|-------------------|------------------|
| Nombre d'espaces client activés au 31 décembre | 11 887 112 | 13 440 817 | 13,1% |

UNE RELATION DE PLUS EN PLUS DIGITALE, POUR LES CLIENTS NON RÉSIDENTIELS

Les pratiques et attentes en matière de relation client pour les entreprises et les collectivités aux tarifs réglementés de vente évoluent comme pour les clients résidentiels vers plus de numérique et de multicanal.

Sur le site edf.fr (rubriques « Entreprises » et « Collectivités »), des actions ont été mises en œuvre en 2017 pour améliorer et simplifier l'expérience des clients « Entreprises » et « Collectivités » sur le territoire de la concession, comme le développement de formulaires en ligne, des modules de sondages permettant aux internautes de faire part de leur niveau de satisfaction.

Par ailleurs, les espaces clients EDF Entreprises et EDF Collectivités ont franchi une nouvelle étape en terme de modernisation. L'ergonomie générale a été entièrement repensée et modernisée afin de garantir aux clients des parcours optimisés et simplifiés : les nouveaux parcours offrent ainsi une expérience client significativement améliorée. La conception des rubriques Factures, Sites, Contrats et Demandes a ainsi été entièrement revue pour faciliter la navigation des clients sur leur espace personnalisé.

Les principales fonctionnalités offertes par les espaces client sont :

- consulter, télécharger les factures et régler le solde pour les clients privés ;
- opter pour la facture électronique et accéder à des services facilitant la gestion de ses contrats au quotidien ;
- formuler une demande et suivre son état d'avancement ;
- modifier les coordonnées bancaires et l'adresse de facturation ;
- télécharger les bilans annuels ;
- renseigner les index de consommations afin d'être facturé au plus juste (pour les contrats de puissance inférieure ou égale à 36 kVA) ;
- retrouver facilement le numéro de téléphone de son conseiller.

Les clients disposent également de la possibilité de réaliser un tchat en ligne à partir de leur espace, à certaines heures de la journée, pour leur permettre de dialoguer en direct avec un conseiller.

**NOU
VEAU**

EDF a lancé en 2017 une nouvelle application « EDF Entreprises Mobile »

Accessible depuis les différents Stores, la nouvelle application EDF Entreprises Mobile s'adresse aux clients professionnels et PME qui comptabilisent entre 1 et 20 sites actifs.

En amont, une phase d'expérimentation auprès de clients utilisateurs (entrepreneurs, PME...) a confirmé leur intérêt pour une appli facilitant la gestion de leurs contrats d'énergie.

Avec EDF Entreprises Mobile, les clients professionnels peuvent ainsi :

- consulter leur solde, le régler en ligne ;
- consulter le montant de leurs dernières factures ;
- suivre l'évolution de leurs consommations d'électricité ;
- contacter leur conseiller à partir d'un bouton « clic-to-call ».

D'un point de vue ergonomique, l'appli EDF Entreprises Mobile s'inspire de l'appli EDF & MOI qui est proposée aux clients particuliers. Une nouvelle version, enrichie de nouvelles fonctionnalités, devrait voir le jour en 2018.

Enfin, EDF continue d'informer ses clients sur les évolutions réglementaires et contractuelles, majoritairement par courriel.

UNE RELATION HUMAINE MAINTENUE ENTRE EDF ET SES CLIENTS

EDF affirme des engagements forts vis-à-vis de ses clients à la fois en termes de proximité, de disponibilité, de qualité de service et de satisfaction.

Le canal téléphonique des clients Particuliers

Le canal téléphonique offre aux clients la possibilité d'un contact direct avec un conseiller au prix d'un appel local via des numéros commençant par 09 (non surtaxés) disponibles pour tous les clients (*cf. Annexe*).

L'accueil téléphonique au sein d'EDF est assuré par un réseau de Centres de Relation Clients (CRC), pilotés et animés par un service national dédié, fonctionnant en réseau sur l'ensemble de la zone de desserte nationale d'EDF.

Ce mode d'organisation constitue une garantie pour la fiabilité du service rendu dans le traitement des appels des clients de chaque concession.

Les CRC assurant l'accueil téléphonique des clients de la concession sont tous localisés en France. Il s'agit d'un choix délibéré d'EDF.

Par ailleurs, il est rappelé qu'un numéro gratuit (service et appel) sur le chèque énergie est à la disposition des clients, ainsi qu'un site internet dédié (*cf. Annexe*).

APPELS TÉLÉPHONIQUES DES CLIENTS « PARTICULIERS » (NATIONAL)

| | 2016 | 2017 | Variation (en %) |
|---|------------|------------|------------------|
| Nombre d'appels traités par EDF au cours de l'année | 24 273 748 | 25 107 063 | 3,4% |

COMPTE-RENDU DE L'ACTIVITÉ D'EDF POUR LA FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ AUX TARIFS RÉGLEMENTÉS DE VENTE SUR VOTRE TERRITOIRE

Le canal téléphonique des clients Entreprises et Collectivités

L'accueil téléphonique des clients du marché d'affaires est organisé de façon territoriale, avec des conseillers basés dans les régions et dépendant de Directions Commerciales Régionales (DCR).

Les appels sont traités en priorité par des conseillers basés dans la région de l'appelant, et éventuellement reroutés à une autre région en cas de problème d'accessibilité, afin de limiter l'attente des clients.

Chaque client dispose d'un numéro en 0810 (prix d'un appel local) dépendant de sa région (*cf. Annexe*).

En complément des canaux privilégiés mentionnés ci-dessus, EDF est également partenaire de nombreuses structures de médiation sociale mutualisées avec d'autres opérateurs.

Pour EDF, les structures de médiation sociale revêtent une importance majeure. Elles permettent de renouer le contact avec les ménages en situation de précarité, voire d'exclusion, de trouver une solution pour le règlement de leurs factures, d'informer les clients sur les conseils en économie d'énergie et de faciliter leurs démarches administratives.

EDF est partenaire de 190 points d'accueil de médiation sociale et de nombreuses associations : le Secours Catholique, le Secours Populaire, SOS Familles Emmaüs, la Croix-Rouge et d'autres associations agissant en proximité avec les clients, telles que : Unis-Cité, la Fédération Soliha (issue de la fusion des Mouvements PACT et Habitat & Développement) ou encore le Comité national de liaison des régies de quartier (CNLRQ).

La relation d'EDF avec ses clients peut également passer par les bureaux de poste : les clients ont en effet la possibilité de régler leur facture en espèces dans le bureau de poste de leur choix, sans aucun frais. Les modalités pratiques font l'objet d'une information disponible sur le site edf.fr ou sur simple appel du client auprès d'EDF.

Les clients peuvent également entrer en contact avec EDF par courrier : le concessionnaire a organisé ses équipes de manière à traiter les demandes lui arrivant par courrier avec une promesse d'accusé réception rapide et de délai de réponse adapté au niveau de complexité de la demande.

Les structures de Médiation Sociale partenaires d'EDF sur le territoire Nord Ouest

- Sur le territoire Nord Ouest, EDF est ainsi partenaire d'un **réseau de 11 structures de médiation sociale (29 sites)**
- Les médiateurs au sein de ces structures sont **disponibles pour renouer le contact avec les familles en situation de précarité**, pour faciliter les démarches de la vie quotidienne et notamment celles liées à l'énergie, pour trouver des solutions au paiement de leurs factures ou encore informer sur les conseils en économie d'énergie
- EDF confie à ses structures partenaires une mission de médiation auprès de clients identifiés en difficulté, accompagne les médiateurs (information autour de sa politique solidarité, plans d'apurement, adéquation des tarifs aux besoins des clients) ou intervient lors des réunions de sensibilisation autour de la maîtrise de l'énergie au moyen par exemple d'outils ludo-pédagogiques tels que le jeu « Mon appart, ma conso »



Sur le territoire du Pas de Calais, EDF est ainsi partenaire de 3 structures de médiation sociale des réseaux FACE et UNPIMMS :

- le PIMMS Artois Gohelle qui accueille les habitants du territoire au sein de ses 5 points d'accueil (Arras, Libercourt, Lens, Bruay-la-Buissière et un point d'accueil mobile)
- Sur le Calais, le réseau FACE possède 3 points d'accueil appelés PSP (Point Services aux Particuliers) situés dans la ville de Calais (Boulevard Jacquard, rue Bamako et rue Edouard Manet) et assure également des permanences à la Communauté de Communes de la Région d'Audruicq.
- Sur l'Audomarois, le réseau FACE possède 1 point d'accueil situé 7 Ter rue Sainte-Barbe à Saint-Omer.

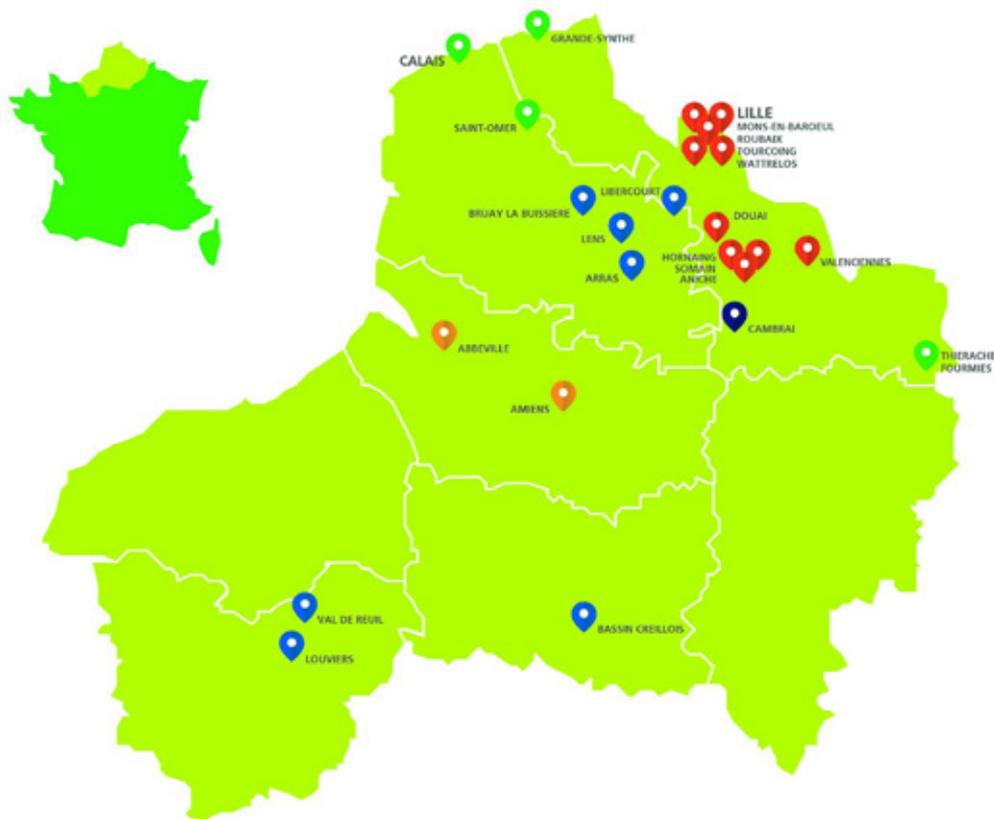
COMPTE-RENDU DE L'ACTIVITÉ D'EDF POUR LA FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ AUX TARIFS RÉGLEMENTÉS DE VENTE SUR VOTRE TERRITOIRE

FACE Calaisis s'appelle désormais FACE Côte d'Opale et a repris la direction de FACE Saint-Omer.

En 2017, le PIMMS Artois Gohelle a été labellisé MSAP (Maison de Service Au Public) **pour l'ensemble de ses sites** (Arras, Lens, Libercourt, Bruay la Buissière et le PIMMS mobile). Cela lui a permis de renforcer ses partenariats avec Pôle Emploi, la CAF, la CPAM, et ainsi d'apporter un accompagnement personnalisé et professionnel à chacune des personnes sollicitant ses services. Le PIMMS a également participé avec le Conseil Départemental du Pas-de-Calais et la Préfecture à l'expérimentation de la MSAP Itinérante sur la Communauté d'Agglomération de Béthune Bruay Artois Lys Romane (CABBALR) ; cette MSAP itinérante a été inaugurée le 27 septembre 2017.



La solidarité au sein d'EDF Commerce Nord-Ouest Une priorité au travers des partenariats avec les structures de médiation sociale



- APREMIS
- FACE
- INTERFACES
- PIMMS
- PRIM'TOIT

EDF Commerce Nord-Ouest couvre la région Hauts-de-France et les départements de l'Eure et de la Seine-Maritime.

L'ORGANISATION D'EDF POUR RÉPONDRE AUX DEMANDES DE SES CLIENTS SUR LE TERRITOIRE DU PAS-DE-CALAIS

Sur le périmètre de la concession de la FDE62, EDF met à disposition :

- Un Directeur Développement Territorial, Rémy VERGRIETE, à l'écoute des demandes de l'autorité concédante, au plus près du territoire
- Une référente Concession, Ségolène BIVIGLIA, en appui du Directeur Développement Territorial
- Des attachés commerciaux dédiés aux entreprises et collectivités locales pour leur apporter des conseils personnalisés et les accompagner sur tout type de projet, dans le choix de solutions énergétiques économiques et performantes.
- Une équipe « Service Clients » en charge de l'accueil et de la gestion de contrat des clients Tarif bleu non résidentiels (Entreprises et professionnels). Ces clients disposent sur leur facture d'un numéro de téléphone unique pour joindre le Service Clients (0 810 333 668). Ils sont accueillis par des conseillers salariés d'EDF chargés de gérer les contrats tarif Bleu non résidentiels et d'assurer en totalité les relations avec l'opérateur de réseau ENEDIS. Nos conseillers ont un bon niveau de connaissance du marché de l'énergie et des processus plus ou moins complexes dont les entreprises ont besoin pour exercer leur activité, l'objectif étant de les satisfaire en répondant à leurs attentes et en les accompagnant dans leur projet.
- Un réseau de centres de relation clients (CRC) implantés en France, dont 6 sur Nord-Ouest (Lille, Marcq-en-Baroeul, Marly, Amiens, Rouen et Le Havre), fonctionnant en maillage sur l'ensemble de la zone de desserte nationale d'EDF, disponibles pour répondre aux demandes des clients Tarif Bleu résidentiels du lundi au samedi de 8h à 20h au 09 69 32 15 15. Symbole de l'engagement d'EDF au service de ses clients, EDF a obtenu, pour la 2ème année, le premier prix du Podium de la Relation Client BearingPoint – Kantar TNS, dans la catégorie « Entreprise de service ».
- Pour accompagner nos clients les plus fragiles, une équipe de conseillers Solidarité chargés de l'accueil des demandes des travailleurs sociaux et du suivi des dossiers des clients en situation de précarité énergétique ainsi qu'un correspondant Solidarité, Michel MARIEL, dédié au département du Pas de Calais et en charge des relations avec l'ensemble des partenaires travaillant sur la précarité énergétique (Conseil Départemental, associations, structures de médiation sociale)- cf. notre article « Accompagnement social des clients »

3.4. Le conseil tarifaire et l'accompagnement des clients pour les aider à maîtriser leur consommation

LE CONSEIL TARIFAIRE

Le conseil tarifaire (également désigné : conseil énergie) consiste à proposer le contrat de fourniture le plus adapté au client Particulier sur la base d'une estimation de consommation à la mise en service ou sur la base de la consommation réelle en vie courante du contrat.

L'estimation de la consommation se base sur les caractéristiques du logement, ainsi que sur la situation personnelle et les équipements du client.

Pour effectuer un conseil tarifaire, EDF utilise un outil de diagnostic construit à partir de l'analyse de clients « types » et élaboré par les services de R&D d'EDF. Il fait régulièrement l'objet de mises à jour et d'optimisation pour assurer des résultats cohérents et la satisfaction des utilisateurs.

Chaque mise en service fait l'objet d'un tel conseil. En relation courante, ce dernier permet d'analyser et d'adapter le contrat du client sur la base de sa consommation réelle ou sur la base d'une consommation estimée si sa situation a évolué.

Au-delà de l'estimation de consommation et de la préconisation d'un contrat adapté, cet accompagnement permet également, pour les clients mensualisés, de proposer ou d'ajuster les mensualités afin d'éviter une facture de régularisation trop élevée, et de facturer le client au plus juste.

EDF conseille également les clients non résidentiels lors de la souscription du contrat de fourniture, en les aidant à évaluer les besoins de leur(s) site(s), en particulier du point de vue de la puissance et de l'option tarifaire (Base ou HP-HC) à souscrire.

Pour aller plus loin :

- 10% environ des clients Particuliers déménagent chaque année ;
- plus de 39% des demandes de mobilité (résiliations et mises en service) parviennent à EDF entre juin et septembre ;
- plus de 7 millions de contacts par an en lien avec les déménagements des clients (traités sur les différents canaux de la relation client) ;
- plus de 90% des clients sont « Satisfaits » du conseil tarifaire.

Le nombre de conseils tarifaires dispensés par EDF

Il est rendu compte ci-après des conseils tarifaires délivrés à la mise en service et dans le cadre de la relation courante avec le client. Ne sont pas comptabilisés les conseils tarifaires que le client peut obtenir par lui-même à partir du canal digital : la solution *e.equilibre* permet ainsi au client de vérifier à tout moment l'adéquation de son tarif.

COMPTE-RENDU DE L'ACTIVITÉ D'EDF POUR LA FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ AUX TARIFS RÉGLEMENTÉS DE VENTE SUR VOTRE TERRITOIRE

CONSEILS TARIFAIRES (CONCESSION)

| | 2016 | 2017 | Variation (en %) |
|-------------------------------|--------|--------|------------------|
| Nombre de conseils tarifaires | 64 057 | 53 940 | -15,8% |

« e.quilibre », la solution numérique d'EDF pour accompagner les clients Particuliers

e.quilibre est la solution numérique proposée par EDF pour aider les clients à mieux comprendre et à agir sur leur consommation d'électricité.

2,5 millions, c'est le nombre d'utilisateurs de la solution d'EDF *e.quilibre* au 31 décembre 2017 (donnée nationale).



Avec *e.quilibre*, le client peut suivre, mois par mois, ses consommations estimées d'électricité en kWh et en euros. Le suivi de sa consommation est d'autant plus précis que le client saisit régulièrement les relevés de son compteur (une fois par mois par exemple).

La solution *e.quilibre* lui permet également de comparer sa consommation estimée à celle de l'année passée, à celles de foyers similaires* ou encore à celles des foyers les plus économes afin d'encourager des comportements toujours plus vertueux.

* Habitations du même type, avec le même nombre d'occupants, situées dans la même zone climatique.

En remplissant son profil à 100%, le client peut identifier les équipements électriques qui consomment le plus chez lui (chauffage, eau chaude sanitaire, éclairage, cuisson...) et découvrir des conseils adaptés à sa situation pour l'aider à diminuer sa consommation au quotidien.

Le client équipé d'un compteur Linky™ bénéficie d'une mise à jour mensuelle de sa consommation d'électricité sur *e.quilibre* (sans intervention de sa part). Il a également la possibilité de se fixer un objectif annuel de consommation et de le suivre grâce aux alertes par SMS ou courriels.

**NOU
VEAU**

En 2017, la solution *e.quilibre* s'est enrichie pour les clients équipés d'un compteur Linky™ : « Le pas quotidien » offre ainsi aux clients la possibilité, s'ils le souhaitent, de retrouver leur consommation d'énergie quotidienne en euro.

La solution *e.quilibre* est incluse dans le contrat d'électricité. Elle est accessible depuis l'espace Client.



La solution e.quilibre sur edf.fr :

<https://particulier.edf.fr/fr/accueil/contrat-et-conso/economies-energie/comprendre-reduire-consommation-electrique-gaz.html>

LA SENSIBILISATION AUX ÉCO-GESTES

EDF mène auprès de ses clients des actions de sensibilisation aux gestes du quotidien permettant de réaliser des économies d'énergie :

- sur le site particulier.edf.fr : les clients ont accès à une rubrique *Accueil > Mon contrat, ma conso > Comment faire des économies ?* Un outil de simulation « éco-gestes » est mis à la disposition des clients pour leur permettre de calculer l'économie qu'ils pourraient réaliser en mettant en œuvre des gestes simples : <https://particulier.edf.fr/fr/accueil/contrat-et-conso/economies-energie.html> ;
- la solution *e.quilibre* permet de suivre sa consommation et d'agir (*cf. supra*) : les clients ont accès à des éco-gestes personnalisés ;
- « Mon Fil d'Actu » sur l'application EDF & Moi (*cf. 3.3*) propose des éco-gestes aux clients ;
- une brochure éco-gestes : elle est remise aux clients lors de contacts physiques, par exemple à l'occasion de foires et de salons ;
- des courriels sont envoyés aux clients afin de leur expliquer, de manière pédagogique, les éco-gestes quotidiens pour leur permettre de réaliser des économies d'énergie (par exemple : « Prenez les bonnes résolutions et adoptez les bons réflexes conso ! ») ; des courriels sont aussi envoyés dans des circonstances climatiques exceptionnelles (par exemple : « Vague de froid, adoptons chacun les gestes économes en énergie »).



Exemple de message éco-gestes diffusé par EDF à ses clients.

En 2017, EDF a lancé Electriscore d'EDF, une plateforme en ligne de comparaison et d'aide à l'achat d'appareils électro-performants accessible à tous les internautes depuis le site edf.fr (rubrique « bien équiper mon logement »).

NOU
VEAU

COMPTE-RENDU DE L'ACTIVITÉ D'EDF POUR LA FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ AUX TARIFS RÉGLEMENTÉS DE VENTE SUR VOTRE TERRITOIRE

Cette plateforme (www.electriscore-edf.fr) guide les internautes qui souhaitent acheter un appareil électroménager à haute performance énergétique. Ils peuvent ainsi comparer les différents modèles en vente chez les distributeurs partenaires de la plateforme, sur la base d'un score de performance énergétique, plus lisible encore que l'étiquette énergie. L'acheteur peut également y retrouver d'autres informations : les caractéristiques techniques, les dimensions, le prix public moyen conseillé, les avis clients... Une fois que l'utilisateur a fait son choix, il peut voir les offres de prix des différents distributeurs et basculer sur les sites marchands, afin de réaliser son achat.

La plateforme a intégré dès son lancement une large variété d'équipements : lave-linge, sèche-linge, lave-vaisselle, réfrigérateurs, congélateurs, fours, télévisions, aspirateurs, LED. D'autres équipements sont envisagés en 2018 : petit électroménager, tablettes, ordinateurs, hifi...

Pour définir le score de performance énergétique, Electriscore utilise les caractéristiques techniques des produits fournies par les fabricants pour calculer l'indice d'efficacité énergétique (IEE), selon la méthode définie par la Commission européenne. Chaque produit est ensuite classé par rapport à ceux actuellement en vente, sur une échelle de 50 à 100 (100 étant la meilleure note). Ce score évolue au fur et à mesure de l'arrivée de nouveaux produits sur le marché : ainsi, l'utilisateur dispose d'un indicateur fiable et régulièrement actualisé pour comparer les équipements entre eux.

3.5. La facturation des clients

EDF s'attache à ce que la facture du client reflète au plus près sa consommation et qu'elle ne génère pas de mauvaises surprises. Cela repose sur la qualité de la relève, l'accès au compteur, les non-absences à la relève ou une compensation par la collecte d'index autorelevés ou communiqués par les clients et le système d'alerte auprès des clients en cas de facture « inhabituelle ».

LES MODALITÉS DE FACTURATION

Le concessionnaire propose aux clients des rythmes de facturation adaptés à leurs besoins, et des modalités de paiement souples et personnalisées, qui sont précisés dans les conditions générales de vente.

Pour les clients Particuliers

Différents rythmes de facturation sont proposés aux clients. Les deux principaux sont la facturation annuelle (dans le cadre de la mensualisation) et la facturation bimestrielle.

FRÉQUENCE DE FACTURATION (CONCESSION)

| | 2016 | 2017 | Variation (en %) |
|---|---------|----------------|------------------|
| Nombre de clients facturés annuellement* | 372 680 | 350 185 | -6,0% |
| Nombre de clients facturés bimestriellement | 133 895 | 121 038 | -9,6% |

* Les clients facturés annuellement sont des clients mensualisés et prélevés.

La mensualisation

La consommation annuelle est estimée avec le client à partir d'un conseil tarifaire. Elle est répartie sur 11 mois. En début de période, le client reçoit un calendrier de paiement avec les montants et les dates des prélèvements à venir. En fin de période, le distributeur vient relever le compteur du client. Ce relevé donne lieu au calcul de la facture annuelle, appelée facture de régularisation.

Outre les écarts de consommation, la facture de régularisation peut comprendre les montants d'éventuelles mensualités impayées.

Ce service permet au client de lisser son budget sur l'année, sans tenir compte des variations saisonnières de sa consommation.

Si une dérive de consommation est constatée à l'occasion de la relève à 6 mois ou consécutive à une transmission d'index, EDF met en place un dispositif d'information des clients (courrier, SMS, courriel...) visant à les informer de cette dérive, voire à leur proposer un ajustement de leur échéancier.

COMPTE-RENDU DE L'ACTIVITÉ D'EDF POUR LA FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ AUX TARIFS RÉGLEMENTÉS DE VENTE SUR VOTRE TERRITOIRE

ÉTABLISSEMENT DES FACTURES (CONCESSION)

| | 2016 | 2017 | Variation (en %) |
|---|-----------|------------------|------------------|
| Nombre total de factures émises | 1 350 307 | 1 417 870 | 5,0% |
| Nombre de factures établies sur la base du relevé effectué par le client | 176 523 | 142 630 | -19,2% |
| Nombre de factures établies sur la base d'une téléopération sur compteur Linky* | 34 967 | 160 159 | 358,0% |

* Il s'agit du nombre de factures établies depuis un point de livraison (PDL) équipé d'un compteur communicant Linky.

La facturation électronique pour les clients Particuliers

La facture électronique est une modalité sûre, gratuite et écologique, qui permet au client de consulter, télécharger et imprimer sa facture depuis son espace client, 24h/24 et 7j/7.

Ses factures sont automatiquement conservées pendant 5 ans.

Le jour de l'émission de la facture, le client reçoit un courriel de notification avec le montant à régler et la date de prélèvement. Grâce au lien, il peut consulter sa facture dans son espace client. Il peut ainsi prendre connaissance très rapidement du montant de sa facture et de son contenu au plus près de son émission et ainsi interagir avec les services d'EDF en cas d'interrogation ou de difficulté.

FACTURATION ÉLECTRONIQUE (CONCESSION)

| | 2016 | 2017 | Variation (en %) |
|---------------------------------|--------|----------------|------------------|
| Nombre de clients bénéficiaires | 88 669 | 100 590 | 13,4% |

Pour les clients non résidentiels

Nous proposons ci-après, pour les clients non résidentiels, les indicateurs présentés plus haut pour les clients Particuliers.

FRÉQUENCE DE FACTURATION (CONCESSION)

| | 2016 | 2017 | Variation (en %) |
|---|--------|---------------|------------------|
| Nombre de clients facturés annuellement* | 6 030 | 5 587 | -7,3% |
| Nombre de clients facturés bimestriellement | 32 723 | 31 012 | -5,2% |

* Les clients facturés annuellement sont des clients mensualisés et prélevés.

ÉTABLISSEMENT DES FACTURES (CONCESSION)

| | 2016 | 2017 | Variation (en %) |
|---|---------|----------------|------------------|
| Nombre total de factures émises | 246 068 | 203 553 | -17,3% |
| Nombre de factures établies sur la base du relevé effectué par le client | 3 503 | 2 619 | -25,2% |
| Nombre de factures établies sur la base d'une téléopération sur compteur Linky* | 11 893 | 9 072 | -23,7% |

* Il s'agit du nombre de factures établies depuis un point de livraison (PDL) équipé d'un compteur communicant Linky.

La facturation électronique pour les clients non résidentiels

Avec ce mode de facturation, les factures sont mises à la disposition du client sous format électronique (reconnues comme originales par l'administration fiscale) sur son espace Client sécurisé en remplacement du support papier. Elles sont disponibles 24h/24, 7j/7 et archivées pendant 3 ans sur l'espace Client.

Nota : avec la facturation papier, une copie de la facture envoyée au client par courrier postal est disponible au format PDF sur son espace Client.

FACTURATION ÉLECTRONIQUE (CONCESSION)

| | 2016 | 2017 | Variation (en %) |
|---------------------------------|------|------------|------------------|
| Nombre de clients bénéficiaires | 577 | 265 | -54,1% |

Évolution de la présentation des factures

Dans un souci d'amélioration, la présentation des factures Mono site et Multi sites, à destination de nos clients Entreprises et Collectivités, a évolué entre avril et novembre 2017.

Les principaux changements portés par cette évolution sont :

- un modèle de facture unique et optimisé pour les clients mono-site et les clients multi-sites ;
- une page récapitulative spécifique aux clients multi-sites afin de les aider à retrouver des informations clés en un clin d'œil (total fourniture, total acheminement, total taxes, TVA) ;
- un détail de site organisé par rubrique pour une meilleure lecture des données relatives à la facturation de chaque site.

**NOU
VEAU**

COMPTE-RENDU DE L'ACTIVITÉ D'EDF POUR LA FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ AUX TARIFS RÉGLEMENTÉS DE VENTE SUR VOTRE TERRITOIRE

Dématérialisation des factures

Depuis le 1^{er} janvier 2017, EDF, comme toutes les grandes entreprises, envoie des factures dématérialisées à toutes les administrations publiques (État, collectivités territoriales, hôpitaux, établissements publics...).

La facturation électronique, rendue obligatoire par l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014, permettra, à moyen terme, de dématérialiser 100 millions de factures chaque année en France. Les bénéfices attendus sont multiples : financier, organisationnel, environnemental, ainsi qu'en termes de qualité et de sécurité de la transmission des données.

LE BILAN ANNUEL DE CONSOMMATION



EDF met à la disposition des clients un bilan annuel : ce document, établi une fois par an, donne au client une vision synthétique et détaillée de ses consommations et de ses dépenses.

Plus précisément, pour les clients Particuliers, ce bilan « Ma Conso & Moi » propose, lorsque des analyses de consommation sont possibles :

- le bilan des factures ;
- le bilan des consommations ;
- l'analyse des consommations (évolution par rapport à l'année précédente) ;
- des conseils pour économiser l'énergie (éco-gestes).

Nota : EDF adresse un bilan dit « simplifié », limité à l'obligation réglementaire, aux clients pour lesquels l'analyse des consommations ne s'avère pas possible (ex. : pas d'antériorité).

Pour les clients non résidentiels, le bilan synthétise puis détaille, par site desservi du client, les consommations et les montants facturés sur l'année antérieure ; le bilan est téléchargeable et archivé sur l'espace Client.

LES DIFFICULTÉS DE PAIEMENT DES CLIENTS PARTICULIERS

Les difficultés de paiement rencontrées par les clients Particuliers font l'objet d'une attention renforcée du concessionnaire qui s'efforce d'aider les clients dans ces moments difficiles.

L'Accompagnement Énergie sur la concession

L'Accompagnement Énergie, lancé par EDF début 2010, permet d'apporter une solution personnalisée (incluse dans le tarif réglementé de vente) à tout client qui informe EDF de sa difficulté à payer sa facture d'électricité.

Dans le cadre d'un Accompagnement Énergie, le conseiller d'EDF :

- vérifie que le client bénéficie du tarif qui correspond à son mode de consommation et que la facture a bien été établie sur la base d'un index réel ;
- donne au client des conseils en matière d'économies d'énergie ;
- engage avec le client un échange sur les conditions de règlement pouvant passer par l'attribution d'un délai de paiement et la proposition d'un mode de paiement plus adapté à sa situation ;
- informe le client sur les tarifs sociaux et à partir de 2018 sur le chèque énergie, le cas échéant ;
- oriente le client, si nécessaire, vers les services sociaux.

Pendant la démarche de constitution d'un dossier de demande d'aide auprès des services sociaux, et dans l'attente de sa réception, le client bénéficie du maintien de son alimentation électrique à la puissance souscrite, dans les conditions du décret n°2008-780 du 13 août 2008 *relatif à la procédure applicable en cas d'impayés des factures d'électricité, de gaz, de chaleur et d'eau*. L'objectif majeur est d'éviter, dans la mesure du possible, la suspension de la fourniture d'électricité pour impayés.

ACCOMPAGNEMENT ÉNERGIE (CONCESSION)

| | 2016 | 2017 | Variation (en %) |
|---------------------------------|--------|--------|------------------|
| Nombre de clients bénéficiaires | 22 101 | 25 758 | 16,5% |

La relance des clients Particuliers de la concession dans les situations d'impayés des factures d'électricité

Les envois dont il est rendu compte ci-dessous correspondent à la lettre de relance prescrite par les dispositions du décret n°2008-780 du 13 août 2008 *relatif à la procédure applicable en cas d'impayés des factures d'électricité, de gaz, de chaleur et d'eau* :

« Lorsqu'un consommateur d'électricité, de gaz, de chaleur ou d'eau n'a pas acquitté sa facture dans un délai de 14 jours après sa date d'émission ou à la date limite de paiement, lorsque cette date est postérieure, son fournisseur l'informe par un premier courrier qu'à défaut de règlement dans un délai supplémentaire de 15 jours [délai porté à 30 jours pour les clients aidés tels que visés à l'art. 2 du décret] sa fourniture pourra être réduite ou interrompue pour l'électricité, ou interrompue pour le gaz, la chaleur ou l'eau, sous réserve des dispositions du troisième alinéa de l'article L. 115-3 du code de l'action sociale et des familles. » (Art. 1^{er})

COMPTE-RENDU DE L'ACTIVITÉ D'EDF POUR LA FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ AUX TARIFS RÉGLEMENTÉS DE VENTE SUR VOTRE TERRITOIRE

RELANCE DES CLIENTS PARTICULIERS (CONCESSION)

| | 2016 | 2017 | Variation (en %) |
|---|---------|----------------|------------------|
| Nombre de lettres uniques de relance envoyées | 204 487 | 174 727 | -14,6% |

Les clients de la concession en situation de réduction de puissance

Cette disposition ne concerne que des clients n'ayant pas réglé leur facture et ayant fait l'objet d'un déplacement pour impayé.

Deux cas de réduction de puissance peuvent se produire :

- hors période de trêve hivernale, limitation à 1 kVA pour les clients non présents lors du premier déplacement pour impayé du technicien du distributeur ;
- durant la période de trêve hivernale, pour les clients ne bénéficiant pas des tarifs sociaux ou du chèque énergie (au vu des informations en possession du fournisseur) ou n'ayant pas perçu une aide versée par un Fonds de Solidarité Logement dans les 12 derniers mois : limitation à 3 kVA pour les clients disposant d'une alimentation supérieure à 3 kVA et limitation à 2 kVA pour des clients disposant d'une alimentation égale à 3 kVA.

RÉDUCTIONS DE PUISSANCE (CONCESSION)

| | 2016 | 2017 | Variation (en %) |
|---|-------|--------------|------------------|
| Nombre de clients en situation de réduction de puissance à fin d'année | 2 632 | 2 580 | -2,0% |
| Nombre de réductions de puissance effectuées pendant la période hivernale | 2 539 | 2 872 | 13,1% |

Les coupures pour impayés

Le tableau ci-après rend compte des demandes de coupures adressées par EDF au gestionnaire du réseau de distribution et des coupures effectives.

COUPURES POUR IMPAYÉS (CONCESSION)

| | 2016 | 2017 | Variation (en %) |
|---|--------|---------------|------------------|
| Nombre de coupures demandées par le fournisseur au gestionnaire de réseau | 19 079 | 13 569 | -28,9% |
| Nombre de coupures effectives réalisées par le gestionnaire de réseau | 3 573 | 2 360 | -33,9% |
| Taux de coupures effectives par rapport à celles demandées (%) | 18,7% | 17,4% | -7,1% |

En application de l'article L.115-3 du code de l'action sociale et des familles, EDF réalimente au début de la période de protection hivernale (1^{er} novembre) les clients en situation de coupure effective.

RÉALIMENTATIONS AU TITRE DE LA PÉRIODE HIVERNALE (CONCESSION)

| | 2016 | 2017 | Variation (en %) |
|---|------|------|------------------|
| Nombre de clients en situation de coupure effective réalimentés | 801 | 719 | -10,2% |

Nota : Pour mémoire, l'indicateur ci-dessus a été ajusté à partir du CRAC 2016 afin de correspondre à l'ensemble des réalimentations réalisées sur la période concernée.

Enfin, EDF rend compte ci-après des résiliations de contrat à l'initiative du fournisseur consécutives à une coupure.

RÉSILIATIONS DE CONTRAT À L'INITIATIVE DU FOURNISSEUR SUITE À COUPURE (CONCESSION)

| | 2016 | 2017 | Variation (en %) |
|------------------------|-------|------|------------------|
| Nombre de résiliations | 1 655 | 999 | -39,6% |

3.6. Le traitement des réclamations des clients

L'ATTENTION PORTÉE AUX RÉCLAMATIONS DES CLIENTS

Sur le marché français de l'électricité, le fournisseur reste l'interlocuteur privilégié du client pour l'accueil et le traitement de sa réclamation. EDF veille à la satisfaction de ses clients et se met en situation de recueillir et de traiter toutes leurs réclamations.

Les réclamations écrites traitées par EDF peuvent être réparties comme suit :

- un tiers des cas sont de la seule responsabilité du fournisseur EDF (modes de paiement, qualité des ventes, problématiques contractuelles...);
- deux tiers des cas relèvent d'autres problématiques (comptage, qualité de la fourniture, mise en service/résiliation...).

Un client qui souhaite adresser une réclamation à EDF peut le faire *via* différents canaux, notamment par téléphone, sur internet (formulaire ou tchat) ou par courrier.

Si le conseiller clientèle d'EDF peut traiter la demande (téléphone ou tchat), la réponse est immédiate. Dans le cas contraire, en particulier lorsque des renseignements complémentaires doivent être recueillis auprès du distributeur, la demande est prise en charge par des équipes spécialisées qui recontactent le client dans un délai de 30 jours maximum.

Si le client n'est pas satisfait de la réponse apportée, il a la possibilité de faire appel auprès :

- du service Consommateurs dans un premier temps ;
- du médiateur EDF si aucun accord n'a pu être trouvé.

Le recours au médiateur national de l'énergie (MNE) est également une possibilité offerte aux clients.

Ainsi, sur l'année, 443 000 réclamations écrites (dont 195 000 par courrier et 248 000 par internet) ont été reçues en première instance, et 30 000 réclamations écrites reçues en deuxième instance par le service Consommateurs (chiffres nationaux d'EDF).

Le traitement des réclamations intervient dans un contexte où les consommateurs restent très exigeants et très bien informés sur les canaux d'accès à leurs différents fournisseurs de service.

L'année 2017 est marquée par une augmentation du volume des réclamations au niveau national, qui s'explique, d'une part, par le fort développement des canaux numériques proposés par le concessionnaire, et d'autre part, par la régularisation tarifaire qu'EDF a dû mettre en œuvre en 2017 (*cf. 2.1 supra*). Cette régularisation tarifaire conduit à solliciter les clients au titre d'une période antérieure, de deux à trois ans (2014-2015) : cela suscite naturellement beaucoup de réclamations.

LES RÉCLAMATIONS ÉCRITES DES CLIENTS PARTICULIERS

EDF communique depuis le précédent exercice les réclamations qui lui parviennent *via* internet, en complément des réclamations reçues par courrier.

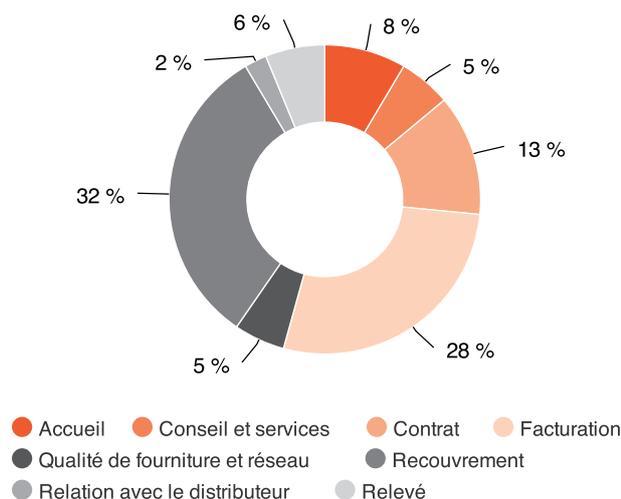
| RÉCLAMATIONS ÉCRITES (CONCESSION) | | | |
|-----------------------------------|-------|--------------|------------------|
| | 2016 | 2017 | Variation (en %) |
| Courrier | 3 552 | 3 758 | 5,8% |
| Internet | 2 981 | 5 024 | 68,5% |

Le concessionnaire rend compte du taux de réponse aux réclamations écrites sous 30 jours.

| RÉPONSE AUX RÉCLAMATIONS ÉCRITES (%) | | | |
|--------------------------------------|-------|--------------|------------------|
| | 2016 | 2017 | Variation (en %) |
| Taux de réponse sous 30 jours | 94,7% | 94,7% | -0,1% |

Le concessionnaire rend compte ci-après, au périmètre de la concession, de la répartition par motif des réclamations écrites.

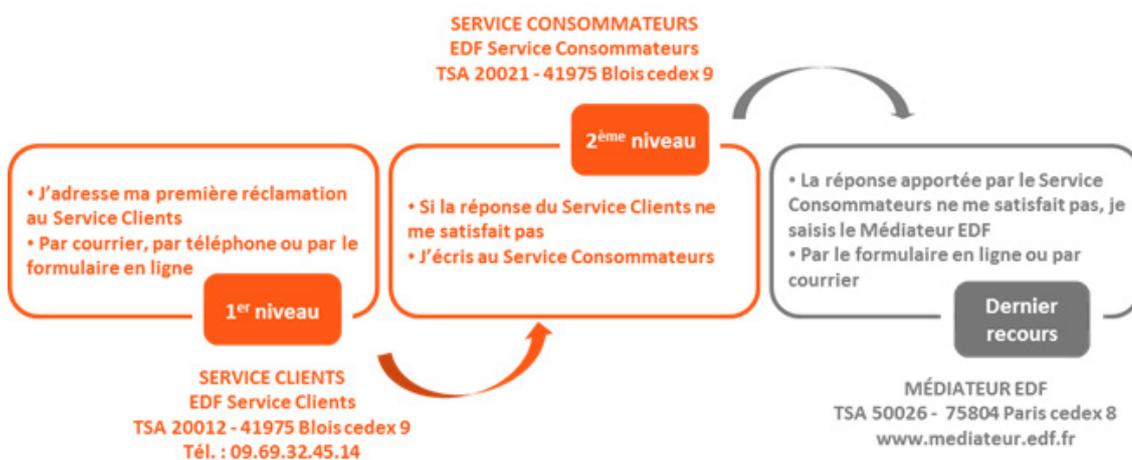
RÉPARTITION PAR MOTIF DES RÉCLAMATIONS ÉCRITES POUR L'ANNÉE 2017



COMPTE-RENDU DE L'ACTIVITÉ D'EDF POUR LA FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ AUX TARIFS RÉGLEMENTÉS DE VENTE SUR VOTRE TERRITOIRE

Le soin apporté par le concessionnaire au traitement des réclamations constitue un facteur de satisfaction des clients.

Le dispositif d'EDF s'articule autour de 3 instances de traitement :



Afin d'améliorer la qualité et les délais de traitement des réclamations, EDF déploie ses actions dans les directions suivantes :

- augmentation du nombre des conseillers dédiés au traitement des réclamations pour les clients qui ont fait le choix de « réclamations » sur le service vocal interactif (plus de 20 % de l'ensemble) ;
- poursuite et remise en forme des formations à destination des conseillers spécialisés sur le traitement des dossiers de réclamations, au téléphone et en différé ;
- maintien d'un pilotage serré, dans le cadre de la politique d'engagements, des délais de réponse annoncés aux clients lors d'un traitement différé et de la tenue des délais de traitement ;
- simplification pour le client du parcours « réclamations » sur le site internet d'EDF (clients Particuliers) et l'appli mobile ;
- mise en place d'un outil de reconnaissance des sujets pour les mails libres adressés à : serviceclient@edf.fr ;
- consolidation des expérimentations sur le suivi et le traitement des réclamations sur les réseaux sociaux.

Pour aller plus loin, au niveau national, en 2017 :

42% des clients sont « Très satisfaits » du traitement de leur réclamation. (Source : Baromètre Satisfaction Clients Particuliers)

EN 2017, SUR LE TERRITOIRE NORD-OUEST, LE SERVICE CONSOMMATEURS INNOVE POUR AMELIORER LE TRAITEMENT DES RECLAMATIONS DE SES CLIENTS

Rattaché à la Direction des Relations Externes, Consommateurs et Solidarité d'EDF, le Service Consommateurs Nord-Ouest a principalement pour mission de **traiter les réclamations des clients particuliers insatisfaits de la première réponse apportée par le Service Clients d'EDF.**



Jérôme Caquelot, responsable du Service Consommateurs Nord-Ouest et son équipe s'investissent au quotidien pour **prendre le plus grand soin de leurs clients et innover en permanence.** Différentes adaptations ont été testées et mises en œuvre tout au long de l'année 2017 pour améliorer la qualité de service et développer écoute et proximité avec les clients :

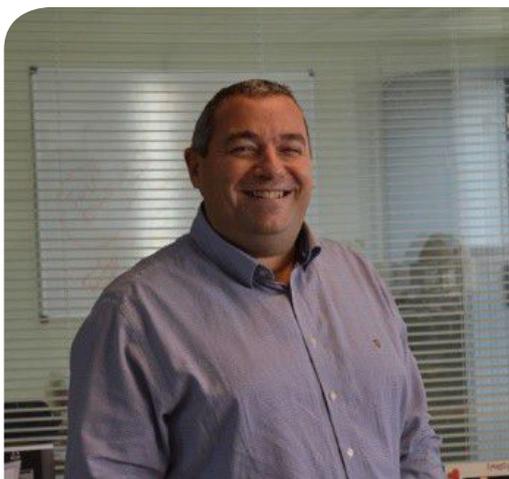
- **« L'expérience client Unique et personnalisée »** : Dès réception de sa réclamation, le client reçoit un Accusé de réception avec les coordonnées complètes – nom, téléphone direct, adresse e-mail – du chargé de satisfaction EDF. Ce dernier devient l'interlocuteur privilégié du client qui peut le contacter directement à tout moment. Le chargé de satisfaction analyse l'ensemble du dossier client. Il apporte son aide, ses conseils et assure un suivi intégral du dossier. Des formations ont été suivies par les chargés de satisfaction pour travailler tout particulièrement sur le relationnel téléphonique- empathie, émotion – et rendre la relation agréable et mémorable pour le client !
- **« Tone of Voice » pour plus de proximité avec le client** : fini les longs courriers, priorité au message essentiel ! Cette année, le service Consommateurs a également voulu adapter la forme des courriers/mails envoyés à ses clients. Il s'agissait de passer de courriers denses et très explicatifs, à une expression plus directe, concise et plus facilement consultable à partir d'un smartphone.
- **« Sat à Chaud »** : ce dispositif également mis en place en 2017 permet à EDF de mesurer le ressenti de ses clients à chaud suite à un contact téléphonique avec un chargé de satisfaction client. Pour cela, un SMS est adressé dans la journée au client lui demandant d'évaluer, sur une échelle de 0 à 5, son ressenti avec le service Consommateur.
- **« Smart Agenda » ou l'agenda 100% digital** : à partir de l'accusé de réception de sa réclamation par EDF, le client peut désormais consulter en ligne l'agenda de son chargé de satisfaction, pour caler directement un rendez-vous selon ses disponibilités.

Intervenant souvent à une étape critique dans la relation entre EDF et le client, le traitement des réclamations par le service Consommateur **fait partie intégrante du processus pour maintenir les 90% de clients satisfaits.**

COMPTE-RENDU DE L'ACTIVITÉ D'EDF POUR LA FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ AUX TARIFS RÉGLEMENTÉS DE VENTE SUR VOTRE TERRITOIRE

Prendre soin des clients insatisfaits est une règle d'or de la gestion de la relation client EDF ! **Et cela permet de traiter près de 80% des réclamations en moins de 15 jours avec un taux de satisfaction globale de 70%.**

Jérôme Caquelot,
Responsable du Service
Consommateurs
Nord-Ouest



« Le Service Consommateurs fait partie intégrante de la relation client chez EDF. Il peut être sollicité par un client non satisfait de la réponse apportée par un conseiller en CRC, par le médiateur EDF, le Médiateur National de l'Énergie ou encore par les Associations de Consommateurs. Le conseiller clientèle en Centre de Relation Client peut également transférer un dossier client, c'est alors un passage de relai au service de la satisfaction client » précise Jérôme Caquelot.



4. La solidarité au cœur des valeurs et des engagements d'EDF

L'engagement social a toujours été au cœur de la responsabilité d'entreprise d'EDF, qui conduit, depuis plus de 30 ans, une politique dédiée à ses clients en situation de précarité.

C'est pour cette raison qu'au-delà de la mise en œuvre rigoureuse des dispositifs réglementaires, EDF s'engage dans des actions volontaires en lien avec les acteurs de la solidarité dans les territoires.

Dans l'environnement socio-économique actuel, EDF a plus que jamais la conviction que la réponse aux enjeux énergétiques d'une collectivité ne peut s'exonérer de cet engagement social.

Cet engagement se traduit pour EDF, non seulement par la garantie d'une mise en œuvre proactive et rigoureuse de tous les dispositifs réglementaires – avec les tarifs sociaux jusqu'à fin 2017 et le chèque énergie à partir de 2018, une protection hivernale de tous les clients Particuliers, une information des mairies par courrier ou mail sur les clients d'EDF en difficulté – mais aussi par un engagement volontariste sur les territoires.

Cette démarche accompagne l'action des pouvoirs publics et comprend les trois volets suivants :

1. **L'aide au paiement**, qui intègre la mise en œuvre des tarifs sociaux de l'énergie jusqu'à fin 2017 – et la prise en compte du chèque énergie à partir de 2018 – ainsi que le cofinancement par EDF de l'aide apportée par les collectivités territoriales, au travers des Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) pour le paiement des factures d'énergie des ménages précaires ;
2. **L'accompagnement**, au travers duquel EDF mobilise ses collaborateurs afin qu'ils apportent des solutions adaptées aux clients en difficulté (qu'ils soient pris en charge ou non par les acteurs sociaux). Des partenariats sont noués en ce sens avec les travailleurs sociaux des collectivités territoriales, les structures de médiation sociale et le monde associatif ;
3. **La prévention**, qui couvre les champs de la lutte contre la précarité énergétique autour de l'aide à la rénovation thermique et de la pédagogie sur les bonnes pratiques de maîtrise de l'énergie pour les populations fragiles, en faisant le choix de partenariats forts avec des acteurs engagés.

4.1. L'aide au paiement des factures

EDF a mis en œuvre activement le Tarif de Première Nécessité (TPN) de l'électricité depuis sa création en 2005 jusqu'à sa suppression, fin 2017. Le TPN, ainsi que le TSS (Tarif Spécial de Solidarité pour le gaz), sont remplacés à compter de 2018 par le chèque énergie (*cf. infra*) qu'EDF mettra en œuvre avec la même rigueur.

Au niveau national, EDF est le premier contributeur des Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) auprès des collectivités locales. EDF conforte ainsi son engagement de solidarité auprès des clients en difficulté de paiement. Le montant de la contribution aux FSL, décidé par EDF, est éligible à une compensation *via* la contribution au service public de l'électricité (CSPE) dans la limite de 20 % des charges de mise en œuvre du TPN (*cf. Perspectives 2018 supra*).

Pendant les démarches de demande d'aide au titre du FSL, le client bénéficie du maintien de l'électricité à la puissance souscrite définie par le contrat. L'objectif majeur est d'éviter le plus possible la suspension de fourniture pour impayés.

Conformément aux dispositions législatives, les clients Particuliers en situation d'impayés de facture bénéficient d'une protection hivernale qui s'étend du 1^{er} novembre au 31 mars de l'année suivante.

EDF ne facture pas la mise en service aux clients aux tarifs sociaux de l'énergie et, en cas de déplacement pour impayés, ne leur facture que 20 % du coût de la prestation.

Pour aller plus loin, l'aide au paiement en 2017 (chiffres nationaux) :

- 150000 foyers environ ont bénéficié d'une aide au titre du FSL ;
- 70000 foyers environ ont reçu une aide hors FSL ;
- 2 millions de foyers bénéficiaires du Tarif de Première Nécessité.

L'EXPÉRIMENTATION DU CHÈQUE ÉNERGIE

EDF a participé à l'expérimentation du chèque énergie décidée par les pouvoirs publics en 2015. Concernée comme tous les fournisseurs, EDF a mis en œuvre cette expérimentation en 2016 et 2017 auprès de ses clients éligibles au chèque énergie, dans les quatre départements retenus par le décret n°2016-555 du 6 mai 2016 relatif au chèque énergie : l'Ardèche, l'Aveyron, les Côtes-d'Armor et le Pas-de-Calais.

EDF a pris en compte les chèques énergie reçus et exploitables pour le règlement des factures des clients bénéficiaires, ainsi que les attestations reçues et exploitables pour mettre en œuvre les protections prévues par ailleurs par la réglementation.

Comme le prévoyait la loi, l'expérimentation s'est conclue par un rapport d'évaluation remis par le Gouvernement au Parlement à l'automne 2017.

Le chèque énergie est généralisé à l'ensemble des départements à partir de 2018 (*cf. Perspectives 2018 supra*). Au dernier trimestre de 2017, un courrier d'information a été adressé par l'État à tous les bénéficiaires du TPN et du TSS (quel que soit leur fournisseur) pour les informer de la fin de leurs droits au 31 décembre 2017.

COMPTE-RENDU DE L'ACTIVITÉ D'EDF POUR LA FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ AUX TARIFS RÉGLEMENTÉS DE VENTE SUR VOTRE TERRITOIRE

LES ÉQUIPES SOLIDARITÉ NORD-OUEST MOBILISÉES AUTOUR DU DÉPLOIEMENT DU CHÈQUE ÉNERGIE

Fortes de l'expérimentation réalisée sur le département du Pas-de-Calais de mai 2016 à décembre 2017, les équipes solidarité Nord-Ouest connaissent bien le chèque énergie. Dès début 2018, conseillers et correspondants solidarité organiseront des réunions d'information pour expliquer ce nouveau dispositif aux partenaires sociaux en privilégiant la simplicité d'utilisation et en mettant en avant les dispositions protectrices associées. Des plaquettes d'information et flyers seront distribués lors de ces réunions d'information. En parallèle, les structures de médiation sociale partenaires (PIMMS, FACE, INTERFACES, APREMIS, etc.) accompagneront également les bénéficiaires dans leurs démarches.

www.chequeenergie.gouv.fr

- **Un simulateur en ligne** pour vérifier l'éligibilité au dispositif et calculer le montant exact du chèque énergie, relativement à chaque situation.

0 805 204 805

- **Un numéro vert** (service et appel gratuit) d'assistance aux utilisateurs, à appeler également en cas de perte, ou de vol, du chèque énergie.

www.edf.fr

- **Une page « découvrir les aides sociales et le chèque énergie »** (rubrique particuliers / mon contrat, ma conso / mes factures).

LES FONDS DE SOLIDARITÉ POUR LE LOGEMENT (FSL)

Les Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) traitent l'ensemble des difficultés de paiement associées au logement, à l'eau, à l'énergie ou au téléphone.

Les aides du FSL peuvent notamment aider à financer :

- les dépenses liées à l'entrée dans un logement (dépôt de garantie, premier loyer, assurance du logement, frais de déménagement) ;
- les dettes de loyers charges comprises, les factures d'énergies (électricité, gaz), d'eau et de téléphone.

Les FSL sont généralement gérés par les départements. En application de la loi NOTRe du 7 août 2015, la compétence peut être exercée par les métropoles, par transfert ou par délégation du département.

Les départements définissent les modalités d'attribution des aides et les attribuent. Chaque FSL dispose de son propre règlement intérieur et de ses propres critères d'attribution. L'attribution d'une aide du FSL n'est pas de droit.

Nota : EDF n'est pas décisionnaire pour l'attribution des aides.

Dans chaque département, EDF cofinance le FSL dans le cadre d'une convention signée avec la collectivité gestionnaire du fonds.



A ce titre, EDF participe au financement du FSL pour le département du Pas-de-Calais

PARTICIPATION EDF AU FSL (en €)

| | 2016 | 2017 | Variation (en %) |
|-------------|---------|----------------|------------------|
| Département | 810 000 | 710 000 | -12,3% |

En effet, EDF a participé au financement du FSL dans le département du Pas-de-Calais pour la mise en œuvre d'actions curatives visant les impayés d'énergie à hauteur de 600 000 €. A cette participation s'ajoute une dotation de 110 000 euros versée au titre d'actions préventives comme :

- L'action énergie territoire (AET) généralisée sur l'ensemble du département qui consiste à accompagner socialement et techniquement des ménages en situation de précarité énergétique.
- L'action « mettons toutes nos énergies pour maîtriser nos énergies » animée par le CCAS de Carvin
- Les permanences et visites à domicile réalisées par SOLIHA (Solidaires pour l'Habitat) auprès des ménages en précarité énergétique sollicitant le FSL sur le territoire de l'Arrageois.

EDF a baissé sa contribution au titre des actions curatives par rapport à 2016 suite à une sous-utilisation des fonds à hauteur de 92% mais a maintenu sa contribution préventive pour la mise en œuvre d'actions en faveur de la maîtrise de la demande d'énergie.

4.2. L'accompagnement des clients démunis

EDF AU SERVICE DU CLIENT DÉMUNI

Plus une situation difficile est identifiée tôt, plus il est possible de trouver des solutions. Le réseau des conseillers clients d'EDF constitue le premier niveau d'identification des foyers en difficulté.

En contact permanent avec les clients, les conseillers sont notamment formés à la prise en charge des difficultés de paiement des factures d'électricité, et orientent les clients, si besoin, vers les services sociaux.

Depuis 2010, les conseillers d'EDF proposent une démarche incluse dans le tarif réglementé de vente, « l'Accompagnement Énergie », fondée sur une étude personnalisée de la consommation du foyer. Cette approche permet de trouver, avec le client en difficulté, des solutions adaptées à sa situation (cf. 3.5).

La protection renforcée des clients en situation de précarité

La réglementation en vigueur interdit les suspensions de la fourniture pendant la trêve hivernale et prescrit le maintien de l'énergie à la puissance souscrite pour les clients bénéficiaires des tarifs sociaux de l'énergie et, à partir de 2018, du chèque énergie (pour autant qu'EDF ait connaissance de ses bénéficiaires) ou d'une aide du FSL dans les 12 derniers mois en situation d'impayés.

EDF va au-delà des obligations réglementaires en organisant des campagnes d'information auprès des clients protégés afin que ces derniers puissent être rétablis avant le 1^{er} novembre.

Au-delà des seuls clients visés ci-dessus, EDF a pris l'initiative d'élargir cette disposition aux clients ayant bénéficié d'une aide d'un organisme autre que le FSL (CCAS, CAF...) qui ont été portés à sa connaissance.

EDF ACCOMPAGNE LES SERVICES SOCIAUX

Des conseillers et correspondants Solidarité en réseau

Les correspondants Solidarité portent la politique Solidarité d'EDF auprès des acteurs sociaux. Ils sont répartis sur tout le territoire et ont chacun en charge trois ou quatre départements.

Ils assurent l'animation des partenariats Solidarité au niveau local. Avec les conseillers Solidarité d'EDF, ils travaillent en étroite collaboration avec les élus locaux, les CCAS et les CIAS. L'action des travailleurs sociaux communaux s'avère essentielle du point de vue de l'accompagnement et de la pédagogie auprès des ménages en difficulté et permet de leur apporter des réponses personnalisées.

Avec leurs partenaires de l'action sociale, les conseillers et correspondants Solidarité d'EDF examinent la situation des personnes en difficulté et identifient l'accompagnement et les aides dont elles pourraient bénéficier afin de résorber, à moyen terme, leurs difficultés de paiement.

Ils assurent également des sessions d'information et de sensibilisation au traitement de la précarité énergétique.

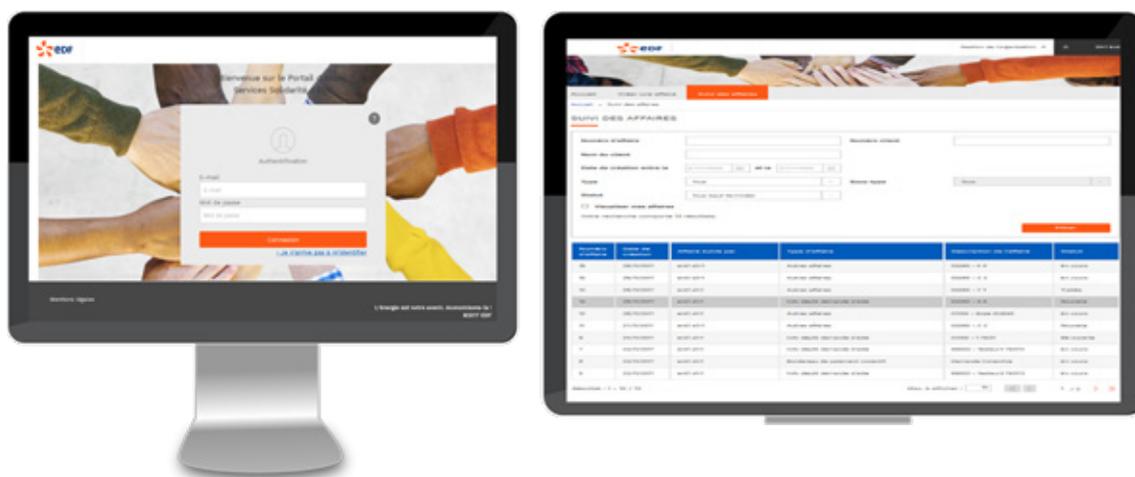
Un outil numérique proposé par EDF : le Portail d'Accès aux Services Solidarité (PASS) d'EDF fait peau neuve en 2017

EDF a fait évoluer ce canal numérique d'échanges entre les personnels des organismes sociaux et les équipes Solidarité d'EDF afin de mieux prendre en compte les attentes des utilisateurs.

Ainsi, le nouveau PASS, mis en ligne en décembre 2017, offre de nouvelles fonctionnalités, une ergonomie plus dynamique avec un graphisme amélioré, un traitement facilité et un accès plus sécurisé.

Ce canal numérique permet :

- d'informer EDF, à tout moment et en toute autonomie, des demandes d'aide déposées pour les clients en situation de précarité, et de suivre le traitement de ces clients par EDF ;
- de communiquer en ligne avec les conseillers Solidarité sur le traitement par EDF des clients concernés par les demandes d'aide en cours d'instruction ;
- d'être informés des actualités et des dispositifs de lutte contre la précarité énergétique.



Le nouveau PASS mis en service en décembre 2017.

L'accompagnement d'EDF dans la région Nord-Ouest...

Dans la région Nord-Ouest, l'équipe Solidarité d'EDF travaille avec les acteurs locaux de la solidarité pour accompagner et aider les personnes en situation de précarité et faire en sorte que la facture énergétique ne soit pas un facteur aggravant des situations de fragilité sociale :

- 4 Correspondants Solidarité répartis sur le territoire, sont en charge des relations avec l'ensemble des partenaires travaillant sur la précarité énergétique (Conseil Départemental, CCAS, associations, structures de médiation sociale)

COMPTE-RENDU DE L'ACTIVITÉ D'EDF POUR LA FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ AUX TARIFS RÉGLEMENTÉS DE VENTE SUR VOTRE TERRITOIRE

- Une trentaine de conseillers Solidarité sont responsables de l'accueil des demandes des travailleurs sociaux et du suivi des dossiers des clients en précarité énergétique, à la maille de la Direction Commerciale Nord-Ouest

Un accueil téléphonique du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h (**0 810 810 112**) ainsi qu'un portail internet, le PASS (**pass-collectivites.edf.com**) sont dédiés à nos partenaires de l'accompagnement social.

EDF Solidarité Nord-Ouest : Quelques chiffres clés en 2017 sur le territoire Nord-Ouest

- **46 500** appels des travailleurs sociaux traités par nos conseillers solidarité
- **13 000** demandes reçues des travailleurs sociaux via le PASS traitées
- **10 472** familles clientes d'EDF aidées via le FSL
- **232 000** clients bénéficiant du TPN (*Tarif de Première Nécessité*) pour l'électricité
- **19 500** clients bénéficiant du TSS (*Tarif Spécial de Solidarité*) pour le gaz
- **2 410** personnes sensibilisées aux économies d'énergie
- **11** partenariats avec des structures de médiation sociale, soit **29** implantations sur le territoire (Réseaux PIMMS, INTERFACES, FACE ; associations APREMIS et PRIM'TOIT)
- **67** conventions actives avec des communes du Nord-Ouest (CCAS) et **8** avec les Conseils Départementaux



EDF Commerce Nord-Ouest

Une équipe de correspondants solidarité à vos côtés, au coeur du territoire

Région Hauts-de-France et départements de l'Eure et de la Seine-Maritime



Jean-Yves SYBILLE
Responsable régional Solidarité Nord-Ouest et Responsable des relations institutionnelles avec la Métropole Européenne de Lille et le Conseil Départemental 59



Michel MARIEL
Correspondant solidarité



Eric BIENAIME
Correspondant solidarité



Thierry LECAT
Correspondant solidarité



Patrick GAILLARD
Correspondant solidarité

COMPTE-RENDU DE L'ACTIVITÉ D'EDF POUR LA FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ AUX TARIFS RÉGLEMENTÉS DE VENTE SUR VOTRE TERRITOIRE

En 2017, EDF Nord-Ouest a continué de développer l'utilisation du portail PASS sur le territoire Nord-Ouest, favorisant ainsi les échanges entre travailleurs sociaux et Conseillers Solidarité d'EDF

Le Portail PASS a été déployé auprès des travailleurs sociaux sur l'ensemble du territoire Nord-Ouest.

Pour toute demande d'habilitation ou si vous rencontrez des difficultés dans l'utilisation du portail, n'hésitez pas à vous adresser à votre Correspondant Solidarité.

En 2016, environ 10 000 demandes de travailleurs sociaux étaient traitées via le portail PASS. En 2017, c'est plus de 13 000 demandes qui ont pu être satisfaites, avec un délai moyen de réponse inférieur à 48h. Le portail devient ainsi le 2^{ème} moyen de contact entre EDF et les travailleurs sociaux après le canal téléphonique.

Une mise en sécurité des données véhiculées dans le portail a été réalisée fin 2017, occasionnant des difficultés d'accès. La dernière version mise en production fin 2017 auprès des travailleurs sociaux permet de renforcer la sécurité et la confidentialité des données et offre aux structures partenaires la possibilité d'administrer elles-mêmes le portail.

EDF S'INVESTIT DANS LES PARTENARIATS

EDF est partenaire de l'Union Nationale des Centres Communaux et intercommunaux d'Action Sociale (UNCCAS), de l'Association Nationale des Cadres Communaux de l'Action Sociale (ANCCAS) et de l'Union Départementale des CCAS (UDCCAS) afin d'agir au plus près des territoires pour :

- l'amélioration du dispositif d'aide au paiement pour les clients en difficulté ;
- la mise en œuvre d'actions de formation et de sensibilisation à la maîtrise de l'énergie ;
- l'amélioration de la communication sur les tarifs sociaux de l'énergie.

EDF s'investit également aux côtés de plusieurs associations nationales : le Secours Catholique, la Croix-Rouge française, le Secours Populaire Français, l'Association nationale pour l'information sur le logement (ANIL), le Comité national de liaison des régies de quartier (CNLRQ), la Fédération SOLIHA (issue de la fusion des Mouvements PACT et Habitat & Développement), la Fondation Abbé Pierre et son programme « Toits d'abord », Unis-Cité et son programme « Médiaterre », l'Anah et son programme « Habiter Mieux » (*cf. infra*).

EDF a également noué des partenariats avec de très nombreuses structures de médiation sociale : présentes dans les villes comme en milieu rural, elles sont adaptées aux particularités des territoires et agissent au plus près des foyers.

Au nombre des structures les plus actives figurent les points information médiation multiservices (PIMMS), lieux d'accueil ouverts à tous.

La mission des PIMMS est double :

- faciliter l'accès aux services publics et aux droits sociaux : le PIMMS œuvre à l'accessibilité des habitants aux services nécessaires à la vie courante en complétant l'offre de services de ses partenaires ;
- créer des emplois et des parcours de professionnalisation vers l'emploi durable et qualifié : les agents médiateurs des PIMMS se spécialisent dans le domaine des nouveaux services à la personne, développent leurs compétences et concrétisent un projet professionnel avec l'aide de la structure.

Résultat d'une volonté partagée entre l'État, les collectivités et les entreprises partenaires, 64 PIMMS, à fin 2017, sont présents sur le territoire national.

En particulier, EDF participe localement à la formation des médiateurs, notamment sur les économies d'énergie et la tarification sociale de l'énergie.

Pour mémoire, EDF a assuré, de 2012 à 2016, la présidence de l'Union nationale des PIMMS qui fédère ce réseau.

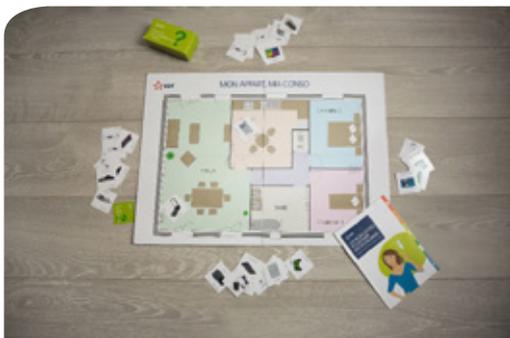
DES ACTIONS CONCRÈTES DANS LES TERRITOIRES

EDF met en œuvre des actions concrètes dans les territoires :

> en organisant des ateliers éco-gestes de sensibilisation à la maîtrise des consommations d'énergie et la remise de kits contenant du petit matériel de MDE (à titre indicatif : ampoules LED, bloc multiprise coupe-veille, thermomètre...) ;

> en élaborant et en mettant à disposition des outils pédagogiques qui permettent aux clients en situation de précarité de s'approprier de nouvelles habitudes de consommation et de comprendre les possibilités d'économies d'énergie dans leur logement.

COMPTE-RENDU DE L'ACTIVITÉ D'EDF POUR LA FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ AUX TARIFS RÉGLEMENTÉS DE VENTE SUR VOTRE TERRITOIRE



- le **jeu MonAppart'MaConso** : il est utilisé dans des sessions de sensibilisation à la MDE, afin d'estimer de façon ludique la consommation des équipements électriques d'un logement et de mesurer l'impact financier sur la facture avec l'utilisation d'équipements peu voraces en énergie ;



- des **habitats itinérants** tels que Mon Appart Eco-Malin (MAEM) : conçu et réalisé en partenariat avec des collectivités, des bailleurs sociaux et des associations, il s'agit d'un logement ludo-pédagogique itinérant illustrant les économies d'énergie et d'eau, la réduction et le tri des déchets, et la qualité de l'air intérieur.



- des **ateliers solidaires** : en partenariat avec la collectivité, le bailleur social, une grande surface de bricolage et des associations de proximité, ils visent à aider les habitants – en particulier ceux rencontrant des difficultés économiques et sociales – à se réapproprier leur logement en les formant à réaliser les travaux d'entretien qui leur incombent, ou tous travaux participant à l'amélioration de leur confort et de leur cadre de vie, et à leur donner les outils pour

contrôler leurs dépenses en énergie et en eau, tout en favorisant l'entraide.

> en proposant la caravane des énergies : le concept repose sur une semaine d'animations visant la sensibilisation et la mobilisation des acteurs d'un territoire aux causes et conséquences de la précarité énergétique. Cette animation prend la forme d'expositions itinérantes sur la maîtrise de l'énergie, de tables rondes pour favoriser l'échange des pratiques et de la mise à disposition de fiches pratiques sur plusieurs thèmes, notamment : les éco-gestes, les aides disponibles, les contacts locaux ou encore les vignettes énergie des appareils électroménagers.

Les objectifs poursuivis sont les suivants :

- sensibiliser, informer et éduquer, pour être acteur de ses consommations et s'appropriier les enjeux de la maîtrise de l'énergie pour une meilleure prévention de la précarité énergétique ;
- favoriser le passage à l'acte et l'engagement par une approche très pratique (échanges de bonnes pratiques, conseils éco-gestes, présentation de petits matériels MDE) dans une atmosphère « comme à la maison » conviviale et ludique ;
- l'animation des personnes : rencontrer tous les publics, tant dans les zones urbaines que rurales.

Pour aller plus loin : sur le territoire national, l'accompagnement proposé par EDF en 2017, c'est :

- 517 607 demandes de travailleurs sociaux traitées par EDF, dont 123 767 *via* le PASS ;
- 4 139 entités habilitées au PASS ;
- 23 952 travailleurs sociaux inscrits sur le PASS ;
- 8 203 travailleurs sociaux ayant bénéficié de sessions d'information et de sensibilisation au traitement de la précarité énergétique ;
- 232 131 personnes accueillies dans les structures de médiation sociale dont EDF est partenaire ;
- 47 851 matériels de sensibilisation éco-gestes et MDE remis aux services sociaux des conseils départementaux (sur la part « prévention » du FSL), aux CCAS et aux associations caritatives (dans le cadre de conventions de partenariat).

UNE ACTION CONCRÈTE AUTOUR DE LA MAÎTRISE D'ÉNERGIE : EDF ET LE CCAS D'ÉVIN-MALMAISON SE MOBILISENT POUR MENER UNE ACTION DE SENSIBILISATION AUX ÉCO-GESTES

Le 17 janvier 2017, EDF et la ville d'Evin-Malmaison ont organisé un atelier autour de la Maîtrise d'Énergie (MDE). Cet atelier, animé par Michel Mariel, Correspondant Solidarité EDF, a été l'occasion de se prêter à différents exercices : apprendre à lire et à comprendre ses factures d'électricité et de gaz, à vérifier la correspondance entre les indications des compteurs et la consommation facturée, s'approprier les petits gestes du quotidien permettant de réduire sa consommation, comprendre l'utilisation du chèque énergie, etc.

A la fin de l'atelier, une documentation, une ampoule basse consommation, un sablier de 4 minutes pour la douche et un thermomètre ont été offerts à chacun des participants.

COMPTE-RENDU DE L'ACTIVITÉ D'EDF POUR LA FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ AUX TARIFS RÉGLEMENTÉS DE VENTE SUR VOTRE TERRITOIRE

En 2017, EDF Solidarité a ainsi animé, sur le territoire du Pas-de-Calais, 30 réunions autour de la Maîtrise de la Demande en Energie (MDE) qui lui ont permis de sensibiliser 345 participants aux éco-gestes, à la compréhension des factures et à la bonne utilisation du chèque énergie. 164 Lampes Basse Consommation ont été offertes aux participations à ces occasions.

Ces réunions ont été organisées avec les principaux partenaires sociaux suivants:

- Les CCAS de Annay sous Lens, Arras, Evin-Malmaison, Calais, Lens, Loison sous Lens, Saint Nicolas lez Arras et avec le CIAS Pays d'Opale de Guînes.
- Les associations : APSA à Grenay, MAHRA à Saint-Omer, MJEP à Isbergues, Restos du Cœur à Saint-Omer, Secours Catholique à Saint-Omer, Soliha à Aire sur la Lys
- Le bailleur SIA Habitat à Bruay la Buisnière
- La Maison du département Solidarité d'Hénin-Beaumont

Retour détaillé sur l'année 2017 :

Janvier:

- CCAS d'Evin-Malmaison

Février :

- CCAS d'Annay-sous-Lens
- PIMMS site de Lens
- Restos du cœur de St-Omer (x2)

Mars :

- CCAS d'Arras
- CCAS de Lens
- MJEP d'Isbergues
- Secours Catholique de St-Omer
- CCAS de Calais

Avril :

- MDS d'Hénin-Beaumont
- APSA de Grenay

Mai :

- CCAS de Calais
- MAHRA de St-Omer

Juin :

- CCAS de Loison-sous-Lens
- CCAS de Lens
- CCAS de Calais

Juillet :

- MJEP d'Isbergues
- PIMMS Artois-Gohelle

Septembre :

- MJEP d'Isbergues (x2)
- CCAS de Calais

Octobre :

- SIA Habitat à Bruay-la-Buissière
- CIAS Pays d'Opale à Guînes
- Soliha à Aire-sur-la-Lys

Novembre :

- CCAS de Calais (x2)
- MJEP d'Isbergues
- CCAS de St Nicolas-Lez-Arras
- Secours Catholique de St-Omer



Animation MDE au
CCAS de St Nicolas-
Lez-Arras

4.3. La prévention par des actions en faveur de la maîtrise de l'énergie et de l'amélioration de l'habitat

EDF s'appuie sur des associations telles qu'Unis-Cité afin de promouvoir la maîtrise de l'énergie dans les logements, pour consommer juste, maîtriser la facture énergétique, préserver le pouvoir d'achat et limiter l'empreinte écologique.

Dans le cadre de sa politique Solidarité, EDF complète son action au titre de l'aide au paiement par un engagement dans des actions préventives d'amélioration de l'habitat qui contribuent à diminuer durablement l'impact de la facture d'énergie sur le budget des ménages.

C'est ainsi qu'EDF est engagée dans le programme « Habiter Mieux » depuis 2011 et aux côtés de la Fondation Abbé Pierre depuis 2008.

« HABITER MIEUX » : EDF POURSUIT SON ENGAGEMENT POUR LUTTER CONTRE LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE



EDF et l'Agence nationale de l'habitat (Anah) ont renouvelé le 27 juin 2017 leur partenariat pour 2018-2019.

EDF est partenaire du programme « Habiter Mieux » depuis 2011. L'implication d'EDF se traduit par des actions pour aider à la promotion de ce programme pour lequel EDF reste le premier financeur privé, avec une participation financière de 165 millions d'euros entre 2011 et 2019.

Ci-dessus : le 27 juin 2017, Henri Lafontaine, Directeur Exécutif Groupe d'EDF, et Blanche Guillemot, Directrice Générale de l'Anah, ont dressé le bilan des actions menées dans le cadre du programme « Habiter Mieux » et ont annoncé la poursuite du partenariat sur la période 2018-2019.



« Habiter mieux » répond à deux priorités d'EDF. Tout d'abord, il favorise la rénovation des bâtiments pour réduire les consommations énergétiques. Ensuite, il apporte une aide aux propriétaires occupants en situation financière fragile afin que leur facture énergétique n'aggrave pas leur situation tout en améliorant le confort dans leur logement.

Le programme « Habiter mieux » prévoit des aides pour réaliser des travaux de rénovation, qui garantissent d'atteindre un certain seuil de gain énergétique. Depuis son lancement en 2011, près de 200 000 logements ont ainsi été rénovés. Les propriétaires occupants à faibles revenus, qui en ont bénéficié, ont ainsi amélioré leur habitat et réalisé un gain énergétique moyen de plus de 40 % (les aides du programme peuvent aller, en fonction des travaux, jusqu'à 12 000 euros).

Depuis début 2017, l'Anah propose aux syndicats de copropriétaires une nouvelle aide destinée aux copropriétés. Elle peut aller jusqu'à 5 430 euros par logement. Elle est accordée en fonction de l'état du bâti, du bilan énergétique de la copropriété et de la situation financière de la copropriété. L'Anah étend son action à l'ensemble des ménages en situation financière fragile, qu'ils soient en maison individuelle ou en appartement.

En 2017, le programme « Habiter mieux » a permis de rénover 52 266 logements.



L'Anah est un établissement public placé sous la tutelle des ministères en charge de la Cohésion des Territoires, de l'Action et des Comptes publics. Sa mission est d'améliorer le parc de logements privés existants. Elle agit autour de trois engagements : la lutte contre le mal-logement, la transition énergétique et l'accompagnement des territoires.

L'agence accorde des aides financières pour travaux sous conditions à des propriétaires occupants modestes, propriétaires bailleurs et copropriétés en difficulté. Pilote du programme « Habiter mieux », l'Anah agit contre la précarité énergétique.

Pour en savoir plus : www.anah.fr/

Partenariat avec la Fondation Abbé Pierre

Le partenariat avec la Fondation Abbé Pierre s'est d'abord inscrit dans le cadre du programme « 2000 Toits - 2000 familles », centré sur la mise à disposition de logements performants destinés à des populations en difficulté et la mise en place d'un dispositif d'accompagnement des familles en difficulté puis, à partir de 2012, dans le cadre du programme « Toits d'abord ».

L'arrêté du 6 juillet 2016 a validé le programme « Toits d'abord » comme programme de réduction de la consommation énergétique des ménages en situation de précarité énergétique.

Ce programme vise à la production d'une offre locative à loyers « très sociaux » à très haute performance énergétique destinée aux ménages les plus défavorisés en situation de grande précarité énergétique.

L'objectif est de ramener la dépense contrainte pour les locataires de ces logements à un niveau acceptable et compatible avec une insertion durable.

Il vise à produire 1 200 à 1 400 logements sur la période 2016-2017, dont 1 000 à 1 200 réhabilitations.

COMPTE-RENDU DE L'ACTIVITÉ D'EDF POUR LA FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ AUX TARIFS RÉGLEMENTÉS DE VENTE SUR VOTRE TERRITOIRE

La Fondation Abbé Pierre et EDF ont renouvelé leur partenariat le 17 mars 2017, avec un soutien financier d'EDF de 2 millions d'euros par an au programme « Toits d'abord ».



Créée en 1987 et reconnue d'utilité publique le 11 février 1992, la Fondation Abbé Pierre agit pour permettre à toutes personnes défavorisées d'accéder à un logement décent et à une vie digne.

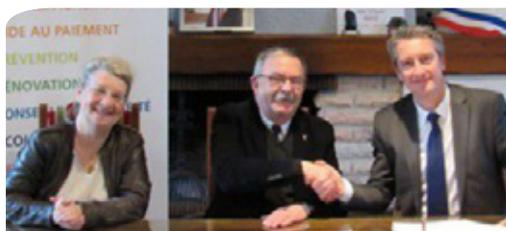
« Fidèle à l'esprit de l'abbé Pierre, la Fondation Abbé Pierre poursuit son combat :

- en luttant pour que chacun puisse avoir un toit où vivre dignement ;
- en accueillant et orientant les personnes en difficulté de manière inconditionnelle ;
- en s'insurgeant contre toutes les formes d'injustice et de discrimination dans le logement ;
- en participant au débat public, rappelant sans relâche à ceux et celles qui nous gouvernent leurs responsabilités en termes législatifs, économiques et sociaux. »

Pour en savoir plus : www.fondation-abbe-pierre.fr/

4.4. Les actions locales de médiation sociale et de solidarité réalisées par EDF

LE 2 FÉVRIER 2017, EDF ET LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (CCAS) DE RUITZ ONT RENOUVELÉ LA CONVENTION DE PARTENARIAT QUI LES LIE DEPUIS 2014, VISANT À ACCOMPAGNER LES FAMILLES LES PLUS DÉMUNIES À MAÎTRISER LEUR CONSOMMATION D'ÉNERGIE ET À LUTTER CONTRE LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE.



Annie ADANCOURT, Vice-présidente du CCAS de Ruitz et Présidente de l'UDC-CAS du Pas de Calais, Jean-Pierre SANSEN, Maire et Président du CCAS de Ruitz et Christophe BECUWE, Directeur Développement Territorial EDF

L'aide envers les familles en difficulté, la lutte contre la précarité, et la garantie du droit à l'énergie sont des préoccupations fortes du CCAS de Ruitz. EDF est engagée depuis 30 ans dans des actions de solidarité en faveur des publics fragilisés et des clients démunis.

Au travers de cette convention de partenariat, EDF et le CCAS de Ruitz unissent leurs efforts pour aider les familles aux revenus modestes ou connaissant des difficultés financières et s'engagent notamment à :

- Etudier les solutions immédiates pour aider les personnes rencontrant des difficultés de paiement de leurs factures d'énergie (vérification des données de consommation, conseil tarifaire, étude de l'octroi d'un délai de paiement, proposition d'un mode de paiement adapté),
- Permettre aux habitants de Ruitz en situation de précarité de bénéficier d'actions de prévention mises en place par le CCAS sur la maîtrise des consommations (Animations collectives sur les économies d'énergie : conseils éco gestes, moyens de paiements, attribution de Kits énergie et de jeux Mon appart Ma conso, lecture d'une facture) afin d'améliorer leurs habitudes de consommation
- Permettre aux habitants de Ruitz de connaître les différents dispositifs et procédures d'aide en matière d'énergie, d'être informés et orientés vers les différents partenaires habilités à constituer les dossiers d'aide
- Organiser des réunions d'information et/ou de formation des travailleurs sociaux du CCAS sur les thèmes de la politique solidarité d'EDF, du chèque énergie, des éco-gestes, des factures, des moyens de paiement.

COMPTE-RENDU DE L'ACTIVITÉ D'EDF POUR LA FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ AUX TARIFS RÉGLEMENTÉS DE VENTE SUR VOTRE TERRITOIRE

En 2017, sur le territoire du Pas-de-Calais, EDF a également signé de nouvelles conventions de partenariat pour lutter contre la précarité énergétique avec les CCAS de :

- Barlin, Haisnes (renouvellement), Harnes (renouvellement), Lens (renouvellement), Le Touquet Paris Plage (renouvellement), Lillers, Saint-Nicolas-lez-Arras (renouvellement) et Saint-Omer

... et poursuit des conventions de partenariat déjà existantes avec les CCAS de :

- Auchel, Béthune, Billy-Montigny, Calais, Frévent, Givenchy en Gohelle, Houdain, La Couture, Liévin, Sains en Gohelle et Verquin

Luc DENIS, Trésorier du PIMMS et Yves VANLERBERGHE, Président du PIMMS Artois en Gohelle le 14 juin dernier lors de la remise du véhicule au PIMMS



EDF OFFRE UN VÉHICULE AU PIMMS ARTOIS-GOHELLE DE LENS

EDF, sensible aux actions du PIMMS Artois-Gohelle, a profité du renouvellement de son parc de véhicules pour offrir une seconde voiture à l'association. Cette voiture permettra aux médiateurs du PIMMS Artois-Gohelle de se rendre à des réunions avec leurs partenaires, d'assurer des médiations à domicile, d'honorer des réunions d'information sur les économies d'énergie ou encore de rencontrer de nouveaux partenaires pour développer la structure.

Ce véhicule fait partie des 12 voitures offertes par EDF dans les régions Hauts-de-France et Normandie à des associations locales afin de faciliter leurs missions quotidiennes. EDF a choisi d'offrir ces véhicules plutôt que de les remettre en vente sur le marché automobile pour renforcer son accompagnement des partenaires dans leurs actions en faveur des foyers en situation de précarité.

A l'occasion de cette remise de don, EDF et le PIMMS Artois-Gohelle ont présenté les actions de solidarité menées localement en faveur de la précarité énergétique sur les territoires de rayonnement du PIMMS (Libercourt, Arras, Lens et Bruay-la-Buissière).

A propos du PIMMS Artois-Gohelle:

Le PIMMS (Point d'Information Médiation Multiservices) est une structure associative qui a pour but de faciliter l'accès aux services publics et de recréer du lien avec les clients en difficulté. Le rôle des médiateurs du PIMMS est d'accueillir, d'informer, d'orienter et d'accompagner les visiteurs dans les démarches de la vie quotidienne : explication sur le contenu et les modalités de paiement des factures d'énergie, aide au montage de dossier pour Pôle emploi, CAF ou CPAM, conseils budgétaires, etc. C'est une structure qui est ouverte à tous, même si dans les faits, la majorité des motifs d'accueil concerne surtout les personnes en situation de précarité énergétique.

En 2017, EDF a poursuivi ses actions de médiation sociale et de solidarité, en lien notamment avec :

Les Centres Communaux d'Action Sociale (cf. nos articles relatifs aux conventions de partenariat avec les CCAS du Pas-de-Calais et à l'organisation d'ateliers autour des économies d'énergie)

Le Conseil Départemental du Pas de Calais :

- Participation aux pré-commissions FSL sur les 9 territoires du département
- Participation aux réunions sur l'expérimentation du chèque énergie
- Participation au comité des financeurs du FSL
- Participation aux réunions d'évaluation du PDALHPD
- Participation à la commission départementale FSL
- Participation et soutien au projet des Familles à Energie Positive
- Participation aux réunions sur le PACTE des Solidarités
- Participation aux réunions de présentation du nouveau règlement intérieur du FSL

Les structures de médiation (cf. notre article sur les Structures de Médiation Sociale à Nord-Ouest)

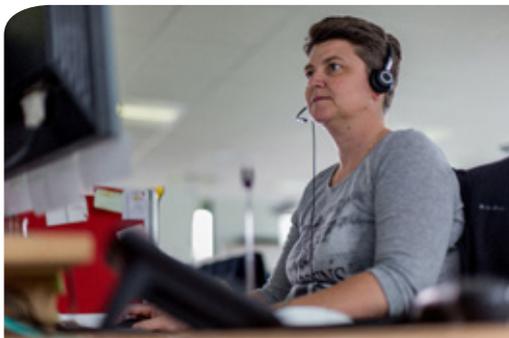
- Animation et suivi du PIMMS Artois Gohelle sur les sites de Arras, Bruay la Buissière, Lens et Libercourt
- Formation des nouveaux médiateurs du PIMMS
- Contribution du PIMMS Artois Gohelle à l'expérimentation du chèque énergie
- Don d'un véhicule au PIMMS Artois Gohelle le 14 juin 2017
- Participation à la labellisation MSAP du PIMMS Artois Gohelle et inauguration du PIMMS MSAP mobile le 27 septembre 2017
- Animation et suivi du PSP de Calais (FACE)
- Animation et suivi du PSP de Saint Omer (FACE),
- Participation aux Conseils d'Administration du PIMMS Artois Gohelle et des PSP de Calais et Saint Omer
- Participation à l'AG du PIMMS Artois Gohelle et de FACE Calais

COMPTE-RENDU DE L'ACTIVITÉ D'EDF POUR LA FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ AUX TARIFS RÉGLEMENTÉS DE VENTE SUR VOTRE TERRITOIRE

- Organisation d'une rencontre de toutes les structures de médiation partenaires d'EDF à Gavrelle

et d'autres partenaires :

- Participation à l'Assemblée Générale de Point Passerelle Nord de France
- Participation aux journées des partenaires organisées par l'UDCCAS du Pas de Calais à Calais et à Ruitz
- Participation aux rencontres régionales des UDCCAS des Hauts de France à Arras
- Participation à la formation et au comité de pilotage : Unis Cité Lens
- Participation au projet de création d'une antenne Unis Cité à Béthune
- Animation d'une rencontre avec les associations de consommateurs du Nord Pas de Calais (mai)
- Participation aux réunions sur la charte « Entreprises et Quartiers »
- Participation au 3^{ème} congrès des maires du Pas de Calais à Artois Expo à St Laurent Blangy
- Participation au rapport de la Fondation Abbé Pierre



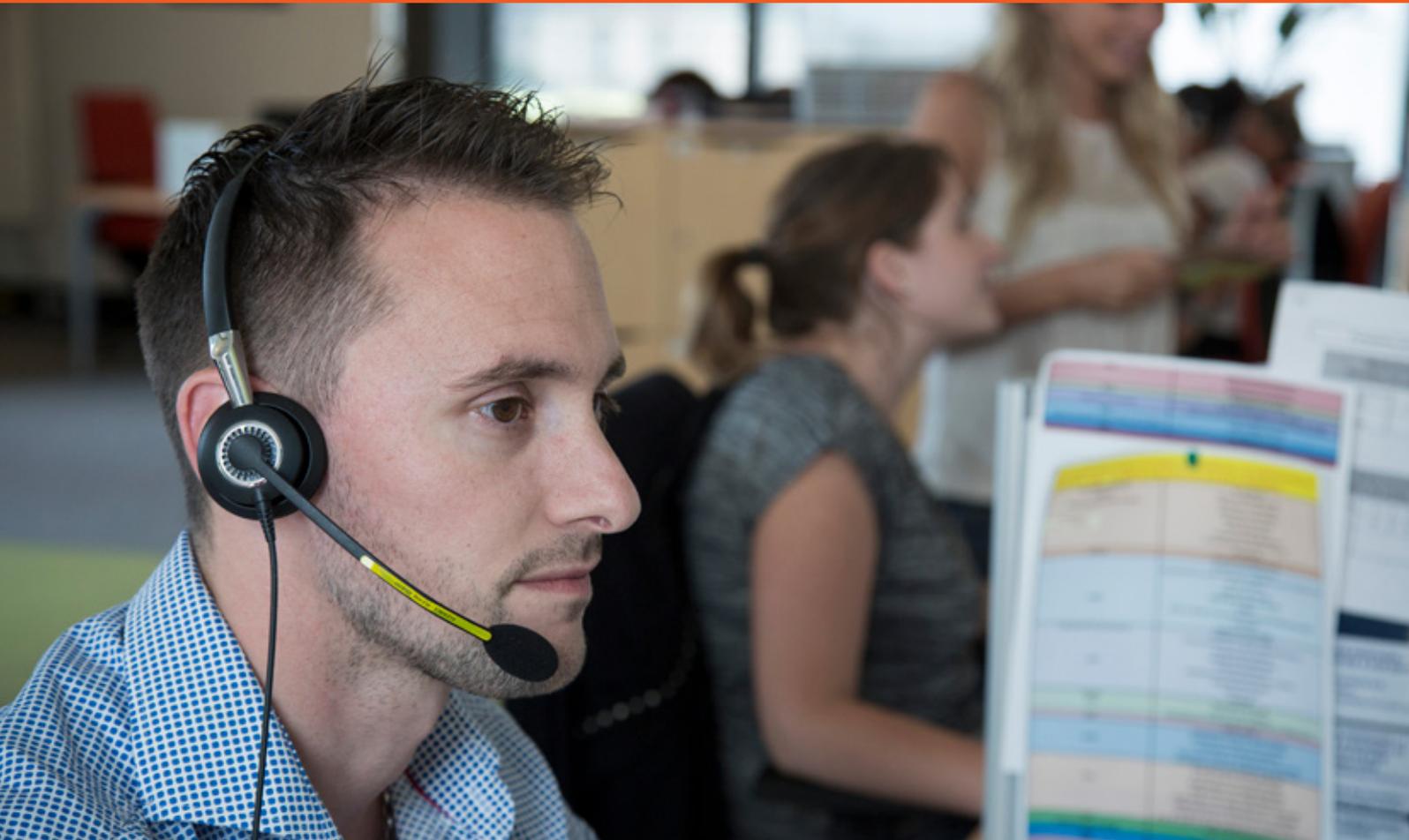
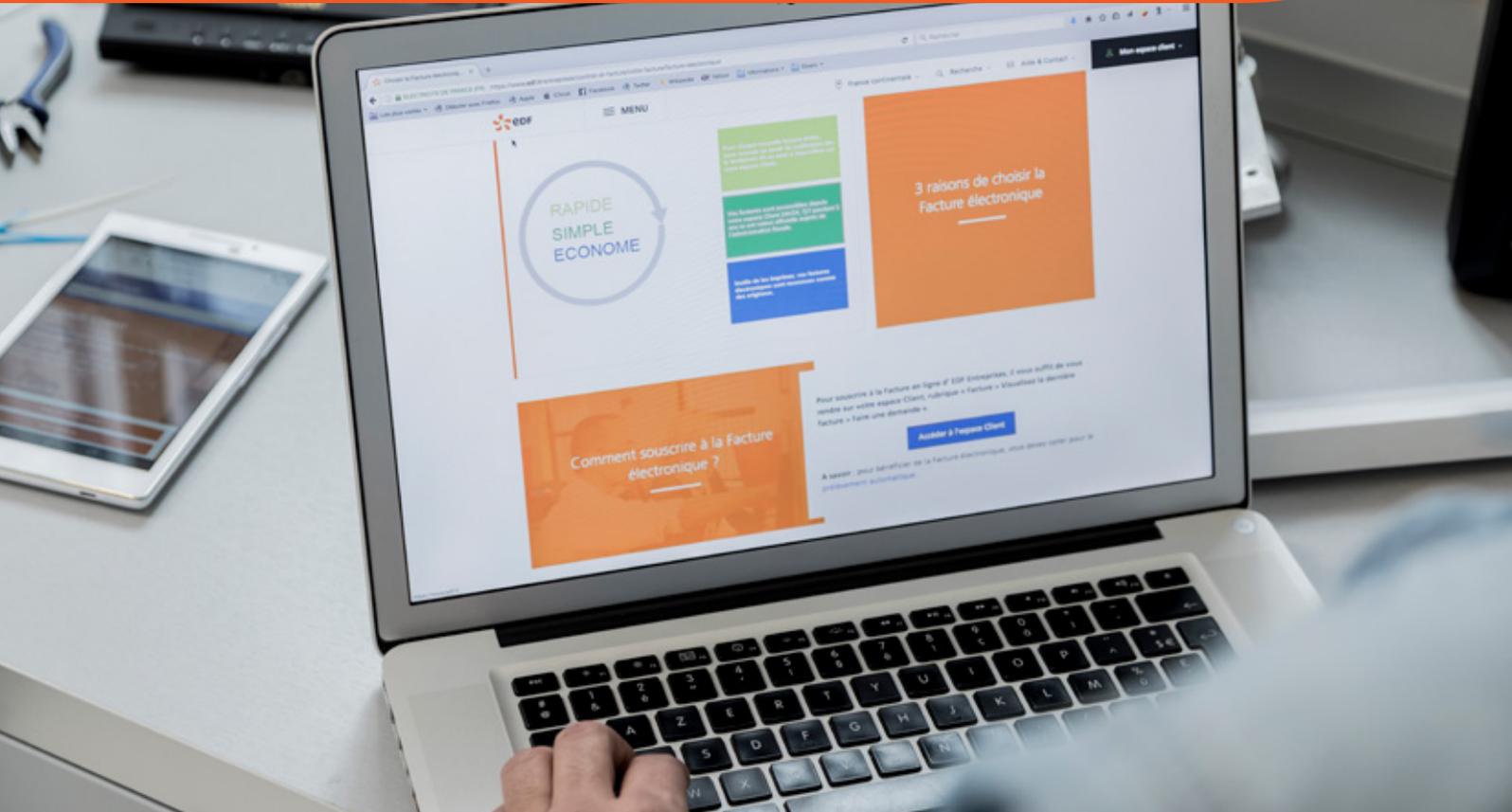
PENDANT LA TRÊVE HIVERNALE, LES ÉQUIPES SOLIDARITÉ DE LA DIRECTION COMMERCIALE RÉGIONALE NORD-OUEST GARDENT LE LIEN AVEC LES FOYERS EN SITUATION D'IMPAYÉ

La loi BROTTE du 15 avril 2013 a instauré une trêve hivernale visant à protéger les ménages en situation d'impayés de facture entre le 1^{er} novembre et le 31 mars. Durant cette période de trêve, la suspension de fourniture pour impayés n'est pas mise en œuvre. Or, c'est bien souvent pendant cette période que les

clients démunis sollicitent moins les services sociaux et s'enlisent dans leurs impayés.

EDF souhaite aller au-delà des dispositifs réglementaires dans son engagement solidaire et humain et garde le lien avec les clients en difficulté financière pendant l'hiver pour éviter l'aggravation des situations de précarité énergétique.

Au travers d'une campagne d'appels sortants, les conseillers Solidarité de la DCR Nord-Ouest prennent contact avec les clients en situation d'impayé pour étudier des solutions personnalisées de paiement de leur dette (c'est le neuvième engagement « EDF & Moi », « Vous aider dans les moments difficiles ») et ainsi éviter une suspension d'énergie ou une pose de limiteur de puissance en sortie de trêve hivernale. En parallèle et par anticipation d'une situation qui pourrait s'aggraver, les conseillers peuvent orienter le client vers un organisme social pour étudier les aides possibles.



5. Les éléments financiers de la concession

Le décret n°2016-496 du 21 avril 2016 prévoit la communication par le concessionnaire, dans le CRAC, d'éléments financiers liés à l'exploitation de la concession (cf. art. D.2224-37 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) créé par le décret précité).

L'article D.2224-40 du CGCT, créé par ce même décret, prévoit qu'au titre de la mission de fourniture aux tarifs réglementés de vente, le concessionnaire doit communiquer, au regard des quantités facturées dans l'année aux clients de la concession :

- pour les produits : le chiffre d'affaires ;
- pour les charges : les coûts commerciaux, établis, pour les clients de la concession, sur la base des coûts nationaux de l'exercice considéré correspondant à ceux communiqués par le fournisseur aux tarifs réglementés de vente à la Commission de régulation de l'énergie.

Le décret précise que, pour les concessions sur le territoire métropolitain continental, les éléments financiers ci-dessus portent sur la fourniture d'électricité aux clients bénéficiant du Tarif Bleu.

5.1. Le chiffre d'affaires

LA MÉTHODE ET LES ÉLÉMENTS DE CALCUL RETENUS POUR LA DÉTERMINATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

Les produits communiqués en application du décret précité concernent le chiffre d'affaires correspondant aux quantités (kWh) facturées aux clients de la concession bénéficiant du Tarif Bleu.

Ces données sont enregistrées dans le système d'information d'EDF permettant d'en rendre compte à l'autorité concédante sans recourir à des clés de répartition.

Le concessionnaire distingue ci-après le chiffre d'affaires des clients au Tarif Bleu résidentiel et le chiffre d'affaires des clients au Tarif Bleu non résidentiel. Les recettes sont données hors contributions (CTA, CSPE) et hors taxes (TCFE, TVA).

LE CHIFFRE D'AFFAIRES DE LA CONCESSION

| TARIF BLEU RÉSIDENTIEL (CONCESSION) | | | |
|-------------------------------------|---------------|---------------|------------------|
| | 2016 | 2017 | Variation (en %) |
| Nombre de clients | 527 424 | 489 895 | -7,1% |
| Énergie facturée (en kWh) | 2 695 788 243 | 2 496 159 948 | -7,4% |
| Recettes (en €) | 277 817 129 | 262 198 452 | -5,6% |

TARIF BLEU NON RÉSIDENTIEL (CONCESSION)

| | 2016 | 2017 | Variation (en %) |
|---------------------------|-------------|--------------------|------------------|
| Nombre de clients | 42 577 | 40 188 | -5,6% |
| Énergie facturée (en kWh) | 538 073 202 | 354 178 694 | -34,2% |
| Recettes (en €) | 54 735 612 | 37 080 633 | -32,3% |

Les perspectives d'évolution du chiffre d'affaires en 2018 dépendront du niveau des tarifs réglementés de vente, qui sont fixés par la Commission de régulation de l'énergie (CRE). L'évolution du chiffre d'affaires dépendra également des volumes consommés, qui sont influencés par :

- le nombre de clients ayant souscrit un contrat au TRV ;
- les conditions climatiques constatées ;
- les variations de consommation des clients, hors impact climatique, en raison de la conjoncture, de l'évolution des usages, des progrès d'efficacité énergétique...

5.2. Les coûts commerciaux

COÛTS COMMERCIAUX (en k€) (NATIONAL)

| | 2016 | 2017 | Variation (en %) |
|----------------------------|------------------|------------------|------------------|
| Tarif Bleu résidentiel | 1 423 734 | 1 403 022 | -1,5% |
| Tarif Bleu non résidentiel | 312 652 | 336 887 | 7,8% |
| Tarif Bleu Total | 1 736 386 | 1 739 909 | 0,2% |

Le recours aux coûts commerciaux nationaux est cohérent avec des tarifs réglementés de vente d'électricité fixés nationalement et s'appliquant sur l'ensemble du territoire desservi par EDF.

Dans un souci d'optimisation économique, EDF a défini une organisation adaptée à la tarification nationale, qui conduit à mobiliser au service de chacune des concessions des moyens nationaux et régionaux. Les coûts commerciaux ne sont donc pas pilotés et enregistrés à la maille de la concession.

Les coûts commerciaux de l'exercice 2017 sont impactés par un changement de méthode relatif à la comptabilisation des certificats d'économies d'énergie (CEE), qui explique l'essentiel des évolutions par rapport à l'exercice précédent.

Au titre des perspectives d'évolution : le concessionnaire prévoit en 2018 une baisse des coûts commerciaux récurrents, en lien avec la décroissance du portefeuille, mais il convient de noter une forte hausse des coûts liés aux CEE, en lien avec les nouvelles obligations de la quatrième période 2018-2020.

COMPTE-RENDU DE L'ACTIVITÉ D'EDF POUR LA FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ AUX TARIFS RÉGLEMENTÉS DE VENTE SUR VOTRE TERRITOIRE

LA MÉTHODE ET LES ÉLÉMENTS DE CALCUL RETENUS POUR LA DÉTERMINATION DES COÛTS COMMERCIAUX DE LA CONCESSION

La méthode

La méthode consiste à répartir les coûts de commercialisation nationaux ci-dessus, tels que présentés par EDF à la CRE, sur les différentes concessions, au moyen de clés de répartition déterminées précisément en fonction du portefeuille de clients au Tarif Bleu résidentiel et non résidentiel propre à chacune des concessions (Art. D.2224-36 du CGCT).

La répartition appliquée est celle retenue par l'administration jusqu'en 2015, et qui l'est aujourd'hui par la CRE dans le cadre de l'établissement des tarifs réglementés de vente :

- 50% des coûts affectés selon le nombre de clients : cela traduit la part abonnement du contrat du client ;
- 50% des coûts affectés selon le volume facturé (kWh) : cela traduit la part variable du contrat, c'est-à-dire la consommation du client.

Les éléments de calcul

La répartition des coûts commerciaux nationaux est réalisée en fonction de la part de la concession dans l'ensemble des concessions exploitées par EDF, en nombre de clients d'une part et en quantités facturées d'autre part.

Les tableaux ci-après explicitent les valeurs des clés pour la concession.

CLÉS DE RÉPARTITION TARIF BLEU RÉSIDENTIEL (en %) (CONCESSION)

| | 2016 | 2017 | Variation (en %) |
|----------------------------------|----------------------|----------------------------|------------------|
| Au prorata du nombre de clients* | 20,014% ^o | 19,325%^o | -3,4% |
| Au prorata du volume facturé** | 20,561% ^o | 19,707%^o | -4,2% |

* Il s'agit du nombre de clients de la concession Tarif Bleu résidentiel rapporté au nombre de clients Tarif Bleu résidentiel d'EDF sur le territoire métropolitain continental.

** Il s'agit des quantités d'électricité facturées par le concessionnaire aux clients de la concession au Tarif Bleu résidentiel rapportées aux quantités d'électricité totales facturées au Tarif Bleu résidentiel par EDF sur le territoire métropolitain continental.

CLÉS DE RÉPARTITION TARIF BLEU NON RÉSIDENTIEL (en %) (CONCESSION)

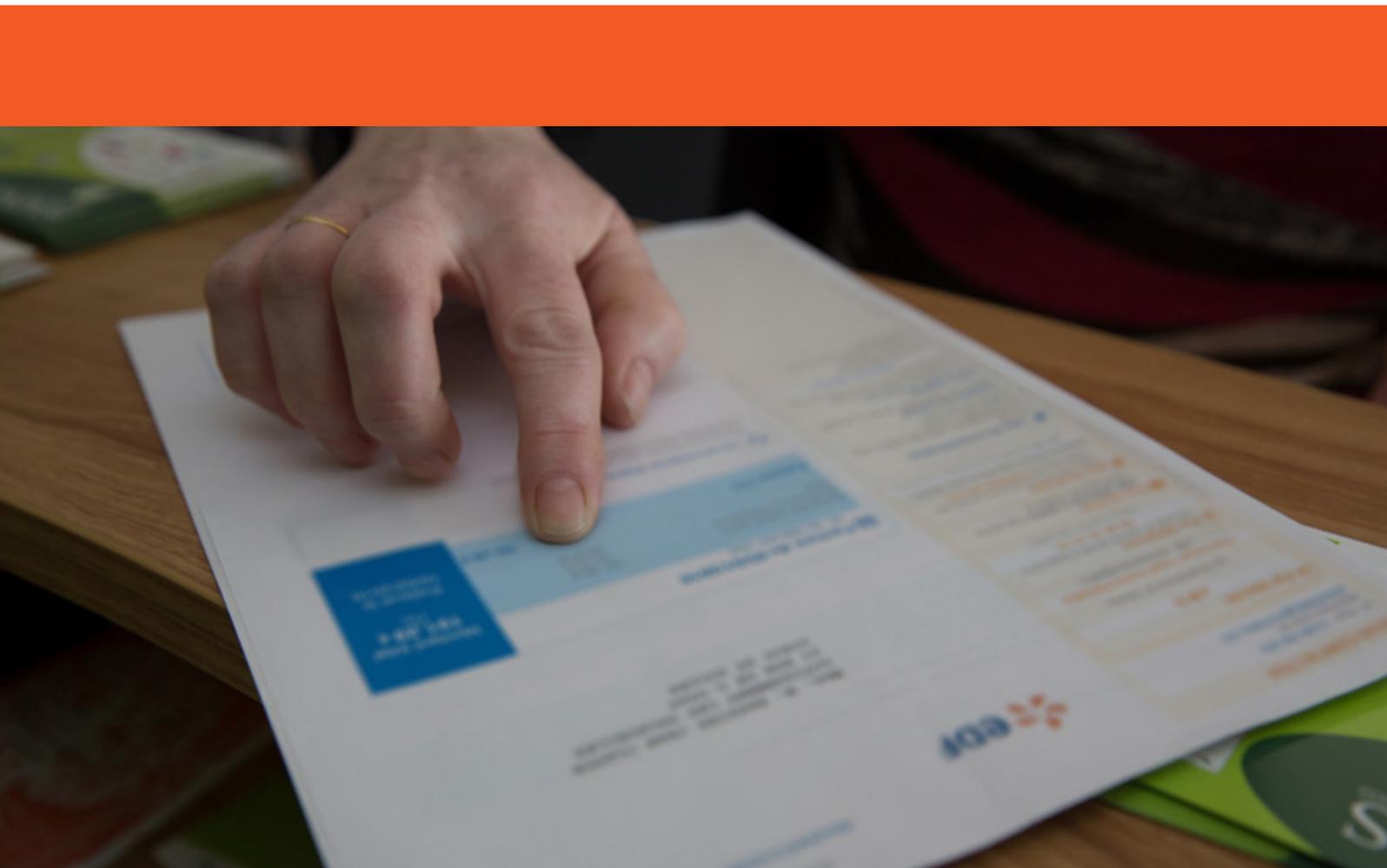
| | 2016 | 2017 | Variation (en %) |
|----------------------------------|----------------------|----------------------------|------------------|
| Au prorata du nombre de clients* | 12,914% ^o | 12,816%^o | -0,8% |
| Au prorata du volume facturé** | 19,271% ^o | 13,806%^o | -28,4% |

* et ** Idem supra.

LES COÛTS COMMERCIAUX DE LA CONCESSION

Les coûts commerciaux de la concession sont obtenus selon la méthode exposée, par application des clés de répartition aux coûts nationaux définis ci-dessus :

| COÛTS COMMERCIAUX (en k€) (CONCESSION) | | | |
|--|--------|---------------|------------------|
| | 2016 | 2017 | Variation (en %) |
| Tarif Bleu résidentiel | 28 884 | 27 382 | -5,2% |
| Tarif Bleu non résidentiel | 5 031 | 4 484 | -10,9% |
| Tarif Bleu Total | 33 915 | 31 866 | -6,0% |






Annexes au compte-rendu de l'activité d'EDF

- 1. Les interlocuteurs pour l'autorité concédante et les acteurs de la solidarité** **206**
- 2. Les points de contact pour les clients** **208**
- 3. Glossaire** **212**

1. Les interlocuteurs pour l'autorité concédante et les acteurs de la solidarité

1.1. Les interlocuteurs privilégiés de l'autorité concédante

Au titre de la mission de fourniture d'électricité aux tarifs réglementés de vente, la Direction Commerciale Régionale (DCR) Nord-Ouest met à la disposition de l'autorité concédante les interlocuteurs suivants :

Le Directeur du Développement Territorial

Le Directeur du Développement Territorial est l'interlocuteur privilégié des élus de l'autorité concédante.



Rémy Vergriete
Directeur Développement Territorial
06 99 24 45 31
remy.vergriete@edf.fr

Le Référent Concession

Le Référent Concession est l'interlocuteur privilégié des services de l'autorité concédante pour l'exécution du contrat ; il est notamment le pilote opérationnel de l'établissement du compte-rendu annuel d'activité de concession (CRAC).



Ségolène Biviglia
Référente Concession
06 60 90 83 21
segolene.biviglia@edf.fr

1.2. Les interlocuteurs privilégiés des acteurs de la solidarité

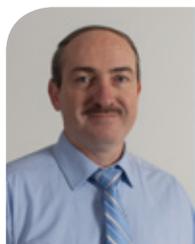
La Direction Commerce porte les engagements d'EDF en matière de solidarité envers les populations les plus démunies. Elle maintient un dispositif spécifique pour l'accompagnement des clients en difficulté et la recherche des solutions les plus adaptées à leur situation. EDF collabore en ce sens avec les agents des collectivités territoriales intervenant dans le domaine de l'action sociale. L'action d'EDF s'appuie sur des pôles Solidarité régionaux composés de correspondants et conseillers Solidarité.

Le Correspondant Solidarité

Le Correspondant Solidarité anime le réseau des travailleurs sociaux des CCAS, des conseils départementaux ou des associations partenaires d'EDF.

Il leur délivre toutes les informations utiles à relayer auprès des famille accompagnées, comme par exemple l'explication de facture, l'utilisation du chèque énergie, l'accès aux dispositifs d'aide.

Il propose également des actions de sensibilisation sur le thème des éco-gestes pour aider les familles à mieux maîtriser leur facture énergétique.



Michel Mariel

Correspondant Solidarité

06 69 61 83 45

michel.mariel@edf.fr

Un numéro de téléphone dédié

EDF met un numéro de téléphone dédié à la disposition des élus, des travailleurs sociaux et des associations. Il s'agit du 0 810 810 112.

*appel gratuit depuis un poste fixe

2. Les points de contact pour les clients

2.1. Les points de contact pour les clients résidentiels

POUR LES CLIENTS RÉSIDENTIELS (PARTICULIERS)

La Direction de Marché des Clients Particuliers (DMCP) assure la relation contractuelle avec les clients Particuliers. Elle porte également les engagements d'EDF en matière de solidarité envers les populations les plus démunies et la mise en œuvre réglementaire du chèque énergie après l'avoir fait pour le tarif de première nécessité (TPN).

Cette relation s'appuie sur plusieurs canaux de contact, en particulier :

- une agence en ligne sur internet : <https://particulier.edf.fr/fr/accueil.html> ;
- un accueil téléphonique à partir d'un réseau national de Centres de Relation Clients (CRC) reliés entre eux et répartis sur tout le territoire métropolitain : **09 69 32 15 15** (prix d'un appel local), accessible aux clients du lundi au samedi, de 8h à 20h ;
- un dispositif spécifique pour l'accompagnement des clients en difficulté et la recherche de solutions les plus adaptées à leur situation. Ce dispositif s'appuie sur des pôles Solidarité régionaux avec le correspondant Solidarité, interlocuteur dédié par département, et une équipe de conseillers Solidarité (*cf. supra*).



Par ailleurs, il est rappelé que les clients ont à leur disposition un numéro de téléphone dédié au chèque énergie, le **0 805 204 805** (service et appel gratuit).

Les clients peuvent également accéder à des informations relatives au chèque énergie sur le site proposé par les pouvoirs publics : <https://chequeenergie.gouv.fr>.

En complément des canaux privilégiés mentionnés ci-dessus, EDF est également partenaire de nombreuses structures de médiation sociale mutualisées avec d'autres opérateurs de réseau.

Les points d'accueil de ces structures sont les suivants :

Les points d'accueil physique sur votre département ou à proximité / Structures de médiation sociale

| Type de SMS | Nom | Adresse |
|-------------|--|--|
| FACE | PSP Calais rue de Bamako | 128 rue de Bamako, 62100 CALAIS |
| FACE | PSP Calais rue Paul Gauguin | 14 rue Manet, appt 6 - bât M, 62100 CALAIS |
| FACE | PSP Calais boulevard Jacquard | 102-104 boulevard Jacquard, 62100 CALAIS |
| PIMMS | PIMMS Artois-Gohelle / Arras | 2 rue de Douai, 62000 ARRAS |
| PIMMS | PIMMS Artois--Gohelle / Libercourt | Place de la gare, 62820 LIBERCOURT |
| PIMMS | PIMMS Artois-Gohelle / Lens-Liévin | 49 place du général de Gaulle, 62300 LENS |
| PIMMS | PIMMS Artois-Gohelle / Bruay-la-Bussière | 440 rue Christian et Honorat Bouillez, 62700 BRUAY-LA-BUSSIÈRE |
| FACE | PSP Saint-Omer | 7 ter rue Sainte-Barbe, 62500 SAINT-OMER |

2.2. Les points de contact pour les clients non résidentiels

POUR LES CLIENTS NON RÉSIDENTIELS (ENTREPRISES, PROS, COLLECTIVITÉS)

La Direction du Marché d'Affaires (DMA) assure la relation contractuelle avec :

- les clients « Entreprises » : clients professionnels multi-sites au Tarif Bleu, entreprises, grandes entreprises, grands comptes ;
- les clients « Collectivités territoriales » : communes et EPCI, conseils départementaux et régionaux, bailleurs sociaux, tertiaire public local.

Cette relation s'appuie sur des **conseillers commerciaux** répartis dans les Centres de Relation Clients **pour les clients « Entreprises »** et sur des **interlocuteurs dédiés aux clients « Collectivités territoriales »** et répartis sur le territoire de la région.

Ils assurent un accueil personnalisé des clients sur les différents canaux (téléphone, courriel, courrier, Internet), traitent les demandes relatives aux contrats (mises en service, avenants, résiliations) et répondent aux demandes courantes relatives à la facture et au recouvrement.

Deux sites internet sont à la disposition des clients :

- <https://www.edf.fr/entreprises>

ANNEXES AU COMPTE-RENDU DE L'ACTIVITÉ D'EDF POUR LA FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ AUX TARIFS RÉGLEMENTÉS DE VENTE SUR VOTRE TERRITOIRE

- <https://www.edf.fr/collectivites>

EDF met également à la disposition des clients un accueil téléphonique :

- Pour les entreprises et pros : **01 810 333 668**
- Pour les collectivités et bailleurs sociaux : **03 45 81 36 68**



3. Glossaire

| SIGLES UTILISÉS DANS LE COMPTE-RENDU D'EDF POUR LA FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ AUX TRV | |
|---|--|
| ANAH | Agence Nationale de l'Habitat |
| ARENH | Accès Régulé à l'Energie Nucléaire Historique |
| CCAS | Centre Communal d'Action Sociale |
| CGV | Conditions Générales de Vente |
| CNC | Conseil National de la Consommation |
| CNIL | Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés |
| CRC | Centre de Relation Clients |
| CRE | Commission de Régulation de l'Energie |
| CSPE | Contribution au Service Public de l'Electricité |
| CTA | Contribution Tarifaire d'Acheminement |
| DCR | Direction Commerciale Régionale (8 DCR au sein de la Direction Commerce d'EDF) |
| DGCCRF | Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes |
| DMA | Direction du Marché d'Affaires de la Direction Commerce d'EDF |
| DMCP | Direction du Marché des Clients Particuliers de la Direction Commerce d'EDF |
| FNCCR | Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies |
| FSL | Fonds de Solidarité pour le Logement |
| IEE | Indice d'Efficacité Energétique |
| MDE | Maîtrise de la Demande d'Energie |
| MNE | Médiateur National de l'Energie |
| NOME | loi du 7 décembre 2010 portant Nouvelle Organisation du Marché de l'Electricité |
| PASS | Portail d'Accès aux Services Solidarité d'EDF |
| PIMMS | Point Information Médiation Multi-Services |
| TCFE | Taxes (communale et départementale) sur la Consommation Finale d'Electricité |
| TECV | loi du 17 août 2015 relative à la Transition Energétique pour la Croissance Verte |
| TPN | Tarif de Première Nécessité (électricité) |
| TRV | Tarifs Réglementés de Vente (électricité) |
| TSS | Tarif Spécial de Solidarité (gaz) |
| TURPE | Tarif d'Utilisation des Réseaux Publics d'Electricité |
| UDCCAS | Union Départementale des Centres Communaux et intercommunaux d'Action Sociale |
| UNCCAS | Union Nationale des Centres Communaux et intercommunaux d'Action Sociale |
| UNPIMMS | Union Nationale des Points Information Médiation Multi Services |
| USH | Union Sociale de l'Habitat |





**COMPTE-RENDU
D'ACTIVITÉ 2017**
FÉDÉRATION
DÉPARTEMENTALE D'ÉNERGIE
DU PAS-DE-CALAIS

Le présent document a été établi par Enedis et par EDF, chacun pour sa mission, avec le concours d'équipes nationales et locales des différents métiers. Qu'elles en soient toutes remerciées.

Crédits photos : © médiathèque Enedis, © médiathèque EDF.

Date de création : juin 2018
Compte-rendu d'activité créé par la Solution Paddix® (www.paddix.com)
Réalisé par IDIX - www.idix.fr





PROXIMITÉ
QUALITÉ
INNOVATION
ÉQUITÉ
RESPONSABLE
SOLIDARITÉ
TERRITOIRE
EFFICACITÉ
ENSEMBLE
PARTENAIRE